



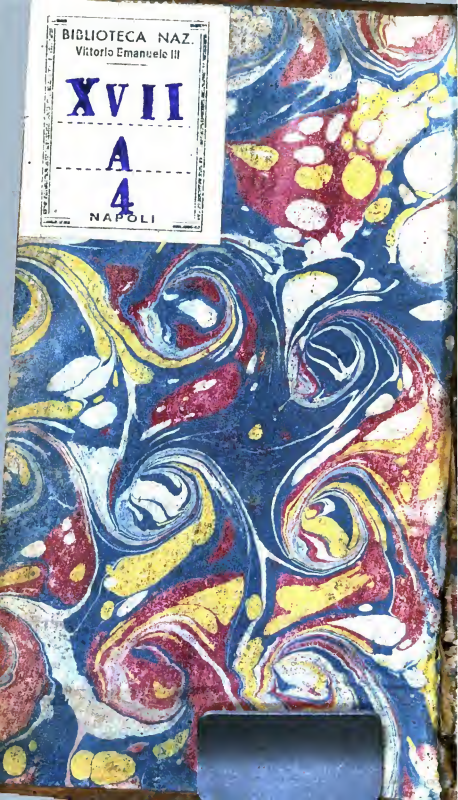
BIBLIOTECA NAZ.  
Vittorio Emanuele III

XVII

A

4

NAPOLI

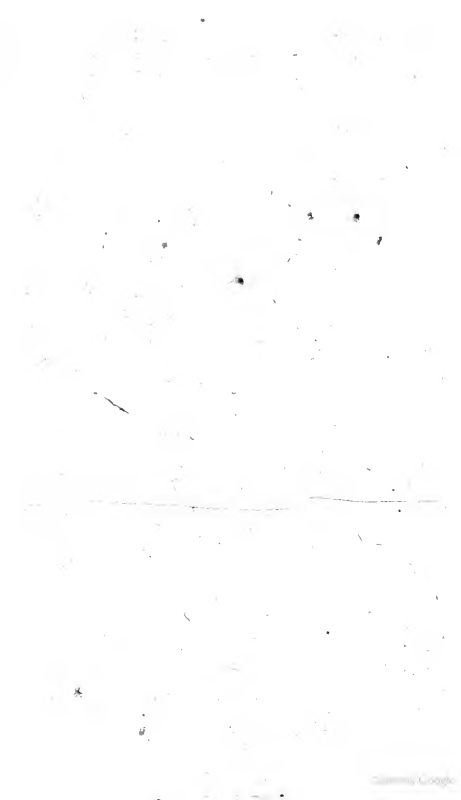












LES  
INTERETS PRÉSENTS<sup>1</sup>  
DES  
PUISSANCES  
DE  
L'EUROPE.  
TOME QUATRIÈME.



LES  
INTERETS PRÉSENTS  
DES  
PUISSANCES  
DE  
L'EUROPE,

Fondez sur les Traitez conclus depuis la Paix  
d'Utrecht inclusivement, & sur les Preuves  
de leurs Prétentions particulieres.

Par Mr. **J. ROUSSET,**

*Membre de la Société Royale des Sciences de  
Berlin, &c.*

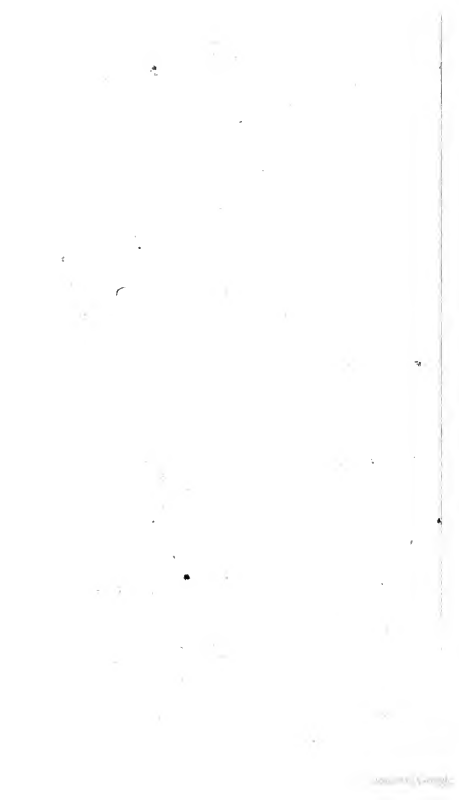
**TOME QUATRIÈME.**



**A LA HAYE,**  
Chez **ADRIEN MOETJENS,** Libraire.

---

M. DCC. XXXIV.

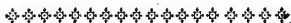




# LES INTERETS PRESENS

DES

PUISSANCES SOUVERAINES  
de l'Europe.



LIVRE QUATRIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

*De la Pragmatique Sanction Caroline.*



A Loi Domestique que l'Empereur Charles VI. a faite pour regler la succession aux vastes & nombreux Etats hereditaires de son Auguste Maison, interesse tant tout l'Europe, qu'elle est devenuë un Article essentiel & important du Droit public; ainsi nôtre Ouvrage se-

*Tome IV.*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

A roit

## 2 LES INTERETS PRESENTS

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

roit imparfait si nous ne traitions cet Article à fonds : nous croyons ne pouvoir faire mieux , & en même tems d'une maniere plus desintereffée , qu'en rapportant cette Loi avec des éclaircissements necessaires , & donnant ici de suite , & dans autant de Paragraphes , tout ce qui a été écrit pour & contre cette Loi , ses appendances , dépendances & suites , laissant au Lecteur la liberté de porter tel jugement que ses lumieres lui dicteront.

[ §. I. ]

*Sanction Pragmatique (a) & Loi perpetuelle à l'égard de la regle & ordre de succession , & union indivisible de tous les Royaumes , Provinces & Etats hereditaires de Sa Majesté Imperiale & Catholique , à Vienne au mois d'Avril 1713.*

CHARLES par la Grace de Dieu , Empereur des Romains , toujours Auguste , Roi d'Allemagne , de Castille , de

(a) *Sanction Pragmatique.* ) Cette Piece n'est pas proprement un Traité , on s'en formera plus aisément une idée , en la considerant comme une constitution ou pacte de famille , qui regle la succession de la Maison d'Autriche. Comme pour maintenir la tranquillité d'une grande partie de l'Europe , il est indispensablement necessaire que



de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, de Navarre, de Grenade, de Toledé, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corse, de Murcie, de Jaen, des Algarbes, d'Algesire, de Gibraltar, des Isles des Canaries, & des Indes Orientales & Occidentales, des Isles de Terre - Ferme de la Mer Océane, Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldres, de Milan, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Wirtemberg, de la Haute & Basse Silesie, d'Athènes & de Neopatrie : Prince de Suabe, Marquis du St. Empire, du Burgau, de Moravie, de la Haute & Basse Lusace Comte d'Habsbourg, de Flandres, d'Artois, de Tyrol, de Barcelone, de Ferette, de Kybourg, de Goritz, de

A 2 Roussillon

la force & l'autorité se conserve dans les Pais héréditaires de cette Maison, Sa Majesté Imperiale aujourd'hui regnante, dans l'incertitude de laisser des Héritiers mâles après elle, a trouvé à propos d'établir un ordre juste & constant dans la succession de son Illustre Maison, convenablement aux pactes & conventions qui ont été faites long-tems auparavant à ce sujet, ( nous les ajouterons ci-après dans un paragraphe particulier. )

4 LES INTERETS PRESENTS

Rouffillon & de Cerdagne; Landgrave d'Alsace, Marquis d'Oristad & Comte de Geceano, Seigneur de la Marche d'Esclavonie, du Port Naon, de Biscaye, de Moline, de Salins, de Tripoli & de Malines, &c.

Sçavoir faisons à tous & à chacun qu'il appartiendra, que les Empereurs des Romains, Rois & Archiducs d'Autriche, nos Ancêtres, se sont donnez par un effet de tendresse paternelle, & par une prévoyance de sagesse, beaucoup de soins pour établir dans nôtre Auguste Maison une regle & forme de succession, pour y être à perpetuité immuablement suivie & observée par toute leur posterité, de l'un & de l'autre sexe, dans tous les événemens que la Providence divine pourroit faire naître dans la suite des tems. Que l'ordre pour cette succession dans toute l'étendue de nos vastes Etats, Royaumes, Seigneuries & Provinces, tant en general qu'en particulier, & en toutes inseparablement, a été introduit & fixé pour en empêcher les démembrements & la division entre les Heritiers de nôtre Auguste Maison. Qu'entr'autres, l'Empereur Ferdinand II. nôtre très-honoré Bisaïeul, de glorieuse memoire, par son Testament du 10. de May 1621. confirmé

firmé par ses Codicilles du 8. Août 1635. a réglé l'ordre de succession entre les Archiducs ses fils, & leurs descendants mâles, par forme de Fidei-commis perpétuel, appelé communément Majorat, en ordonnant que les filles renonçassent à l'hérédité, & se contentassent de leur dot, sauf toutefois *leur droit de retour* (a); que le même ordre a été suivi par le feu l'Empereur Leopold, notre très-honoré Seigneur & Pere, de glorieuse memoire, lequel comme Chef de notre Auguste Maison, & seul en droit de disposer de ses Royaumes & Provinces Héritaires, a établi le même Majorat par le partage qu'il fit le 12. de Sept. 1703. (b) entre notre très-cher & très-

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANCTI-  
TION.

(a) *Leur droit de retour* ) C'est-à-dire, qu'au défaut des Descendans de Sa Majesté aujourd'hui régnante, les Archiduchesses Josephines avec leurs Descendans, & après leur extinction les Leopoldines & leurs Descendans, & ainsi selon l'ainellé, jouiront du droit de retour qui fera expirer les renonciations qu'elles ont faites à la Succession.

(b) *Par le partage qu'il fit le 12. de Sept. 1703.* Voilà le contenu du Traité de Partage que l'Empereur Leopold fit entre ses fils Joseph Roi des Romains; & Charles VI. Roi d'Espagne, en ces termes, &c.

NOS LEOPOLDUS divina favente clementia electus Rom. Imperator semper Augustus, tot. tit. Notum

A 3 testa-

très-aimé frere l'Empereur Joseph,  
d'heureuse memoire, alors Roi des  
Romains,

*testatumque facimus : Cum per mor-  
tem pientissima memoria Serenissimi quon-  
dam & Potentissimi Principis Domini Ca-  
roli II. Hispaniar. & Indiar. Regis, Fra-  
tris & Nepotis nostri carissimi, omnia ab  
illo possessa regna & ditiones ad nos here-  
ditario jure pervenerint ; nos tamen serio  
perpendisse, quam difficile sit, tot & tam  
longe distitas provincias, simul cum aliis  
regnis & provinciis nostris hereditariis ab  
uno Principe sic gubernari, ut his præser-  
tim temporibus communis Europa salus &  
cunctorum nostrorum subditorum utilitas  
efflagitat. Mature præterea consideravi-  
mus, cum moderna res Hispanica ita com-  
parata sint, ut Regis sui præsentiam quar-  
tocius requirant, non solum nos multifa-  
rie impediri, quo minus illuc nos statim  
conferamus, sed nec filium nostrum dilec-  
tissimum primogenitum, Serenissimum Re-  
gem Rom. & Hungaria JOSEPHUM,  
ad quem post nos omnis successio nostra pri-  
mo jure pertinet, istud nunc iter arripere,  
& ab Imperio Romano, regnisque nostris  
& provinciis Austriacis abesse. Non mi-  
nus ob oculos nobis posuimus, quæ jam à  
teneris unguiculis in altero nostro filio per-  
dilecto.*

Romains, & Nous, de tous ses Royau-  
mes & Etats, situez tant en ses Pais que  
dans

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*dilecto Serenissimo Archiduce Carolo in-  
doles emicuerit, talis nimirum, qualis eos,  
quos divina ipsa benignitas concessit nata-  
les, deceat, quam etiam progredientibus  
annis omni virtutum se & donibus unde  
ortum trahit dignarum genere excoluerit,  
& quod jam ea etate sit, ut divino auxi-  
lio praeunte, accedente fidelium Ministrorum  
Consilio & ope, populis à Deo sibi  
concreditis laudabiliter praesse queat. Non  
potuimus denique pro certissimo approban-  
tis, ducentis & secundantis divinae volun-  
tatis indicio grati non agnoscere & vene-  
rari, quod & primogenitus noster Sere-  
nissimus Rom. Rex hujus sui Fratris aman-  
tissimi incrementa pro suis reputet, & hic  
communibus non modo populorum Hispanicae  
ditioni subditorum sed totius penè Eu-  
ropae votis ad Hispanicam capeffendam  
Monarchiam destinetur & invitetur, eum-  
que ad finem assequendum à plurimis Po-  
tentiâ & justitia fulgentibus staribus nulli  
sumptui aut opera etiamnum parcat. His  
igitur aliisque permoti gravissimis ratio-  
nibus in nomine SS. & individuae Trini-  
tatis, consentiente & adstipulante & pro-  
mouente dilectissimo Filio nostro primoge-*

# 8 LES INTERETS PRESENTS

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

dans la Monarchie d'Espagne , & dans  
les dependances d'Icelle , & converti  
ledit

*nito Serenissimo Rom. & Hungariae Rege  
Josepho , cessimus & assignavimus , cedi-  
mus & assignamus , virtute presentium  
literarum omni meliori modo & quam fir-  
missime id fieri possit , eidem filio nostro  
secundo genito Serenissimo Archiduci Ca-  
rolo , ejusque posteris ex legitimo matri-  
monio nascituris , non qualitercunque le-  
gitimatis aut legitimandis , universam  
Monarchiam Hispanicam omniaque ad  
eam pertinentia , ubicunque sita regna &  
provincias , unaque Belgium quod Catho-  
licum audit , & ad Serenissimam Domum  
nostram Austriacam antiquo jure spectat ,  
illique & illis plenam & absolutam suo no-  
mine omnes easce ditiones adipiscendi , pos-  
sidendi & gubernandi tribuimus faculta-  
tem , ea plane ratione , iisque titulis &  
prærogativis , quibus defunctus Rex Caro-  
lus II. eas possedit , tenuit , rexit & guber-  
navit , aut possidere , regere & gubernare  
potuit aut debuit ; nosque ipsi aut dilectis-  
simus Filius noster primogenitus potuisse-  
mus aut debuissimus , salvo semper eve-  
nientibus casibus totius Serenissimæ Domus  
nostræ successionis jure & ordine , observa-  
tis quoque ubivis cujusque populi privile-  
giis x*

ledit Ordre de succession en un vrai DE LA  
droit de primogeniture perpetuel en fa- PRAGMA  
veur TIQUE  
SANC-

TION.

*giis, quæ illibata penitus quibusvis cupimus. Reservatis quoque etiam Nobis & Successoribus nostris Rom. Imperatoribus & Regibus, Sac. Rom. Imperio, omnia imperii jura in illas provincias, quæ præcedentes Reges Hispaniæ sub quacunque qualitate ab imperio acceperunt, Filiusque noster Serenissimus Carolus III. accipiet & possidebit, non secus ac si speciatim hic singula expressa fuissent, quaque adeo idem conservare & suo quævis loco & tempore in effectum deducere omnino tenebitur. Volumus similiter ut eam porro huic cessioni seu translationi conditionem dicimus, ut Filius noster carissimus Serenissimus Rex Carolus III. omnes conventiones ratas habeat, atque jam ratas habuisse censi debet, quas ad vindicandam & in illum transferendam Hispanicam successionem fecimus, seu iniuvimus, & ad eas implendas suo se nomine diserte obstringat, ac jam obligatus censeatur, fidemque à nobis datam reapte liberet, atque nos Filiumque nostrum Regem Rom. Josephum & illius posteros eâ de causa securos & indennes præster, perinde ac si omnes istæ conventiones & præstationes hic sigillatim*

A s      descriptæ

veur des mâles ; & pour plus de sûreté , il ajouta à ce Traité de très-solemnels.

*descriptæ essent. In horum omnium testimonium & majus robur nos una cum filio nostro Dilectissimo Serenissimo Rom. Rege Josepho , non tantum præsentibus has literas manibus nostris subscriptas , sigillis nostris munivimus , & carissimo Filio nostro Serenissimo Carolo III. Hispaniarum & Indiarum Regi tradidimus , ab eoque vice mutua aliud acceptationis Instrumentum , cui hoc Instrumentum verbotenus insertum est , recepimus , sed & de eorum tenore semper observando , ac omnibus viribus propugnando nos amboque Filii nostri pro nobis , omnibus posteris nostris verbo Imperiali & Regio , jureque jurando corporaliter præstito fidem nostram quam solemnissime adstrinximus , nullo unquam tempore aut modo à nobis aut aliis infringendam omni quorumlibet qualicumque contradictione , exceptione generali & speciali restitutione , dispensatione & absolutione etiam Pontificia , aliisque beneficiis , legis seu consuetudinis aut nominis perpetuo exclusis. Actum præsentibus præcipuis aulae nostræ Cæsareæ Proceribus , aliisque Consiliariis sanctioris nostri consilii Status Viennæ , die 12. mens. Sept. anno à partu Virginæ*



nels pactes de succession ou de famille ,  
qui furent acceptez & confirmez par  
serment

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*Virgineo 1703. Regnorum nostrorum Ro-  
mani 46. Hungarici 49. Bohemici vero  
47.*

*Et nos Josephus Dei gratia Rom. ac  
Hungar. Dalmatie , Croatia , Sclavonie  
Rex , tot, tit. Testamur & profitemur om-  
nia superius descripta ab Augusto Domi-  
no & parente nostro summe venerando ,  
nobis maxime volentibus , assentientibus ,  
& una cedentibus decreta , acta , & cessa  
esse ; assentimur etiam & cedimus pro No-  
bis & posteris nostris omni meliori , quo  
fieri possit , modo , verbo aeterna veritatis.  
& Regio , additoque corporali Sacramen-  
to , promittente , nos omnia & singula  
exactissime servaturos , nec iis unquam con-  
traventuros , aut aliis id permissuros esse ,  
abolitis omnibus quibuscumque exceptionibus  
aut beneficiis contrariis , undecunque aut  
quomodocunque provenientius , etiamsi  
eorum jure vel consuetudine singularis  
mentio vel amplior renunciatio fieri de-  
buisset. Vienna die & anno expressis.*

(L. S.) LEOPOLDUS manu propria..

(L. S.) JOSEPHUS manu propria..

A. G. Nos

serment des parties contractantes de-  
part & d'autre, & dans lesquels, après  
que:

**N**Os, cum cessionem istam, tum ad-  
ditas condiciones gratissimo animo  
acceptasse; sicut hisce acceptamus, pro no-  
bis & omnibus posteris nostris, regio ver-  
bo promittentes, & tactis SS. Scripturis,  
jurantes nos & ipsos omnia & singula ac-  
curatissime, custedituros, & optima fide  
impleturos, illis nunquam contraituros,  
aut ut ab aliis contrahatur passuros, & si  
quæ ulterior aut iterata, vel sæpius repe-  
tita, licet non necessaria confirmatio à  
nobis posterisque nostris quibuscunque, no-  
strisque regnis & provinciis quandocunque  
postuletur, eam quoque daturus, & ut  
quam solemnissime expediatur curaturos  
esse, omni qualicunque tergiversatione,  
generali vel speciali exceptione, restitua-  
tione & absolutione cujusvis Ecclesiastica  
aut secularis, potestatis, etiam Pontificia  
aliisque beneficiis contrariis quibuscunque  
perpetuo exclusis: Ita nobis, posterisque  
nostris summa divinitas semper propitia  
sit, uti cupimus felicissimis & florentibus  
regnis & provinciis à Serenissimis Paren-  
te & Fratre nobis ea fiducia ultro conces-  
sis. Actum presentibus præcipuis Cesareæ  
aule Proceribus aliisque suæ Majestatis  
Consiliariis.

que l'on eut réglé & clairement expliqué l'ordre qui se devoit observer, entre ledit Empereur Joseph notre Frere & Nous, & nos Descendans, ou celui des deux qui survivroit à l'autre & sa posterité, dans la maniere de succeder les uns aux autres, tant en nosdits Royaumes & Provinces de par deçà, que dans la Monarchie d'Espagne, & les Païs qui la composent : A été aussi principalement convenu & disposé, que les *Flo's mâles*, tant qu'il y en aura, excluëront les femelles à perpétuité, & qu'entre les mâles l'aîné excluëra aussi tous ses autres freres puinez de toute l'heredité; de sorte que la succession à tous ces Royaumes & Etats, en quelque part qu'ils soient, demeurera toute entiere, & en indivis, attachée inseparablement à l'aîné des mâles, selon l'ordre de la primogeniture, dans lesquels susdits pactes & conventions de succession a été aussi disposée

&

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*Consiliaris sanctioris Consilii Status. Vienna, die 12. mens. Sept. anno à Nativitate Christi Domini & Salvatoris nostræ 1703. regnorum nostrorum primo.*

(L. S.) CAROLUS.

14 LES INTERETS PRESENTS

& réglée, la maniere dont les Archiduchesses se doivent succéder au défaut des mâles, si le cas y échoit jamais, ce qu'à Dieu ne plaise. Après la mort de l'Empereur Joseph, notre très-cher & très-aimé Frere, étant aussi devenu l'unique successeur & heritier, tant de notre propre chef que par le droit du Sang, & en vertu des dispositions faites par nos augustes Ancêtres, de tous les Royaumes & Etats Hereditaires de par deçà; & Nous, nous en trouvant aujourd'hui le seul Maître absolu, avons par notre Declaration & disposition publiée le 19. Avril 1713. en présence d'un grand nombre de nos Conseillers d'Etat intimes, Gouverneurs, ou Presidens de nos Provinces, & de nos autres Ministres, renouvelé non-seulement le droit de primogeniture, déjà si fortement établi & enraciné dans notre Auguste Maison; mais nous l'avons de plus, en vertu de notre pleine puissance, & selon l'exigence de l'état de nos affaires, érigé en forme de Pragmatique Sanction, & d'Edit perpetuel & irrevocable, expliquant nommement ce droit de primogeniture & de succession (a) plus

(a) Primogeniture & de succession ) Les pères & frères de l'illustre Maison d'Autriche 1713

plus clairement établi par feu l'Empereur Lenpold entre les Princes mâles de notre Auguste Maison, & au défaut d'iceux étendu en sa maniere aux Archiduchesses

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION..

dans la succession des Pais héréditaires sont le droit de Primogeniture. 2. Que les Archiduchesses succèdent au défaut des mâles. 3. Que les Pais de la Maison d'Autriche sont indivisibles. 4. Que la Maison d'Autriche peut disposer librement des Pais héréditaires, Privilège dont elle peut alleguer divers Diplomes comme preuves irrefutables comme, p. e. celui de l'Empereur *Frederic* de 1156. confirmé par l'Empereur *Frederic* II. en 1245. & par l'Empereur *Charles-Quint* à la Diète de Worms en 1525. Voilà la teneur du Privilège de *Frederic* I. &c.

**F**ridericus., divina favente clementia, Romanorum Imperator Augustus. --- Nostro Patriuo Charissimo, Prænobili suæ uxori, Theodoræ, & liberis eorumdem., ob singularem favorem, quo erga Dilectissimum Patrum nostrum, Henricum Austriæ, ejus Conthoralem, Prænobilem Theodoram, & eorum successores, nec non erga terram Austriæ, qui clipeus & cor S. R. J. esse dignoscitur, afficimur, de consilio & assensu Principum Imperii, dictis conjugibus, eorum in eodem ducatu Successoribus, nec non præfatæ terræ Austriæ subnotatas constitutiones, concessiones, & indulta, autoritate Imperiali, in jura plena, & perpetua redactas, donavimus liberaliter, vigore præsentium, & donavimus quidem: --- VII. Quidquid Dux Austriæ in terris suis, seu districtionibus suis, fecerit vel statuerit, hoc Imperator, neque alia potentia, modis seu viis quibuscumque non debet in aliud quoquo modo in posterum commutare. IX. Et si, quod Deus

averit:

Duchesses : Nous avons déclaré en des termes intelligibles & exprès , qu'au défaut des Mâles la succession échoira ; en premier lieu aux Archi-Duchesses nos filles ; en second lieu aux Archi-Duchesses nos Nieces , Filles de notre Frere ; & en troisieme lieu aux Archi-Duchesses nos Sœurs , & enfin à tous les heritiers descendans de l'un & de l'autre sexe , voulant qu'en tous ces cas elles gardent entre elles l'ordre de succession

avertat , Dux Austriæ sine hærede filio decederet , idem ducatus ad Seniore filiam , quam reliquerit devolvatur. X. Inter Duces Austriæ qui senior fuerit , dominium habeat dictæ terræ ad cujus etiam seniore filium , dominium jure hæreditario deducatur ; ita tamen , ut ab ejusdem stipite non recedat. XI. Nac Ducatus Austriæ ullo unquam tempore divisionis alicujus recipiat sectionem. — Datum Ratisbonæ XV. Cal. Octobr. Indict. I V. Anno Dominicæ incarnationis M C L V I. Regnante Domino Friderico Romanorum Imperatore Augusto , in Christo feliciter. Amen. Anno regni ejus V. imperii II.

*Ego Reinaldus Cancellarius , vice Arnoldi Mogontini Archiepiscopi & Archicancellarii recognovi.*

Celui de Frederic II. en date de Veronne en 1245.. est de la teneur suivante &c. Excellentissimus Princeps Fridericus Dux Austriæ & Styriæ --- quoddam Privilegium D. Augusti Imp. quoddam Friderici Avi nostri --- Henrico quoddam duci Austriæ proavo suo dudum indultum , nostro culmini præsentavit --- Domus eidem illustri Principi Duci Austriæ hæc subscripta ad habendum jure plenario : &c. &c. Pfessing. in Vit. Illustr. Lib. 1. ut. 16. §. 9. p. 17. seqq.

cession linéale tel qu'il est marqué dans notre susdit règlement, lequel se trouve entierement conforme à celui qui a été établi pour les mâles, selon le rang de la primogeniture (a) & succession lineale. En consequence & en exécution de cette sanction la Serenissime Archi-Ducesse Marie Josephe\*, née Princesse

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

(a) *Le rang de Primogeniture.* ) Grot. de J. B. & P. l. 2. c. 7. §. 18. Inter mares, aut inter foeminas, ubi mares deficiunt, præferatur natus maximus; quod is judicio perfectior jam esse, aut prius futurus creditur. Springsfeld de appan. c. 5. n. 4. Jus primogenituræ, etsi respectu fratrum durum, forte & rigidum sit, tamen legi divinæ, juri naturæ gentium ac civili congruum & introductum splendoris familiæ conservandi causa &c. & c. 3. §. 43. In Archiducatu Serenissimæ domus Austriacæ primogenitus solus succedit, reliquorum fratrum jure suspensio. Ce que l'Empereur *Frederic* a disposé de même très clairement dans le Diplôme confirmé par *Frederic II.* & *Charles-Quint* dans ces mots qui senior fuit, &c. On peut encore consulter *Ludvvig* in Germania Principe, où il traite simplement des droits de Primogeniture de la Maison d'Autriche, p. 148. 337. 338. & 350. &c. à l'égard du droit de Primogeniture des Electeurs y a été pourvu par la Bulle d'Or c. 7. Sur celle des autres Etats de l'Empire voyez *Bilderbeck* Reichs staat, ou Etat de l'Empire Tom. 1. Part. 2. c. 14. §. 14. Outre ces prérogatives l'Illustre Maison d'Autriche a encore celui de disposer librement de ces Etats en vertu du Privilege de *Charles-Quint* de 1525. en ces termes; le Duc aura le libre pouvoir de ceder ses Etats à qui il voudra, en cas qu'il décede sans enfans, sans que l'empire l'en puisse empêcher. Avec quoi s'accordent les Capitulations des Empereurs. Cap. Leopold. Art. 30. Joseph. Art. 29. Charles VI. §. 11.

ceffe Royale d'Hongrie , de Boheme & des deux Siciles , à present Epouse du Serenissime Prince Royal de Pologne & Electoral de Saxe , a non-seulement avant ses nôces déclaré d'adherer & d'accepter les pactes de familles , le Droit de primogeniture deja établi dans notre Auguste Maison , & le susdit ordre prescrit pour la succession lineale confirmant son acceptation par son acte de renonciation formelle , & par son serment , mais elle l'a aussi ratifié par semblable serment , qu'elle a reiteré après son mariage , & avec elle le Serenissime Roi de Pologne , Grand Duc de Lithuanie , Electeur de Saxe , son beau-pere , comme aussi le Serenissime Prince Royal & Electoral son mari ont reconnu , & se sont obligez par serment solennel en termes formels , d'observer ledit droit de primogeniture , & le susdit ordre de succession. C'est aussi en conformité desdites dispositions que dans le même par une déclaration & stipulation également solennelle, il a été réservé à cette Serenissime Archi-Duchesse & à ses Descendans de l'un & de l'autre sexe leur droit de succeder aux Royaumes de ses Ayeux & aux Provinces Autrichiennes , selon l'ordre de la naissance & la  
règle



règle établie, arrivant le défaut des  
 Archiducs, ce qu'à Dieu ne plaise ja-  
 mais. La même chose a été observée  
 ensuite avec la Serenissime Archi-Du-  
 chesse, Marie Amelie, née Princesse  
 Royale d'Hongrie, de Bohême & des  
 deux Siciles, Epouse du Serenissime  
 Prince Electoral de Bavière, laquelle  
 a pareillement avant ses nœces déclaré  
 d'adhérer & d'accepter les pactes de  
 famille, le droit de primogeniture déjà  
 établi dans notre Auguste Maison & le  
 susdit ordre prescrit pour la succession  
 lineale confirmant son acceptation par  
 son acte de renonciation formelle &  
 par son serment, l'ayant de même ra-  
 tifié par semblable serment, qu'elle a  
 reiteré après son mariage & avec elle  
 le Serenissime Electeur de Bavière, son  
 beau-pere, comme aussi le Serenissime  
 Prince Electoral son mari ont reconnu  
 & se sont obligez par serment solennel  
 en termes formels, d'observer ledit  
 droit de primogeniture & le susdit or-  
 dre de succession, en conséquence des  
 predites dispositions par une déclara-  
 tion & stipulation pareillement solen-  
 nelles; il a été dans le même tems re-  
 servé à cette Serenissime Archi-Du-  
 chesse & à ses descendants de l'un &  
 de l'autre sexe leur droit de succéder aux

DE LA  
 PRAGMA  
 TIQUE  
 SANC-  
 TION.

*Royaumes*

## 20 LES INTERETS PRESENS

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*Royaumes ( a ) de ses Ayeux & aux Pro-  
vinces Autrichiennes , selon l'ordre de  
la naissance & la règle établie , arri-  
vant le ( b ) défaut d'Archiducs , cequ'à  
Dieu*

( a ) *Succeder aux Royaumes.* ) Il est vrai que les Romains ignoroient entièrement le Gouvernement des femmes. Grot. de J. B. & P. l. 2. c. 9. §. 11. n. 3. & Antipater exhorte en mourant les Macedoniens qu'ils ne permissent jamais que les femmes prissent les rênes de l'Empire Diodor. Sicul. l. 19. c. 11. Il est vrai aussi que les Droits & Coutumes de l'Allemagne excluent les femmes de la succession. Lex Salica tit. 62. de allod. §. 6. de terra Salica in mulierem nulla portio hæreditatis transit , sed hoc virilis sexus acquirit , h. e. filii in ipsa hæreditate succedunt ; Mais la Maison d'Autriche a cela de particulier , que les femmes succèdent au défaut des Enfans mâles en vertu des Privileges de *Frederic I.* en ces termes ; Et si , quod Deus avertat , Dux Austriæ sine hærede filio decederet , idem ducatus ad seniores filiam , quam reliquerit , devolvatur. Et lorsque Sa Maj. Imper. a promis dans la Capitulation d' Election , de ne point conférer les Fiefs vacants de l'Empire sans le consentement des Electeurs & Etats de l'Empire , elle s'est néanmoins toujours réservé les Pais héréditaires de la Maison d'Autriche en ces termes , sauf les Droits & Privileges de nos Pais héréditaires. Voiez les Capitulations des trois derniers Empereurs ci-dessus citez.

( b ) *Le défaut des Archiducs.* ) Il n'y a point de doute que les femmes ne soient très capables de tenir le gouvernail de l'Empire. Seneque de benef. c. 18. Nemini præclusa est virtus , sed omnes admittit , ulla vel sexus ratione habita. Il semble même que les Payens ont voulu rassembler toutes les Vertus sous le nom des Déeses , de Junon ,  
de

Dieu ne plaife. Et confiderant qu'il eft très-important pour la feureté , repos

&

DE L'A  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

de Venus , de Diane & de Minerve &c. Les Hiftoires anciennes font remplies d'Heroines auffi bien que de Heros. Grotius J. B. & P. l. 2. c. 7. §. 18. & §. 11. n. 1. rapporte des exemples de plusieurs femmes qui au défaut des mâles ont fuccédé dans le gouvernement. Virgile dit du Roi Latinus :

*Filius huic fato divum prolesque virilis*

*Nulla fuit , primaque oriens crepta juvenca est :*

*Sola domum & tantas servabat filia sedes.*

Pfeffinger rapporte plusieurs exemples modernes des femmes dont l'autorité , a été refpectée dans l'empire Romain in Vitruv. l. 1. tit. 5. §. 1. not. c. p. 404. ibid. not. d p. 402. 403. Lorsqu'une femme a part au gouvernement elle eft beaucoup plus fervie , honorée , refpectée , que ne l'eft un homme de pareille autorité. Confiderez la maniere , dont on fait la cour aux femmes des Gouverneurs de Province , quand on fçait qu'elles ont un grand credit. Les honneurs qui leurs font rendus , furpaffent ceux que l'on rend à leurs maris. C'eft l'ufage de la terre , & on le transporte dans le ciel. Bayle di&lt. hift. crit. vot. Junon. not. L. La vertu , la prudence , la valeur & les autres qualitez requifes dans une perfonne capable pour gouverner ne font pas le feul partage des hommes , & il n'y a point de raifon qui faffe croire que les femmes n'en foient également fufceptibles. Ce feroit un reproche injufte , & qui , fi on leur en fait de leur foibleffe , a été fuffifamment vengé par Mademoifelle *Jaquette Guillaume* dans fes *Dames Illuftrés* , où par bonnes & fortes raifons il fe prouve que le fexe féminin furpaffe en toute forte de genres le fexe mafculin. Paris. 1665. La donna migliore del huomo &c. Upfal 1650. La femme genereufe , qui montre que fon fexe eft noble , meilleure plus politique , plus vaillant , plus fçavant,

## 22 LES INTERETS PRESENTS

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

& tranquillité de nos Provinces Héréditaires , que Nous possédons dans les Païs-bas , que ledit ordre & regle de succession indivisible de tous nos Royaumes & Provinces Héréditaires situées tant au dedans qu'au dehors de l'Allemagne , & ledit droit de Primogeniture établi dans notre Auguste Maison soient reçus , introduits , établis & promulgués dans nos dites Provinces de Païs-bas , pour sanction pragmatique & Loy perpetuelle & irrévocable , & que pour l'introduction de cette nouvelle Loy soit derogé à celle touchant la succession du Prince desdites Provinces établie dans nos Païs-bas par l'Empereur Charles Quint, d'éternelle mémoire, notre Prédécesseur , par sa Pragmatique sanction du 4. Novembre 1549. reçue par chacun de leurs Etats dans leurs assemblées & jusqu'à présent y restée en vigueur , & à toutes coutumes de nosdites Provinces pour autant seulement , que lesdites sanctions &

sçavant , plus vertueux & plus œconome que celui des hommes par L. S. D. L. L. à Paris 1643. in octavo. Brantome Dames galantes. Mademoiselle de Gournai de l'égalité des hommes & des femmes. Lucrese Marinella : La Nobilita & Eccellenza delle Donne con difetti & mancamenti de gli huomini. Venise 1601. in quatro.

à fonds coutumes ne seroient pas conformes aux susdits ordre & règle de succession, lesquelles en tous autres cas seront entretenues & observées comme du passé. Nous avons fait communiquer & proposer ce que dessus aux Etats respectifs de nos Provinces desdits Pais-bas, afin qu'ils voulussent se conformer à cette Pragmatique Sanction, Edit perpetuel & Règlement de succession, indivisible & tous les Etats ayant sur ce meurement délibéré dans leurs respectives Assemblées & spécialement réfléchi au bien & à l'avantage, qui en reviendront à nos bons & fideles Sujets, ils s'y sont unanimement & volontairement conformés, & ont, en tout respect & soumission & avec une extreme reconnoissance, accepté la susdite Pragmatique Sanction, Loy perpetuelle, Règlement de succession & union indivisible & tous nos Etats, tant audehors qu'au dedans de l'Allemagne, en Loy perpetuelle & irrevocable pour autant qu'elle regarde le règlement de succession à la Seigneurie & Souveraineté de chacune desdites Provinces, & l'union indivisible de tous nos Pais & Etats Héréditaires, consentant de plus à la dérogation de la Sanction Pragmatique, établie au mois de Novembre

## 24 LES INTERETS PRESENTS

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

1549. par feu l'Empereur Charles Cinquième, de glorieuse memoire, en tant qu'elle n'est pas conforme à nôtre susdite Sanction Pragmatique, concernant la succession à la Souveraineté desdits Pais-bas, & nous ont supplié trèsinstamment de faire publier nôtre dite Pragmatique Sanction & Edit perpétuel, afin qu'il soit par tous nos Royaumes, Provinces & Etats Héritaires à toujours observé en Loy irrevocable & inalterable, ainsi qu'il en conste par les actes de chaque desdites Provinces, qu'ils nous ont produits & delivrés. Nous après grande & meure délibération, & de l'avis de notre Plenipotentiaire au Gouvernement d'iceux, de notre Lieutenant, Gouverneur & Capitaine Général de nosdits Pais, & oui sur le tout notre Conseil suprême établi chez notre Personne Royale pour les affaires des mêmes Pais avons, conformément à l'acceptation en faite par lesdits Etats des Provinces de nos Pais-bas & à leur requisition, de nôtre certaine science, autorité & puissance absolue, qui nous compete, ou competer peut, comme souverain Prince & Seigneur desdits Pais, ordonné, statué & decreté, ordonnons, statuons & decretions par ces presentes la susdite Pragmatique

matique Sanction, Reglement de succession & union indivisible de tous nos Etats, tant au dehors qu'au dedans de l'Allemagne, en Loi perpetuelle & irrevocable dans nosdits Pais-bas, & qu'en consequence d'icelles la succession de toutes nos Provinces héréditaires de nosdits Pais, *en une masse & indivisiblement*, échoira dorenavant, selon ledit droit de Primogeniture & ordre de succession lineale, & restera à nos descendans mâles, tant qu'il y (a) en aura aucun : & au défaut de ceux-ci, que Dieu ne veuille, aux Archi-Duchesses nos filles, toujours suivant l'ordre & droit de Primogeniture, sans le pouvoir jamais partager ; & qu'au défaut de tout héritier legitime de l'un ou l'autre sexe, descendans de Nous, le droit d'héritier de toutes nosdites Provinces échoira aux Princesses filles de notre frere l'Empereur Joseph, de glorieuse memoire ; & à leurs descendans de l'un & de l'autre sexe, selon ledit droit de Primogeniture : & qu'arrivant l'extinction de ces deux lignes, ce droit héréditaire

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

(a) On n'a qu'à consulter Grotius concernant la succession feminine dans les Royaumes patrimoniaux L. 2. c. 7. §. 11. n. 1. il en rapporte encore plusieurs exemples §. 18.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

héréditaire sera entièrement réservé aux Princesses nos sœurs & leurs descendans legitimes de l'un & de l'autre sexe, & successivement à toutes les autres lignes de l'Auguste Maison, à chacune selon le droit de Primogeniture & suivant le rang qui en resultera, & ce non-obstant le Reglement & ancienne Loy, touchant la succession de Prince desdits Païs-bas, établie dans lesdits Païs par la Pragmatic Sanction de l'Empereur Charles Cinquième, du quatrième Novembre quinze cens quarante neuf, & toutes coutumes d'aucunes de nosdites Provinces auxquelles, pour les causes & considerations susdites avons de notredite autorité & pleine puissance dérogé & dérogeons, en ce que la susdite Sanction & coutumes ne seroient conformes à notre presente disposition, voulant, qu'en tous autres cas elles demeurent en leur force & vigueur & soient entretenus & observées.

Si donnons en mandement à notre dit Conseil d'Etat établi dans nos Païs-Bas, Président & gens de nôtre grand Conseil, Chancelier & gens de nôtre Conseil de Brabant, Gouverneur, Président & Gens de nôtre Conseil à Luxembourg, Chancelier & Gens de nôtre Conseil en Gueldres, Gouverneur à Limbourg,



bourg, Faulquemont & Daelhem & d'autres nos Pais d'outre Meuse, Président & Gens de notre Conseil en Flandres, grand Bailly, Président & Gens de notre Conseil en Hainaut, Gouverneur, Président & Gens de notre Conseil de Namur; Bailly de Tournay & du Tournesis, Présidents & Gens de nos Chambres des Comptes Ecoutettes de Malines, & à tous autres nos Justiciers, Serviteurs, Vassaux & Sujets, présens & à venir & chacun d'eux en son regard, que cette nôtre présente Ordonnance, statut, Decret & Sanction pragmatique ils retiennent & observent & fassent rettenir & observer inviolablement & à toujours pour Loy perpetuelle & irrevocable, en procedant par ce de nos Cours souveraines & desdites Chambres de nos Comptes à l'enterinement de ces dites présentes, & les faisant enregistrer pour l'entier accomplissement d'icelles au tems à venir: voulant & ordonnant en outre, qu'au *vidimus* desdites présentes, dépêché par un de nos Secrétaires d'Etat, pleine & entiere foy soit ajoutée par tout, cù il en aura besoin. Car ainsi nous plait-il. Et afin que ce soit *chose ferme & stable* (a) à toujours,

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

B 2 nous

(a) Cette Pragmatique Sanction, ou disposition de succession a été publiée par ordre de Sa Majesté

## 28 LES INTERETS PRESENS

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

nous avons signé ces dites présentes de notre main & à icelles fait mettre notre grand Sêel. Donné en notre ville & résidence Imperiale de Vienne en Autriche le sixieme jour du mois de Decembre, l'an de grace mil sept-cent vingt-quatre & de nos Regnes, de l'Empire Romain le treizieme, d'Espagne le vingt-deuxieme, & de Hongrie & de Boheme aussi le treizieme.

C H A R L E S.

Prince de Cordonna P<sup>r</sup>. V<sup>r</sup>.

(L. S.) *Par ordonnance de sa Majesté.*

A. F. DE KURZ.

[ §. II. ]

Majesté Imperiale avec beaucoup de solemnitez en présence de son Excellence wirigh Philippe Laurent Comte de Daun Veldmarechal de sa Majesté Imperiale & Général Gouverneur des Pais-Bas Autrichiens, & en celle des Députez de chaque Province & d'autres Ministres dans la Grande Sale de l'Hôtel de Ville de Bruxelles, le 15. de Mai 1725. La Lettre que Sa Majesté Imperiale écrivoit à cette occasion au Comte de Daun, est de la teneur qui suit „ Mon Cousin. Ayant trouvé con-  
„ venir au bien de ma Maison, à l'avantage &  
„ prosperité de mes Sujets, & au bien & repos  
„ de toute la Chretienneré, de faire émaner & éta-  
„ blir une Sanction pragmatique, & loy perpetuel-  
„ le

## [ §. II. ]

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Quoique l'Empereur ait fait cette loi dès l'an 1713. & que dès ce tems elle en fit part à ses Ministres, elle n'a été proposée & acceptée dans la plupart de ses Etats héréditaires qu'en 1724. & ce n'est qu'en 1731. que Sa Majesté Imperiale l'a communiquée à la Diète de l'Empire pour avoir sa confirmation, sans laquelle, cette loi ne seroit pas va-

B 3 lable;

„ le à l'égard de la regle & ordre de succession in-  
 „ divisible de tous mes Royaumes Provinces ,  
 „ & Etats héréditaires, à observer à l'avenir irrevoc-  
 „ cablement ; je vous envoie ci-jointe ladite San-  
 „ ction Pragmatique dépêchée en langue Bourgui-  
 „ gnonne & Flamande , pour y être publiée en  
 „ présence du Conseil d'Etat , des Députés de cha-  
 „ que Province , & des autres Ministres & person-  
 „ nes de distinction avec la formalité , & solem-  
 „ nité accoutumés dans des cas pareils ; à quelle  
 „ fin , après avoir entendu mon dit Conseil d'Etat  
 „ sur les dispositions à faire à cet égard, vous aver-  
 „ tirez les Etats des respectives Provinces , d'en-  
 „ voier à Bruxelles leurs Députés, le jour, que vous  
 „ trouverez à propos de fixer pour la susdite pu-  
 „ blication , faisant ensuite registrer par tous les  
 „ Etats & Conseaux des Provinces , & par tout  
 „ ailleurs, où il sera trouvée convenir, la susdite  
 „ Sanction pragmatique ; & comme lesdits Etats  
 „ de toutes les Provinces ont marqué une prompti-  
 „ tude toute particulière à concourir à l'établisse-  
 „ ment de cette regle & ordre de succession pour  
 „ autant qu'elle regarde mes Païs-Bas , j'ay trouve  
 „ bon

# 30 LES INTERETS PRESENTS

DE LA  
FRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

lable ; & en même tems Sa Majesté Imperiale a demandé la Garantie de tout l'Empire par le Decret suivant.

FROBENI-FERDINAND, Prince & Landgrave de Furstenberg, Comte de Heiligenberg & Werdenberg, Prince du St. Empire Romain, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or, Conseiller-Privé Actuel de l'Empereur, & son Principal Commissaire à l'Assemblée générale de l'Empire, notifie par la présente, au nom de Sa Majesté Imperiale aux Conseillers & Ministres des Electeurs, Princes

„ bon de leur en faire connoître ma satisfaction &  
„ ma reconnaissance Royale par les Lettres ci-jointes  
„ que vous leur ferez delivrer, & vous me don-  
„ nerez part de tout ce qui en cet égard aura été  
„ exécuté. A tant, Mon Cousin, nôtre Seigneur  
„ vous ait en Sa Sainte & digne Garde. De Vien-  
„ ne ce 10. Mai 1725.

C H A R L E S.

Prince de Cordonna Ts. Vr.  
par l'Empereur & Roy

A. F. de Kurz.

*Adresse.*

A mon Cousin le Comte de Daun, Prince de Thia-  
no, Chevalier de mon Ordre de la Toison  
d'Or, Conseiller d'Etat, Général-Marechal de  
Camp de mes Armées, Lieutenant, Gouver-  
neur & Capitaine Général de mes Pais-Bas.

ces & Etats à la Diète : que le cours & les circonstances des affaires passées ont suffisamment fait connoître tout ce que Sa Majesté a fait depuis son Avenement au Thrône Imperial, pour maintenir & affermir la Paix & la tranquillité publique, conserver la Balance en Europe, & défendre l'honneur, la dignité & les Droits de l'Empire, qu'elle a toujours préférés à toute autre considération ; & les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire se ressouviendront sans doute de tout ce qui a été communiqué à ce sujet à la Diète par les Décrets de Commission qui y ont été délivrés de tems en tems.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Comme il a plû à la Divine Providence de benir les justes vûes de Sa Majesté Imperiale, d'une telle maniere, qu'au moyen du Traité conclu le 16. Mars dernier avec le Roi de la Grande-Bretagne, & de ce qui s'est passé depuis, en consequence dudit Traité, on a suffisamment pourvû aux dangers qui étoient prêts à éclater, & posé par-là un fondement solide & capable de prévenir tout ce qui pourroit, dans la suite, troubler la Paix & la tranquillité de l'Europe & en renverser la balance ; il est donc juste que d'un autre côté l'Empire concoure à perfectionner, par une résolution générale,

rale, cet Ouvrage, qui se trouve déjà posé sur un si solide fondement.

Pour parvenir à un but si salutaire, Sa Majesté Imperiale a jugé à propos de communiquer à la Diète son intention par rapport à la Garantie de l'Ordre de Succession dans la très-illustre Maison d'Autriche, établi par sa déclaration du 19. Avril 1731., dans l'entière confiance, que comme la Puissance de la Maison d'Autriche a servi jusqu'à présent de Boulevard à la Chrétienté, & qu'elle servira à défendre contre toute attaque la liberté de l'Europe, & en particulier celle de la très-chère Patrie de Sa Majesté Imperiale, chaque Etat de l'Empire reconnoîtra sans peine, que de la conservation entière & indivisible de cette Puissance, dépend non seulement la sûreté de l'Europe en général, mais aussi le bien & le Salut de l'Empire en particulier. Sa Majesté Imperiale n'a point en vûë par l'établissement de cette Succession d'agrandir sa Maison Archiducalc, mais de conserver pour elle, pour ses héritiers & descendans de l'un & de l'autre Sexe, dans un état indivisible, les Royaumes & Pais héréditaires qui lui ont été donnez de Dieu, & qu'elle possède actuellement. Que cette affaire doit d'autant moins rencontrer de diffi-

difficulté, que l'Ordre de Succession dans l'Illustre Maison d'Autriche est fondé depuis plusieurs siècles, sur les Privileges & libertez, acquis avec l'approbation de l'Empire, sur les Pactes héréditaires, confirmez par les engagemens & acceptations respectifs, dont il est fait mention ci-dessus, lesquels se trouvent déjà affermis d'une telle manière par la Garantie, tant de quelques Puissances étrangères que des principaux Etats de l'Empire, que si on y ajoute la résolution de l'Empire, il n'est point à présumer que qui ce soit voulût y apporter quelque obstacle. Cette Garantie qu'on demande ne tend point à préjudicier à personne, mais uniquement à défendre ce qui appartient à un chacun; & bien loin qu'on en puisse craindre quelques inconveniens pour l'avenir il n'y a point de moyen plus convenable & plus sûr que ladite Garantie, pour prévenir ceux qui pourroient arriver, si faute de cette précaution, on laissoit quelque espérance de réussir; à ceux qui par des vûes contraires, voudroient exciter quelques Troubles; & les Electeurs Princes & Etats de l'Empire ne doivent pas ignorer que ces Troubles peuvent survenir, tant au dedans qu'au dehors de l'Empire; qu'ils sont capables d'en

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

renverser la Constitution, & que ses membres ne pourront s'empêcher d'y prendre part même malgré eux.

Comme tout ceci a été reconnu par des puissances étrangères, portées à contribuer de leur côté au maintien de la tranquillité publique. Sa Majesté Impériale se confiant sur le zèle des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, elle ne doute pas qu'ils n'acceptent au plutôt la Garantie de l'Ordre de Succession dans la Maison Archiducal, tel qu'il a été établi par la déclaration de sa Majesté Impériale du 19. Avril 1731., de la même manière qu'elle a été acceptée par la Couronne d'Angleterre, conformément au Traité du 16. Mars de cette année, communiqué à la Diète, & qu'en conséquence ils n'envoient pour ce sujet à leurs Conseillers & Ministres à la Diète de l'Empire des ordres convenables, & qui puissent répondre aux desirs de Sa Majesté Impériale.

Sa Majesté Impériale compte sûrement sur le consentement de l'Empire à cet égard : elle le regardera comme une reconnaissance de l'affection qu'elle a toujours eu, & qu'elle aura toujours envers les Electeurs Princes & Etats de l'Empire, & elle reconnoîtra avec gratitude les témoignages de leur zèle pour Sa Maj. Imp.

&



DES PUISS. DE L'EUROPE. Ch. I. 35  
& pour la Maison Archiducale, &c. Fait à  
Ratisbonne le 18. Octobre 1731.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*Etoit signé,*

FROBENI-FERDINAND,

Prince de Furstenberg.

[ §. III. ]

Cette demande de l'Empereur fut d'abord accordée à la pluralité des voix ; mais trois des Principaux Electeurs, savoir celui de Saxe, celui de Baviere & le Palatin, s'y opposerent formellement par l'espece de Justification que voici.

Le Ministre de Baviere à Ratisbonne *Præmissis Curialibus*, rend graces au Directeur de ce qu'il a bien voulu communiquer à la Diète ses Lettres de créance. Après quoi il déclare : que Son Altesse l'Electeur son Maître l'avoit envoié pour concourir aux délibérations qui se feroient dans cet illustre College sur tout ce qui pourroit contribuer à la gloire de Sa Majesté Imperiale & à l'avancement de ses interêts aussi bien que de l'interêt public : que comme il donneroit

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

toute son attention à exécuter ponctuellement ses ordres, il s'appliqueroit aussi très constamment à se comporter en toute occasion d'une manière qui pût convaincre les Ambassadeurs & Ministres de la Diète de sa véritable estime, & les porter à lui accorder la continuation de leur amitié, faveur & bien veillance, laquelle il leur demandoit en grace, promettant de son côté de se prêter sincèrement à l'entretien d'une bonne intelligence & parfaite harmonie.

Que pour ce qui regarde la garantie proposée, l'Electeur son Maître l'avoit chargé de leur faire la déclaration suivante de ses intentions à cet égard.

Sa Majesté Imperiale par son Décret de Commission du 18. Octobre dernier, demande & s'attend que les Electeurs, Princes & Etats. se chargeront de la garantie de l'ordre de succession établie dans son Auguste maison, & publiée le 19. Avril 1713., de la manière que la Couronne de la Grande-Bretagne s'en est chargée, en vertu du Traité communiqué cette année à la Diète Générale & que leurs Ambassadeurs, Ministres & députés se prêteront favorablement à la demande & aux intentions de Sa Majesté Imperiale. Ce Décret de commission

sion contient les principaux motifs qui ont porté Sa Majesté Imperiale à déclarer ses intentions à ce sujet à tout l'Empire, lesquels sont.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

1. Que depuis l'avenement de Sa Majesté Imperiale au Trône, la situation des affaires avoit assez fait connoître les soins assidus & paternels qu'elle avoit employés pour conserver & affermir le repos & le bien public, & combien elle avoit toujours préféré à toutes autres considérations le maintien d'un juste équilibre en Europe, & la conservation de l'honneur, de l'autorité & des prérogatives du Corps Germanique : que par la bénédiction divine ces soins n'avoient pas été inutiles, aiant été suffisamment pourvû au danger qui pourroit naître de quelque délai par le Traité conclû avec Sa Majesté Britannique le 16. Mars dernier, & par ce qui s'en est ensuivi du depuis, par où en même tems il a été posé un fondement solide pour détourner tout ce qui dans la suite pourroit préjudicier à ce repos & bien public & à l'équilibre en Europe, qui y est si étroitement lié.

2. Comme cependant la puissance de la Maison Archiducale serviroit à l'avenir de boulevard à la Chrétienté, & à défendre efficacement la liberté de  
l'Euro-

l'Europe, & surtout de la Patrie si chere à Sa Majesté Imperiale, contre toutes entreprises & usurpations étrangères, chaque Etat bien intentionné de l'Empire comprendroit & jugeroit sans peine que c'est de l'indivisible conservation de cette puissance que dépend sa propre autorité, de même que la sureté & tranquillité publique.

3. Que Sa Majesté Imperiale ne se proposoit point en ceci l'agrandissement de sa Maison, & qu'on formeroit d'autant moins de difficulté contre la garantie de cet ordre de succession dans sa Maison, si l'on consideroit qu'il se trouve fondé depuis quelques siècles sur des privileges prérogatives notoires, acquises du scû de l'Empire, & sur des pactes de succession : qu'il a été confirmé depuis par des actes réciproques d'obligation & d'acceptation, desquels il y a été joint copie, & qu'enfin il a déjà été fortifié par la garantie, non seulement de quelques puissances étrangères, mais même de quelques uns des principaux membres de l'Empire.

4. Qu'ainsi cette garantie demandée par Sa Majesté Imperiale, ne tendant qu'à la conservation de ses possessions, ne portoit préjudice à personne, & que bien loin qu'il y eut de mauvaises suites

à en appréhender , on ne sauroit trouver un moien plus sûr pour obvier à tout embarras.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

5. Que si au contraire on négligeoit les précautions nécessaires à cet égard , & qu'il restât la moindre esperance à ceux qui pourroient avoir des vûes opposées , de parvenir à leur but ; il étoit aisé de prévoir quels troubles & quelles divisions en resulteroient tant au dedans qu'au dehors de l'Empire , qui se trouveroit tellement menacé par-là d'un renversement total de son système interieur que personne ne pourroit éviter , malgré qu'il en eût , d'y prendre part ; ce qui même avoit déjà été reconnu par des puissances étrangères qui prennent le bien public veritablement à cœur.

I. Pour ce qui est du premier point , on ne sauroit assez remercier Sa Majesté Imperiale de ce que , par un esprit pacifique , elle a mieux aimé se prêter aux insinuations de Sa Majesté Britannique & consentir aux Garnisons Espagnoles dans les places fortes de Toscane , Parme & Plaisance , que d'exposer la tranquillité de l'Europe aux troubles qui la menaçoient , en insistant sur les Garnisons Neutres stipulées dans l'Art. V. de la Quadruple alliance , conduite veritablement conforme aux assurances que sa  
Majesté

Majesté Imperiale a toujours données aux Electeurs Princes & Etats de l'Empire de son attention pour le maintien & l'affermissement du repos public. Et comme par cette condescendance il a été suffisamment pourvû au danger qu'un plus longs delai auroit pû faire apprehender aux hauts contractans du Traité de Seville; cette même Quadruple alliance, qui n'a été modifiée que dans ce seul Art. V. par le changement des Garnisons Espagnoles; & qui d'ailleurs a toujours, & en toutes occurrences, été regardé comme *Basis & fundamentum*, reste dans toute sa force & vigueur. Par conséquent Sa Majesté Imperiale trouve déjà dans cette Quadruple alliance, & dans l'accession tout nouvellement faite de l'Espagne au Traité de Paix, une si forte garantie de toutes les puissances étrangères qui auroient pû lui donner de l'ombrage, contre tous ceux qui oseroient jamais entreprendre d'attaquer ses Royaumes & Provinces, en Italie, ou dans les Pais-Bas, qu'on ne sauroit concevoir d'un côté, quelle plus grande sûreté on pourroit établir, ni de l'autre, pourquoi on exige présentement une nouvelle Garantie de l'Empire pour ces Royaumes & Provinces, après qu'il a été négocié si longs-tems là-dessus.

avec des puissances étrangères , à son insçu & sans sa participation. La situation de ces Royaumes & Païs hors de l'étenduë de l'Empire , & très-éloignez les uns des autres méritent ici quelque attention, ce qui a même fait juger à Sa Majesté Imperiale qu'elle ne sauroit mieux pourvoir à leur sûreté que par des engagements avec des puissances étrangères , moïennant le Traité de la Quadruple alliance & l'accession réitérée de la Couronne d'Espagne , sans qu'on ait fait entrer l'Empire dans ce premier Traité , & sans qu'il y ait aucune autre part que d'avoir eu l'honneur de donner , suivant la promesse de Sa Majesté Imperiale , son consentement aux Lettres d'expectative dont il y est fait mention , contenant l'investiture éventuelle des Duchez de Toscane , Parme & Plaisance , comme des fiefs Masculins du Saint Empire Romain , pour le Prince aîné d'Espagne , né du second lit ; de concilier la conclusion de la paix avec l'Espagne uniquement sur le pied de l'Art. V. de la Quadruple alliance , & de la ratifier ensuite de la même façon , *Testibus Actis & Conclafis* du 9. de Decembre 1722. & 20. Juillet 1725. Par cette Quadruple alliance & par la paix avec l'Espagne qui s'en est suivie ,

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

&

& qui depuis a été confirmée de plus en plus , Sa Majesté Imperiale a obtenu toute la sûreté requise moyennant les renonciations solennelles que Sa Majesté Catholique y a faites pour elle , ses Successeurs & Héritiers, à tous les Roiaumes & Païs conquis dans la dernière guerre ; mais comme sa Majesté Imperiale s'est procurée , de la maniere qu'on vient de dire , par de si solennelles renonciations & en particulier par la garantie des Puissances Contractantes de la Quadruple Alliance , *sub indictione Belli contra quemcunque aggressorem* , toute la sûreté imaginable pour ses Etats en Italie & dans les Païs-Bas , & qu'elle demande nonobstant cela , à l'heure qu'il est à tout l'Empire une garantie générale de tous les Royaumes & Païs qu'elle possède actuellement , pour elle & ses Serenissimes Héritiers & Successeurs , suivant l'ordre de Succession établi dans son Auguste Maison , & publié le 19. Avril 1713. & sur le même pied que la Cour d'Angleterre s'y est obligée par le Traité du 16 Mars dernier , communiqué à la Diete ; c'est-à-dire , en propres termes , *ad Quoscunque* ; il est de la dernière nécessité de peser très-meurement une affaire de tant d'importance , dont les Siècles passez



*ne fournissent aucun exemple, de l'examiner profondément & de délibérer là-dessus en bons Patriotes, vû qu'il s'agit du repos de la Patrie à cause des propriétés essentielles desdits Royaumes & Païs & de leur éloignement ; car il est aisé de comprendre, que si dans la résolution à prendre sur ce sujet on ne considère pas tout avec une extrême attention, en s'en tenant précisément aux principes établis jusqu'ici dans l'Empire, il pourroit aisément, au lieu du repos, de la sûreté & de la Paix que sa Majesté Imperiale se promet de ceci, être exposé aux plus grands troubles, & alors tous les soins seroient tardifs & superflus ; car quant à ces Royaumes & Païs étrangers, tant en Italie qu'aux Païs-Bas, il est notoire que les premiers n'ont non-seulement aucune connexion avec l'Empire, mais que le Corps Germanique n'en retire aussi aucun profit. Ainsi pour juger à fond de cette affaire, il est clair que si, contre toute attente, les Puissances intéressées dans la Quadruple Alliance & dans la dernière Accession de l'Espagne, venoient un jour à retracter leur parole & à ne point s'acquiescer de la garantie promise, comme en effet sa Majesté Imperiale ne passoit pas s'y fier uniquement, puisqu'elle*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANCTION.

qu'elle demande encore outre cela la garantie de l'Empire, & si ces Puissances, sous quelque prétexte que ce fût, attaquoient les Successeurs de sa Majesté Imperiale dans ces Royaumes & Païs étrangers, l'Empire seroit en ce cas là hors d'état d'offrir sa Médiation, toute utile & avantageuse qu'elle pourroit être selon les conjonctures, & seroit engagé dès à présent, en prenant part à la Garantie demandée, à rompre aussi avec ces Puissances étrangères & à secourir suivant l'esprit de cette garantie absolue, *contra quoscunque* celui qui auroit succédé selon l'ordre établi, & qui posséderoit lesdits Royaumes & Païs. Et comme dans les siècles passés on a épuisé l'Allemagne pour porter l'argent en Italie, on y seroit obligé de nouveau, sans connoissance des raisons justes ou injustes que l'un ou l'autre des Hauts Contractans pourroit avoir de se retracter & de faire la Guerre, & sans connoissance des forces qu'une ou plusieurs Puissances pourroient opposer à leurs Ennemis. A quoi il faut ajouter, qu'on ne sauroit prévoir ni prédire en quelle situation l'Empire se pourroit trouver au tems d'une telle rupture, s'il ne seroit peut-être pas déjà engagé dans quelque autre Guerre pour la défense de ses propres

pres Etats, & si en envoyant des secours dans ces Royaumes & Pais étrangers, il n'attireroit pas tout le danger dans son propre sein; d'autant plus que non seulement ces Royaumes & Pais étrangers, à ce que l'expérience des siècles précédens a fait connoître, se trouvent par leur situation naturelle plus exposez à des attaques que d'autres, & que la Paix & la Guerre dépendent de la Providence. & non de la prudence humaine, mais qu'il est aussi incontestable que leur éloignement rend leur défense extrêmement difficile, & d'une si incroyable dépense qu'on n'en sauroit porter le fardeau sans en sentir un épuisement considerable, qui s'augmenteroit avec le danger, si ces Puissances en Guerre avec sa Majesté Imperiale, en haine du secours de l'Empire, & pour faire diversion attaquoient l'Empire même, ce qui probablement ne manqueroit pas d'arriver; desorte que ce dernier seroit assez occupé de sa propre défense; quoiqu'en même tems dans l'obligation d'envoyer du secours en des Royaumes & Pais étrangers avec lesquels il n'a aucune connexion, & dont il n'a aucune assistance à esperer. C'est pourquoi on ne doit jamais oublier ce qui se passa à peu près dans une pareille occasion sous le  
regne

regne de Ferdinand II. Cet Empereur fit proposer le 3. Juillet de l'année 1630. au College des Electeurs assemblez ici (à Ratisbonne,) qu'outre les troubles qui regnoient alors dans l'Empire, les broüilleries que la mort de Vincent, Duc de Mantouë & Montferrat avoit fait naître en Italie, & auxquelles le Roi de France & la Republique de Venise prenoient part, faisoient craindre une dangereuse machination contre les Droits & Prerogatives dont l'Empire jouissoit encore en Italie. A quoi tous les Electeurs repondirent le 19. du même mois: Qu'ils avoient pris avec chagrin ces querelles en Italie & les apparences qu'il y avoit qu'il en vint une Guerre sanglante; mais comme les deux Duchez de Mantouë & Montferrat, quoiqu'ils fussent du Patrimoine de l'Empire, n'en étoient pourtant point des Membres ni des Etats, & que l'Empire n'en tiroit d'autres avantages ni profit, sinon qu'ils en relevoient: Comme outre cela cette guerre caufoit la ruïne totale de l'Empire & de tous ses Etats, vù que les Troupes Imperiales qui y étoient employées étoient levées dans l'Empire, où elles avoient non seulement leurs lieux d'assemblées & de revuës, mais que même l'Empire étoit obligé *novi & inauditi exemplo,*

*exemplo*, de leur procurer & envoyer tout le nécessaire, à quoi on ne sauroit plus fournir, ni l'endurer plus long-tems, ils prioient très-humblement sa Majesté Imperiale de vouloir bien employer tous ses soins Paternels pour finir cette guerre, & ne laisser échaper aucun moyen pour parvenir à ce but, (car la conservation de la Gloire Imperiale ne consiste pas toujours dans des mesures outrées) & qu'en attendant elle eût la bonté de ne point permettre que le mal fût aigri par des diversions ou autres voyes offensives contre la France, qui ne serviroient qu'à rendre l'accommodement plus difficile. A quoi le College Electoral offroit son entremise si sa Majesté Imperiale le jugeoit à propos, promettant de travailler seul, ou conjointement avec sa Majesté Imperiale à obtenir la conclusion de la Paix. Il paroît clairement par cette réponse du College Electoral, & par sa Déclaration finale du 12. Aout de la même année, par où il persiste dans son sentiment, sans vouloir entendre à aucun Contingent ou autre assistance, qu'on n'a pas voulu de la part de l'Empire se laisser charger du fardeau de la Guerre, ni se broüiller avec des Puissances étrangères, pour l'amour des Etats d'Italie.

Pour

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANCTI-  
TION.

## 48 LES INTERETS PRESENS

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Pour ce qui est du Cercle de Bourgogne , ou des Pais-bas Autrichiens , on fait bien que par la convention d'Augsbourg de l'année 1548. ils ont été constituez partie de l'Empire , pour contribuer à sa défense , & jouir reciproquement de sa protection , moyennant le double du contingent d'un Electeur ; ce qui a été confirmé par le 3. Article de la Paix de Munster , mais dans un sens particulier & restrictif , comme il paroît par les paroles du Texte : *Quod in futurum si inter ea Regna ( Gallie & Hispania ) controversia oriantur , semper maneat inter universum Imperium & Reges Regnumque Gallia , de mutuis hostibus non juvandis , supra dicta reciproca obligationis necessitas.*

C'est pour ces raisons que dans l'année 1668. on n'assista point les Pais-bas attaquez par le Roi de France *Jure devolutionis* , quoiqu'ils envoyassent une Députation solennelle à la Diète pour implorer le secours de l'Empire ; tout ce qu'on fit alors , est , qu'on fut bien aise que les Electeurs de Mayence & de Cologne , comme voisins , emploiasent leur bons Offices auprès de Sa Majesté Très-Chretienne. Aussi l'empire ne pretendit prendre aucune part à la Paix qui termina cette Guerre , &  
n'en-

n'envoya personne pour assister de sa part au Congrès d'Aix-la-Chapelle; car il est notoire que, quoique le Cercle de Bourgogne, du tems de son incorporation à l'Empire, se soit engagé, en considération du profit & de l'avantage qui lui en reviendrait, au double du contingent d'un Electeur, il ne l'a pourtant jamais fourni, ni contribué depuis tout ce tems-là la moindre chose à l'Empire, par conséquent il s'est privé lui-même de l'*Auxilium mutuum*. Il n'est pas digne de considération, que depuis l'introduction du Cercle de Bourgogne dans l'Empire, depuis la Paix de Westphalie, & encore depuis peu d'années, ce Cercle a tout à fait changé de face, vû que non seulement les sept Provinces-Unies s'en sont séparées, mais qu'il est aussi notoire que la France s'est appropriée une grande partie des Païs-Bas par les Traitez de Paix qu'elle a conclu, de sorte que ce qui en reste & qui appartient encore à Sa Majesté Impériale, ne peut pas seulement représenter le Cercle de Bourgogne tel qu'il étoit du tems de l'incorporation, bien loin que l'Empire puisse s'en promettre aucun secours reciproque, ce qui étoit pourtant la condition sous laquelle il a été uni à l'Empire. A quoi il faut

ajouter , que même des Pais-Bas Autrichiens tels qu'ils sont aujourd'hui, la plupart des Forteresses sont comprises sous la Barriere de Messieurs les Etats Généraux , sans que l'Empire en tire le moindre profit , & que par leur situation ils sont exposez , comme l'expérience l'a fait assez connoître , à servir toujours de Théâtre de la Guerre. Quand donc Sa Majesté Imperiale croiroit pouvoir se fier sur la Garentie des Couronnes de France, d'Espagne & d'Angleterre, aussi bien que de Messieurs les Etats Généraux , stipulée si solennellement , même *cum indictione Belli* contre l'Agresseur , en faveur desdits Pais , par le Traité de la quadruple Alliance, l'Empire ne sauroit trouver que très-épineux & dignes des plus serieuses réflexions de s'exposer par la garantie demandée à tout le danger , & à se charger du plus grand fardeau , de se désister de tous les principes salutaires , établis avec tant de soin pour la conservation du bien & du repos de l'Empire , & d'entrer par ladite Garantie de tous les Etats d'Italie & des Pais-Bas si fort diminuez , sans prévoir les conjonctures ni la nécessité dans des engagements perpetuels , si dangereux qu'ils paroissent plutôt une servitude perpetuelle ,



uelle, & cela malgré la certitude avec laquelle on peut prévoir que cette démarche extraordinaire procureroit indubitablement dans la suite l'épuisement total du Corps Germanique. Ce sont ces considérations qui ont retenu l'Empire avec raison, d'entendre aux Propositions faites par les Ministres Autrichiens dans un Mémoire qu'ils présentèrent à la Diète en 1729. sur le même sujet, où ils avoient trouvé à propos de n'insister que sur le demi Contingent, Les *Acta Imperii* nous fournissent un exemple plus ancien, qui convient à ce sujet, car lorsque dans l'année 1603. les Prédécesseurs de Sa Majesté Imperiale demandoient à l'Empire la défense du Royaume de Hongrie, regardant cette affaire non comme étrangere, mais comme touchant de fort près l'Empire, & comme s'il s'agissoit de sa propre ruine, on leur déclara nonobstant cela, que par le secours de l'Empire, il falloit entendre uniquement la défense de la Patrie; que la Hongrie étoit un Royaume à part qui ne pouvoit nullement passer pour la Patrie des Allémans; car quoiqu'on dit que l'Empire se trouvoit intéressé dans la Guerre de Hongrie, puisque le danger le menaçoit de près, il y avoit pourtant bien de la différence

entre ce qui nous touche *per consequen-*  
*tiam* ou *principaliter*, & que l'obligation n'étoit pas également forte dans l'un & l'autre de ces deux cas. Tout cela fait voir que les deux Royaumes que Sa Majesté Imperiale possède hors de l'empire, non plus que les Etats d'Italie & les Païs-Bas, ne sauroient obliger à se desister des principes que l'Empire a coutume de suivre toutes les fois qu'il s'est agi de leur défense, & suivant lequel il n'a pas même voulu se laisser charger de la défense du Royaume de Hongrie contre les Turcs, route dangereuse que fut cette Guerre pour la Chétieneté, ni se laisser priver de la liberté de donner sans contrainte tel secours qu'il jugeroit à propos. Pour ce qui est de la garantie de l'Empire à l'égard des Etats que Sa Majesté Imperiale possède en Allemagne, & du Royaume de Hongrie qui confine à l'Archiduché d'Autriche, il plaira à Sa Majesté Imperiale de se ressouvenir que les Païs Allemans, excepté ledit Royaume, sont tellement *in nexu feudali Imperii* depuis que la Maison Archiducal en a obtenu la possession, qu'en vertu des Constitutions de l'Empire, ils ne sont pas moins garantis contre toutes attaques, que les Païs des Electeurs, Prin-  
ces

ces & Etats de l'Empire , de sorte qu'on ne sauroit comprendre quelle plus grande sûreté pourroit être désirée , puisque celle-ci a toujours été regardée comme suffisante , & qu'on s'en est bien trouvé pendant plusieurs siècles , ce que Sa Majesté Imperiale & ses augustes Prédecesseurs ont connu par expérience , les zelez Etats de l'Empire ayant en tout tems ; & contre les attaques de toutes les Puissances étrangères , soutenu cette Garantie de toutes leurs forces ; & il n'y en auroit encore à l'heure qu'il est aucun qui ne connut assez son devoir pour sacrifier son bien , ses Etats & sa vie pour la défense de Sa Majesté Imperiale & de sa Maison Archiducal en cas qu'elle fut troublée dans la possession de ses Etats dans l'Empire. Outre cela ces Païs Héréditaires en Allemagne se trouvent déjà assez garentis par leur situation naturelle , n'ayant aucune attaque à appréhender avant que l'Empire ne soit attaqué , & même avant qu'il ne soit réduit ; par conséquent ils tirent toute leur sûreté d'eux-mêmes & de leur éloignement. Quant au Royaume de Hongrie , il se trouve , par la grace de Dieu , & par la puissance & les soins de Sa Majesté Imperiale , joints à la fidele assistance de l'Empire , pré-

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

seulement en état de ne point craindre les Turcs, pourvû que Sa Majesté Impériale continuë à pourvoir les Fortereſſes de tout le nécessaire ; & en cas que , pas la permission divine , la Porte voulut songer à quelque nouvelle entreprise, les Etats de l'Empire ne manqueroient certainement pas de contribuer aux frais de la défense , ayant déjà depuis plus de deux siècles , fourni des sommes immenses à Sa Majesté Impériale & à ses augustes Prédécesseurs en faveur dudit Royaume , sans qu'ils aient eu la satisfaction que la moindre partie de ces secours considérables ait été employée au bien de l'Empire , ou que seulement on les leur ait demandé sérieusement , c'est de quoi les Actes de l'Empire font foi.

Comme donc les Etats de l'Empire ont tant de fois témoigné leur bonne volonté pour sauver le Royaume de Hongrie , en se chargeant de Contributions si considérables , & en fournissant fidèlement des secours d'argent & de Troupes, on ne sauroit trouver injuste , qu'en considération que ledit Royaume n'a aucune connexion avec l'Empire , ni avec la Nation Allemande , & que tout ce qu'on a fait pour le délivrer d'entre les mains de ses ennemis n'a été qu'un effet

fer de bonne volonté , il soit par reconnoissance uni & incorporé à l'Empire : Proposition à quoi Sa Majesté Imperiale n'a jamais voulu entendre, toute juste & fondée qu'elle soit en elle-même ; c'est pourquoi on ne sauroit trouver qu'étrange & très préjudiciable, que dans le tems que par l'assistance incontestable de l'Empire ; ce Royaume a été mis dans le meilleur état de défense où il a jamais été, & où , selon toute aparence , il pourra se maintenir on demande encore à présent une Garantie perpetuelle & générale de tous les Etats de l'Empire, & que pour recompense des témoignages réels qu'ils ont donné de leurs bonnes intentions, on leur veuille faire un devoir de ce qu'ils ont fait jusqu'ici librement & sans contrainte , en les obligeant de s'épuiser eux-mêmes & leurs Sujets , dans la seule vuë de procurer une sûreté superflue à un Successeur futur & jusqu'ici inconnu , & à ses héritiers qui posséderont un jour ce Royaume avec tous les autres Païs qui appartiennent actuellement à la Maison d'Autriche , & de le rendre tranquille & sans inquiétude , en chargeant par cette Garantie perpetuelle l'Empire avec ses Electeurs ; Princes & Etats de tout le

fardeau, & en les exposant à tout le danger, sans considerer de quelle maniere ce Successeur parviendra à la succession, ni comment il s'aquitera de sa Regence. La sincerité Allemande a jusqu'ici eu la reputation de ne s'être jamais dementie, & tout ce qui a été generalement promis a aussi été exécuté de bonne foi & inviolablement. Mais posé que les Etats de l'Empire voulussent tenir à present & à l'avenir la promesse donnée par cette Garantie, en fournissant les secours perpetuels *contra quoscunque*, & en entretenant pour cet effet le nombre nécessaire de Troupes; ne devoit-on pas en même tems laisser à leurs considerations, comment ils repondront devant la posterité d'une maniere conforme aux devoirs dont chaque Etat est obligé de s'aquiter envers l'Empire, si elle les accuse de s'être desistés sans aucune nécessité urgente, des principes fondamentaux du Corps Germanique, établis avec tant de prudence & d'une maniere si sacrée par leurs Ancêtres, d'avoir changé en servitude la liberté acquise par l'effusion de tant de sang, & d'avoir consenti inconsiderement à sa diminution & destruction? D'autant plus qu'il est clair comme le jour que le bien &

la tranquillité de l'Empire, de même que l'équilibre de l'Europe peuvent être conservées également sans cette Garantie perpétuelle si dangereuse & si onéreuse. N'ont-ils pas été maintenus de tout tems jusqu'à présent, & ne le seront-ils pas à l'avenir bien plus aisément, sans cette nouveauté? Car, pour parler en bon Patriote, il est sûr que les Païs que Sa Majesté Imperiale possède actuellement, ne sauroient seuls constituer l'équilibre de l'Europe, mais bien conjointement avec l'Empire, Il n'est pas moins incontestable que le bien & la tranquillité de l'Empire sont si étroitement liez avec les Païs considerables que Sa Maj. Imp. y possède, que pour répondre.

II. Au deuxiême motif contenu dans le Decret de commission, cette liaison qui subsiste entre lesdits Païs & l'Empire, ne laisse pas douter que ce dernier n'assiste fidèlement un Etat si puissant toutes les fois qu'il seroit attaqué. Sa Majesté Imperiale fait par experience, aussi-bien que ses augustes Prédecesseurs, comme il a déjà été allegué ci-dessus, que la sûreté & la tranquillité commune, tant de l'Empereur que de l'Empire, consiste principalement &

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

incontestablement dans leurs forces unies ; ce qui ne diminuë en rien la puissance de la Maison Archiducale , & ne l'empêche nullement de continuer , avec la garantie des Puissances Etrangères , & appuyée sur le système interieur de l'Empire , en faveur d'un si puissant Etat , à servir de Boulevard à la Chretienté , & à défendre conjointement la Liberté de l'Europe , & principalement la Patrie si chere à Sa Majesté Imperiale , contre toutes les attaques & entreprises ennemies.

III. Pour ce qui est du troisième motif , on veut bien croire de la part de l'Empire que Sa Majesté Imperiale , en demandant la garantie de ses Royaumes & Pais , aussi bien que de l'ordre de succession qu'elle a établi , ne se propose aucun agrandissement de sa Maison Archiducale ; mais on laisse-là ce qui y est ajouté , que cette garantie devoit rencontrer d'autant moins de difficulté , puisque cet ordre de succession étoit fondé depuis quelques Siècles sur des Privileges & Prérogatives notoires , & sur des pactes de succession faits & obtenus du scû de l'Empire ; car à la reserve de ce qu'on en trouve pour & contre dans des Livres imprimez , l'Empire auroit de la peine à se ressouvenir de



de ces pretendus Privileges acquis de son sçû, n'en ayant été question que lorsque l'Evêque de Bamberg les révoquoit en doute devant la Chambre Imperiale, & depuis aussi devant la Diete de Ratisbonne en 1654. *in causa executionis*, de ses Biens & Terres dans le Duché de Carinthie. La même question fut aussi agitée par les deux Evêchez de Trente & de Brixen, où à la verité la Diete laissa ces Privileges dans leur valeur, mais pour autant que l'Auguste Maison les avoit aquis *legitimo modo*, & qu'ils ne porteroient point préjudice à d'autres Etats de l'Empire, qui pourroient avoir de pareils Privileges, & pour autant qu'ils avoient été mis *ad observantiam & usum*. C'est dans ce sens qu'il faut aussi prendre les Pieces annexes au Decret de Commission de Sa Majesté Imperiale, d'autant plus qu'elles ne font aucune mention d'une garantie *contra quoscunque & in aeternum*, & que par consequent elles ne sont pas en place, puisqu'il ne s'agit pas presentement de l'examen de quelque intérêt ou pretention particuliere, mais d'une affaire qui ayant été portée *ad totum Imperium*, est aussi devenuë suivant l'intention de Sa Majesté Imperiale, *res communis totius Imperii*; sur ce fonde-

ment la question se réduit à sçavoir :

1. Si la garantie demandée est nécessaire , utile & convenable au Corps Germanique , suivant ses Constitutions fondamentales , & sa situation présente.
2. Et comment l'interêt de l'Empire pourroit être concilié avec la demande de Sa Majesté Imperiale , qui , sans contredit tend principalement à l'avantage de sa Maison Archiducale , & comment l'Empire pourroit être assuré contre toutes les suites dangereuses que la garantie tire après elle ; comme aussi quelle récompense proportionnée il auroit à espérer en se chargeant d'un si pesant fardeau. Par conséquent la question *quomodo* , doit être inseparablement liée avec la question *an* , & on doit délibérer également sur l'une & sur l'autre , afin de choisir unanimement le meilleur & le plus sûr ; car il ne s'agit certainement pas de quelque devoir prescrit par les Constitutions de l'Empire , mais purement d'une libre volonté ; il ne s'agit pas non plus , du moins pour le présent , de la défense de l'Empire , laquelle présuppose une attaque , ou du moins un danger plus pressant ; qu'il n'y a actuellement , pour ne pas paroître s'alarmer mal à propos , & prendre des précautions prématurées

mais

mais toute l'affaire roule sur une Alliance éternelle avec la Maison Archiducalc d'Autriche, laquelle s'étend sur tous les Royaumes & Païs étrangers qu'elle possède, & qui n'ont jamais été garantis par l'Empire; de sorte qu'il seroit obligé à soutenir les Guerres qui s'allumeroient à cette occasion, & à prendre part à la dépense aussi bien qu'au danger. Il est vrai qu'on allegue les garanties déjà données par des Puissances étrangères, comme un exemple à encourager l'Empire de s'y prêter; mais il plaira à Sa Majesté Imperiale de se ressouvenir que par le V. Article de sa Capitulation, elle a promis :

» Que dans toutes les affaires qui re-  
 » gardent la sûreté de l'Empire, elle tâ-  
 » cheroit d'obtenir le consentement  
 » unanime de tous les Electeurs assem-  
 » blez en corps, & non par des déclara-  
 » tions particulieres, jusqu'à ce qu'on  
 » pût parvenir à une Assemblée genera-  
 » le de l'Empire; & qu'en cas qu'elle  
 » voulut faire quelque Alliance qui  
 » n'eût raport qu'à ses Païs hereditai-  
 » res, ( soit avec des Puissances étran-  
 » geres ou avec quelques-uns des prin-  
 » cipaux Membres de l'Empire ) elle  
 » auroit soin que de telles Alliances ne  
 » portassent point préjudice à l'Empi-  
 » re ))

» re ) mais qu'elles fussent conformes à l'instrument de Paix. Comme donc ces Puissances étrangères , dont il est fait mention dans le Decret de Commission , n'ont sans doute donné leur garantie qu'en stipulant des avantages reciproques , & que d'ailleurs le consentement que l'Empire s'est réservé dans ledit Article V. de la Capitulation Imperiale n'existe pas encore , il est clair que ces garanties étrangères ne peuvent pas servir d'exemple à l'Empire. Par conséquent on pourra juger aisément. *Ad.*

IV. Si les difficultez ci-dessus mentionnées , & l'apprehension des suites dangereuses que cette garantie generale de tous les Royaumes & Païs de Sa Majesté Imperiale , si fort éloignez , & hors de toute connexion avec l'Empire , tireroit après elle , tomberont d'elles-mêmes , & s'il ne faut pas de mûres reflexions pour s'appercevoir , comme il est dit dans le Decret de Commission , » que cette garantie , bien » loin de porter préjudice à personne , » est le moyen le plus convenable & le » plus sûr pour obvier à tout embarras . . Certes les Electeurs , Princes & Etats de l'Empire , doivent en bons Patriotes , & suivant leur devoir , bien prendre

dire à cœur le préjudice inexprimable & irreparable qui naîtroit de cette garantie; & comme dans le tems passé on n'a pas craint de déclarer ses sentimens aux Emperens, sur des affaires & demandes de moindre importance que celle-ci, ils doivent aussi considerer & représenter que la Liberté de l'Empire, ses Constitutions & les Capitulations Imperiales, sont des regles si sacrées & inviolables, selon lesquelles tous les Etats de l'Empire doivent agir, que même la plus grande nécessité ne permet pas de les ébranler, & d'autant moins dans le cas dont il s'agit, vû qu'on connoit bien la justice & l'équité de Sa Majesté Imperiale, mais qu'on ignore encore le Successeur présomptif & son humeur; aussi bien que son affection pour l'Empire. Au reste la Pragmatique Sanction, qui ne dépend nullement de la garantie generale desdits Royaumes & Pais, est une affaire qui ne regarde point l'Empire, & c'est à Sa Majesté Imperiale à sçavoir si elle peut l'établir sans préjudice d'un troisième. *Ad*

V. On ne voit pas quels terribles troubles il y auroit à apprehender au dedans & au dehors de l'Empire, ni quel bouleversement de son système intérieur.

DE LA  
PRAGMA-  
TIQUE  
SANC-  
TION.

terieur en resulteroit , si les Etats de l'Empire , après avoir mûrement pesé la chose , jugeoient ne pouvoir pas se prêter à cette nouvelle garantie , & qu'ils ne voulussent s'en tenir à cette ancienne & irrévocable liaison qui subsiste à jamais , en vertu du même système & des Constitutions de l'Empire , entr'eux & les Successeurs au Trône Imperial , comme les plus puissans & les principaux Etats de l'Empire ; car il faut considérer qu'aucun des Augustes Prédecesseurs de Sa Majesté Imperiale , n'a jamais eu la moindre pensée d'une pareille garantie ; mais que depuis plusieurs Siècles , ils se sont tous contentez de jouir de cette liaison naturelle & irrevocable dont ils se sont trouvez si bien , que non seulement il n'a rien été détaché de leurs Royaumes & Pais , mais que leur Puissance a été augmentée au point où elle se trouve aujourd'hui ; Sa Majesté Imperiale étant presentement possesseur des deux Royaumes de Naples & de Sicile , des Duchez de Mantouë & de Milan , aussi bien que des Pais-Bas , & ayant la satisfaction de voir les limites du Royaume de Hongrie si étendues , & en si bon état de défense , que les Turcs ne paroissent plus gueres à craindre ; d'où

il est facile d'inférer que comme les Etats de l'Empire ont répandu librement, & de bonne volonté, leur sang & leur argent, pour contribuer à cette augmentation de la puissance Imperiale, ils n'y manqueront pas aussi à l'avenir. Enfin Sa Majesté Imperiale ne peut que ressentir du contentement & de la joye, si elle considere que se trouvant en parfaite santé & à la fleur de son âge, il n'y a rien qui presse, mais qu'on a tout à esperer de la Bonté & de la Providence Divine. Puis donc que d'un côté les Royaumes & Païs que Sa Majesté Imperiale possède actuellement en Allemagne, sont déjà suffisamment garantis par cette liaison naturelle & irrevocable dont on vient de parler, & que de l'autre, les Royaumes de Hongrie, de Sicile & de Naples, n'ont aucune connexion avec l'Empire, & que ce dernier n'en retire aucun avantage, non plus que des Duchez de Mantouë & de Milan, ni des Païs-Bas, comme il a été dit. Toutes ces raisons & bien d'autres, doivent porter les fidèles Etats de l'Empire à considerer principalement, s'il seroit convenable & permis de se désister absolument des principes observez jusqu'ici dans l'Empire, & de faire, moyennant cette garantie

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANCTION.

rantie perpetuelle de la Sanction Pragmatique , *ex quacunque causa & contra quoscunque* , sa propre affaire de tout ce qui adviendrait à ces Royaumes & Païs étrangers ; comme aussi s'il seroit permis , en prêtant cette garantie , de faire plus pour le Successeur , & les Successeurs des Successeurs établis dans la Pragmatique , qu'on n'a jamais fait pour aucun Empereur , en se chargeant d'une telle obligation , & en se plongeant dans tout le danger qui en peut resulter ; car il ne faut point oublier que de la part de l'Empire , on a toujours eu soin de se faire solennellement promettre par chaque Empereur dans leurs Capitulations , qui sont le trésor de l'Empire , & l'unique lien qui a jusqu'ici uni le Chef & les Membres du Corps Germanique , qu'ils n'entraîneroient point l'Empire dans des Guerres étrangères , qu'ils se désisteroient de toute assistance qui pût lui causer du danger ou du dommage ; » Et qu'ils ne commenceroient au nom de l'Empire aucune Broüillerie , Querelle , » ou Guerre , en dedans , ou au dehors , sous quelque prétexte que ce soit , ni ne conclueroient aucune Alliance sans le consentement des Electeurs , Princes & Etats de l'Empire .

Or



Or un Successeur futur, ou ses Successeurs, qui se trouvoient déjà munis de cette garantie, seroient par là même quittes de tous les engagemens où tous les Empereurs ont bien voulu entrer avec le Corps Germanique, & ce dernier se chargeroit d'une obligation, & changeroit, s'il est permis de parler ainsi, la précieuse Liberté pour une honteuse servitude, puisqu'il seroit toujours tenu, quelles que fussent les raisons pourquoi un tel Successeur, soit qu'il parvint à la Couronne Imperiale, ou qu'il demeurât seulement le plus puissant Etat de l'Empire, se trouveroit attaqué, à répandre ses biens & son sang pour le défendre *contra quoscunque*, sans aucune exception, & sans avoir égard aux frais immenses à quoi l'éloignement de ces Païs engageroit, ni à l'impossibilité d'en tirer aucun avantage réciproque; sans considerer aussi les forces qu'on opposeroit à celles de l'Empire, & les troubles & attaques qu'il y auroit à craindre dans le cœur de l'Empire, quand il se verroit dans l'obligation, pour assister ce Successeur, de se dépouiller de ses forces, indispensablement nécessaires pour sa propre défense, & de s'exposer par-là aux suites les plus dangereuses; car quoique

quoiqu'on ne peut pas prévoir toutes les conjonctures innombrables qui peuvent arriver, il est sûr du moins que les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, chargez à jamais de ce fardeau, ne sçauroient éviter de s'épuiser tellement eux-mêmes & leurs Sujets, qu'au lieu de pouvoir continuer à rendre, à l'exemple de leurs Ancêtres, depuis plusieurs Siècles, des services signalez & utiles à l'Empire, ils auroient de la peine dans la suite à se reconnoître eux-mêmes, & à se sauver du moindre danger dont la chere Patrie pourroit être menacée, ils se verroient même contraints à subir tous les desseins qu'on pourroit avoir prémédité contre eux. Il est cependant d'une très-grande importance à tous les Electeurs & Princes seculiers, préféablement aux Ecclesiastiques, de se maintenir en conséquence de leur ancienne & glorieuse naissance, dans cette dignité & autorité qui leur est dévoluë, de même que leurs Etats & Païs, *Jure hereditario*, & de conserver inviolablement le fondement de leur Liberté, afin de pouvoir transmettre l'une & l'autre à leur posterité. Or il est clair & incontestable que si l'Empire se charge de cette garantie extraordinaire, sans les précautions

tions requises , il s'engageroit dans des guerres infinies , & dans des troubles si terribles , que ne s'agissant pas de moins que du bouleversement total de son système interieur , personne ne sauroit s'empêcher d'y prendre part bon gré mal gré. Mais comme Sa Majesté Imperiale pendant tout le tems de son glorieux & très-gracieux Regne , a donné des Attestations & Declarations réitérées , qu'elle préférera toujours le bien & la tranquillité de l'Empire à ses propres interêts , on ne peut qu'espérer de sa justice naturelle , qu'elle voudra bien approuver très-gracieusement toutes les délibérations qui tendent à l'amélioration & à l'affermissement de ce bien & de cette tranquillité de l'Empire ; ce dont on se flâte , d'autant plus qu'elle déclare expressement dans le Decret de Commission , de n'avoir point d'autre but , & puisque ses Roïaumes & Pais y ont & auront toujours beaucoup d'interêt.

Comme donc cette affaire n'est pas jusqu'ici dans tout son jour , Son Altesse Electorale de Baviere ne voit pas comment elle peut se déclarer sur la demande de Sa Majesté Imperiale à ce sujet , avant qu'on ait mûrement délibéré sur toutes les difficultez & suites in-

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

évitables ,

evitables , que cette garantie de tous les Royaumes & Pais de Sa Majesté Imperiale traîne après elle , & avant que la question *Quomodo* , inséparablement liée à la question *An* , soit mieux éclaircie. Une prompte résolution sur cette dernière lui paroît impossible sans fermer les yeux sur les suites , & sans enfreindre les Constitutions de l'Empire. Son Altesse Electorale espere que Mrs. les Ministres des autres Electeurs , Princes & Etats de l'Empire , jugeront pareillement ces délibérations ulterieures sur les questions *An* & *Quomodo* , d'une nécessité indispensable , eu égard au trop grand préjudice qui en naîtroit à jamais pour l'Empire , par l'embarras où cette garantie le jetteroit , & par le fardeau insupportable dont il seroit chargé. Et en cas que quelques - uns d'entr'eux ne fussent pas encore munis d'instructions suffisantes & assez détaillées , pour délibérer sur toutes les circonstances qui peuvent être considérées *hinc & inde* ; Son Altesse Electorale se flâte qu'ils voudront bien rendre compte à leurs Maîtres de cette déclaration sincere , & qu'il leur plaira , en attendant , de surseoir les délibérations , vû que par la continuation de la Paix , aussi bien que par l'âge florissant de Sa  
Majesté

Majesté Imperiale, & par la parfaite santé dont elle jouit, laquelle Dieu veuille lui conserver le plus long-tems qu'il est possible; il n'y a, comme il a été dit, aucun danger qui puisse exiger qu'on se précipite dans une affaire plus importante qu'il n'en a jamais été proposée à l'Empire, & qu'on procède à la décision avant que les suites ci-dessus mentionnées soient détournées de l'Empire, ou avant qu'il ait été consulté suffisamment & unanimement entre les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, sur les moyens de le maintenir, nonobstant ces suites prévûes, dans la prospérité, tranquillité & liberté dont il a joui jusqu'ici; mais si au contraire, on neglige ces délibérations si nécessaires pour se justifier devant la posterité, Son Altesse Electorale de Baviere, qui en bon Patriote, n'a pour but que le maintien des prérogatives de chaque Etat de l'Empire en particulier, & la liberté & le bien de la chere Patrie en general, ne sauroit se résoudre à se désister sans aucune nécessité urgente des Principes & Constitutions de l'Empire, qui, à ce qu'il a été dit, sont si sacrez & inviolables, que même la plus grande nécessité ne les doit pas ébranler; & elle ne sçauroit prendre part à une

décision,

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANG-  
TION.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

décision , qui , en chargeant l'Empire de la garantie irrevocable de tous les Royaumes & Païs de Sa Majesté Impériale , lui ôteroit sa liberté & sa prospérité ; conservée jusqu'ici par l'observation inviolable de ses Constitutions. *Ulteriora reservando.*

*Le Ministre Plenipotentiaire de Son Altesse Electorale de Saxe a aussi déclaré :* Que la garantie demandée étoit une affaire si importante , & touchoit de si près le bonheur & le malheur de l'Empire , qu'avant que d'entrer dans la discussion de la question , si l'on doit consentir à cette garantie , il étoit d'une nécessité indispensable de convenir préalablement des conditions & des moyens les plus propres ; d'un côté à obtenir le but qu'on se propose par cette demande , & qu'on dit n'être que le bien de l'Empire ; & de l'autre à lever les difficultés qui se rencontrent *ratione modi* : car comme ladite garantie devoit s'étendre sur des Païs qui n'ont aucune connexion avec l'Empereur , & qui en sont fort éloignez , il y avoit à apprehender que si l'on négligeoit les précautions nécessaires , cela porteroit un préjudice très-considérable à l'Empire , & l'engageroit dans des Guerres infinies ; de sorte qu'au lieu du repos , de  
la

la sûreté & tranquillité esperée, il pour-  
roit être jetté dans de grands troubles, DE LA  
comme Sa Majesté le Roi de Pologne PRAGMA  
l'avoit déjà démontré à Sa Majesté Im- TIQUE  
periale, dans une Lettre particulière sur SANC-  
ce sujet. Que ces raisons, & plusieurs TION.  
autres amplement détaillées dans l'ex-  
cellent *Votum* de Son Altesse Electorale  
de Baviere, à quoi on se refere pour  
éviter la longueur, donnoient lieu d'es-  
perer à Sa Majesté le Roi de Pologne,  
qu'en consideration de la très-grande  
importance de cette affaire, on vou-  
droit bien délibérer mûrement là-des-  
sus, aussi bien que sur les conditions  
& moyens propres à lever toutes diffi-  
cultez, & qu'avant que cela fût fait,  
on n'en précipiteroit pas le *Conclusum*.  
*Ulteriora reservando.*

*Le Ministre Plenipotentiaire de Son  
Altesse Electorale Palatine a aussi déclai-  
ré : Que l'Electeur son Maître avoit en  
tout tems donné à Sa Majesté Imperia-  
le tant de preuves convaincantes de sa  
dévotion, & de sa parfaite estime pour  
l'auguste Maison Archiducale, qu'il ne  
sauroit que se flâter que Sa Majesté Im-  
periale ne fût entierement persuadée de  
son zèle & de son attention, à avancer  
ses vûes paternelles pour le bien de  
l'Empire ; mais comme dans la garan-*

tie demandée de la Pragmatique Sanction, la question *Quomodo* étoit inseparablement liée avec la question *An*; & que bien loin que les circonstances très-considerables qui se rencontrent dans cette affaire, permettent que l'une soit débattuë sans l'autre, il étoit plutôt d'une nécessité indispensable de les discuter en même tems, & de délibérer, *uno tractu*, sur les moyens de concilier cette garantie avec le maintien de la tranquillité & sûreté de l'Empire, & comment on la pourroit prêter sans préjudice d'autrui, & sans contrevenir aux principes salutaires que le Corps Germanique a suivi jusqu'ici pour la conservation interieure, afin de ne pas engager l'Empire dans des embarras dangereux, sur tout à l'égard des Royaumes & Païs hereditaires de Sa Majesté Imperiale, qui n'ont aucune connexion avec l'Empire, & qui en sont si fort éloignez, & afin de ne le pas charger d'une obligation dont peut-être il lui seroit difficile, & même impossible de s'aquitter dans la suite, sans sa ruine & destruction interieure; pour ces raisons, Son Altesse l'Electeur Palatin, par le seul desir que lui inspiroit son devoir de veiller sur le bien de l'Empire, s'étoit crûe obligée de  
propo-



proposer en bon Patriote , qu'on vou-  
lut délibérer en même tems sur lesdi-  
tes deux questions *An & Quomodo* , &  
en peser mûrement toutes les circon-  
stances les plus considerables.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

## [ §. IV. ]

**P**OUR satisfaire à ce que nous avons  
promis , *s. 3.* voici le Memoire Hi-  
storique des Transactions & Pactes de  
famille passez dans la Maison d'Autri-  
che , à commencer par Charles-Quint.

Il y a trois Pactes de Famille impor-  
tans dans la Maison d'Autriche.

Le premier en 1521. à Bruxelles en-  
tre Charles V. & Ferdinand I.

Le second du 16. Juin 1617. à Pra-  
gue , entre Ferdinand , Duc de Gratz ,  
depuis Empereur , & Philippe III. Roi  
d'Espagne.

Le troisiéme en 1619. entre Albert ,  
Archiduc d'Autriche , & Ferdinand II.

*Premier Etat de la Maison d'Autriche ,  
lors du premier Pacte.*

Lorsque l'Empereur Maximilien I.  
mourut le 12. Janvier 1512. Charles  
d'Autriche , Fils aîné de Philippe son  
Fils , mort avant lui en 1516. possédoit

D 2 déjà

déjà du chef de Marie de Bourgogne son Ayeule, les Païs-Bas & le Comté de Bourgogne. Il possédoit encore du chef de sa Mere Jeanne d'Espagne, tombée en démence, la Castille avec les Indes, l'Arragon, la Sardaigne, & les deux Siciles.

Isabelle, Reine de Castille, & Mere de Jeanne, étoit morte dès 1504. & Ferdinand V. Roi d'Arragon, Pere de Jeanne, étoit mort en 1516.

Par la mort de Maximilien I. Charles d'Autriche se trouvoit encore heritier, comme aîné, des Païs que Maximilien I. possédoit hereditairement en Allemagne.

Ces Païs étoient les deux Autriches, le Tirol, la Carinthie, la Carniole, la Stirie, l'Alsace, le Brisgau, & plusieurs autres Provinces.

Lorsque Ferdinand eut atteint l'âge de 18. ans, qui est le terme de la Minorité pour les Princes immediats de l'Empire d'Allemagne, Charles V. traita avec lui, & pour des raisons qu'il seroit trop long de déduire ici, il lui ceda tous les Païs provenus de la Succession de Maximilien leur Ayeul.

L'Acte en forme de Pacte de Famille, en fut fait à Bruxelles en 1521. avec clause de reversion à la posterité de Charles

Charles V. au défaut de la posterité masculine de Ferdinand.

En 1556. Charles V. abdiqua l'Empire en faveur du même Ferdinand, qui étoit alors Roi des Romains.

DE LA  
PRACIA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*Second Etat de la Maison d'Autriche ,  
lors du second Pacte.*

Maximilien II. avoit eu plusieurs enfans mâles ; mais les apparences étoient que tous ces mâles , dont l'aîné étoit en 1617. l'Empereur Mathias , mourroient sans enfans ; ainsi la Succession de la Hongrie & de la Bohême , tombée par Femmes dans la Maison d'Autriche , devoit passer après leur mort à Anne d'Autriche , Fille aînée de Maximilien I. & à ses enfans.

Anne d'Autriche avoit été la quatrième Femme de Philippe II. Roi d'Espagne , & elle en avoit eu Philippe III. qui regnoit actuellement en Espagne.

Philippe III. voulut bien pour plusieurs raisons ceder à Ferdinand , Duc de Gratz , depuis Empereur Ferdinand III. l'expectative de la Succession des Etats , provenant d'Anne Jagellon , Fille de Ladislas , Roi de Hongrie & de Bohême.

Le 21 Avril 1617. Philippe III. don-

D ; na

na un pouvoir special au Comte d'Orange, son Ambassadeur à Vienne, de faire cette Cession dans un Pacte de Famille à Ferdinand III. à condition que si la posterité masculine de Ferdinand défailloit, les Etats cedez revieroient à lui Philippe III. où à sa posterité, de maniere que les filles descendues de lui, exclueroient la posterité de Ferdinand. Ainsi suivant le pacte qui fut signé à Prague, en conformité du pouvoir de Philippe III. le 16. Juin 1617. & confirmé par l'Empereur, les Princes & Princesses, issus d'Anne d'Autriche, Femme de Louis XIII. & de Marie Theresse, Femme de Louis XIV. ont droit aux Etats provenant d'Anne Jagellon, avant les Archiduchesses, Filles de l'Empereur Joseph, & de l'Empereur Leopold.

Deux ans après en 1619. l'Empereur Mathias mourut, & Ferdinand recueillit les Couronnes de Hongrie & de Bohême, en vertu du pacte de Prague.

Les Etats venus d'Anne Jagellon, consistent dans le Royaume de Bohême, la Silesie, la Moravie, la Lusace, & dans le Royaume de Hongrie, & autres Provinces y annexes.

La Maison d'Autriche a toujours prétendu, que ces Couronnes n'étoient électi-

électives, qu'à condition que les Peuples éliroient le Successeur nécessaire du dernier Roi, elle l'a fait ainsi décider à Prague en 1620. & à Presbourg en 1687. par les Assemblées représentatives des Peuples.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*Troisième Etat de la Maison d'Autriche  
lors du troisième Paëte.*

Albert, Archiduc d'Autriche ayant été institué héritier par son Frere l'Empereur Mathias, il donna par Donation *inter vivos* à Ferdinand II. Empereur, son Cousin Germain, l'Archiduché d'Autriche avec les Provinces y annexes, les Comtez de Hapsbourg, de Tirol, de Ferrette, de Kibourg, la Principauté de Suabe, & le Landgraviat d'Alsace, avec clause de reversion à la Ligne d'Espagne, au défaut des Mâles de la Branche d'Autriche en Allemagne.

[ §. V. ]

*Question sur la Garantie de la Pragmatique Sanction.*

IL se trouve dans l'examen de cette Question très-importante, les consi-

D 4 dera-

derations suivantes, qui emportent l'affirmative & qui sont fondées tant sur le Droit de la Nature & des Gens, que sur une bonne Politique & la Raison d'Etat.

1. Une pareille Renonciation, où une Ligne, quoique cedant à l'autre dans la Succession, se reserve néanmoins expressément, au défaut de la premiere Ligne, le Droit de Succession fondé sur le Sang; une pareille Renonciation, dis-je, infere une certaine Convention de Succession, qu'on peut considerer, à juste titre comme un *Negocium onerosum*.

2. On comprend aisément, que dans cette affaire, tout ainsi que dans d'autres de la même nature, la prestation de l'éviction est nécessaire, *tanquam naturale illius Conventionis*, car

3. La Garantie, dont il est question ici au sens du Droit des Gens, a d'autant plus lieu, qu'on doit considerer non seulement la nature de la chose même, mais la qualité des Personnes qui font le Pacte; car pour ce qui est de la nature de la Renonciation, on ne peut nier qu'elle differe à prendre ce mot dans un sens étendu de la Garantie; puisque dans celle-là on renonce en faveur & à l'avantage d'un autre, à certains Droits & Préro-

Prérogatives appartenans au Renonçant , & que dans celle-ci on promet la Garantie ou la défense des Provinces appartenantes à un tiers. Cependant quand on examine de plus près l'une & l'autre affaire , on trouve que la Renonciation à la Succession emporte d'elle même la Prestation de la Garantie , quand même on n'en auroit point fait mention dans l'Instrument dressé sur ce sujet-là ; une pareille Renonciation ne pouvant être que de peu d'effet , ni servir que fort peu aux Personnes , ou Ligne , en faveur desquelles elle a été faite , si la Prestation de l'Eviction qui résulte de la nature de cette affaire n'y est très-étroitement liée , & que de même la Reservation de la Succession stipulée dans le cas mentionné par la Partie renonçante n'auroit pas non plus la force requise , qu'elle acquiert premièrement de cette manière-là ; donc il faut principalement dans le cas présent mettre dans une due considération l'obligation mutuelle qu'il y a entre les Parties Contractantes , dans l'Acte de Renonciation , & l'Interêt reciproque ; car on trouvera qu'ils n'ont eu conjointement avec les autres Parties Contractantes d'autre intention que de conserver & maintenir l'Ordre de Succession établi & pleinement re-

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

connu, par raport à toutes les Provinces y comprises.

La conséquence de cet Argument se trouve d'autant plus forte quand on a égard.

4. Non seulement à la nature de l'affaire même aussi, comme on l'a déjà dit, à la qualité des Personnes qui font le Pacte, & quand on considere en même tems, combien étroite est la liaison entre eux par un pareil Acte de Renonciation & de Reservation; cette liaison doit consister principalement dans une assurance mutuelle & dans une Garantie réelle de la Succession, si les Renonciations personnelles & ce qui en dépend, en veulent sentir l'effet en son tems, & le cas existant; car il y a une grande difference entre des Renonciations, qui se font souvent dans des Familles particulieres, à l'avantage & pour la conservation de la Maison & des Pactes de Renonciation très-importans, qui se font dans des Maisons des Rois, Electeurs & Princes; par conséquent comme il s'agit de la Succession de Terres & de Provinces puissantes; il faut prendre de tout autres conseils dans la Garantie & défense réelle de cette Succession, & tels qu'ils soient conformes à l'importance de la nature  
de



DES PUISS. DE L'EUROPE. Ch. I. 83  
de l'affaire, & à la grandeur & dignité  
des Hauts Contractans.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

5. Il se trouve sur tout, une Relation, ou *correspondance* entre les Parties Contractantes, tellement, que comme le Chef de la Ligne à laquelle appartient principalement & avant d'autres, la Succession, suivant les Pactes & Dispositions de Famille, & suivant les Renonciations jurées comprises dans cette conformité, comme le Chef de cette Ligne, dis-je, est obligé en cas qu'elle manquât trop tôt de maintenir la Succession tombée ensuite sur l'autre Ligne, & d'en prêter l'éviction tout ainsi & les Successeurs sont tenus de la maintenir de tout leur pouvoir, *ex paritate rationis & conditionis & secundum naturam Relationis.*

6. Je ne disconviens pas qu'on ne puisse inviter quelque Prince ou Nation à la Garantie de quelques autres Provinces ou Succession, attendu que cela est bien fondé *in thesi & regula*, mais qu'il faut excepter notamment où l'on puisse dériver cette Prétention d'une Obligation précédente & étroitement liée à ce sujet. Pour plus grand éclaircissement & confirmation de cette Thèse on peut alleguer ici ce qui a été rapporté en 1728. dans les Propositions *de causis ac.*

D 6 *diffi.*

*diffidiis summorum aliquot Europa Principum & de horum amabili compositione in Congressu Sueffionensi perficienda* (\*) à l'égard de l'Ordre de Succession établi par la Sanction Pragmatique dans la Serenissime Maison Archiducale & à l'égard de la Garantie à prêter à cet effet par les Couronnes de France & de la Grande-Bretagne ; où l'on soutient avec fondement que ces deux Couronnes se chargeroient de la Garantie & du maintien de ladite Succession Autrichienne ; puisqu'en vertu de l'Article IV & V du Traité de Londres , ou de la Quadruple Alliance de l'année 1718 Sa Majesté Imperiale pour elle , ses Heritiers & Successeurs s'étoit chargée de la Garantie du Droit de l'Ordre de Succession dans lesdits Roiaumes ; d'autant que dans l'Article III. ces deux Couronnes ont garanti formellement la tranquille Possession des Royaumes & Provinces qu'on possède en vertu des Traitez de Paix & d'Alliance , tant en Allemagne , que dans les Pais-Bas & en Italie , comme l'intention qu'on a à ce sujet , paroît évidemment & en particulier par les paroles suivantes : *Nam quum*

(\*) Cette Pièce se trouve en François dans le Tom. V. de mon Recueil d'Actes, & Négociations. 262 pag.

quum in Tractatu sœderis quadruplicis ob-  
 ligatio prædicta fuerit ab Imperatore sus-  
 cepta, ipsa negotii natura & æquitatis ra-  
 tio exigunt, ut stipulatio hæc non tantum  
 in favorem istorum Principum & Regno-  
 rum, sed itidem ad conservandam & pro-  
 pagandam totius Europæ Pacem & Tran-  
 quillitatem pro commodo successionis in  
 Domo Austriaca receptæ & ordinatæ ac-  
 cipiatur, &c.

DE LA  
 PRAGMA-  
 TIQUE  
 SANC-  
 TION.

Et quoique ladite Obligation, à la  
 considerer en elle-même, soit plus pas-  
 sive qu'active, ne comprenant propre-  
 ment aucun *Jus exigendi mutuum Garan-  
 tiam absolute & parfaite tale*, & que de  
 plus l'éviction promise de quelques  
 Roiaumes & Provinces soit différente de  
 la Garantie *Juris & normæ succedendi*,  
 comme on voit ici, entr'autres par l'Ar-  
 ticle II. & III. du Traité de Vienne du  
 16. Mars 1731. il n'y aura pourtant pas  
 à douter qu'on ne puisse exiger recipro-  
 quement l'assurance de cette Succession ;  
 comme d'une chose de laquelle dépend  
 principalement la tranquillité publique  
 de l'Europe, ni qu'on ne puisse la fonder  
 sur des raisons & considerations  
 qu'on pourroit peut-être avoir en cas  
 de refus, pour se regler là-dessus, &  
 pour lever à tems & à tout événement  
 toutes les difficultez, ce qui est d'au-

tant

tant plus aplicable à la question présente, que, comme on l'a déjà remarqué ci-dessus, une obligation précédente *praestanda evictionis sive Garantia* résulte naturellement de la nature de la Renonciation, ou du Pacte de Succession stipulé en même tems.

Ce qu'on vient d'alléguer & déduire se vérifie encore davantage, quand on pose exactement le véritable sens des mots suivans, & contenus dans des Instrumens de Renonciation: *Prascriptum in ea scilicet Domo cum maribus tum feminis succedendi ordinem linealem seu normam & Legem fundamentalem ejusdem pro nobis nostrisque posteris & heredibus utriusque respicere, tueri, observare eique firmiter inhaerere, nec, ut contra ejusdem tenorem & dispositionem à nobis vel ab heredibus & posteris nostris cujuscunque sexus fuerint, aut quovis alio nostro aut illorum nomine, quibuscunque demum de causis agatur, permittere unquam aut pati velimus, item, aut ut id ab alio quocunque tandem fiat, passuros, sed ut potius in delita legitimo Successori unius alteriusve sexus fide & observantia perseverent, omnes vires esse impensuros, item tam quoad ordinem succedendi in eo statutum, quam quoad stabilitam in eo unionem perpetuam ac omni modo omnium Regnorum*  
Pro-

*Provinciarum, &c. indivisibilitatem & inseparabilitatem, ratam, gratam, probatamque habituros, aut ne à quocunque contraveniatur passuros esse, &c.*

DE LA  
PRAGMA-  
TIQUE  
SANC-  
TION.

7. Par cela on voit fort bien non-seulement une parfaite attention à la Succession établie, mais une promesse de la défendre & maintenir autant qu'on peut *contra quoscunque contravenientes & turbantes*; il est même notable, qu'une pareille assurance ait été donnée principalement par rapport à l'indivisibilité & à l'union perpétuelle de toutes les Provinces, & que par conséquent on désigne quelque chose de plus qu'une simple Renonciation de Succession: autrement, à ne vouloir considérer la chose que dans ces termes & circonstances, ou vouloir exclure les termes d'Eviction & de Garantie, qui y sont si fortement unis, ce seroit établir une interprétation aussi contraire à ces paroles & à l'intention qu'on a eue au sujet de l'affaire en question, que très-éloignée du but proposé.

Et quand même on seroit d'avis, que sous le mot de *quocunque*, il est compris, non tous les *Contravenientes & Turbatores Successionis & Possessionis* desquels il est question ici, ou que ce mot est trop général; mais qu'il regarde pro-  
prement

38. LES INTERETS PRESENTS

prement les Ministres & Sujets du Renonçant ou de l'autre Partie, qui voudroient donner des Conseils differens à ce sujet, ou occasionner quelque alteration & troubles dangereux, & que par conséquent ce mot n'infere pas une Garantie universelle *contra quocunque tertios*, qui n'ont aucune part à cette Renonciation; néanmoins cette opinion ne peut point avoir lieu ici, à cause que *causa principalis & finalis totius negotii*, consistant dans une union & dans une inséparabilité perpetuelle des Provinces, est uniforme dans les deux cas, d'où il s'ensuit qu'il en faut, comme il est nécessaire & juste, prêter la Garantie & défense contre tous les Perturbateurs, soit qu'ils fussent du Païs, ou étrangers: sans aucune difference des Personnes ou Nations, ni même des lieux où les Perturbations pourroient être commises.

8. Cela leve également l'Objection qu'on pourroit faire, que généralement la Garantie des autres Provinces, ou de l'Ordre de Succession y établi, est à regarder comme une *species fœderis*, & qu'il dépend uniquement du bon plaisir d'un Prince, ou Peuple de la stipuler ou de s'y engager; & que de plus il s'agit pareillement d'un bon plaisir dans des Renonciations ou Reservations. ; si la  
Partie

Partie renonçante, le cas existant, veut se servir utilement & pleinement de son Droit de Succession expressement réservé ou sinon sans des raisons très-prefantes, il veut postposer son propre intérêt, car quoique la *Promissio Garantiae inter Gentes* soit du nombre des Conventions publiques, parmi lesquelles, selon l'opinion de *Hugo Grotius* (a) les Alliances occupent la première place & qu'elle soit suivant la nature de tous les pactes & Contrats, fondée sur *libera paciscentium voluntate*; on n'en peut pourtant nullement conclure, qu'une telle *Promissio* ou *Obligatio* ne puisse être dérivée d'une autre source que des Alliances & Confédérations, attendu que pour se charger d'une Garantie, le Droit des Gens ne requiert absolument & toujours *expressam fœderis proprie sic dicti Conventionem*, ni n'en exclut la prestation qui résulte d'un autre Pacte ou Convention; témoin la Garantie que les Parties qui sont en Guerre, ou les Mediateurs ont souvent accoutumé de stipuler dans des Traitez de Paix pour la confirmation ( ).

(a) de J.  
B. & P.  
L. 2. c.  
15. §. 24

Ajoutons à ceci ce qu'on a déjà dit ci-dessus, que l'*obligatio præstande evictiois sive Garantiae*, qui se trouve dans des Ordres de Succession & dans des

Rénon-

(b) Cocceji Exercit. T. 2. p. 598. & les suiv.

90 LES INTERETS PRESENTS

Renonciations, & qui resulte *ex tacito paciscentium consensu aque libero & vim expressi habente*, ou plutôt *ex ipsa negotii natura*, que cette Obligation, dis-je, est fondée sur le Droit des Gens & sur la Raison d'Etat qui y est liée, & que par conséquent, dans l'existence évidente d'une Obligation juridique, aussi bien que politique, on comprend aisément, que, par rapport à une division & proposition de l'interêt très-considérable, qui se trouve des deux côtez, on ne peut rien entreprendre sans une grande alteration de toute la chose; attendu que regulierement il est bien permis à chaque Maison illustre de faire tel usage de ses Alliances & avantages comme elle le trouve à propos; mais qu'il faut excepter le cas, quand cela porteroit grand préjudice aux Droits de l'autre Partie qui y est principalement interessée & au maintien d'iceux, & quand ce qui est plus, le bien public préférable à toutes les vûes particulieres & conjonctures incertaines, seroit exposé à plusieurs troubles dangereux, que l'on a néanmoins voulu prévenir & éviter par les stipulations & Conventions dont on a fait mention ci-dessus.

9. Il est sûr que souvent les mentionnées *Conventiones Successionis tam Renuncia-*



*nunciativa quam reservativa*, ont d'autant plus de force & de vertu, parce qu'elles sont confirmées par des Instrumens formels & jurez d'acceptation & d'adhésion. Ainsi l'on voit assez, que tout cela, & sur tout ladite confirmation, n'est faite pour d'autre fin, sinon pour assurer d'autant plus l'Ordre de Succession, ( établi *in vim Sanctionis Pragmaticæ perpetuo valitura* par des Conventions solennelles de Famille, & par des Déclarations & Reconnoissances qui en sont suivies, ) contre tous les événemens à venir & contre tout ennemi qui voudroit lui préjudicier, & enfin pour diriger toujours cet important Ouvrage, moyennant des forces communes & des conseils salutaires, afin qu'il puisse toujours être puissamment conservé comme il est établi, & que par ce moyen il soit dûment pourvû, & une sûreté réelle procurée, tant au bien public qu'à celui de toutes les Provinces, qui y ont raport.

*Deductio Juridica, quod in famosa causa Guarantiæ Majores Status dissentientes non obligent.*

**E**Quidem quod maximè dolendam, palam est inter Proceres Germania, non exigendum esse numerum illorum, qui post habito Patriæ honore, ejusque vera utilitate proprii commodi studio, & allec-tatio-nibus Austriacis fascinati, castra libertati Germania adversantia sequuntur, & in Sanctionem Carolinam consensuri, ejusque Garantiam suscepturi, novam in dignitate Imperatoria successionem novæ cuidam familia asserere velle videntur; sed cordati pro Patriis legibus zelote, etiamsi numero essent paucissimi, animum non ita despondeant, multo magis intrepida pectora objiciant confisi, quod si res hac ad Comitîa feratur, non sufficiat eam per majorem suffragiorum partem approbari, sed unanimitem votorum per naturam negotiû, nisi hac quoque in parte legibus vis inferri velit, necessario requiri.

Opera pretium est momentosissimam quaestionem an in Comitîis majoribus votis in omnibus negotiis standum sit, hac occasione intimius discutere & examinare, an & in quantum affirmativa?

Plexi-

*Plerique rerum Imperialium Consulti in ea sunt sententia in Comitibus majorem suffragiorum partem minorem post se trahere & per pluralitatem votorum Decretum Coniunctiale, quod omnes, etiam dissentientes, obliget, confici. Adducunt rationem, quia ut omnes consentiant, arduum maxime & impossibile sit, & quia propter naturalem hominum ad dissentiendum facilitatem res sine exitu futura esset, quia denique jus Canonicum statuat, ut in Ecclesiasticis Electionibus, aliisque congressibus plurium suffragia attendantur; provocant præerea ad Auream Bullam, & ad omnis ævi observantiam in Imperio.*

*Generalitatem hujus regulæ tamen ita restringunt ut propter dispositionem Pacis Westphaliæ Art. V. vers. 52. res religiosæ omnes & in Politicis illa negotia ubi status tanquam unum Corpus considerari nequeunt, prætereaque materiam Collectarum excipiant.*

*Sed hoc Publicistarum assertum cum grano salis accipiendum, quadantenus enim bene quidem se habet, quadantenus nimis crude & sine attentione ad novam legem profertur.*

*Nos rem ex Historia & recens subsequuta lege quam tutissimè elucidabimus.*

*Nullam prostare Constitutionem Imperialem, quæ sancitum sit, an negotia Comititalia*

*lia per pluralitatem votorum decernantur, & quod major pars minorem involvere debeat, sed quod hoc unice per observantiam inferatur certissimum est.*

*Aurea Bulla tamen, quæ in contrarium allegatur, nihil definit, nisi quod de sola Regis Romanorum Electione sanciat, quod per pluralitatem votorum fieri debeat, aliorum negotiorum ne ullam mentionem facit.*

*Nec satis congruè ad ipsam Imperii observantiam provocatur, nam ex Historia Comitiorum constat, jam ab anno 1477. usque ad annum 1521. frequentissimas à Statibus Comitialibus congregatis factas esse protestationes contra jus majoris partis, istis præcipue in casibus, quando jura singulorum in litem protrahebantur (a).*

(a) Vide  
Muller  
Theatr.  
Comit. &  
Goldast.  
de rebus  
Imperii  
passim.

*Ex orto dissidio Religioso nulla Comitiorum hanc controversiam non sanabant, Catholicis pro jure majoris partis stantibus, Augustanae confessioni addictis, id in rebus Religiosis, ne multitudini succumbant, haudquaquam admittantibus, materia vero Politica, quæ jura singulorum afficiebant, sententiis pluralitatis communi consensu eximebantur.*

*Primo cum in Comitibus de anno 1582. Jura Civitatum Imperialium; & in anno 1594. jus sessionis & voti Magdeburgium, quæ causæ merè politicae erant, in medium, profer-*

*proferrentur, per pluralitatem votorum discutienda, multi status utriusque Religionis recesserunt ac per protestationes suas deliberationes finem imposuerunt.*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*Gliscabant abinde hæ lites ad maximam partem Religionis causa, nonnunquam tamen etiam materia politica intermiscabantur, hinc continui in Comitibus clamores, & nemini non persuasum erat hasce turbas non aliter nisi per ordinationem quandam regulativam, quæ causas majori parti non subjectas definiat sedari posse.*

*Cum Bellum Turcicum Cæsarem Mathiam premeret, & hinc auxilii causa Ratisbonæ anno 1613. Comitibus celebraret, Status Protestantes se ad ejus petita surdas aures habituros esse declarabant nisi ante omnia Gravamina sua tollerentur. Horum Gravaminum cardo erat causarum, quæ per legem perpetuam pluralitati votorum eximenda essent.*

*In isto Catalogo primum locum tenebant negocia circa Religionem & res sacras, deinde ex materiis politicis illa, quæ communem Imperii politici salutem concernunt. Item causæ Judiciales, quarum cognitio Dicasteriis relinquenda, item causæ Impositionum & Privilegiorum, item unionum Hereditariarum, Confraternitatum aliorumque Paëtorum Familiarum illustrium circa successiones & jura sublimia,*  
inter-

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*interpretationes, extensiones & restrictiones. Denique subnectebantur res quæ Con-stitutionum Imperialium, Ordinationum Executorialium, Aurea Bullæ, aliarumque legum mutationem, derogationem, vel interpretationem involvere possent. Hac & talia omnia negotia ne impofterum per pluralitatem votorum, sed per unanimi- tatem vel per amicabilem compositionem ut dirimen- tur, omni nisu contendebant status (1).*

(a) Vide  
Acta Ho-  
rum Co-  
mitio-  
rum &  
Catalo-  
gum me-  
morarum  
causa-  
rum apud  
Londorp.  
Tom. I. p.  
130. &  
seqq.

*Sed hæc contestatio in illis Comitiiis non poterat ad finem perducî, parumque absuit, quin eadem infructuose respectu Cæsaris se- pararentur. Augescebat interea diffidentia inter Cæsarem & Status quarulos, & aper- tum est, hanc ipsam rixam inter primarios Belli Germanici causas referendum esse.*

*Tandem per Pacis Westphalicæ Artic- ulum V. lis hæc aliquo modo sopita est, in tantum nempe ut res Religiosa & Nego- cia, in quibus Status tanquam unum Cor- pus considerari nequeunt, id est quæ jura singulorum afficiunt, ac præterea materiæ impositionum publicarum pluralitati voto- rum eximerentur, ac amicabili semper com- positioni reservarentur.*

*Sed longe aberat, ut hæc suffecissent, nova enim in dies suscitabantur Gravami- na, novæque emergebant materiæ, quarum decisionem pluralitati votorum submittere detrectabant status, faciunt hanc in rem*

*Acta*

*Acta Comitiorum de anno 1681. ubi recensentur disceptationes circa materiam Declarationis in Bannum & conficiendam Capitulationem perpetuam oborto.*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Cam interea Cesareani in omnibus contra predictum Articulum V. Pacis Westphalica non exceptis, iisque tamen maximi momenti rebus semper per pluralitatem votorum procederent, nec tantum suffragia variis actibus corrumpere, sed & per introductionem novorum statuum sibi subinde nova vota conciliarent tandem Collegium Electorale, ut moliminibus pessimum obderet, in Capitulatione Josephina, ejusque Articulis X. XII. XIII. XVI. XX. XXVII. XXIX. & XXXIII. novem casus determinavit in quibus Rex recens electus nihil nisi cum unanimo Electorum consensu vel statuere vel decernere debet.

Verum enim vero per hanc restrictionem non multum derogabatur potestati Caesaris Comitiali, ut pote qui, quandoque lucebat, totum Collegium Electorale in suas partes protrahere poterat. Intelligebant etiam duo inferiora Collegia Electores per illas restrictiones non tam publico Imperii bono quam promovende propriae auctoritati prospicere voluisse.

Extincto demum Josepho, cum de Carolo eligendo ageretur, Principes inferioresque statu, ut ad sua monita at-

Tome IV.

E

tenderetur

*tenderetur , ac ut nova Capitulatio ad normam Projecti perpetui conficeretur , tantopere institerunt , ut tandem cedendum , recensque Electus coactus fuerit promittere , se in illis negotiis , qui in Art. I. X. XII. & XVII. Capitulationis Carolina continerentur , sine consensu omnium Statuum ne quidquam acturum esse.*

*Non piget singulos hosce recenseri Articulos juxta traductionem Sponianam.*

*In Art. II. promittit Rex , se in Constitutionibus fundamentalibus nihil innovaturum esse : à moins que d'avoir de ce préalablement obtenu le consentement des Electeurs , Princes & Etats assemblez dans une Diete. Et plus infra ; Qu'il y procedera avec l'accord de tous les Etats.*

*In Articulo II. dicitur , que l'Electorat de Brunswick-Lunebourg a été érigé du consentement de tous les Electeurs , Princes & Etats , quo innuitur nullum novum Electoratum erigi posse , nisi cum unanimi omnium Statuum consensu.*

*In Art. X. se obligat Rex de ne point engager ni aliener ou changer en d'autres manieres ce qui appartient à l'Empire & ses dépendances , ni octroyer des Privileges & des Immunitéz exorbitantes*



bitantes sans le consentement & permission des Electeurs, Princes & Etats généralement tous.

*Per Art. XII. Rex obligatur* de ne rien changer à l'égard de l'ordre d'exécution, à moins que cela ne se fasse en pleine Diète & par tous les Etats, & *plus infra, &c.* Conserver la Députation de l'Empire en son entier sans y rien changer, à moins que cela ne se fasse en pleine Diète, par tous les Electeurs, Princes & Etats. *Denique per Art. XVII. prohibetur Rex*, de ne point rehausser la Taxe de la Chancellerie sans le consentement de tous les Etats. *Sic enim loquitur Textus Capitulationis.*

*Hi sunt illi casus, de quibus in notissima Capitulatione sancitum esse videtur ne quid circa eos decidatur, vel mutetur, nisi cum unanimi omnium Statuum consensu, apparet inter hosce casus esse quosdam non adeo ponderosi momenti, quorum decisio nihilominus unanimi omnium Statuum consensui reservata deprehenditur, quanto magis negotium Sanctionis Carolinae ponderositate nulli omnium, quæ in dicta Capitulatione continentur secundum unanimum omnium Statuum consensum requirant.*

*Per Art. II. innitur nullum novum*  
E 3 *Electorum*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*Electorum nisi per unanimia Statuum vota erigi posse : sane si negotium sanctionis Carolina , ac per illum stabilitum novum successorium ordinem cum erectione n. vi Electoratus comparemus nemo non agnoscet illius negotii ponderositatem novi Electoratus momentum multis parasangis antevertere : nam per novum aliquem Electoratum nihil detrahatur nihilque prejudicatur Imperio , sed per Sanctionem Carolinam aliquot insignia Imperii seuda , per leges Imperii incorporanda retinentur , mutantur , virgini cuidam tanquam seuda nova , inaudito exemplo conferuntur , omni consolidationi spei eximuntur ; taceo per eandem jura tertiis quibusdam quaesita offerri , & ex sic condita massa quasi regnum erigi cum Imperio paucas habiturum rationes , nisi quas privatum commodum exigat & per quas honos constitit , Haectenus allegati Capitulationis Articuli tantum inductive vel per comparisonem probant , Sanctionis Carolina negotium talis esse naturae ut ad ejus consistentiam unanimus Comitiorum consensus requiratur. Sed si Art. II. & X. ejusdem Capitulationis rite expendamus , evidenter patefcet Caroli Caesaris institutum per eos non tantum inductive sed positive , & in terminis terminantibus prohiberi nec aliter locum habere posse , nisi unanimo universi Imperii consensu muniatur. Si*

*Si enim Cafari per Art. II. omnis innovatio, , qua tendit contra Constitutiones, & Leges Imperii fundamentales, interdicitur; si per Art. XVI. prohibetur ne Dominia Imperii alienet, oneret, mutet, & ne privilegia exorbitantia largiatur, nisi ubique praevo unanimi omnium Electorum, Principum & Statuum consensu, quis non argumentabitur ad Sanctionis Carolinae validitatem omnium Statuum unanimi consensum requirit, tanquam ad negotium, quo observantia & leges Imperii aperte innovanda; ejus Dominia in aliam qualitatem transformanda; exorbitantia Privilegia in principio masculis tantum concessa, non tantum confirmanda, sed etiam nova quaedam Imperiales ditiones cum eorundem exorbitantium Privilegiorum extensione & applicatione foeminae alicui conferenda veniunt? Hac omnia cum ampliori probatione opus non habeant, ut pote supra luce Meridiana clarius ita demonstrata, ut nullus dubitandi locus superfit, quin Sanctionis Carolinae Negotium ex illorum sit genere quae non aliter nisi unanimis votis validari possunt, hinc Status Imperii serio commotionem sunt, ne jura sua parvi faciant, & ne ex mera complacentia erga Domum Austriacam in talem legem consentiant, quae non tantum Imperio irrepa-*

*rabilia damna gignere, sed & Germania libertatis fatalem Periodum accelerare potest.*

*Coronidis loco super addendum est per Art. XXX. Capitulationis Josephina qui & c. decimum Carolina confirmatus est, obligari Casares ad conservanda Imperii feuda, ita ut nihil facere possint per quod illa Imperii feuda deteriora reddantur, subjungitur ibidem ad tale quid faciendum universi Imperii consensum requiri. Porro quod in Art. XII. Capitulationis Carolina sancitur, Casarem nullo modo jura & qualitatem istorum feudorum quæ Imperio aperta sibi servare velit, sive Collegii ad quod ista feuda pertinent, consensu mutare, vel alterare vel eximere posse; ratio legis in aprico est; cum enim Imperator nudus tantum Imperii Administrator sit, necessario requiritur, illi non licere substantiam, & jura ipsius Imperii in deterius mutare; patissimum quippe Imperatoris officium in eo consistit, ut Imperii bona in eadem qualitate quam tempore suscepti Regiminis habuere, conservet, ab damnum datum in bonis suis Patrimonialibus resarciat: hinc etiam cum per pacem Westphalicam Coronæ sueciæ illius tria quadam Imperii feuda cum insignibus privilegiis cedenda essent, non nisi omnium Statuum consensu id fieri potest.*

*Puto me hactenus rationibus non contemnendis*

temnendis ex Capitulatione Carolina & aliunde deceptis demonstratum dedisse, DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION. *Negotium Sanctionis Carolina taliter esse qualificatum, ut ad ejus statuminationem vel definitionem major suffragiorum pars non sufficiat, sed unanimitas votorum requiratur. Fluit inde hoc ipsum negotium (sicut & reliqua quæ ex Capitulationibus recensui) istis accenseri, quæ per Art. V. & LII. Pacis Westphalicæ excluso jure majoris Partis non aliter quàm per amicabilem compositionem terminari possunt.*

*Nec minus per necessariam inducitur consequentiam, majorem partem consentientium minori dissentientium non posse præjudicare, multo magis per dissensum aliquorum saltem Statuum impediri confessionem Decreti Comitialis, omnemque adeo vigorem Sanctionis Carolinæ suspensum iri, si enim propter defectum unanimium Decretum fieri nequit Sanctio, neque in vim legis generalis transire, neque validitatem executivam consequi poterit.*

*Paucis denique notari meretur in Imperio contra Status propter peccata dissensus, seu omissionis non tam facile executoria, decerni, quàm contra peccata commissionis, quæ circa infractionem Pacis publicæ, vel alia facta versantur. Exemplo sunt illi*

*Status qui cum de nupero Bello Francia inferendo in Comitibus deliberaretur, abesse maluerunt, quam vel dissensum suum declarare, quamvis iidem postea sua contingentia prestare dedignarentur, non tamen legitur eos per executorialia compulso fuisse. Cum itaque manifestum sit per Sanctionem Carolinam plurimum eorumque maxime insignium Imperialium Feudorum naturam alterari, juxta aliorum quaesita interverti, quod hujusce modi innovationes vero commodo, tranquillitati, & juribus Imperii aperte adversentur, nec à nudo Caesaris placito, sed à consensu libero Statuum dependant, hinc eo fortius exhortandi sunt Status, ne confirmationem, seu consensum praebeant, qui ab eis extorqueri nequeunt in re, quae electionem illegitimam alicujus Regis Romanorum, ne dicam, hereditariam in Imperio Successionem contra leges fundamentales prospicio habet, & quanto minus jus majoris partis ipsis extimescendum est in negotio, quod non nisi unanimi omnium consensu absolui, vimque legis consequi potest.*

## [ §. VII. ]

*Demonstration solide , que dans les affaires de Garantie la pluralité des voix suffit pour former à la Diète un Conclusum general de l'Empire.*

1722.

C'Est une chose connuë , que lorsque Sa Majesté Imperiale fit déclarer depuis peu à la Diète de l'Empire l'ordre de succession qu'elle avoit établi dans son auguste Maison Archiducale , la Garantie qu'elle en demandoit en même tems , fut acceptée par la plûpart des Electeurs , Princes & Etats de l'Empire ; mais comme il y en avoit quelques autres qui étoient d'une opinion différente , ou qui ne vouloient se déclarer positivement sur cette proposition , il en nait la question , si en matiere de Garanties , la pluralité des voix peut constituer un *Conclusum* ferme & valable , & qui oblige pour le present & pour l'avenir *existente casu in vim Constitutionis publicæ* , ceux mêmes des Etats qui y ont été contraires ? Après avoir pénétré dans le pour & le contre de cette question très-importante , les

E. s. raisons

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANCTI-  
ON.

raisons suivantes l'ont emporté pour l'affirmative.

I Il est conforme au droit de Nature & des Gens, & la véritable Politique, ou raison d'Etat, fondée sur ces principes, demande, qu'en de pareilles Assemblées où des Etats, d'un Royaume, ou des Nations délibèrent sur des affaires qui regardent le public, & qui appartiennent par conséquent *ad negotia publica statum*, on n'exige pas toujours l'unanimité, mais qu'on se contente de la pluralité des voix pour prendre une résolution.

Sur ce fondement les anciens Romains : très exactes à se conformer au Droit des Gens, n'en ont jamais agi autrement dans leurs Assemblées (a). Et la Bulle d'Or de l'Empereur Charles IV. n'établit & n'appuie la validité de l'élection d'un Roi des Romains, ou d'un Empereur, que sur la pluralité des suffrages des Electeurs : comme on peut voir par les paroles du *tit. II. §. 4. Nisi major pars ipsorum*, &c. Maxime qui ne peut avoir d'autre principe que de prévenir par là que de pareilles négociations de la dernière importance ne soient empêchées par le refus que l'un ou l'autre pourroit faire d'y consentir, ce qui exposeroit le repos & le bien public

(a) Pri-  
son de  
Formul.  
L. II.  
§ 48. 184.



blic à des grands dangers & à des troubles perpetuels.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANCTI-  
ON.

C'est cette considération qui a déterminé *Abbas* au jugement qu'il fait sur cette matiere dans le Chap. IX. de *his quæ fiunt à majori parte*, où il dit très solidement : *Nequidem statutis aut consueudine fieri posse, ut unanimes consensus requiratur, ideo, ne commodum publicum intervertatur.* (a)

(a) Conf.  
*Daniel*  
*Otto de*  
*Jure publ.*  
*Chap.*  
*XIII.*  
*pag. 480.*  
*& seqq.*

II. Les Constitutions de l'Empire prouvent la même chose, & font voir clairement que dans des affaires de l'Empire, & dans les délibérations qui y ont raport, on doit toujours faire attention à la pluralité des voix.

Plusieurs Actes publics en font foi, en particulier le Recès de l'Empire dressé à Spire dans l'année 1542. au §. qui commence : Et ce Capitaine General, &c. *Verbis*; » ce qui seroit résolu unanimement ou par la pluralité des » voix ». Pareillement *in Re-essu Inp. Rati b.* de l'année 1576. au §. Comme donc les affaires &c. *Verbis* : » On » s'en est tenu à la pluralité des voix ». Il paroît par-là suffisamment qu'*in thesi & requi*, on a égalé parfaitement la pluralité à l'unanimité. Ce qui s'est passé à la Diete de Ratisbonne dans l'année 1641. à l'occasion de la ques-

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

tion fort sérieusement debated entre les Parties : Si dans les affaires de Religion la pluralité des voix pourroit avoir lieu ou non, est aussi très-remarquable, car les Etats Catholiques de l'Empire faisoient la reflexion suivante : „ Que cette pluralité avoit tou-  
„ jours été regardée dans l'Empire ,  
„ aussi bien que dans toutes les autres.  
„ Consultations, comme l'uniquemoïen :  
„ de terminer les affaires , & qu'elle  
„ étoit fondée sur le droit de Nature  
„ & des Gens , de même que sur le Re-  
„ cès de l'Empire des années 1512. §.  
„ Il doit , &c. 1521. §. En cas que ,  
„ &c. 1542. §. &c. 1559. 66. 70.  
„ 71. Afin que , &c. 1576. §. Comme  
„ donc l'affaire , &c. & 1594. §. Car  
„ l'affaire , &c. Par conséquent cette  
„ pluralité étoit si bien établie, que  
„ vouloir nier sa validité , seroit priver  
„ toutes les Consultations de leur effet ,  
„ & arrêter la conclusion des affaires ;  
„ les plus importantes , d'où dépend  
„ souvent le bonheur & le malheur de  
„ tout l'Empire. *Item* , que la plurali-  
„ té des voix doit avoir lieu, puisqu'el-  
„ le tire son origine du droit de la Na-  
„ ture & des Gens , du Droit Cou-  
„ tumier , de la Bulle d'Or , & des Con-  
„ stitutions de l'Empire (a).

(a) Conf.  
Londorp.  
Athen. publi.  
Tom. V.  
L. II §.  
101. pag.  
323 §. 6.  
C. 329.

Voilà

Voilà donc la nécessité de la pluralité des voix , pour former à la Diète un *Conclusum* valable , établie par les Loix de l'Empire , & par l'observance , témoins les Actes publics. La même vérité se découvre.

DE LA  
PRAGMA-  
TIQUE  
SANC-  
TION.

III. Dans l'instrument de la Paix de Westphalie , où cette règle a été laissée dans toute sa force & vigueur ; car par la même que dans l'Art. V. §. 52. on en a excepté expressément quelques cas , on l'a confirmée *in casibus non exceptis*. Or il faut remarquer que l'exception de cette règle ne regarde proprement que trois cas , où la pluralité des voix ne sauroit avoir lieu ; savoir , *A.* dans les affaires de Religion. *B.* dans des Négociations où les Etats de l'Empire ne peuvent pas être regardez comme un Corps ; & *C.* quand les Etats Catholiques & Protestans se divisent dans leurs suffrages , & que chaque partie persiste dans ses principes , sans vouloir céder l'une à l'autre ; mais pour ce qui regarde *punctum collectarum* , on a renvoyé à la prochaine Diète la question fortement agitée à celle de Ratisbonne dans l'année 1641. *utrum in hac materia majora vota valeant* ; cependant cette affaire est encore jusqu'ici indécise (a) ;

(a) *Servus  
Syntagm.  
Jur. publ.  
C. XXII.  
§. 34.*

Quant

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Quant aux affaires de Religion , il est bien vrai que la veritable raison pourquoi la pluralité des voix n'y sauroit avoir lieu , consiste en ce que les Etats d'une même confession sont regardez comme un Corps ; mais vouloir étendre cette raison particuliere generalement à tous les cas où cette *consideratio unius corporis* n'existe pas , cela est un point qui merite plus de reflexion , vû qu'on ne sauroit dire positivement ce qu'il faut entendre par les paroles du texte : *Omni iusque aliis negotiis*. Nous ne nions pas que la plûpart des Interpretes de l'instrument de la Paix , ne soient de l'opinion qu'il s'agit dans ce passage de *juribus singularum* , de *casu* , *non i status ut singuli considerari debeat* , points qui ne se portent pas à la délibération & décision de la Diete , tant parce que ce n'est pas la coutume , que puisque la pluralité des voix pourroit souvent être très-préjudiciable aux droits de l'un ou de l'autre ; mais nous répondons : 1. Que cette opinion est encore fort problematique ; Et 2. qu'on ne sauroit alleguer aucune raison pourquoi les Etats de l'Empire ne sauroient être regardez comme un Corps , quand il s'agit de délibérer dans les Colleges sur les droits d'un troisième. *Hennin-*  
ges

ges (a) a très - bien compris la chose , quand il dit : *Communiter aiunt , legem de Negotiis intelligi , ubi jura singulorum versantur , de quibus cognoscere status in Comitibus & decernere non sit Patrii instituti , sed praterquam quod hac opinio fortassis dubitationi adhuc subjecta sit , cum videamus Casarem de jure singulorum judicare , quidni igitur Status cum Casare , praesertim in rebus majoris momenti , &c. Mihi causa etiam non apparet , cur Status tanquam unum Corpus , nequeant considerari quoties de jure tertii consultatio inter Collegia instituitur.*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE.  
SANC-  
TION

(a) Hen-  
ninges in  
medita-  
tione ad  
Instru-  
mentum  
Pacis, Ar-  
tic. V. §.  
52. Lit-  
B.

Ce même Auteur explique aussi fort solidement les paroles : *Liberoque omnium Imperii Statuum suffragio & consensu* , contenuës dans l'Article IX. §. *Quidam* ; &c. en disant que généralement parlant toutes les Négociations de l'Empire y spécifiées pourroient être décidées par la pluralité des voix ; mais que selon les circonstances , & en vertu de l'Art. V. §. on ne s'en contentoit pas toujours.

IV. Comme donc la regle souvent mentionnée de *majoritate votorum in Comitibus Imperii observanda* , se trouve suffisamment confirmée par les exceptions contenuës dans l'instrument de la Paix de Westphalie , & qu'aucunes u-

tres.

tres exceptions ne puissent être admises, que celles qui se trouvent dans les Constitutions & Loix de l'Empire; il est aisé à comprendre que toutes les autres Negotiations & Délibérations, qui ne sont pas comprises sous les trois cas mentionnez, ou qui n'y ont pas un grand raport, doivent être décidées selon cette regle établie, & que celui des Etats qui voudroit soutenir encore quelque autre exception à cette maxime generale, seroit tenu de le prouver. Or ces sortes de preuves seroient fort inutiles dans le cas dont il s'agit; car à bien considerer la Negotiation, *garantia successionis in Augustissima domo Austriaca stabilita*, c'est une affaire où l'Empire, *in corpore & universo suo complexu*, s'oblige par un *Conclusum* formel entre Sa Majesté Imperiale, comme le chef de l'auguste Maison Archiducal d'Autriche, de vouloir garantir & maintenir l'ordre de Succession qui y a été établi & formellement déclaré. Par cette definition il est clair que comme la Negotiation de la garantie n'a aucune connexion avec le premier & le troisieme cas exprimez dans l'instrument de la Paix, lesquels regardent la Religion & la division des Etats Catholiques & Protestans en deux parties,

parties , elle ne peut non plus être regardée sous le second cas , qui est que la pluralité des voix ne doit avoir lieu dans des affaires où les Etats de l'Empire ne sauroient être regardez comme un Corps ; car quand même il seroit hors de doute , & conforme aux Actes publics surquoi *St. uinius* ( ) se fonde, en alleguant plusieurs exemples , que les paroles de l'instrument de la Paix ci-dessus rapportées, *omnibusque aliis negotiis* , doivent être entendues *de juribus singulorum Statuum vel de casu ubi iidem ut singuli considerari debent* , il est sûr pourtant que cette *consideratio particularis & singularis* , ne peut pas avoir lieu ici , puisque dans le cas présent , il n'est pas question de quelque droit ou prétention particulière d'un ou de plusieurs Etats de l'Empire , & que par conséquent il n'y a aucun préjudice à apprehender de la pluralité des voix , mais l'affaire de la garantie consiste dans un engagement general de tout l'Empire , à maintenir & à défendre la Succession Autrichienne , qui étant établie en vertu & conformité des Testamens & Pactes de Famille qui se trouvent dans l'auguste Maison Archiducale , & étant fondée sur des Privileges de Sa Majesté Imperiale , suivie depuis de Dispositions

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANCTION..

(a) *De  
Synagm.  
Jur. publ.  
c. XXII.  
§. 32.*

tions.

tions , Declarations , Renonciations & Occupations les plus solennelles , est une affaire tout-à-fait réglée , qui bien loin de causer le moindre préjudice à aucun Etat de l'Empire , ni en general ni en particulier , assure plutôt leurs droits contre toutes les machinations & dangereuses vûes dont ils pourroient être menacez , puisque la conservation de l'équilibre de l'Europe , est étroitement liée avec le maintien indivisible de tous les Royaumes & Païs Autrichiens ; par conséquent une séparation imaginaire du Corps Germanique , par où l'on tâche d'exclure la validité & l'effet de la pluralité des voix , ne sauroit être admise dans le cas présent de la garantie , d'autant moins qu'elle seroit non-seulement directement contraire à l'ancien système de l'Empire , suivant lequel il a toujours été regardé dans toutes les Negociations comme un corps composé & uni , tel qu'il est encore censé aujourd'hui , mais elle donneroit aussi lieu à des dissensions & collusions entre ces Membres , dont il ne pourroit suivre que leur ruine totale. De sorte que si l'on vouloit expliquer les paroles souvent alleguées de l'instrument de la Paix , d'une manière exacte & convenable , il faudroit nécessaire-



cessairement supposer de telles Negociations qui puissent , par leur nature , causer la dissolution du Corps & les liens communs des Colleges , comme *Henninges* en juge très-bien dans le passage que nous avons rapporté ci-dessus. Or tant s'en faut que cela pût avoir lieu dans la Negociation présente de la garantie , que plutôt la plupart des Electeurs & Etats de l'Empire , dès que Sa Majesté Imperiale a proposé sa demande à toute la Diète , par un Decret de Commission porté à la Dictature dans toutes les formes , après avoir pesé mûrement les motifs solides & pressans qu'il contient , aussi bien que la déclaration très-gracieuse qui y est ajoutée , tant à l'égard de tous les trois Colleges de l'Empire en general , que par rapport à chaque College en particulier , n'ont pas balancé d'y déferer , préférant avec autant de sagesse que de justice le bien & la tranquillité de tout l'Empire , comme la source du bonheur & de la sûreté de chaque Etat en particulier , à toutes les autres considerations vaines & peu solides. Ces circonstances notoires , où non seulement tous les trois Colleges de l'Empire se sont unis , mais où même , dans les deux principaux , la Negociation de la garantie a passé à la

plura-

DE LA  
FRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

pluralité des voix , ne laissent plus aucun doute qu'on ne puisse former , suivant les Constitutions de l'Empire , un *Conclusum* valable & obligatoire pour tous les Etats en general , vu que selon l'usage ordinaire des Dietes , le consentement de tous les trois Colleges n'est pas précisément nécessaire dans des affaires où Sa Majesté Imperiale concourt avec les Etats de l'Empire , mais il suffit que la plupart des Colleges se conforme à l'intention & aux sentimens de Sa Majesté Imperiale , comme cela a été amplement déduit par *Wehner* , (a) & en particulier par l'Auteur des Loix fondamentales de l'Empire (b). Par-là il s'ensuit naturellement que le même principe doit avoir lieu dans des affaires où Sa Majesté Imperiale concourt avec les Etats , non-seulement en qualité de chef de l'Empire , mais aussi comme chef de son Auguste Maison Archiducal , & où il ne s'agit que de la déclaration & résolution des Etats , regardez comme un Corps , sur un point qui , pour plusieurs raisons , se trouve inseparablement lié à leurs propres interêts , & que par conséquent ce Corps peut former par la pluralité des voix un *Conclusum* valide & obligatoire ; car en de pareils cas & circonstances qu'il se

(a) *Obser-  
var. pract.  
voc. Diete  
pag. 416.  
par Mul-  
ler de Gra-  
ribus Im-  
perii, cap.  
XV. §.  
36,  
(b) *Reichs-  
Grund-  
Veste ,  
Part. II.  
C. 8. in  
fine.**

se rencontre dans la Negociation presente de la garantie, les *Conclava Imp-rii respectu omnium Statuum*, doivent être censez aussi valides & efficaces, que dans toutes les autres affaires sur lesquelles Sa Majesté Imperiale traite avec les Etats assemblez à la Diete, & qui se reglent ordinairement de cette maniere.

V. Une objection qu'on pourroit nous faire, est que les résolutions qui se prennent aux Dietes, tirent leur principe d'un Contrat & Convention : Or il est de l'essence d'un Contrat que toutes les Parties y consentent; mais quand même cette these assez problematique pourroit être soutenuë, elle n'est nullement oposée à la pluralité des voix, vû que la rgle établie par les Loix de l'Empire, est confirmée par l'usage prescrit, à quoi il s'en faut tenir, & n'admet aucune opinion qui ne soit conforme aux Constitutions de l'Empire.

A quoi l'on peut apliquer en quelque maniere les paroles de *Cocceius in Jure publ. Prudent, c. XX. §. 38. Quicquid enim consensu fit, per modum contractus fieri necesse est, & tamen in publicis major pars obrinet, uti in omnibus Curii & Collegiis publicis consensu majoris partis deciditur, unde ipsi inter se per modum legis*

*legis obligantur, quod utrumque à lege  
nature est.*

VI. De là on peut juger aisément que tout ce qui se pratique dans les Dietes & en d'autres Négociations publiques de l'Empire, doit aussi avoir lieu à l'égard de celle de la Garantie, & qu'ainsi on ne sauroit alleguer la libre volonté des Etats, & une Convention solennelle pour en tirer un argument solide contre la validité & efficacité de la pluralité des voix ; car quoiqu'il soit vrai que la Garantie en elle même doit être regardée comme une espèce de Ligue, & que toutes les Ligues ou Alliances sont comprises, selon le Droit des Gens, sous le nombre des Conventions publiques. (1)

(\*) *Hugo  
Grot. de  
Jure Bell.  
& Pac.  
Lib. II.  
Cap. XV.  
§. 1. & 2.*

Il y a pourtant à remarquer, que quand un Royaume ou une Nation fait de pareilles Alliances avec d'autres, il n'est pas d'une nécessité absoluë que tous ceux qui ont droit d'y donner leur voix consentent unanimement, mais le consentement de la plus grande partie suffit pour régler & conclure cette affaire, à moins que les Loix fondamentales ne demandassent l'unanimité. Or comme dans l'Empire on ne sauroit montrer aucune Constitution qui ordonne l'unanimité des voix en ma-  
tiere

tiere de Lignes, ou qui excluë la pluralité dans ce cas, comme excepté de la regle générale, & que dans toutes les autres Negociations publiques de l'Empire, qui ont du raport avec la Conclusion d'Alliances, telles que sont toutes les affaires de Paix & de Guerre, la pluralité des voix a indubitablement lieu, on ne sauroit comprendre pourquoi on ne pourroit pas s'en tenir à cette pluralité, en s'engageant à une Garantie, & pourquoi le refus que tel ou tel Etat pourroit faire de son consentement doit délivrer & exempter de la maxime généralement établie.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

VII. Cette these si bien fondée & si conforme aux Constitutions de l'Empire, paroîtra encore plus claire si l'on considere sans partialité, que la Garantie de l'ordre de Succession établi dans l'Auguste Maison d'Autriche, sert non-seulement à affermir cet important ouvrage, d'où dépend le bien & le repos de tant de grands Roïaumes & Païs, mais aussi à resserrer les nœuds qui depuis plusieurs siecles attachent reciproquement l'Empire & la Maison Archiducal, tant parce que plusieurs Provinces appartenantes à cette dernière relevent du premier, que par d'autres raisons très-considerables & notoirs  
qui

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

qui forment une Amitié, Protection ou Union tout-à-fait semblable à une Ligue perpetuelle & indissoluble; desorte qu'en cimentant cette Amitié on pourroit en même tems à la conservation du repos de l'Empire, & de tous les avantages qu'une constante Paix peut produire, aussi-bien qu'au maintien de l'autorité & des prerogatives du Corps Germanique; car comme cette liaison d'interêts entre les deux partis est le fondement le plus solide de leur véritable bonheur, & le meilleur moien, non seulement pour maintenir l'équilibre de l'Europe, qui est la base de la tranquillité universelle, mais aussi pour prévenir & arrêter tous les desseins & projets qui pourroient être formez pour la troubler, il est clair comme le jour, que la Garantie ou *Promissio evictionis*, demandée de l'Empire, & passée à la pluralité des voix, ne regarde pas uniquement la défense de tous les Païs héréditaires de la Maison d'Autriche, & le maintien de la Succession sur le pied qu'elle y est réglée, mais que par l'intérêt mutuel & reciproque aussi-bien que par la nature de cette Negociation, la défense de l'Empire, même tant en général, *respectu universi Corporis* qu'en particulier par rapport à la sûreté de chaque

chaque Etat & Païs , s'y trouve manifestement comprise. Or il n'est pas moins incontestable , témoins les Actes publics de l'Empire , que dans toutes les autres Négociations , où il s'agit de la défense de l'Empire , lorsque deux Colleges de la Diète font d'accord , la pluralité des voix a toujours lieu , comme il a été démontré par l'Instrument de la Paix & par une pratique constante (a).

(a) *Lon3  
Aff. publ.  
Tom. V.  
Libr. II.  
c. 118. §.  
VII. pag.  
1051.*

Par conséquent il s'ensuit naturellement , qu'en toutes les affaires qui ont pour but la sûreté generale de l'Empire , tant pour le présent que pour l'avenir , soit directement , indirectement ou d'une maniere implicite , on ne sauroit nier la validité de la pluralité des voix.

VIII. Une autre objection qu'on pourroit nous faire est , que le cas n'existe pas où la défense soit si nécessaire , l'Empire ne se trouvant actuellement troublé ni attaqué d'aucun côté ; outre que cet engagement à la Garantie de la Succession n'est pas une nécessité , mais une libre volonté de la part de l'Empire , qui exige le consentement unanime de tous les Etats & que par conséquent cette affaire ne peut pas être terminée ni conclue par la pluralité des voix ; mais il suffit pour le présent que dans

*Tome IV.*

F

cette

cette conjoncture équivoque un tel cas pourroit exister facilement, & qu'il est de la prudence de prévenir de bonne heure le danger; desorte que ces circonstances critiques & très-importantes, rendent nécessaire ce qui est libre en soi-même, & n'admettent pas une distinction contraire au but salutaire qu'on se propose, & au zèle pour la Patrie, car ce seroit restreindre dans de trop étroites bornes des affaires de cette nature si l'on vouloit en exclure la validité de la pluralité des voix.

IX. On dira peut être encore: Que soit qu'ils s'agisse dans cette Negociation de la défense de l'Empire & des Païs y appartenans, ou de la Garantie qu'on doit prêter à d'autres, cela revient toujours *ad punctum collectarum, tanquam ad nervum rerum gerendarum*; or qu'il est notoire par les Actes publics de l'Empire que lorsque cette question, si en matiere de Contributions de l'Empire, la pluralité des voix devoit avoir lieu ou non, fut agitée au Congrès de Westphalie, & depuis à la Diete de Ratisbonne en 1653 & 1654. une partie des Etats firent la distinction entre des Contributions nécessaires & volontaires, declarant que les premieres pourroient se regler par la pluralité des voix, mais



mais qu'on ne sauroit rien conclure à l'égard des dernières, sans un consentement unanime (a).

Nous répondons : qu'outre que la principale question n'a pas encore été décidée par aucune Constitution de l'Empire comme on l'a dit ci-dessus ; ces Actes de la Diète de Ratisbonne qui nous apprennent que le College des Electeurs, conjointement avec les Etats Catholiques dans le College des Princes, ont été pour la pluralité des voix en de pareilles contributions de l'Empire, & que de l'autre côté les Etats Protestans ont fait la distinction *inter collectas necessarias & voluntarias*, font voir en même tems que ces deux sentimens reviennent à peu près au même, & que le differend n'est que très-leger, parce qu'on y lit, que depuis plusieurs siècles on ne sauroit se ressouvenir d'aucune collecte volontaire, à moins qu'on ne les veuille appeller toutes ainsi, à l'égard de la maniere dont elles se font, & du consentement qui y est nécessaire ; car à les considerer en elles-mêmes, & selon leur principe, elles sont toutes nécessaires, puisqu'il ne s'en indique jamais que pour juste & legitime cause de la nécessité ou utilité de l'Empire, laquelle doit auparavant conster & être connue.

F 2 C'est

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

(a) Lon-  
dorp. Aff.  
publ. T.  
VII. L. 6.  
§. 290.  
vol. 3. p.  
265. Au-  
tor der  
Reichs-  
Grund  
Veste  
part. 3. e.  
7. p. 552  
Conring.  
de Repub.  
Exerc. 9.  
Thesi 56.  
pag. 619.

DE L'A  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

C'est à quoi se rapporte aussi la résolution que sa Majesté Imperiale fit expedier le 13. Octobre 1653. sur la très-humble relation qu'on avoit trouvé bon de lui faire de ces differens sentimens dans les Colleges des Electeurs & Princes aussi bien que dans celui des Villes, de quoi il est pareillement fait mention chez *Londorp. cit. loc. §. 308. pag. 291. & seqq.* & à laquelle Résolution Imperiale la plus grande partie du College des Princes conforma le 25 du même mois, declarant qu'en matiere de Collectes la pluralité des voix devoit avoir lieu. Il y a encore à remarquer ici que l'Electeur de Saxe Jean George II. souvint la même opinion dans une Lettre qu'il a écrite à l'Electeur de Brandebourg, en date de Dresde le trentieme Novembre 1653. où nous trouvons ce beau passage.

» Mais c'est une chose à nous incon-  
 » nuë, qu'en matiere de Collectes le peu  
 » de voix de quelques Villes doit l'em-  
 » porter sur la plus grande partie, pour  
 » en supprimer ou empêcher l'opinion,  
 » & que cela doit être une ancienne pra-  
 » tique ; le contraire paroît clairement  
 » par les Actes imprimez, & par toutes  
 » les Constitutions & conclusions de  
 » l'Empire, depuis cent ans, qui disent  
 » una-

» unanimement que tous les Etats doivent  
 » admettre & *N.B.* exécuter sans contra-  
 » diction ni opposition ce qui sera résolu  
 » & conclu par ceux qui sont présens à  
 » la Diete, ou par la plus grande partie  
 » d'entre eux ; témoin la conclusion de  
 » la Diete de Cologne en 1512. §. Les  
 » Electeurs doivent aussi, &c. Item,  
 » de l'année 1544. §. Après avoir enten-  
 » du la proposition Imperiale, *on s'en*  
 » *tiendra à la pluralité des voix* ; ce qui a  
 » été repeté en propres termes dans la  
 » conclusion de la Diete de 1594. Opi-  
 » nion que nos Ancêtres, aussi-bien que  
 » toutes les Nations, ont toujours tenuë  
 » pour juste & équitable, » &c.

C'est donc une verité constante, que dans le consentement pour les contribu-  
 tions de l'Empire, soit ordinaires ou ex-  
 traordinaires, aussi-bien que pour la  
 conclusion d'Alliances & obligations de  
 Garantie, on s'en tient toujours à la re-  
 gle généralement établie en faveur de la  
 pluralité des voix ; & la distinction entre  
 des Collectes nécessaires & volontaires  
 trouve d'autant moins lieu ici, qu'il est  
 incontestable que dans cette affaire très-  
 importante, il s'agit en même tems de  
 la défense & de la sûreté de l'Empire &  
 des Païs y appartenans, & que par con-  
 séquent on se trouve dans les circonf-

tances d'une nécessité évidente, ou de l'utilité publique. Il n'est pas moins certain que la question, s'il y a de la nécessité ou de l'utilité dans une affaire, lesquelles puissent faire regarder les contributions nécessaires, doit être décidée indubitablement par la pluralité des voix; car si l'on vouloit attendre jusqu'à ce qu'on en fut convenu unanimement, ou si l'on vouloit restreindre le consentement pour les contributions au seul cas où l'Empire se trouveroit menacé d'être attaqué par un ennemi général, sans vouloir l'étendre au danger d'une pareille attaque de quelque ennemi particulier d'un Etat de l'Empire, ou si peut-être on vouloit même pousser cette restriction *ad necessitatem inevitabilem & notoriam Imperii ejusque utilitatem publicam*, il est sûr, que le bien public, qui doit toujours être préféré à toutes autres considérations & spéculations inutiles en elles mêmes, en souffriroit considérablement, & presque irréparablement, vu que ce sentiment de l'unanimité nécessaire ne peut que causer des dissensions intérieures, & des collisions pernicieuses tant entre le Chef & les Membres, qu'entre les Membres mêmes, par où le système Germanique se trouveroit ébranlé, & l'Empire exposé à toutes les invasions de l'ennemi.

X. Pour éclaircir & prouver encore plus nôtre these, que dans toutes les négociations & délibérations publiques de l'Empire on doit toujours s'en tenir à la pluralité des voix, à moins que ce ne soit dans des cas qui ont été expressement exceptez, nous continuons à nous servir des Actes publics, qui étant fondez sur les loix & les coutumes de l'Empire, peuvent le mieux décider sur la question, & fournir les réponses les plus solides à toutes les objections qu'on pourroit nous faire. Pour cet effet, on n'a qu'à se souvenir de ce qui s'est passé à la Diète de Ratisbonne en 1702. au sujet de la déclaration de Guerre, faite contre la France ; car quoique les deux Electeurs de Cologne & de Baviere, bien loin d'y consentir, s'opposèrent hautement aux conclusions de l'Empire pour la sûreté publique & cause commune, comme on peut voir entre autres par la Protestation solennelle du Ministre de Baviere, rapportée dans *Fabri Stagrs-Cantzelzy Tom. VII. p. g. 173. & seqq.* cette Déclaration se fit pourtant, & dans la Résolution des trois Colleges, prise le 28. Septembre de ladite année, en conséquence de la Déclaration de Guerre de l'Empereur, & du Décret de Commission qui la suivit, on allegua même

expressement comme une cause de la Guerre, que la France avoit attaqué hostilement le Cercle de Bourgogne, & les Duchez de Milan, & de Mantouë, de même que d'autres fiefs de l'Empire.

Cet exemple prouve évidemment deux choses : Premièrement, que le consentement des trois Colleges a été regardé comme le seul fondement de la conclusion de l'Empire pour cette Guerre, sans qu'on ait fait la moindre attention au manque des voix des Electeurs de Cologne & de Baviere dans le College Electoral; & en second lieu, que l'affaire de la Succession d'Espagne, & le maintien des prétentions de l'auguste Maison Archiducal d'Autriche, a été reconnu en toute maniere pour une affaire de l'Empire. Quel doute resteroit donc si la pluralité des voix doit aussi avoir lieu dans le cas dont il s'agit, où l'Empire se charge d'une garantie par des raisons très-importantes, qui regardant ses propres intérêts, sa tranquillité, sûreté & conservation contre toutes les machinations & attaques du dehors, sont par conséquent fondées incontestablement sur la nécessité & utilité publique. Pourquoi la pluralité des voix ne doit-elle pas être à present aussi valide que ci-devant,

devant , & qu'est-ce qui empêcheroit qu'elle ne produise un *Conclusum* qui oblige tous les Etats en general ? Certes on ne sauroit trouver aucune difference entre des Negociations pour déclarer la Guerre pour faire des Alliances , pour accorder des Contributions , & entre celle de la garantie ; & si toutes ces affaires ne different pas , pourquoi exclure seulement de la dernière la pluralité des voix ? Ne devoit-on pas plutôt reconnoître qu'elle se fonde sur les principes reçûs dans l'Empire , en particulier à l'égard des Contributions ? Et qu'y a-t'il de plus fort pour soutenir notre these , que la Guerre faite par l'Empire pour le Cercle de Bourgogne & les Pais-Bas Autrichiens qui y appartiennent , & qui sont notoirement sous la protection & dépendance de l'Empereur & de l'Empire , de même que pour les Pais que l'auguste Maison d'Autriche possède en Italie , & nommément pour les Duchez de Milan & de Mantouë , comme des Fiefs de l'Empire ?

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

XI. Ces circonstances notoires & incontestables , ne peuvent faire conclure d'un côté qu'on ne sauroit soutenir sur aucun fondement , que la garantie de l'Empire pour l'ordre de Succession

F 5      établi

établi dans l'auguste Maison Archiduc-cale, n'est non-seulement pas nécessaire à Sa Majesté Imperiale, mais aussi très-onereuse à l'Empire; car toutes les raisons qu'on a alleguées à ce sujet, sont si contraires au véritable intérêt du Corps Germanique, & renferment des vûes si cachées, qu'elles meritent à peine une refutation; de l'autre côté ces mêmes circonstances sont aussi voir que le *Conclujum Comitiale*, fait par la pluralité des voix, ne sauroit être attaqué ni énervé sous prétexte de l'unanimité nécessaire. La premiere de ces deux objections regarde la question préalable *An*, qui sans doute devoit être agitée avant toute chose; mais comme après de mûres délibérations on a reconnu la nécessité de cette garantie, & les raisons qui ont porté Sa Majesté Imperiale à la demander, & qu'après avoir contre-pesé l'utilité & l'avantage qui en reviendroit, avec ce qu'on prétend y entrevoir d'onereux & de dangereux, l'affirmative a passé à la pluralité des voix; il paroît désormais inutile & tout à fait contraire aux coutumes de la Diete, de faire encore reflexion aux objections qui regardent la question déjà décidée *An*, ou de vouloir sous prétexte de la question *Quomodo*,



*Quomodo* , mettre obstacle à l'affaire principale ; car dès que la question préalable *An* est décidée , la seconde le peut être aussi fort facilement & promptement d'une manière conforme aux Coutumes & Constitutions de l'Empire.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

XII. Enfin le *Conclusum* fait par la pluralité des voix dans cette affaire de la garantie ne sauroit être attaqué par-là, que quelques-uns des plus puissans Etats de l'Empire, ont en partie témoigné par leur suffrage y être tout à fait contraires , ou ne se sont pas expliqués positivement là - dessus ; car les Constitutions & l'ancien usage de l'Empire, ne met aucune différence entr'eux , & il ne s'agit pas ici des plus grandes prérogatives ni des plus vastes Païs que l'un ou l'autre Etat possède , mais de leur suffrage à la Diète , à quoi ils ont tous généralement le même droit , & de la règle établie à cet égard en faveur de la pluralité des voix. Cette objection peut d'autant moins avoir lieu , qu'il y a encore d'autres raisons plus importantes & notoires , qui auroient dû persuader de se joindre à cette pluralité des voix , & de se désister de toute opposition.

On verra donc manifestement par

ces preuves tirées des Constitutions de l'Empire & des Actes publics , d'un côté comment , après la décision de la question *An* , la question *Quomodo* doit être pareillement décidée d'une manière conforme à la nature de la garantie demandée , & aux Constitutions de l'Empire ; & de l'autre côté , que ces argumens alleguez en faveur de la pluralité des voix , rendent inutile toute autre délibération de l'Empire sur la validité de la pluralité des voix à l'égard de la garantie Imperiale , & qu'il faut entièrement s'en abstenir.

Au reste , on laisse ce *Conclusum* des trois Colleges à la Ratification Imperiale , & tous les fidèles & bien intentionnez Allemans souhaitent du fond de leur cœur , que les salutaires vûes de Sa Majesté Imperiale , pour le bien general de toute la Chretienté , obtiennent leur but , afin que la séparation de ses Royaumes & Païs héréditaires soit à jamais empêchée , & que la Succession dans son auguste Maison Archiducal , soit par l'assistance Divine de tous côtez appuyée & maintenüe.

## [ §. VIII. ]

## REMARQUE DES ANGLOIS.

*Sur l'ordre de Succession établi dans les  
Pais hereditaires de la Maison d' Au-  
triche , par la Loy dite Pragmati-  
que Sanction.*

C'Est presentement à nous à faire  
nos Remarques sur les Interêts des  
Puissances étrangères ; c'est le tems ou  
jamais de faire nos recherches , & de  
les communiquer au Public , sur l'affai-  
re la plus importante qu'il y ait en Eu-  
rope.

Nous avons la satisfaction de voir ,  
pour ainsi dire , tout l'Univers en Paix ,  
les Princes de l'Europe satisfaits , leurs  
interêts conciliez , & leurs pouvoirs  
dans un juste équilibre. C'est au Mini-  
stere Britannique seul que l'on est rede-  
vable de ces avantages ; c'est le fruit de  
ses travaux , ( & ce qu'il y a encore de  
plus glorieux pour ces Ministres ) mal-  
gré l'acharnement du Parti opposé à la  
Cour , qui est obligée de confesser au-  
jourd'hui son injustice , & d'avouer  
que les affaires presentes sont à l'heure  
qu'il est dans le meilleur chemin qu'el-  
les puissent être. Notre

Nôtre liberté & nôtre bonheur dépendent du partage & d'un juste équilibre entre les Puissances, puisque nôtre Isle de la Grande Bretagne ne peut être un Etat libre, qu'autant que le continent de l'Europe sera partagé en divers Etats dépendans l'un de l'autre. Les Anglois doivent donc pour leur propre intérêt, soutenir & même resserrer les Puissances dans les bornes où elles se trouvent aujourd'hui, & ils doivent s'allier avec les Princes qui ont intérêt d'empêcher que d'autres ne s'agrandissent exprès pour attaquer ensuite la Grande Bretagne. Car si quelque Prince surpasse ses Voisins en pouvoir, d'une manière que ceux-ci ne soient pas en état de lui résister, il est sûr qu'ils tomberont tôt ou tard entre ses mains; il est sûr aussi que chaque Voisin qui devient sa Conquête augmente son pouvoir pour détruire les autres, & qu'en même tems la force de ceux qui lui étoient opposez, se trouve diminuée. Il s'ensuit de là que si quelque Prince de l'Europe excédoit les limites d'un pouvoir égal, chaque Etat voisin deviendrait sa victime, la moindre acquisition qu'il feroit, affoiblirait l'Alliance de ceux qui sont contre lui, & ses mains acquereroient tous les jours

de nouvelles forces pour achever de  
 subjuguer & de soumettre tout ce qui  
 lui résisteroit. Ainsi le progrès de ces  
 armes ne finiroit que par une Conquête  
 universelle , & le monde entier se-  
 roit étonné de se voir englouti & sou-  
 mis à cet Empire universel.

DE LA  
 PRAGMA  
 TIQUE  
 SANC-  
 TION.

C'a été sur ces principes que la gran-  
 de Alliance a été conclue ; par ce moien  
 la France & l'Espagne ont été resserrées  
 dans leurs limites naturelles ; ces deux  
 Couronnes en ayant été séparées pour  
 toujours , l'Empire par conséquent est  
 en sûreté , & tous les Etats & dépen-  
 dances demeurent sous la protection de  
 la Maison d'Autriche ; outre cela , l'u-  
 nion des Royaumes de Bohême & de  
 Hongrie , étant affermie & assurée à  
 cette auguste Famille , on assure aussi le  
 fondement & la grandeur d'une Puif-  
 sance , qui , depuis plusieurs Siècles , a  
 servi de rempart à la Liberté de l'Eur-  
 ope.

La République de Hollande , les  
 Cantons Suisses & les Etats d'Italie ,  
 suivant ce juste partage , & par une  
 conséquence naturelle conservent leur  
 précieuse Liberté. La Grande Bretagne  
 devient par-là une des plus considéra-  
 bles Puissances du Monde , en mainte-  
 nant son Empire sur les Mers & son  
 Com-

Commerce dans toutes les parties de l'Univers. Avantages dont nous n'eussions pas jouï long-tems, si la supériorité, déjà trop formidable de certain Prince, eut encore augmenté par de nouvelles acquisitions, ou par la Conquête de quelques Etats indépendans de lui.

C'est sur cet équilibre que sont fondées les maximes politiques qu'on a toujours suivies dans notre Isle Britannique, depuis que le peuple a recouvré le droit qu'il a dans le Gouvernement de son Païs. C'étoit le Plan du pouvoir que notre Roi Guillaume, de glorieuse mémoire, avoit établi dans toute l'Europe; action qui lui a mérité des Monumens éternels dans le Royaume entier, & dans tous les Etats libres, & qui l'a fait regarder comme le Restaurateur & le Conservateur de l'Europe entière.

C'étoit aussi sur ce principe & par ce motif, que le Grand & Invincible Duc de Marlborough a fait tant d'éclatantes Conquêtes; c'est en gagnant cette fameuse Bataille de Blenheim, qu'il a rendu à l'Empire sa Liberté opprimée par l'exorbitant pouvoir de la France. Or si la Puissance de la Maison d'Autriche venoit à tomber, si l'on  
divi-

divisoit les Etats , qui jusqu'ici l'ont mise en état de soutenir avec éclat la dignité Imperiale , & l'ont renduë la seule Puissance capable de maintenir l'Empire en Paix & en sûreté , à quoi auroit donc servi que le Roi Guillaume eut employé si genereusement ses soins ; que le Duc de Marlborough eut porté ses armes victorieuses jusqu'aux bords du Danube , & que la Nation eut tiré tant de millions de ses trésors , & même contracté tant de dettes pour réduire les Monarchies de France & d'Espagne dans leurs justes bornes , & pour rendre à l'Allemagne la Liberté dont elle étoit sur le point d'être dépoiillée.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

S'il arrivoit donc que par quelque accident , les Païs hereditaires sur lesquels le pouvoir de la Maison d'Autriche est établi vinssent à être divisez ; si par un défaut d'Heritiers , & principalement d'Hoirs mâles , ces Etats venoient à être démembrez , il y auroit tout à craindre pour la Liberté de l'Europe entiere , & chaque Etat particulier seroit exposé à une infinité de dangers. Je crois donc qu'il est de l'interêt commun de l'Europe , de suppléer de bonne heure à ce défaut d'Heritiers mâles , par les moyens les plus propres & les plus

plus convenables : Il est presque autant de son intérêt de prévenir le partage & la division des Païs hereditaires , que d'en empêcher la Conquête ; car si ces Etats ne peuvent servir à l'Empire , c'est de même que s'ils étoient conquis.

La France n'auroit envie d'affoiblir & désunir ces Païs que pour priver l'Empire du secours qu'il en a toujours tiré. La grande Alliance & la Guerre des Confederez contre la France n'ayant été fondées que sur ces maximes ; & ces mêmes principes subsistant encore aujourd'hui , il s'ensuit que nous devons absolument garantir la Pragmatique Sanction , sans permettre en quelque façon que ce soit le démembrement ou le partage des Etats héréditaires de l'Empereur : C'est une puissance que nous devons conserver dans tout son entier , puisque après une Guerre de dix ans , & par une alliance le plus formidable qui ait jamais paru , nous avons trouvé le moyen de rendre au Chef de l'Empire le pouvoir dont il jouit aujourd'hui.

Il est de l'intérêt de toutes les Nations , & principalement de celles qui veulent devenir riches & opulentes , de prévenir sur tout les hazards de la Guerre



Guerre , car tous Projets & les Traitez qui tendent à les exposer à des dangers, des troubles & des dépenses , doivent être regardez comme pernicioeux : Mais si les Alliances & les Garanties ont pour but de prévenir une infinité de dangers & une Guerre generale ; alors elles sont incontestablement bonnes. C'est dans ce dernier cas que se trouve aujourd'hui la Grande-Bretagne , car en prêtant de bonne heure à l'Empereur une assistance réelle , nous prévenons heureusement toutes les disputes qui pourroient un jour arriver par raport à l'héritage des Païs d'Autriche , & par raport à l'élection future d'un Empereur. Nous prevenons par ce moyen les dangers d'une Guerre , & les disputes qui naîtroient de la succession & de la Famille de l'Empereur.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Nos affaires au commencement de ce siècle étoient dans une situation fort triste & dans un Etat presque desesperé ; notre unique ressource contre le pouvoir exorbitant de la France, étoit dans la Grande Alliance. Louis XIV. dans ce tems-là étoit à la tête de ses puissantes Armées qui ne savoient que vaincre. Ses Troupes furent en possession de l'Espagne , de la Flandre & d'une partie de l'Allemagne : les Trésors  
des

des deux Indes furent même en son pouvoir. Il eut de grandes Flotes sur Mer, & mit le pié en Italie. Mais nonobstant toutes ces circonstances favorables à la France & qui sembloient lui promettre un heureux succès pour parvenir à la Monarchie universelle, nous nous engageâmes dans la grande Alliance qui fit évanouir toutes les flatteuses idées du Monarque François, & rendit à l'Univers la Paix tant désirée.

Il s'en faut bien que nous soyons à present dans une situation aussi malheureuse. Nous voyons la France réduite dans ses anciennes limites. Les François ne sont pas en état de les outrepasser, ni d'offenser ou de troubler leurs Voisins, d'étendre leur domination.

Le Prince qui est sur le Trone n'est point d'un génie entreprenant. Le Ministre qui est à la tête de ses Conseils a donné une infinité de preuves de son esprit pacifique : il est de l'intérêt de ce Ministre de continuer la Paix, d'autant plus qu'il n'est pas absolument capable de conserver son autorité dans une autre situation. Nous voyons l'Espagne & les Indes séparées pour toujours de la Couronne de France : Les Hollandois ont une bonne barriere  
contre

contre les François , & l'Italie est assez en sûreté à présent par la Paix & par sa Neutralité.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Les circonstances étant telles nous ne nous voyons menacés d'aucun danger , nous n'avons aucun dommage à appréhender de la part de ses Princes ou Etats dont le pouvoir est réduit dans de justes bornes , dans la situation où nous venons de les voir. Nous avons donc la plus grande raison , & en même tems la meilleure occasion de pourvoir réellement à la continuation de notre bonheur présent. Nous n'y rencontrerons aucune difficulté autant que l'Empereur vivra. Ses propres forces cooperent avec les nôtres ; & l'état d'inaction où la France doit absolument demeurer durant le présent Ministère (qui selon toutes les apparences seront aussi long que la vie du Cardinal Ministre ) toutes ces circonstances jointes ensemble nous fournissent les moyens d'exécuter tranquillement l'important dessein de régler la succession Imperiale ; au lieu que si nous négligeons l'occasion jusqu'à la mort de l'Empereur. Que ce Prince ne laisse point d'enfans mâles , que par conséquent ses Païs héréditaires restent , aussi bien que l'Empire , sans héritiers directs & sans qu'un Prince en  
soit

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

soit déclaré Successeur , dans quelle confusion se trouveroit alors l'Europe ! Quelle puissance seroit capable de prévenir les entreprises que la France , en ce cas , seroit en état d'exécuter ? Peut-être dans ce tems critique auroit-elle à la tête du Ministère un genie plus actif & plus entreprenant que le Cardinal de Fleury. Pour lors les François ne manqueroient pas de tourner leurs vuës & leurs forces du côté de l'Allemagne dans un tems où les Etats Autrichiens se trouveroient sans héritiers, & l'Empire sans Chef, & les uns & les autres exposés à la brigue, à la cabale & aux attentats des Prétendans. Quels desordres ! Quels événemens funestes n'auroit-on pas à craindre ! Donc on ne peut prendre trop de soins & de précautions pour prévenir des inconvéniens qui sans cela seroient inévitables.

Pendant tout le tems que la mésintelligence a duré entre les Corps de Londres & de Vienne , il étoit impossible d'agir de concert pour la succession dans la Famille Imperiale ; mais lorsque l'on croyoit ces broüilleries au plus haut point , & prêtes à éclater , les réflexions que l'on a faites sur la nécessité de régler cette succession a heureusement précipité le raccommodement

ment entre ces deux couronnes : L'intérêt naturel de la grande Bretaigne l'a emporté sur tous les sujets de plaintes qu'elle avoit contre les Imperiaux. On a vû la tranquillité & la bonne harmonie succéder à la discorde, & par conséquent l'Europe s'est trouvée dans son premier état. Il ne s'agit donc plus à présent que d'établir cette harmonie & bonne intelligence sur le fondement le plus solide & le plus durable ; c'est là-dessus que doivent tendre tous nos soins. Il auroit été à souhaiter que nous n'eussions point éprouvé toutes ces broüilleries, il nous eut été plus avantageux qu'elles eussent du moins cessé plutôt, mais il est presque impossible de prévenir certaines mesintelligences parmi les plus fideles Alliez & les Amis les plus intimes ; & si c'étoit un malheur pour nous d'être broüillez avec l'Empereur, c'est notre bonheur de voir ces broüilleries à présent finies : Et puisque nos intérêts les plus naturels sont rétablis, pourquoi n'employerions nous pas tous nos soins, afin de les perpétuer autant qu'il seroit en nous ?

Quelques motifs secrets que puisse avoir la France pour troubler cet ordre de succession, cette Couronne ne peut avoir aucunes justes prétentions à y opposer.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

oposer. Elle a promis par les Traitez de Radstadt & de Bade dans les Art. XIX. & XXXI. *de ne molester jamais les Etats possedez par l'Empereur d'aujourd'hui ; mais qu'au contraire la paisible possession en seroit assurée à ceux qui devoient en jouir , suivant la Succession établie dans sa Famille.* Ces Traitez ont encore été renouvellez par la France dans celui de la Quattuple Alliance ; & si elle ne veut pas garantir la Pragmatique Sanction elle ne s'est pas moins ôtée elle-même la liberté de s'y opposer. Si les François font des chicannes sur la force & sur le sens de ces Traitez , du moins ils n'ont pas plus de sujet d'exclure la Succession de la ligne Feminine , ( en cas que les hoirs mâles viennent à manquer ) que de disputer cette succession à la Branche mâle , si elle venoit à exister.

Les Branches Collaterales de la Maison d'Autriche ont fait les renonciations les plus solennelles & les ont confirmées par serment, en vertu desquels ces Princes se sont desistez de leurs droits & Prétentions sur tous les Païs & Etats Autrichiens sans aucune exception. Le Roi d'Espagne garanti de la maniere la plus solennelle cette Pragmatique Sanction dans le II. Article du  
premier

premier Traité de Vienne. Les Hollandois ont un intérêt naturel dans cet ordre de succession ; si bien qu'ils ne peuvent s'y opposer ni directement ni indirectement sans hazatder la ruïne de leur République ; nonobstant tout ce qu'ils opposent , & quoiqu'ils portent si haut leurs demandes envers l'Empereur, dont ils veulent extorquer des concessions avant que de se prêter à cette Garantie générale. Cependant quelques factions qui divisent leurs Conseils ; quelques délais que puisse apporter à cette accession la forme du Gouvernement , il est absolument impossible , suivant la nature même des choses , qu'ils pensent sérieusement à s'opposer, ou même à agir contre ce Règlement de succession qu'ils n'oseroient troubler en aucune maniere.

C'est donc par rapport à notre situation présente , & pour exécuter notre système que nous nous servons des anciennes maximes des Whigs ; en prévenant tous les événements qui pourroient jeter l'Europe dans une Guerre générale : Guerre qui exposeroit la Grande Bretagne à une infinité de dangers & de dommages. Par ce système nous ne désobligeons pas nos Amis puissans ; nous ne provoquons pas des Ennemis

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANG.  
TION.

formidables ; nous ne nous engageons point dans de grandes dépenses , nous ne favorisons aucun particulier. C'est un système qui peut être effectué sans aggraver le fardeau du Peuple ; & la seule chose qui nous reste à souhaiter, c'est d'avoir pensé plutôt à le mettre à exécution ; mais quelles instigations , quelles plaintes , quelles apprehensions l'ont retardé si long-tems ! Il n'est pas besoin de les repeter ici ; il seroit même dangereux d'en rafraichir la mémoire depuis que tout est effacé & entièrement oublié.

Disons plus , la France même retirera des avantages de l'établissement de cette succession Imperiale , en cas qu'elle soit confirmée un jour. Les François seront moins tentés de troubler la Paix de l'Europe , ou d'étendre leurs Conquêtes contre la Foi des Traitez. Le parti des Torys parmi nous sera obligé d'approuver ces mesures , car ce fut un Ministre Torys qui mit l'Empereur d'aujourd'hui sur le Trone Imperiale. La Chambre des Communes , composée pour la plus grande partie des Torys , s'adressa pour cet effet à la Reine Anne. Donc si alors on avoit raison de placer le Chef de la Maison d'Autriche sur le Trone Imperiale , n'avons nous pas la même



même raison encore aujourd'hui d'unir tous les Etats Autrichiens sous un seul Chef, afin que l'Empire ne manque jamais d'avoir un Prince formidable à ceux qui voudroient broüiller dans l'europe, mais cependant dont le pouvoir pût être compatible avec la liberté des autres.

Il faut encore remarquer ici ( & je me fais un sensible plaisir de le rapporter ) que ce projet ne peut rencontrer aucune oposition de la part de quelques-uns de ces Gens qui se font un principe de n'approuver aucune des mesures de notre Ministère present ; c'est le propre système de ceux qui se décorent du beau nom de Patriotes ; ce sont leurs mesures favorites ; ils voudroient même nous persuader que c'est un pur effet de leurs propres efforts. Ils ne peuvent voir qu'avec une extrême plaisir ce grand projet heureusement effectué. Si cela n'étoit pas, comment pourrions-nous nous fier aux assurances les plus solennelles de ce digne *Personnage*, qui a dit hautement cette année : *Que si les Ministres entroient, à la fin dans ces mesures qu'il leur avoit dicté lui-même, il y a long-tems, lui & tous ses Amis s'offroient de les soutenir & de les aider de tout leur pouvoir.*

## REFLEXIONS

D'UN COSMOPOLITE.

*Sur la Pragmatique Sanction Caroline.*

**H**abitant du Monde entier, & versé un peu dans la connoissance des affaires du monde, je suis, autant que l'homme le peut être, exempt de ces préventions qui influent tyranniquement sur les Jugemens; libre de tous engagements, isolé de toutes sortes d'attachements, je ne me passionne ni pour ni contre aucune Puissance du Monde: je respecte la personne des Princes, & crois pouvoir librement louer ou blâmer les opérations de leurs Ministres selon qu'elles me paroissent aller au bien public, ou s'en écarter; d'ailleurs j'ai assez lu & vécu pour entreprendre de parler de Liens des événements divers qui m'ont accoutumé à réfléchir sur les questions de Politique. J'avoue que ces matieres étant souvent de pure speculation, elles peuvent avec plausibilité donner lieu de disputer *in utramque partem*; cependant il me semble qu'il est en ce genre  
comme

comme en tout autre, certaines veritez presque incontestables auxquelles on ne peut pas se refuser, & selon lesquelles il faut rediger ses idées pour ne point tomber dans la fausseté, l'erreur ou la vision.

- Par exemple j'ai toujours raisonné sur les grandes affaires dans le principe qu'il falloit regarder l'Europe comme une balance dont celui des deux côtez qui est le plus chargé enleve l'autre, & qu'afin que l'Europe fût dans une assiette solide & tranquile, il devoit y avoir entre toutes ses parties principales ce point d'équilibre, qui mettant les deux côtez de la balance dans un exact niveau, fait la preuve qu'ils sont dans une parfaite égalité.

Mais, dira-t-on, la comparaison n'est pas exacte. L'égalité ou l'inégalité des poids dans la balance est une de ces veritez sensibles auxquelles on ne peut se tromper, au lieu que ce qu'on croit qui fait ou qui rompt l'équilibre de l'Europe est une chose de pure opinion qui varie souvent, & dont il est difficile de juger sainement, parce que l'homme a peine à se dépouiller de lui-même pour juger des choses en elles-mêmes.

Il y auroit de l'injustice à traiter cette objection de frivole en tous ses points ;

G 3      cepen-

cependant elle ne doit pas embarrasser quelqu'un qui fait profession de ne tenir à rien, ni à personne, & qui n'imagine pas qu'on puisse se méprendre à certaines choses d'éclat, sur lesquelles à la vérité l'on peut prévoir plus de suites qu'il n'en arrive, mais qui sont susceptibles de cette prévoyance. Regardant la chose sous un autre coup d'œil, il est vrai que la Providence qui dispose souverainement des événemens, trompe souvent ce qu'on nomme la prudence humaine, & c'est aussi une raison de s'étonner que les hommes se tourmentent eux-mêmes pour assurer par des dispositions préventives ce qu'ils imaginent être de leur gloire, ou de leur intérêt. De là sont nées tant de Guerres qui ont inondé de sang la face de la Terre, & de là vient que l'intérêt particulier ou la passion ont souvent emprunté le manteau de l'intérêt public. Je ne dis pourtant pas que quelques fois ce dernier n'ait été allégué avec raison relativement à l'équilibre de l'Europe. Remontons aux preuves.

Charles V. réunit en sa personne les anciens Royaumes qui avoient formé toute la Monarchie Espagnole. Il y joint les Droits de l'héritière de Bourgogne. Dès lors il paroît à François premier un rival à craindre. On pouvoit encore  
jusques-

jusques-là balancer à donner au Roi François tort ou raison ; mais Charles V. devient Empereur : de ce moment il devient redoutable à toute l'Europe , dont l'équilibre avec raison semble être rompu. Il abuse de sa puissance ; il veut devenir le Souverain des Souverains , il trouve des Ennemis à combattre au dedans & au dehors. Il est souvent vainqueur ; & la France inferieure cede trop souvent pour le bonheur de l'Europe à la fortune de Charles. Les mêmes raisons auroient fait voir à l'Europe , avec douleur que les poursuites de François premier pour obtenir la Couronne Impériale , eussent réussi.

Arrive par un trait de politique forcée le partage de cette Puissance prépondérante entre Ferdinand & Philippe second. Mais l'union de ces deux branches d'une même Maison ne permet pas de regarder encore l'équilibre comme suffisamment assuré. La liberté de l'Europe trouve un défenseur dans Henry IV. , & véritablement si le Cabinet mystérieux de Philippe second avoit prévalu , la Maison de Bourbon reduite pour ainsi dire aux abois , celle d'Autriche auroit mis toute l'Europe aux fers , mais *posuit Deus fines Terræ* , & le grand Henri devenu tranquille possesseur d'un Trône

qui lui appartenoit , se prépare à abaisser une Puissance , dont il sentoît la trop grande supériorité. Louis XIII. marche sur les mêmes principes , & exécute en partie les desseins dont la mort avoit oté la conduite à son Pere.

Louis XIV. fait des conquêtes , une partie de l'Europe le voit avec peine ; elle est cependant obligée d'y souscrire : mais lorsque par la mort de Charles II. le Trône d'Espagne est vacant , ce même Prince qui avoit toujours , pour ainsi dire , partagé l'Europe entre lui & ses Ennemis , la trouve réunie toute entière contre lui dès qu'il se dispose à placer son petit fils sur le Trône Espagnol. Il a beau alleguer un droit du sang reconnu par une disposition testamentaire ; l'Europe veut que ce titre , que d'ailleurs elle conteste quant au fond , ne balance pas ce qui est de sa sûreté. On continue la Guerre jusqu'à ce qu'on croie avoir pris des précautions suffisantes contre l'union de deux grandes Monarchies : alors l'Europe refuse de continuer une Guerre dont les causes lui semblent cessées , & Charles VI. cedant à un dernier effort de la France , & abandonné par les Alliez , que l'intérêt général de l'Europe lui avoit donné , fait la Paix.

Dans cet intervalle un Conquerant  
sort

fort des mêmes rivages d'où Ferdinand avoit vu Gustave Adolphe venir inonder toute l'Allemagne. On craint qu'il ne veuille , en donnant la loi à tout le Nord , en renverser l'équilibre , tout se réunit contre lui ; il meurt grand , mais malheureux , & ses Ennemis victorieux croient retrouver l'équilibre dans de nouveaux arrangements.

Ce n'est pas à moi à juger si dans tous ces differents cas les politiques ont bien ou mal raisonné : mais au moins je demande qu'on avouë que la crainte de l'équilibre renversé a donné naissance aux plus grandes Guerres , & que l'idée d'en avoir assuré le maintien les a presque toutes terminées. Cet interest général a-t-il toujours été le seul mobile ? C'est une question étrangere ici : mais les Princes les plus habiles ont été ceux qui ont sçu faire paroître leur interest celui de tout le monde ; & quoiqu'il en soit au fond , ma proposition n'en est pas moins vraie , puis qu'une verité démontrée , ou une illusion vraisemblable ont operé les mêmes effets dans l'ordre des grands événements.

Delà concluons que les grandes Monarchies , & plus encore celles pour ainsi dire du second ordre , ayant un interest immediat à la Paix de l'Europe , doivent

une attention principale à ce qui peut en affermir ou en ébranler l'équilibre, & ceux qui les gouvernent peuvent aisément apporter cette attention, lorsque des préjugés, des predilections mal entendues, des vûes particulieres ou des projets ambitieux ne mettent point de trouble dans leurs esprits, ou de diversion dans leur conduite.

Or l'état de l'Europe est bien changé. On l'a vuë partagée en un bien plus grand nombre de Souverainetés, qu'il n'y en a présentement. Comme elles étoient chacune en elle-même bien moins considérables, leurs mouvements ou leurs déterminations ne portoient pas de si grands coups, mais aujourd'hui il est un assez grand nombre d'Etats Souverains dont aucunes résolutions pour ainsi dire ne sont indifférentes relativement à général, ou pour lesquels, à le bien prendre, rien de ce qui se passe dans l'Europe n'est indifférent. Il faut en effet convenir que les deux seules Maisons d'Autriche & de Bourbon décident du sort des autres selon que chacune les engage dans leurs intérêts différents: & si les Etats moins puissants étoient gouvernez sagement, ils entretiendroient soigneusement cette balance dont je viens de parler, pour n'être pas obligez de ser-

vir &gt;



vir, ou de se sacrifier à une Puissance preponderante, qui quelque nom qu'elle ait, tôt ou tard les accable ou les paye d'ingratitude. La progression de ces deux Maisons, & sur tout de celle de la Maison d'Autriche fait voir bien clairement que les plus foibles commencemens sont susceptibles de prodigieux accroissemens. Je dis sur tout l'exemple de la Maison d'Autriche, parce que depuis que les Francs ont eu achevé la conquête des Gaules, leurs progrès au dehors n'ont pas approché de ceux des Comtes d'Hapsbourg, qu'il faut regarder comme les premiers Auteurs de la Maison connue aujourd'hui sous ce nom d'Autriche. Tant qu'ils ont été foibles, l'on n'a point vû l'Empire prendre une forme certaine, parce qu'on ne pouvoit pas lire dans l'avenir; & ce n'est que depuis que la Maison d'Autriche déjà devenue puissante par Mariages \*, Alliances, & mille autres moyens a commencé à avoir une suite d'Empereurs, que la consideration de l'équilibre particulier de l'Allemagne a conseillé des précautions & des mesures dont le besoin n'avoit pas jusqu'alors été reconnu. On se rappeloit, mais inutilement, que selon les an-

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE,  
SANC-  
TION.

G 6 cien-

\* *Tu Falix Austria nube.*

ciennes regles il ne pouvoit pas y avoir plus de trois Empereurs de suite d'une même Maison. La puissance de la Maison d'Autriche étoit déjà trop grande pour faire valoir la sage prévoyance des Ancêtres, & il fallut se contenter du frivole secours des Capitulations Imperiales ; je dis frivole, parce qu'on n'étoit plus au tems que les Empereurs quand ils manquoient à leurs engagemens étoient déposés de droit par les mêmes Princes qui les avoient mis sur le Trône. Aussi a-t-on vû quand les Capitulations Imperiales n'ont pas été exactement observées, qu'on s'est contenté de se plaindre, mais que l'on n'a pas été plus loin.

Or cette Maison même d'Autriche malgré les bornes que l'Empire a essayé de donner à sa puissance ne l'a pas peu augmentée au dedans & au dehors. Ses vues mêmes n'ont pas été ignorées, & ce Testament politique remis en 1687. à l'Empereur Leopold, & qui enfin a vû le jour, contient toutes les maximes de gouvernement & de politique que l'on a vû éclore depuis. Il faut l'avouer, il étoit fait de bonne main, & si nos petits Fils voyent achever le plan qui y est tracé & qui s'avance, l'on peut affirmer qu'ils verront dans la Maison d'Autriche

che cette Monarchie Universelle, dont la crainte avoit avec raison armé l'Europe contre Louïs XIV. En effet suivons ces maximes. L'Empereur Leopold a commencé par représenter la France comme la seule puissance qui devoit être redoutable ; sous ce voile il l'a rendue suspecte à l'Empire en particulier, & sous l'apparence de défendre ce même Empire contre des desseins dangereux, il l'a engagé presque toujours à la défense de ses propres intérêts, & a trouvé moyen de faire regarder comme criminel dans l'application ce qu'on nomme *Jus fœderis*, c'est-à-dire, un des plus beaux & des plus anciens droits des Princes Allemans, qu'il a travaillé à rendre ses Sujets ; premier principe de ce Testament politique. L'ouverture de la Succession d'Espagne a conduit à faire réussir un second principe qui étoit de se rendre absolu en Italie. La Maison d'Autriche vouloit même plus, puisqu'elle vouloit faire valoir ses Droits sur toute la Monarchie Espagnole sans exception. Cela n'a pas réussi à la vérité, car l'Europe n'auroit pas mieux aimé l'Empire, que la France unie avec la Couronne d'Espagne, & depuis l'exemple de Charles V. ses allarmes en eussent encore été plus grandes. La preuve en résulte

resulte des Traitez de Partage qui sur la fin du siècle passé ne firent que rendre plus indubitable la Guerre de 1701. L'on s'étoit fait trop de confidences pour se fier les uns aux autres, mais au moins la Maison d'Autriche a gagné les plus puissans Etats d'Italie. Il manquoit encore pour remplir les Conseils du Testateur politique, le Royaume de Sicile; une bizarre position de l'Europe a achevé l'ouvrage. La Maison d'Autriche n'avoit point de droits sur les Etats de Toscane & de Parme: La chose pouvoit paroître embarrassante, on en fait des Fiefs de l'Empire, c'est à peu près la même chose.

Il ne lui reste donc plus qu'à faire de l'Empire un Etat despotique, & à abaisser les Princes Allemans de maniere que non seulement ils n'osent pas s'opposer à ses vuës, mais que même ils les servent malgré eux; alors le Testament politique attribué au Duc de Lorraine sera rempli; or il est assez singulier que depuis 1700. toute l'Europe ait travaillé comme à l'envi, à son entier accomplissement.

L'habitude, ou la nécessité où l'on étoit de redouter Louis XIV. a procuré beaucoup d'Amis à la Maison d'Autriche, & il faut rendre justice aux Ministres des Empereurs Leopold, Joseph & Charles,

Charles, ils en ont sçu profiter habilement. Encore si les choses en restoient où elles en sont, pourroit-on, en veillant attentivement à ce qu'il n'y eut point d'accroissement, être en quelque sorte de repos sur l'équilibre de l'Europe. La France est en état de faire une balance, & l'on peut dire que si ses Voisins ont intérêt à ne la pas laisser accroître, comme cela est certain, ils en ont un égal à ne pas souffrir qu'elle soit abaissée & affoiblie, & qu'une autre, quelque nom qu'elle ait, aquire une superiorité trop grande.

Ce n'est pas, à parler selon les principes de la saine raison, qu'on dût redouter un Prince quelque puissant qu'il fût, s'il y avoit des certitudes phisiques qu'il n'en abusât pas, & que, content de rendre ses Peuples heureux, il ne portât pas ses vuës plus loin, mais les Princes sont hommes, & souvent gouvernez par d'autres hommes. L'ambition ou une fausse idée de la vraie gloire fait les Conquerans, le Conquerant est ordinairement injuste, & toujours un fleau public; en sorte qu'il n'est pas moins sage de prendre des mesures qui le contiennent qu'il est nécessaire de fixer par de fortes Dignes le caprice d'une Riviere impetueuse.

J'avoue

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

J'avouë que sur ce principe j'ai été vivement affecté de ce qui s'est passé dans l'Europe à l'occasion de la Pragmatique Imperiale, & qu'à supposer qu'on ne prenne point des mesures certaines, autant que l'homme le peut, je la regarde comme le flambeau des Guerres les plus cruelles, & comme l'époque du malheur public.

Non que dans tous les Etats de la vie il ne soit louable à un Pere de Famille de chercher à assurer l'état de sa Maison, mais il faut que ce soit solidement, sans quoi il y auroit encore moins d'inconveniens à s'abandonner à l'incertitude des hazards. Cette reflexion est encore plus forte pour l'ordre des Princes & des Souverains : Les procès qui naissent de leurs arrangemens sont plus difficiles à terminer que ceux qui arrivent dans l'ordre de la Société particulière. Les Princes lorsqu'ils veulent faire des dispositions de quelque espece que ce soit, doivent par préférence consulter l'intérêt de leurs Voisins ou de leurs Rivaux : Car celles qui leur paroissent les plus brillantes à eux-mêmes, à les regarder avec des yeux de Pere, ou d'homme jaloux de la grandeur, sont ordinairement celles qui trouvent ensuite le plus de contradictions. Or c'est ce qui fait que  
l'on

l'on est si souvent trompé dans ce qui fait le caractère de la vraie solidité ; & en effet est-il quelque exemple qu'aucune disposition anticipée ait eu lieu , au moins sans être une occasion de troubles ou de mouvemens qui y pouvoient conduire : Témoin la disposition que sur la fin du dernier siècle l'on essaya de faire de la Monarchie d'Espagne : Le Traité mal entendu que la France fit à l'ordre de Succession de Russie : Les tentatives quel'on a faites par rapport à la Courlande , & tant d'autres traits qu'on pourroit encore rapporter , & qui feroient voir combien il en coûte , ou peut coûter pour quelque chose de nouveau , ou d'extraordinaire. Et en effet ce qui convient aux uns ne convient pas aux autres & c'est une raison qui devoit engager les Princes à se reposer sur les événemens qui sont conduits par une main supérieure.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANCTION.

La disposition que l'Empereur a faite dès 1713. m'a paru considérable plus qu'aucune autre , & en même tems que dès le commencement elle a attiré toute mon attention , j'ai toujours cru de bonne foi que l'Empereur ne songeroit jamais à faire , d'un Pacte particulier de Famille , une Loi de l'Europe ; ou je pensois du moins que quelque garan-  
tie

tie qui pût en être donnée par d'autres Puissances, elle n'auroit d'autre sort que celui que dicteroit l'état de l'Europe, lorsque le cas arriveroit. Mais j'avouë que je me suis trompé sur le premier point, & que sur le second je vois avec douleur que l'on veut forcer le système de l'Europe, & que plusieurs de ceux qui pour des interêts momentanez flattent par leur adhésion les espérances de l'Empereur, seront peut-être les premiers à ne se pas tenir pour liez par leurs engagements.

Je n'examine pas ici si cette Pragmatique est conforme aux Loix de l'Empire, si elle ne repugne pas à la nature des differens fiefs que l'on veut à perpetuité comprendre sous un lien commun de vincolation, s'il est dans l'Empire quelque Maison qui ait des droits contraires bien fondez, enfin si les Archiduchesses Josephines pourroient ou non reclamer en leur faveur les droits du Sang. D'autres ont déjà ébauché cette matiere, & plus d'une plume travaillera à développer ces differentes questions. Je dirai seulement que je ne suis point étonné que la Diete de Ratisbonne ait été témoin de plusieurs protestations vives & raisonnées. Car après tout il y a deux manieres, à ce que je crois, de traiter politique-



quement cette grande affaire; c'est-à-dire  
relativement à l'Empire en particulier,  
& relativement à l'Europe en général :  
Deux points de vûë qui se réuniront en  
un seul.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANCTI-  
ON.

Or pour ne parler d'abord que de  
l'Empire, je conçois que l'on peut être  
effrayé de l'établissement d'une Primo-  
geniture féminine pour d'aussi grands  
Etats, dont plusieurs jusqu'ici en ont pres-  
que même ignoré le nom, & que, pour  
parler le langage du droit des Fiefs, on  
deshonore en leur ôtant cette supreme &  
noble Prérogative de la Masculinité.  
Mais on peut & l'on doit aller plus loin.  
A supposer même que cette Famille Au-  
trichienne pût par un impossible renon-  
cer à tout accroissement, je ne vois  
point dans toute l'Allemagne de Mai-  
son qui puisse par elle-même balancer  
son pouvoir. Ainsi je dois conclure que  
quiconque à perpétuité épousera l'Hé-  
ritière de cette Maison, acquérera en  
même tems un droit forcé à la Cou-  
ronne Imperiale: car qui osera lui  
disputer? Qui ne sera pas obligé de  
ceder à la force majeure? Dès lors je  
vois l'Empire héréditaire au mépris des  
Loix les plus anciennes & fondamen-  
tales du Corps Germanique: La Digni-  
té Electorale avilie: Leur Prérogative  
Elective

Elective qui les élève au-dessus des Familles des Princes , entièrement anéantie : La Couronne Imperiale non plus le partage pour ainsi dire , & la recompense des Princes les meilleurs & les plus distinguez de l'Allemagne , mais au défaut de Hoirie mâle , errante entre ceux que successivement le hazard pourra destiner pour Epoux aux aînées Héritieres de la Maison d'Autridhe : Les Capitulations , ce foible rempart des Libertez Germaniques , ou abolies , ou redigées au gré des Princes qui seront placés sur le Trône Imperial. Les Diètes générales de l'Empire , image défigurée de cet ancien Corps Germanique , supprimées ou réduites au même pied que le Conseil Aulique , c'est-à-dire d'être l'Esclave des interêts , & l'Interprete des volontez de la Cour de Vienne. Les Princes de l'Empire réduits à l'état de simples Gouverneurs de Provinces , ne conservant de la Souveraineté qu'une ombre méconnoissable. En effet, imaginons-nous un Prince quel qu'il soit réunissant par un mariage tous les Etats de la Maison d'Autriche ; il n'aura qu'à vouloir la Couronne Imperiale , il l'aura indubitablement. Ce ne sera plus un affaire de choix , mais une chose de droit : Le  
nom

nom d'élection ne sera plus qu'une formalité : Qu'elle sera l'Electeur qui osera refuser sa voix ? Intimidé par des menaces souvent trop réelles , ou flaté par des esperances ordinairement frivoles , il ne balancera pas ; il ne sera plus question d'examiner si le Prince aura à tous égards l'idonéité requise , il n'en sera pas moins Empereur. Voudra-t-on lui imposer une Capitulation trop severe ? Il voudra être Empereur sans condition ; ou s'il se soumet à quelques-unes , elles ne seront plus des Loix pour lui. Comme il n'y aura plus aucunes des Constitutions Imperiales en vigueur , les Diètes générales qui sont établies pour leur défense , deviendront inutiles , ou ne seront occupées qu'à recevoir les volontés Imperiales & à les promulguer. Déjà nous voyons la Dictature de l'Empire entierement subordonnée aux desirs ou aux ordres de la commission , ne dictant que ce qui convient à la Maison d'Autriche ; adoptant ou même imposant silence sur tout ce qui peut porter ombrage à ses vuës. Les Princes Allemans n'ayant plus aucune occasion de se faire valoir , seront traitez avec rigueur quand ils ne plairont point , ou recevront comme graces des choses qu'autrefois on

ne

ne pouvoit ni n'osoit leur refuser. N'y ayant plus alors deux interêts differens, sçavoir celui du Chef & celui des Membres, le Prince qui sera possesseur d'aussi grands Etats & de la Couronne Imperiale ne trouvera plus d'obstacle à entraîner l'Empire dans toutes les querelles particulieres. Chacun même courra à l'envie à l'extinction du reste des libertez du Corps Germanique: Et sans qu'il soit question d'examiner si ce Chef entreprend des Guerres justes ou nécessaires, le sang Alleman coulera au gré de la Maison d'Autriche, & ce qui à cet égard a peut-être été jusqu'à present un effet de complaisance, de foiblesse ou d'aveuglement: deviendra une chose de nécessité. L'Empire seroit donc totalement aux fers, son ancienne Constitution anéantie, & son état systematique détruit: Et supposé que quelque Prince Alleman, ou conduit uniquement par ces grandes considerations, ou les prenant pour pretexte, voulût dès à present, ou au moment de la mort de l'Empereur secouër le joug & lever l'Etandart, que de malheurs n'inonderoient pas l'Allemagne! Trop foible par lui-même, il appelleroit nécessairement à lui des secours étrangers. L'on verroit des Drapeaux de toutes

tes les Nations paroître sur ce Théâtre infortuné & l'Allemagne devenuë un objet d'appetit pour ses ennemis naturels , essuyer une funeste & sanglante Guerre Civile. Combien n'a-t-il pas coûté d'hommes & de Trésors avant que la Paix de Westphalie eut donné une forme à l'Empire ? En coûteroit-il moins cher avant que cet ouvrage précieux fut détruit ? Je suis donc obligé de le dire , & je ne crois pas me tromper , l'Empereur n'a pas , en faisant sa Pragmatique , consulté l'intérêt de l'Empire , ainsi il a mal pourvu à celui de sa propre famille. En effet peut-on imaginer que cette garantie que chacun a , pour ainsi dire , accordée sans en connoître l'étendue , trouve une bien fidèle exécution ? Les intérêts changent , les motifs momentanés qui ont déterminé s'évanouissent , & font place à d'autres contraires. A des Princes qui ne songent qu'à remplir tranquillement la courte carrière que la Providence leur a fixé , succèdent d'autres qui sont animés par de plus grandes vues. Plusieurs ouvrent les yeux & ne se croient point obligez par un engagement accordé sans reflexion. Il suffit qu'il en soit resté quelqu'un inébranlable , on respecte sa résistance , on se réunit sous  
ses

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

ses Drapeaux. N'eut-il donc pas mieux valu pour le repos de l'Empire, ou de ne point faire de Pragmatique, ou de n'en point forcer la reconnoissance ? Cela eut été moins flateur pour l'empereur, mais au moins il auroit eu la consolation de finir son regne glorieux sans connoître tous les malheurs que sa Famille & sa Patrie essuyèrent après lui. L'on peut dire de ces prévoyances outrées, excessives, & surabondantes, ce qu'un ancien a dit sur les inconveniens d'une trop rigoureuse justice ; *Summum jus, summa injuria.*

Mais, me dira-t'on, il faut pour le bien de l'Empire, que quiconque sera Empereur soit en état par ses forces de soutenir la dignité & l'éclat de la Couronne Imperiale, sans quoi elle cesseroit d'être respectée par ses Ennemis, & les Membres d'un Corps dont le chef est méprisé, participent à la même dégradation. Je conviens de ce principe ; mais autre chose est pour l'Empire, d'avoir un Chef assez puissant pour faire respecter ses Membres, ou d'être gouverné par un Prince formidable, qui de Défenseur devient ou peut devenir Oppresseur. C'est une différence que l'on ne se représente pas toujours à soi-même, & qui cependant ne  
deyroit

devroit jamais sortir de devant les yeux d'un Citoyen de l'Allemagne ou de l'Europe. Mais à supposer sur cela tout ce qu'on voudra, croit-on que la Pragmatique assure ce bien que l'on vante avec tant d'ostentation ? Posons une espèce qui peut avoir lieu. L'Archiduchesse aînée est mariée ; pour ne point effrayer ceux qui veulent un équilibre, on la marie même à un Prince sans Etats. Ce Prince est Empereur, il meurt, & ne laisse que des enfans en bas âge : Il faut cependant un Empereur. Or je crois que personne ne voudroit faire revivre les abus & les malheurs d'un long interregne : Que devient donc la Couronne Imperiale ? Elle se trouve séparée de cette Puissance réunie par la Pragmatique ; non-seulement elle n'est plus accompagnée de ce qu'on prétend qui est nécessaire pour soutenir son éclat, mais elle trouve même un Rival & un Ennemi trop puissant dans le Prince, qui réuniroit les Etats possédez aujourd'hui par la Maison d'Autriche : Autre face qui ne presente pas pour l'avenir un tableau moins noir & moins funeste. Eh ! pourquoi vouloir accrediter un Acte qui peut produire d'aussi grands maux, & ne remédie pas même aux inconveniens que ses Auteurs

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

reclament pour en montrer l'utilité ?

D'autres ajoutent que les plus grands malheurs dont l'Histoire nous fasse foi , ont été produits par la division des Empires. J'ai même vû un Ecrit qui alleguoit pour preuve de ce principe , l'époque de la mort d'Alexandre , & en general les Histoires Grecques & Romaines : Mais il est bien difficile d'établir sur pareille matiere une juste comparaison , & ces differens témoignages dans leur application ne me font pas la même impression que les considerations que je viens de rapporter. Cet Empire d'Alexandre s'étoit formé par une suite rapide de Conquêtes , dont le seul soutien étoit la terreur qu'avoit inspirée le Conquerant. Le Conquerant mort , tous avoient pour ainsi dire le même droit de Conquête , & chacun en usoit , ne connoissant d'autre titre que celui de *res derelicta primo occupanti*.

La Republique Romaine avoit déjà assez de peine à soutenir son propre poids. Quand elle eut commencé à obéir à des Empereurs , on vit bientôt naître les principes de sa destruction , & l'Univers asservi depuis l'Orient jusqu'à l'Occident , reconnut qu'il pouvoit secouer un joug que lui im-  
soient



soient de trop loin les Habitans d'une  
petite enceinte.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANG-  
TION.

Aujourd'hui il s'agit d'une Puissance  
grande à la verité , mais bien differen-  
te de l'Empire Romain. Elle est reglée  
ou doit , & peut l'être par un fond &  
des principes de droit , qui suffisent à  
regler la destinée de ses différentes par-  
ties. Personne ne conteste à l'Empereur  
ses principales possessions : Si elles ont  
été le fruit de Guerres heureuses , au  
moins une bonne partie de l'Europe  
les a avouées.

Après la mort de l'Empereur , il n'est  
pas question de Conquerant qui ait in-  
terêt de déchirer les entrailles de sa  
propre Patrie , ainsi que les Capitaines  
qui avoient servi sous Alexandre. Il  
peut y avoir des Prétendans : Si leur  
titre est valable , pourquoi les armer &  
les offenser par des dispositions qui leur  
préjudicient ? Si leur droit est chimeri-  
que , pourquoi ne pas laisser à l'Em-  
pire , qui autrefois a décidé d'aussi  
grandes questions , le soin de pronon-  
cer ? Car enfin l'Empire n'a point pro-  
noncé quand il y a division & partage  
dans les sentimens , quand d'un côté  
l'on ne presente pour tout droit que la  
volonté de l'Empereur , & que de l'au-  
tre on rapporte des raisons , sinon déci-

sives , au moins plausibles pour moi , jusqu'à ce que l'on me les fasse voir détruites par d'autres plus fortes.

Passons aux reflexions du reste de l'Europe , ou du moins à celles que font ou peuvent faire les Politiques senezez.

Les vrais ennemis de la Maison d'Autriche diront que c'est une Puissance exorbitante , qu'elle est soutenuë par artifice , conduite avec hauteur & fierté : Qu'elle veut décider souverainement de ce qui même lui est étranger : Qu'aujourd'hui , moins encore que sous Leopold , on respecte l'Empire & ses Prérogatives : Que la Justice n'est administrée que selon ce qui convient aux vûës de la Maison d'Autriche : Que l'Italie est asservie , quelques-uns de ses Princes dépouillez en tout ou en partie , & qu'il faut s'unir & se croiser pour abattre une tête devenuë trop formidable. Pour moi je fais abstraction de tout cela , je ne juge point d'une Puissance par l'abus qu'un Ministère passager en peut faire : Même sans entrer dans un détail où il peut y avoir du vrai , & qui aussi peut être exagéré en quelque chose , je dis qu'il ne convient pas pour l'Europe que l'Empire soit réduit en pure Anarchie , & qu'il ait

n'y ait pas un Empereur en état de soutenir sa dignité. Peu importe à la vérité quel nom porte la Maison qui regnera en Allemagne, & il est égal que ce soit celle d'Autriche, contenue dans de justes bornes, ou une nouvelle à peu près pareille, & qui commençant seroit peut-être plus mesurée & plus circonspecte dans sa conduite & ses projets. De quelque façon que ce soit, il faut de ce côté-là un centre de puissance qui puisse faire la balance. Aussi n'est-ce pas contre cela que les Politiques sensés doivent s'élever, mais ils ont pour l'avenir d'autres sujets d'inquietude qui attirent toute leur attention.

Que de reflexions l'Europe ne doit-elle pas faire sur l'effet d'un ordre de Succession à perpétuité de Filles en Filles ! Il est tel que ce qui, dans toute autre Maison en feroit l'affoiblissement, fera indubitablement l'accroissement de celle d'Autriche, & l'on peut dire réellement que cette Maison a désormais plus d'avantage à avoir des Filles que des Heritiers mâles.

Les Etats où les seuls mâles sont admis à l'hérédité, sont susceptibles de peu d'augmentation : La voye des Conquêtes est presque la seule. Or combien ne trouve-t-elle pas d'obstacles de la

part des Princes voisins ? Combien faut-il de tems avant que les Conquêtes soient consolidées par des Garanties qui convertissent l'usurpation en un titre de Droit ? Qu'on voye combien l'on dispute encore sur l'étenduë de la cession de l'Alsace , cédée au Roi de France depuis plus de 80. ans.

Bien different en cela de ce que peut produire une garantie absoluë dès aujourd'hui , & qui n'étant accompagnée d'aucune restriction , fait pour la Maison d'Autriche un titre irrevocable , à l'abri duquel elle sera susceptible des plus grandes acquisitions. Car enfin les Filles de Filles de l'Empereur , ou celles qui à perpetuité se trouveront aux mêmes droits seront mariées. Par ces Mariages , de nouveaux Etats se trouveront joints à ceux que possède aujourd'hui la Maison d'Autriche , & ce ne sera pas seulement par l'aînée que l'accroissement pourra avoir lieu , les Etats qu'auront porté en mariage ceux qui auront épousé des Archiduchesses cadettes , peuvent un jour se trouver réunis sur une seule & même tête. Est-il un chemin plus marqué vers la Monarchie universelle ? Déjà nous voyons l'Empereur maître de la plus grande partie de l'Italie , prêt à acquérir enco-

re

re le Mantouïan , déjà entre ses mains , traitant les Princes d'Italie , non comme des Vassaux , mais comme de vrais & immediats Sujets ; affectant sur tout ce Païs l'autorité despotique , ayant par des Pactes particuliers des droits éventuels de reversion de plusieurs Fiefs de l'Empire. Que ne doit pas présager l'Europe de tant de circonstances , qui peuvent porter la Maison d'Autriche à ce degré de puissance qui faisoit regner Rome sur l'Univers entier ? On verra donc revivre ces tems où les Rois de la Terre fléchissoient le genouïil devant un General Romain , ou tenoient à faveur de reprendre des mains du Sénat une Couronne , sans cet Hommage , mal assurée sur leurs Têtes. Que peuvent penser d'avance ceux des Souverains d'aujourd'hui , qui ne reconnoissent leur Couronne que de Dieu seul ?

Puis-je donc m'étonner que les Politiques sensez de l'Europe , soient attentifs à ce qui se passe actuellement , & que plusieurs regardent comme le plus grand malheur une garantie qu'on demande absoluë , simple & sans clause. Le développement encore obscur des établissemens des deux Archiduchesses Carolines , va être , pour ainsi dire , l'essai de ce que l'on devra à perpétui-

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

té attendre de la Maison d'Autriche. Ce choix ignoré jusqu'à ce jour, tombera-t'il sur un Prince d'Allemagne ? On ne le présume pas. L'Empereur ne destine pas la Couronne Imperiale à rester sur la tête d'un Prince Allemand. S'il tombe sur un Prince Lorrain, quelle semence de défiance entre la Maison d'Autriche & celle de Bourbon ? Celle-ci souffrira-t'elle, vû la position de la Lorraine, que la Maison d'Autriche mette par-là un pied au centre de la France ? Quelle précaution prendra-t'on qui puisse suffisamment tranquilliser cette Puissance ? Quelle occasion pour elle de rallumer le feu d'une Guerre, qu'elle croira & pourra faire croire juste & nécessaire, dès qu'elle aura pour objet l'intérêt public uni à celui de sa propre conservation, aussi importante à l'Europe que son accroissement lui seroit nuisible ?

Sera - ce l'Infant Don Carlos qui épousera l'ainée des Archiduchesses ? Quel sujet d'effroi pour toute l'Europe ! Qu'on se rappelle ce que l'Angleterre & la Hollande firent connoître de leurs sentimens, lorsque l'idée seule en 1725. en parut vrai - semblable. Nous verrons, disoit-on, les Couronnes Imperiales & d'Espagne réunies sur un même

me

me Prince ; encore y avoit-il alors en Espagne une tête de plus qu'aujourd'hui. L'Europe consentira-t'elle à voir revivre toute la puissance de Charles V. ? Ne se rapelleroit-elle pas à cette occasion que ce grand Empereur fut forcé , pour calmer les allarmes publiques , de faire un partage entre son Frere & son Fils ? Et ne penseroit-elle pas que bien loin de suivre cet exemple , la Maison d'Autriche au contraire rassemble tous les moyens qui peuvent porter au plus haut faite sa grandeur & sa puissance.

Quel malheur ! qu'après tant d'années que l'on a travaillé à mettre les affaires de l'Europe dans une assiette ferme & stable, non-seulement on y ait aussi mal réussi , mais que même on s'éloigne de cet objet plus aujourd'hui que jamais. Mais , me dira-t'on , vos craintes sont vaines & affectées. La plus grande partie de l'Europe donne les mains à la Pragmatique Imperiale. Rien ne l'y a forcé : La seule France , & quelques Princes foibles de l'Empire s'y opposent , & l'Europe par conséquent n'adopte pas vos reflexions. Je suppose pour un moment que cette opposition de la France ne doive être comptée pour rien , & que son agrément ne soit

H s pas

pas assez essentiel pour devoir être acheté, sans cependant lui donner un trop grand accroissement ; mais je vais plus loin. De ce que le mal que je prévois n'est pas encore bien sensible, & que par conséquent il ne suscite pas encore contre lui-même les grands obstacles, faut-il conclure que lorsque dans un nombre d'années il commencera à se faire sentir, on ne se réunira pas pour y remédier. Je le dis, plus le mal sera développé & estimé grand, plus il se réunira de moyens pour y remédier, & plus on fera des efforts pour détruire un inconvenient qu'on auroit pû, à moins de frais, arrêter dans son commencement. Ainsi il sera toujours vrai que tôt ou tard ce sera la source des plus grandes Guerres, parce que, comme je l'ai dit précédemment, elles sont la suite indubitable de tout ce qui attaque l'équilibre naturel de l'Europe. Louis XIV. tout craint qu'il étoit, n'arrêta pas dans le siècle précédent, intéressé successivement dans sa cause & l'Angleterre & la Hollande ? Ce n'étoit point par confiance en lui, ni par inclination pour les François : Ce sont de ces cas où les dispositions personnelles cedent toujours aux grands intérêts. Si mes prédictions s'accomplissent.

—  
fene



sent , la Maison d'Autriche les trouvera un jour nécessairement tous réunis contre elle.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION

Cependant l'Europe , au milieu de toutes ses allarmes , sembloit avoir encore conservé quelques esperances ; en même tems qu'elle prévoyoit tous les maux auxquels la garantie de la Pragmatique pouvoit donner naissance , elle vouloit fonder l'espoir du remède sur l'insolidité des mesures prises pour parvenir à cette garantie , & sur la nature des premieres oppositions qui s'y étoient rencontrées. Elle pouvoit croire que le tems & les circonstances acheveroit d'ouvrir les yeux à ceux que des préjugés ou des intérêts mal entendus avoient entraînez ou conduits trop loin , & que l'Empereur lui-même mieux conseillé , & reconnoissant tout ce que , malgré ses soins , son ouvrage avoit de défectueux pour la tranquillité de sa Famille , & la consolation du reste de ses jours , songeroit à rectifier de quelque maniere que ce fût une chose aussi intéressante pour l'Europe. Enfin qu'il se trouveroit des moyens de conserver en Allemagne une Puissance qui pût toujours entretenir la balance , sans annoncer la ruïne ou l'avilissement de ses autres Membres ; & l'Europe regardant

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

avec des yeux de Mere tous les Princes qui la partagent , pouvoit se flâter encore de ne pas voir son sein déchiré necessairement par ses propres Enfans.

Mais chaque jour acheve d'éteindre ces esperances , & les mesures de la Cour de Vienne démontrent de plus en plus qu'il ne restera bien - tôt plus de voye de salut , & que cette Cour veut employer son pouvoir uniquement à forcer à perpetuité le systême de l'Europe , & à rendre ses maux sans remede. En effet , à peine la Pragmatique est-elle revetue d'une garantie informe & peu légale , & par la forme , & peut-être par le fond , que l'on porte ses vûes à l'élection actuelle d'un Roi des Romains. Tel qu'un coup de vent violent fait succeder un tourbillon à l'autre , on veut profiter d'une premiere impulsion , & donner comme ouvrage de la sagesse & de la reflexion le fruit d'un aveuglement ; dont on reconnoitra trop tard les funestes effets.

On veut un Roi des Romains : Non pour le gouvernement de l'Empire il n'en a pas besoin , sous un Prince aussi jeune que l'Empereur. Non par necessité ; l'Empereur ne sort point du Territoire Germanique. Non pour l'honneur des Princes Allemans, puisqu'on va

au dehors leur chercher un Maître étranger. Non pour le bonheur de l'Empire qui a assez de Princes , & n'en a pas besoin de nouveaux : Mais pour consolider entièrement & sans retour un ouvrage forcé dans son établissement , & redoutable par ses conséquences. Par-là se développe entièrement la politique de la Maison d'Autriche , de rendre la Couronne Imperiale hereditaire , malgré les plus anciennes Constitutions de l'Empire , puisque ne pouvant plus jouir de la tolerance de voir cette Couronne passer hereditairement de mâles en mâles , on la veut rendre à leur défaut le patrimoine des Filles de cette même Maison , nouvelle façon de faire indirectement tomber en quenouille une Couronne qui devoit toujours reposer sur la tête d'un Prince. Ce ne sera plus le choix ou la libre élection de ceux qui se donnoient & ne recevoient point un Maître , ce sera la suite du choix que chaque Princesse aînée voudra faire pour se donner un époux , qui décidera de la Couronne Imperiale. Elle passera ou à des Princes d'un ordre & d'un rang peu assorti à la dignité , ou à des Princes d'une puissance qui renverra à chaque moment , & de mille façons différentes, l'équilibre de l'Eu-

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

ROPE

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

rope. Les Princes du Nord qui tiroient autrefois tant de lustre de leur confederation avec l'Empire , que deviendront-ils eux mêmes , sinon des esclaves de la Maison d'Autriche ? Et si l'on a vû cette Maison donner , pour ainsi dire , la Loi au Nord en 1625. nonobstant tout ce qui combattoit contre elle , que ne devra-t'on pas en attendre lorsqu'elle sera consolidée & affermie dans ce degré de puissance & de supériorité qui menace l'Europe ?

L'Angleterre elle-même gouvernée par une Famille qui possède de grands Etats en Allemagne , au moyen de cette union de deux qualitez sur un même Prince , ne partagera-t'elle pas cet esclavage avec les Princes du Nord , & la Cour de Vienne sçaura-t'elle toujours , ou voudra-t'elle distinguer le Roi de l'Electeur ?

Mais comme si l'on avoit entrepris de blesser & d'alarmer tout le monde , qui choisit-on pour Roi des Romains ? Un Duc de Lorraine, Vassal de la France , dont les Etats sont enclavez dans ce Royaume. L'Europe aura donc pour Maître un Prince qui ploye le genouïl devant la Maison de Bourbon ? Mais non , la France peut-être sera moins flattée de ce vain honneur , qu'inquié-



tée & alarmée de voir à ses Portes le Possesseur d'aussi grands & formidables Etats. Peut-on croire qu'elle le voye patiemment, & que si elle ne réussit pas à prévenir ce mal, elle y veuille rester long-tems exposée? Quelle étrange politique aux yeux de l'Europe!

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE-  
SANC-  
TION.

Si l'on a vû s'élever des contradicteurs aux élections de Leopold & de Joseph, que ne doit-on pas attendre en cette occasion? Quoi! il faudra ou que l'Empire se voye dégradée, & l'Europe menacée d'un esclavage certain, ou que l'ambition d'une Maison coûte l'effusion du Sang Chretien! Jamais l'élevation d'aucun Prince ne coûta si cher: Mais pourquoi porter plus loin mes Reflexions? Le Roi des Rois lit seul dans la révolution des Siècles, sa profonde sagesse méprise nos vains projets. Demandons-lui seulement de ne nous pas prendre dans sa colere, & d'éloigner de dessus nos têtes le fleau de la Guerre, instrument sensible de sa justice severe.

## [ §. X. ]

REPONSE *de Sincerus Eubulus Ire-  
nus* , aux REFLEXIONS DU  
COSMOPOLITE, *touchant la Pra-  
gmaticque Sanction. 1733. Traduit de  
l'Allemand.*

MONSIEUR,

**R**Enfermant mon peu de savoir dans des bornes fort étroites, & mon nom dans celles de l'Allemagne, ma chere Patrie, vous devez être surpris, de ma hardiesse, lorsque j'entreprends de critiquer la Production d'un grand Philosophe, qui donnant à son grand savoir toute l'étendue du monde, apprehende de déroger à son mérite en bornant son nom dans les limites d'un Royaume; j'entens, Monsieur, Vos Reflexions sur la Pragmaticque Sanction, que j'ai la hardiesse d'examiner avec cette sincérité dont un Allemand peut se piquer. D'abord vous me pardonnerez, Monsieur, si je n'ai pas la complaisance de vous croire éloigné de partialité, des vûes d'Interêts & de ces Prejugez, qui  
NOUS

nous attachent sans discretion pour l'une ou pour l'autre Puissance , comme vous semblez vouloir prétendre. La langue Françoisé dans laquelle vous écrivez , trahit également votre partialité , l'inclination qui vous emporte & le lieu de votre naissance. Il n'est pas difficile de reconnoître la soumission & la déférence que vous avez pour la Couronne de France , au travers des blames légers que vous affectez de lui attribuer lors qu'on les met à côté des Expressions dont vous vous servez en parlant de l'Auguste Maison d'Autriche. L'indépendance où nous sommes à l'égard de l'une ou l'autre Puissance de l'Europe , ne nous autorise point à parler sans modestie & sans le respect dû aux têtes Couronnées , des affaires qui intéressent leurs personnes. Si les Loix font regarder ceux qui parlent indecemment du Souverain dont ils dependent , comme criminels de leze Majesté ; nous ne nous rendons pas moins criminels selon les Loix divines & humaines en manquant au respect , que l'honnêteté & l'humanité exigent que nous rendions à nos égaux , & à plus forte raison , à ceux qui sont revêtus de la Majesté ; titre dont la Veneration est universelle. Cependant les Loix ne portent point la rigueur jusqu'à

jusqu'à nous inculquer de dissimuler nos sentimens sur les affaires d'une puissance étrangere, lorsqu'on ne passe point les bornes du respect que nous devons à leur Caractere.

Leur Ministres qui ont le maniement des affaires ne me paroissent pas moins respectables, & nous ne sommes pas moins blamables lorsque nous nous émancipons de critiquer leurs Actions sans moderation, & de violer le respect que nous leur devons en consideration de leur rang & de leur qualité qui tiennent du Souverain, par des invectives grossieres. La Moderation que vous affectez, Monsieur, en parlant de la personne du Souverain, ne justifie point la hardiesse avec laquelle vous parlez dans des termes peu respectueux du Ministère, sous ce voile la personne du Souverain est également offensée, soit qu'on ait le dessein de le représenter dans la personne de ses Ministres, soit qu'on tire la conséquence de son inattention pour les affaires du gouvernement des actions qu'on blame dans le Ministère. Au reste, Monsieur, bien loin de déroger à votre capacité, dans les affaires d'Etat - je rends justice à votre mérite & à l'expérience que vous faites paroître dans vos Reflexions qui ne manqueroit pas



pas de donner à vos conjectures des événemens futurs , assez de credit, si vous en usiez avec moins de partialité. Cemerite est d'autant plus grand , qu'il est certain, que les politiques écrivent souvent avec la même probabilité, d'un même sujet & tiennent fort souvent le jugement du Lecteur en équilibre, puisque dans ces affaires la possibilité qu'il ne puisse arriver autrement , ne se perd point tout-à-fait. Parmi ces veritez politiques il est constant, que ce que nous appellons la balance de l'Europe en est une des plus importantes. C'est l'objet continuel des secretes délibérations des Cabinets d'Etat des Cours de l'Europe, pour maintenir l'équilibre entre les Puissances, dans l'apprehension où l'on est que le plus grand poids n'enleve la partie la plus legere. Vous êtes du sentiment, Monsieur, que l'égalité ou l'inégalité de la Balance est de ces probabilités politiques sensibles auxquelles on ne peut pas se tromper , au lieu que ce qu'on croit qui fait ou qui rompt l'équilibre de l'Europe est une chose qui varie souvent & dont il est difficile de juger sainement & de porter toujours un jugement tout-à-fait infaillible. Je suis, Monsieur, d'accord avec vous, que le premier est moins sujet à l'incertitude  
que

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

que ce dernier. Cependant il me semble que vous vous êtes formé une autre idée de la balance de l'Europe que je n'en ai. La Balance de l'Europe est selon vos sentimens cet équilibre qui mettant les deux côtés de la balance dans un exact niveau fait la preuve, qu'ils sont dans une parfaite égalité & vous croïez cette définition fondée, en ce que tous les Princes comme hommes étant sujets à la passion qui ne se borne point à un certain Etat, tendent de plus en plus à l'agrandissement & mettent par conséquent les autres puissances dans la nécessité d'empêcher l'accroissement d'un pouvoir qui leur devient suspect, quelque persuadé qu'ils soient d'ailleurs de la justice & de l'équité d'un Prince voisin supérieur en force. Ainsi vous concluez que la seule crainte future autorise de s'opposer par la force des armes aux entreprises les plus justes d'un Prince dès qu'elles peuvent apprehender de devenir tôt ou tard la conquête d'un pouvoir trop grand. Je tombe d'accord, que l'agrandissement des forces d'une Puissance de l'Europe, donne un juste sujet aux autres Puissances d'être sur leurs gardes, & d'empêcher autant qu'elles peuvent, qu'elle ne s'accroisse au point de lui devenir redoutables. Mais  
je

je voudrois que les moiens, qu'on prend  
fussent moins violens que n'est une  
guerre sanglante, moi en que vous croiez  
juste en ce cas.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

La Condition d'un Monarque seroit  
infiniment au dessous d'un particulier,  
qui a la liberté de rendre sa condition  
de plus en plus florissante, pourvu qu'il  
ne déroge à celle de ses Egaux. Peut-  
être ne preniez vous pas garde à ce  
que dit Grotius à cette occasion. Le  
savant homme dit; \* *Qu'il ne faut point  
du tout recevoir ce que disent quelques-uns,  
qu'il est permis par le Droit des gens de  
prendre les armes pour diminuer une puis-  
sance, dont l'aggrandissement nous pour-  
roit nuire. Je demeure d'accord, que lors-  
qu'on consulte si l'on fera la guerre, on  
peut mettre aussi cette trop grande puissance  
en considération, non comme une raison de  
justice, mais comme une raison d'Interêt;  
ensorte que si l'on a déjà un juste sujet de  
faire la guerre, cette seconde raison fait  
voir qu'outre la Justice, il y a aussi de la  
prudence de l'entreprendre; mais que nous  
avons droit, de faire du mal à quelqu'un,  
parce qu'il pourroit nous en faire, c'est une  
chose éloignée de toute équité; la vie de  
l'homme est de cette nature, que jamais*  
nous

\* De Jure Belli & Pacis L. II. c. 1. §. 17.

*nous ne pouvons nous promettre une sûreté parfaite, il faut contre ces craintes incertaines avoir recours à la providence divine, & à des précautions innocentes, mais nullement à la force.*

Suivant ce Principe irréfutable nous devons regarder comme Regle Fondamentale en matiere de l'équilibre de l'Europe, que l'agrandissement d'une Puissance, ne fournit point un juste sujet de prendre les Armes sous prétexte de conserver l'égalité dans la Balance de l'Europe, à moins que cette Puissance ne s'accroisse par une voie injuste aux dépens d'une autre Puissance, & lui prête un juste sujet, fondé dans le Droit des Gens, à s'opposer par des moïens violens aux entreprises injustes de cette premiere. Cette verité Fondamentale, a paru de tout tems si évidente à toutes les Puissances de l'Europe, que la jalousie même en s'armant contre l'agrandissement d'une Puissance, a emprunté plutôt quelque cause de Guerre juste selon le Droit de Gens en apparence, que de se justifier par le Pretexte de vouloir maintenir l'équilibre de la Balance de l'Europe. J'oserois presque vous defier de trouver un seul Manifeste de Guerre, de tous ceux qui ont paru pendant deux siècles, depuis Charles-

Charles-Quint , dans les Guerres qui ont été faites entre la France & l'Auguste Maison d'Autriche , dans lesquelles on ait allegué l'équilibre de l'Europe pour juste cause de la Guerre. Il paroît assez évidemment, qu'on a regardé l'équilibre de l'Europe , chose en elle-même imaginaire , comme une cause de Guerre repugnante à l'humanité & à la Justice.

Au reste , Monsieur , je souscris entièrement à votre sentiment, qu'il est difficile de juger sainement de ce qu'on croit qui fait ou qui rompt l'équilibre de l'Europe, aussi-bien que de trouver des moiens justes pour le conserver lorsqu'il est menacé d'être rompu. Souvent une Puissance peut faire acquisition d'un Etat fort éloigné des siens, dont la Conservation lui coûte davantage , qu'il n'en retire de profit, & de cette manière , cette Puissance s'affoiblit plutôt qu'elle ne s'accroît : souvent un Prince en augmentant ses Troupes , au-delà de son pouvoir , diminuë ses forces , en se plongeant dans des dettes beaucoup plus considerables que sa Puissance empruntée ne lui donne de profit. Comme nous regardons aussi peu dans les caisses des Princes , que dans celles des particuliers , & que nous ignorons par conséquent

léquent leurs Richesses ; il est très difficile de connoître comme une vérité démontrée, si un tel Prince est devenu plus ou moins Puissant ; or quelle injustice ne seroit-ce point d'attaquer une Puissance, & de tâcher de l'abimer sur le seul soupçon, ou sur la seule apparence, d'un pouvoir exterieurement aggrandi. Je vas plus loin & suppose le cas qu'on pût juger avec une certitude infailible de l'amélioration d'une Puissance Voisine, il y auroit néanmoins à considérer, qu'une Puissance peut s'accroître jusqu'à un certain degré, sans qu'elle se rende redoutable & sans qu'on puisse avec raison concevoir de la jalousie. Car sans cela les Guerres seroient continuelles en Europe & la Paix en seroit bannie pour jamais. Mais quel est donc le degré qui borne cette Puissance aggrandissante, & auquel les justes sujets de Guerre se rencontrent, pour s'opposer à cette force redoutable & demeurée préponderante ? Comme personne n'oseroit sans témérité hasarder de déterminer ce degré, quels seront les fondemens de la Paix de l'Europe, si on le fixe arbitrairement, & sur les simples apparences, & la Chimere de la Balance de l'Europe ? Ne sera-t'elle pas la source d'une Guerre éternelle, bien loin de servir à conserver la Paix ? Avec

Avec des principes si incertains & si éloignez de la Paix que vous mettez , Monsieur , pour fondement de vos réflexions , il n'est pas surprenant si vous regardez dans votre application , la Pragmatique Sanction *comme le Flambeau des Guerres les plus cruelles , & comme l'Epoque du malheur public , à supposer qu'on ne prenne point des mesures certaines autant que l'homme le peut , pour s'y opposer de bonne heure.* Comme on doit s'attendre d'un bon Politique , après avoir connu évidemment la source dangereuse du malheur public , a des remèdes pour les prévenir , je ne me promettois pas moins des réflexions sçavantes d'un Cosmopolite , que de trouver à la 17<sup>me</sup> page , quelques avis importans qui puissent prévenir cette malheureuse Epoque , & pour étouffer cette Guerre cruelle dans sa naissance : mais je me suis tout d'un coup aperçu avec surprise , que vous n'en parlez pas plus que s'il n'en fut point question.

Vous me permettrez donc ; Monsieur , de croire que le danger si pressant que vous tâchez d'insinuer au Public , n'est qu'une terreur panique , & que votre intention n'a été que de souffler la première étincelle pour mettre l'Europe

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

en combustion, quelque éloigné que vous prétendiez être de toute impartialité. Mais sans m'arrêter à des digressions plus longues, je ne m'éloignerai pas d'avantage de la chose même, & examinerai de plus près vos reflexions sur la Pragmatique Sanction.

Vous rendez justice à la Pragmatique Sanction, ou du moins vous affectez de la lui rendre, en trouvant loüable à un Pere de Famille de tous les états de la vie de chercher à assurer l'état de sa Maison. Vous avez encore raison de soutenir, qu'il faut que des pareilles dispositions d'un Pere se fassent solidement, & avec cette prévoyance qui évite les inconveniens à s'abandonner à l'incertitude des hazards. Il est vrai aussi que cette Reflexion est d'autant plus forte pour l'ordre des Princes ou des Souverains, que les suites qui résultent des fautes qu'ils commettent dans les affaires d'Etat, font naître de grandes difficultez. Mais de là il ne s'ensuit point que les dispositions anticipées des grands Princes dans les successions futures n'ont point lieu dans la suite. J'avoue qu'il y a quantité de dispositions des successions futures, qui n'ont point de succès, & que fort souvent elles ont cela de commun avec les autres affaires humaines, que la plupart



plupart n'arrivent point à leur perfection, & au but qu'elles avoient en vuë. Il est aussi constant qu'on trouve plus d'exemples de pareilles dispositions qui ont échoüé, qu'on n'en trouvera qui ont réussi. Cependant le siècle dans lequel nous vivons, nous fournit deux illustres exemples qui prouvent que les dispositions anticipées dans les successions d'une nouvelle Ligne, ne sont pas toujours sans succès.

L'un de ces deux exemples est la Succession de la Maison d'Hannovre destinée à la Couronne d'Angleterre par des dispositions du Parlement avant l'évacuation du Trône Britannique. L'autre est tout récent, & nous voions aujourd'hui l'Infant *Don Carlos* en possession du Duché de Parme, dont il est redevable aux dispositions de la Quadruple Alliance, par lesquelles le Chapeau de Duc fut assuré à ce Prince, lorsqu'il étoit encore dans le berceau. Puisque donc cette dernière négociation graces à la Providence divine & à la sage direction de *Charles VI.* est arrivée à son but, sans qu'elle ait laissé les traces d'une guerre sanglante; pourquoi la Pragmatique Sanction ne pourroit-elle pas avoir une aussi heureuse issue, lorsque le cas arrivera?

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Je ne sçaurois me contraindre de ne vous point faire remarquer les termes peu décens & plus que peu ménagés dans lesquels vous parlez de la Disposition Imperiale de 1713. vous dites , *que vous n'auriez point cru que l'Empereur songeroit jamais à faire d'un Pacte particulier de famille une Loi de l'Europe ; & que vous pensiez que , quelque garantie qui pût en être donnée par d'autres Puissances , elle n'auroit d'autre sort , que celui que dicteroit l'Etat de l'Europe lorsque le cas arriveroit.*

Pouviez-vous ignorer que , quoique les Pactes de succession des Souverains soient de la nature des négociations particulières , & ressemblient plutôt à un droit qui n'est que domestique , ces mêmes pactes néanmoins ont la force d'une Loi à l'égard des sujets qui sont dans la dépendance de la famille contractante. L'Empereur commet-il une injustice en jouissant d'un de ses droits de Souverain , en réglant la succession de sa Maison ; d'autant plus que les Sujets de la Maison d'Autriche ni trouvent aucun sujet de plainte ? D'ailleurs la Pragmatique Sanction s'arroge aussi peu le nom d'une Loi de l'Europe , que les dispositions de Succession dans les autres Etats de l'Europe ne le portent.

C'est

C'est le droit du Souverain de pouvoir librement disposer de la succession dans ses Etats , sans qu'un Etat voisin lui puisse faire la Loi , & limiter ou restreindre ce Droit , & ce seroit blesser le Droit des gens , que de déroger à un des principaux Droits d'un Souverain dans ses Etats. J'avouë que je ne sçaurois comprendre en quoi consiste l'injustice ou le crime d'Etat , lorsqu'on demande la garantie d'une disposition de succession juste dans tous ses points , promise d'avance par plusieurs Puissances. Lorsque je vois faire des efforts pour s'y opposer je ne sçaurois trouver d'autres raisons que celles que les uns se portent à cette contrariété , parceque cette garantie couperoit cours aux prétentions mal fondées qu'ils ont projetées de faire valoir avec le tems , & d'autres par la jalousie innée , & ennemie de la Maison d'Autriche dont ils souhaitent la destruction. Les Régles de la prudence veulent qu'on vise plutôt à ce qui peut arriver dans la suite , qu'aux apparences des conjectures que nous voions presentes. Comme nous n'avons pas le même pouvoir de disposer de l'avenir que du present , & que les événemens futures sont les suites des dispositions presentes , il s'ensuit

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE.  
SANC-  
TION.

nécessairement qu'on ne peut point blâmer ni comme imprudentes ni comme injustes celles par lesquelles nous anticipons de régler les événemens à l'avenir , dont le bon ou le mauvais succès , à cause de la relation la plus étroite qu'ils ont avec le présent , ne dépendent que de notre prévoyance. Au reste , quand même des intérêts particuliers auroient à l'avenir la force de porter l'une ou l'autre puissance à se dédire des engagemens par lesquelles elles se sont liées d'avance ; elles ne seroient point en état d'ôter la vigueur à cette négociation & la force de la Maison d'Autriche , qu'elle pourra tirer de ses Etats justement unis , jointe à la bonne foi des Puissances qui lui demeureront affectionnées & fideles, feront à l'aide de la Direction supérieure , assez puissantes pour rendre vaines toutes les entreprises de celles qui lui sont contraires ; d'autant plus que la Pragmatique Sanction est défendue par tout ce que la justice a de plus fort. Vous me permettrez , Monsieur , de vous temoigner ce qui m'a passé & ce qui m'a surpris au dernier point , c'est de voir que vous soutenez vos sentimens au mépris de la justice , & que vous passez un point si important avec

fi

si peu d'égard, comme s'il n'en étoit point question. Vous dites; *Que vous n'examiniez point si cette Pragmatique est conforme aux Loix de l'Empire, si elle ne repugne pas à la nature des différens fiefs que l'on veut à perpétuité comprendre sous un lien commun de vinculation ? S'il est dans l'Empire quelque Maison qui ait des droits contraires bien fondés, enfin si les Archiduchesses Josephines pourroient, ou non, réclamer en leur faveur les Droits du Sang ?* Vous soutenez encore que la Pragmatique Sanction a perdu déjà sa vigueur par les protestations vives de quelques Princes de l'Empire. Mais, comme en tout cela vous tablez toujours sur le même principe, qui met la chimerique balance de l'Europe pour fondement de toutes les négociations politiques, sans aucun égard à la Justice, fondement qui a déjà été renversé par l'endroit que j'ai rapporté de *Grotius*, je puis me dispenser de prouver la fausseté de cette conclusion, par un plus grand nombre de raisons. Aussi, comme ce n'est point dans cet endroit, que vous faites le plus souffrir à la justice, je pourrois le passer sans m'y arrêter. Cependant, pour faire voir, que le premier Decret Commissorial ne contient que des vérités irrefusables, savoir, ( ce sont les

propres termes de Sa Majesté Imperiale) *que la garantie, qu'on demande, ne tend au préjudice de personne & quelle n'a autre chose en vûe, que la conservation de ce qui appartient à Sa Majesté Imperiale sans qu'elle tende à faire tort à personne*; je réponds seulement en trois mots, que tout l'Empire a déjà levé à la pluralité des voix les deux premières questions, qui concernent leur Interêt, & ont confirmé d'un consentement unanime, que la Sanction ne repugne ni aux loix de l'Empire, ni à la nature des fiefs dependans de l'Empire. Mais lorsqu'il est question si les Etats de la Maison d'Autriche ont la qualité de fiefs feminins, & si après l'extinction des descendans mâles, ils doivent être regardez comme fiefs ouverts, & échûs à l'Empire, c'est une question, dont les Etats de l'Empire seuls peuvent avoir connoissance, & dont Mr. le Cosmopolite s'emancipe trop en voulant donner sa décision. A supposer même, que les Etats d'Autriche, n'eussent pas été qualifiez comme fiefs feminins, ne dépend-il pas du pouvoir des Etats de l'Empire, sans qu'ils soient dans l'obligation de consulter les Puissances étrangères, de les declarer pour tels, d'autant plus, que cette Declaration ne porteroit point préjudice à  
aucune

aucune branche mâle, & que le zèle & les égards que l'Empire témoigneroit en cela pour son auguste Chef & son illustre posterité, ne peut point être condamnée en dépit de la jalousie des ennemis de la Maison d'Autriche? A supposer que l'Empire n'eut accordé la qualité de fiefs féminins aux Etats Autrichiens, que tout nouvellement, quoique cette qualité ait déjà subsisté depuis quelques siècles, peut-il se récrier de quelque injustice, (*puisque volenti non fit injuria*) y a-t-il quelque Maison des Princes d'Allemagne, qui ait pu se plaindre avec justice que ses Droits en souffrent? Au contraire les Princes d'Allemagne ont toujours reconnu la justice de la Pragmatique Sanction, & ceux qui lui ont été contraire, n'ont pû couvrir leur opiniâtreté que par cette raison frivole, que la crainte des guerres, auxquelles cette Pragmatique pourroit donner naissance en revoltant les Puissances étrangères, sans qu'ils aient osé lui opposer un droit particulier de Maison. Même les Maisons Electorales, qui tâchent sous main de faire valoir les Prétentions des Archiduchesses Josephines, semblent se fier si peu à la justice de ces Prétentions, qu'ils n'ont point osé les nommer dans le temps qu'ils devoient être obligez par

nécessité de les objecter, en se voyant menacé de l'exclusion, qui fut une des principales vûes de la Garantie, lorsque l'Empereur la demanda. Or comme ils ont laissé passer le temps, dans lequel ils devoient produire leurs Pré-  
tentions en elles mêmes mal fondées, s'ils en eussent eu, il semble également injuste & inutile de faire soupçonner la validité de la Pragmatique Sanction par des doutes mal fondez, & dans des termes piquans & offensans, après que la chose est faite, & qu'on en a reconnu la justice & la validité.

Mais comme la principale objection dans vos Réflexions rouloit principalement sur la question, si la Pragmatique Sanction est, tant par rapport à l'Empire qu'à toute l'Europe, un juste sujet d'apprehender le joug de la Maison d'Autriche; je passe à l'examen de cet article & répondrai à la réflexion qui fait douter de la liberté de l'une & de l'autre. Or pour ne parler d'abord que de l'Empire, je ne vois point pourquoi il seroit deshonoré en établissant la Primogeniture féminine dans les Etats de la Maison d'Autriche.

Le Trône de la Grande Bretagne a-t-il été deshonoré par les Princesses qui l'ont occupé lorsque les descendans mâ-  
les



les sont venus à manquer & n'a-t-on pas introduit en Angleterre le Droit de Primogeniture feminine ? La Suede a-t-elle dérogé à sa dignité lorsque par une conclusion generale des Etats du Royaume elle mit la Couronne sur la tête d'Ulric ? Les loix fondamentales de ce Roiaume ne disposent-elles pas expressément, que l'aînée des Princesses doit être préférée à la cadete ? La Moscovie est-elle moins respectée , puisqu'elle reçoit la loi d'une Imperatrice ? Vous dites, Monsieur, que cette qualité feminine a encore des suites beaucoup plus à craindre , & qu'elle seroit le moien de faire accroître la grandeur de la Maison d'Autriche jusque-là , qu'il n'y auroit dans toute l'Allemagne de Maison qui pût par elle même balancer son Pouvoir. Vous concluez , que quiconque épousera à perpetuité l'héritiere de cette Maison , acquerera en même temps un droit forcé à la Couronne Imperiale , que personne ne lui osera disputer , & qu'ainsi l'Empire sera héréditaire , au mépris des loix les plus anciennes & fondamentales du corps Germanique. Après avoir fait ces changemens dans l'Etat politique de l'Allemagne, vous debitez par une longue Liste des suites les plus affreuses de Tyrannie dont l'Allemagne

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC  
TION

doit être menacé, qui, si elles pouvoient avoir réellement de l'influence sur la Pragmatique Sanction la feroit soupçonner comme la source des malheurs les plus affreux qu'on puisse redouter. Mais, ce danger, forgé par les Ennemis de la Maison d'Autriche comme le plus manifeste, n'est heureusement qu'une pure chimère. D'abord c'est une vérité constante que présentement la Maison d'Autriche ne gagne pas un pouce de terre de plus par la Pragmatique Sanction, & par conséquent il n'y faut point chercher la source de cet aggrandissement demeuré que vous faites tant apprehender. Au contraire, il est évident, que cette même Sanction ne déroge en rien à personne, & que les choses restent entièrement *in statu quo*. Quant à ce qui peut arriver dans la suite, les histoires des siècles passés nous font voir, que l'Etat de l'Empire Germanique n'a jamais eu des Epoque plus heureuses, que lorsque les Empereurs ont eu assez de pouvoir & de forces, pour maintenir la dignité & la grandeur de leurs Etats contre leurs Ennemis.

C'est, Monsieur, une vérité si démontrée, que vous ne pouvez que convenir de ce Principe. Vous y objectez, qu'un Prince formidable par sa Puissance, de  
défen-

défenseur devient ordinairement , ou peut devenir l'oppresséur , & que d'ailleurs la Pragmatique Sanction n'est point le moien d'assurer pour toujours un Successeur à la Couronne Imperiale. Qu'il peut arriver qu'un futur Empereur , Epoux de l'aînée Princesse d'Autriche meurt , & ne laisse que des enfans en bas âge , qu'en ce cas personne ne voudroit faire revivre les abus & les malheurs d'un long interregne , & que cependant tout bon Patriote souhaitera de voir le Trône Imperial remplacé le plutôt qu'il sera possible qu'alors il sera nécessaire de faire tomber la Couronne Imperiale dans une nouvelle Maison. Que de cette maniere cette Couronne se verra séparée de la Puissance réunie dans les Etats de la Maison d'Autriche par la Pragmatique Sanction ; qu'elle trouvera dans cette Maison , une Rivale & Ennemie trop Puissante , de maniere que cette séparation sera infailliblement la cause des Guerres les plus funestes , & des plus grands maux qui jamais ont désolés l'Empire. J'avoue volontiers , que le cas n'est point impossible , & que la Providence pourroit disposer les choses de cette maniere. Mais toute la Prudence humaine peut-elle prevenir par les précautions les mieux concertées , les desseins

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANCTION.

seins de la Providence ? Vous avoiez, vous même, Monsieur, dans vos réflexions, que la Providence, qui dispose souverainement des événemens, trompe souvent ce qu'on nomme la Prudence humaine. Pourquoi, n'attendoit-on pas avec patience & avec humilité ce que la providence a déterminé par rapport à la Pragmatique Sanction, sans qu'on ne néglige d'employer toute la prudence humaine pour prévenir les malheurs, qui peuvent menacer l'Empire ? Lorsque Sa Majesté Imperiale aujourd'hui glorieusement regnante monta sur le Trône Imperial, n'avoit-on pas sujet de craindre autant que jamais que Sa Majesté ne décédât en laissant seulement des Enfans en bas âge, & que pour éviter les maux d'un long interregne, on seroit obligé de faire tomber l'Election d'un Empereur dans une nouvelle Maison ? Malgré cette apprehension, a-t-on reçu ce tems là la nouvelle, que le Grand *Charles VI* avoit été revêtu de la pourpre Imperiale, avec une joie & un desir moins vif, & ne s'est-on pas abandonné à la sage Direction de la providence divine, avec une confiance respectueuse ? Le même cas peut encore arriver. Si, comme vous semblez le souhaiter, les Etats d'Autriche, tomboient aux Princesses.

Josep.

Josephines, ou à tout autre Possesseur, quelle Puissance pourra nous garantir, que nous ne voions un jour le Trône Imperial tôt ou tard occupé par un enfant ? Et la crainte que nous tâcherions de prévenir avec tant de précautions, en évitant la Succession des Princesses Carolines, ne peut-elle pas renaître avec autant de possibilité dans tout autre Successeur. Ne convient-t-il pas mieux qu'en implorant la grace du Ciel pour donner ses benedictions à la Pragmatique Sanction, nous nous reposions sur les sages Directions de la Providence, & que nous fassions dans la suite, lorsque nous serons dans cette nécessité, tout ce que la Prudence humaine nous dictera être convenable pour prévenir le mal qui se présente ?

Une bizarre vicissitude d'extrémités dans vos Reflexions, est qu'après y avoir établi une Prudence, par laquelle vous voudriez prévoir & régler d'avance tous les inconveniens & tous les cas qui, par le possible, peuvent arriver à l'infini, & jusqu'à la fin du monde, vous vous déchaînez avec tant de vivacité contre les précautions qu'on prend pour pourvoir à la succession future ; après le décès de l'Empereur *Charles V L.* vous dites, Monsieur, qu'on

DE LA  
PRAGMA-  
TIQUE  
SANC-  
TION.

qu'on n'a pas besoin de garantie , & que le savant Auteur de la Défense de la Pragmatique Sanction , en établissant que la garantie qu'on donneroit pour la succession de la Maison d'Autriche , seroit le moyen d'assurer le repos & la tranquillité de l'Empire Germanique , a allégué en vain l'époque de la mort d'Alexandre , & en general les Histoires Grecques & Romaines , pour représenter la nécessité qu'il y a de regler de bonne heure la succession à la Couronne Imperiale. Vous dites encore que les Monarchies Grecques & Romaines , ayant été formées par une infinité de conquêtes , qui ne cherchant qu'à se délivrer du joug sous lequel elles soupiroient , trouvoient l'occasion dans la division de ces Monarchies ; mais qu'aujourd'hui la disposition de l'Empire Romain est toute différente de celle de ces anciennes Monarchies ; qu'elle est regie par un fond & des principes de Droit , qui suffisent à regler la destinée de ses différentes parties. Qu'après la mort de l'Empereur , il n'est pas question de Conquerant qui ait intérêt de déchirer les entrailles de sa propre Patrie , ainsi que les Capitaines qui avoient servi sous Alexandre. Qu'il peut y avoir des Prétendants ,  
qu'on

qu'on n'a pas besoin d'armer & d'of-  
 fenser par des dispositions qui leur pré-  
 judicient, si leur titre est valable; &  
 que si leur droit est chimerique, on  
 peut laisser à l'Empire, qui autrefois a  
 décidé d'aussi grandes questions, le  
 soin de prononcer, & qu'enfin on ne  
 peut point prétendre encore la garan-  
 tie comme un droit, puisqu'elle n'a pas  
 encore été accordée par tout le Corps  
 Germanique.

Je réponds à ceci en peu de mots.  
 Quelle assurance avons-nous d'abord,  
 que les Prétendans n'entreprendront  
 point à faire valoir leur prétendu droit  
 par la force des armes? Quels moyens  
 trouver sans employer la force pour te-  
 nir les Prétendans tellement en respect,  
 qu'ils ne tâchent de maintenir leur  
 prétendu droit par la force d'armes,  
 s'ils ne veulent point se laisser convain-  
 cre de l'injustice de leurs prétentions?  
 Quelle espérance que ces Prétendans se  
 laisseront si aisément gagner pour se  
 désister de leurs prétentions, si elles  
 sont justes; après qu'ils ont hautement  
 protesté à la Diète de l'Empire, qu'ils  
 ne s'arrêteront point à une Conclusion  
 décisive, & que la pluralité des voix  
 fera sans effet, & que n'écoutant que  
 leur propre intérêt, ils prétendent uni-  
 quement

DE LA  
 PRAGMA  
 TIQUE  
 SANC-  
 TION.

quement par leur opposition annulent toutes les résolutions qu'on pourroit prendre en faveur de la Pragmatique Sanction? Or ne point se munir d'avance, & ne se pas mettre en garde contre des pareils Prétendans, seroit d'un côté une aussi grande simplicité; que ce seroit une Politique extravagante de vouloir prévenir à l'occasion de cette garantie, par prévoyance les suites qui, après plusieurs Siècles, pourroient arriver.

[ §. XI. ]

REFLEXIONS.

*D'un Patriote Allemand & impartial ,  
sur la demande de la garantie de la  
Pragmatique Imperiale.*

L'Etablissement de l'indivisibilité & primogeniture, en faveur de l'aînée des Archiduchesses, filles de l'Empereur, & la demande que l'on a fait à l'Empire d'en accorder la garantie *contra quoscumque*, forment un des événemens le plus intéressant de ce Siècle, pour l'Etat de l'Empire & pour son repos dans les tems à venir. Il est naturel que dans un Païs qui a produit tant  
de



de celebres Jurisconsultes , & dans lequel le droit public fait encore une des principales études de ceux qui se destinent aux affaires , cette disposition donne lieu aux plus profondes reflexions , & aux recherches les plus exactes des autoritez anciennes , qui doivent tant influencer sur le parti que le Corps Germanique doit prendre dans une occasion qui peut être l'époque , ou de son bonheur ou de son malheur. Ce seroit même manquer à ce qu'on doit à sa Patrie , que de laisser dans les tenebres du Cabinet les reflexions que l'on peut avoir faites sur une aussi grande matiere , lorsque leur publicité peut , en éclaircissant les doutes , mettre les Membres de cet illustre Corps Germanique en état de juger eux-mêmes sur des principes clairs & certains , de l'étenduë & des suites de ce qu'on leur demande.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE.  
SANC-  
TION

La disposition successoriale que l'Empereur veut faire revêtir de la garantie de tout l'Empire , ne peut souffrir que trop de contradictions , & il seroit à souhaiter pour ce Prince qu'au lieu de ne présenter aujourd'hui sa Pragmatique que comme une Loi faite *proprio motu* , & à laquelle l'Empire n'a plus qu'à souscrire , il eut réfléchi que ce

même

même Empire , selon toutes les Loix & toutes les Constitutions , devoit être consulté avant qu'il fut rien réglé , puisqu'il s'agissoit de grands Etats , ou de fiefs du premier ordre , dont il n'est pas permis , selon les plus illustres Jurisconsultes , de changer la nature & la qualité sans le consentement de toutes les Parties intéressées , directement ou indirectement. Cette conduite auroit été plus conforme aux Loix ou aux Usages reçus en Allemagne , & ce ménagement sembloit même être un devoir de la part d'un Prince , Membre de l'Empire , par les possessions qu'il y a , en même tems qu'il en est le Chef par la dignité à laquelle il a été élevé.

Pour mieux développer cette question, il est nécessaire d'établir des principes que l'on démontrera successivement , & desquels on tirera plusieurs inductions très-intéressantes pour tout l'Empire.

Premièrement donc on établit que la disposition successoriale que l'Empereur a faite , est toute nouvelle & contre les usages de l'Empire.

Secondement , on fera voir que cette espece de vincolation , sous une Loi commune , est contraire à la nature & à la constitution de la plupart des différens

ferens Etats qui forment aujourd'hui la puissance Autrichienne.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Troisièmement, on démontrera sur ces deux principes toutes les conséquences qu'on demande à l'Empire *contra quoscumque*, & de là naîtra naturellement la reflexion ; savoir, s'il convient au Corps Germanique de s'engager dans la garantie que demande l'Empereur : Entrons dans le détail des preuves.

Quand les autoritez anciennes que l'on va rapporter, ne prouveroient pas la premiere these que l'on a établie, la conduite de la Cour de Vienne feroit assez soupçonner qu'elle en a redouté la force & le poids. L'âge de l'Empereur, qui, selon l'ordre de la nature, lui promet un long Regne, étoit naturellement un motif pour ne point précipiter & forcer un arrangement aussi grand, s'il n'eut eu rien de contraire aux Usages & aux Loix : Cependant ce Prince a commencé par en faire la Loi lui-même, il n'a rien négligé, & a tourné toutes ses pensées à la faire accepter par toutes les Puissances de l'Europe. La crainte qu'il a eüe des oppositions de l'Empire, est aparemment ce qui l'a déterminé à rester dans le silence avec le Corps Germanique, quoique

Partie

Partie principalement intéressée , prévoyant sagement que ces oppositions étant une fois développées , les Puissances du dehors en feroient plus difficiles. Aussi ce Prince s'est-il proposé d'employer pour principale raison de détermination pour l'Empire , le consentement d'une grande partie de l'Europe. Il n'y a que cette raison de prudence qui semble pouvoir excuser la Cour de Vienne d'avoir attendu jusqu'à présent à consulter l'Empire , si l'on peut même appeler consultation , la déclaration d'une Loi faite , & que l'on donne comme une émanation légitime de l'autorité Imperiale. Ce n'est pas à la vérité le premier exemple d'une conduite pareille & aussi peu attentive pour un Corps respectable ; & si l'on ne rapelle que celui-ci , c'est qu'il est d'une telle importance & considération , qu'il éloigne les autres objets , & les rend moins sensibles , & que d'ailleurs il s'en conserve des vestiges authentiques dans les listes de griefs , dont il est bien-tôt , pour ainsi dire , un aussi grand nombre qu'il y a d'articles de la Paix de Westphalie , & de la Capitulation Caroline.

L'ancienne Allemagne connoissoit peu l'usage de l'indivisibilité des grands fiefs ,

fiefs , & les Possesseurs formoient , ou de leur vivant , ou par Testament , des partages entre leurs enfans ; c'est ce que nous voyons arrêté par *Engelbrechtus* , *Andr. Knichen* , *Paul Langius* , *Commingius* , & beaucoup d'autres. L'Histoire en fournit des exemples continuels , & l'Etat de l'Allemagne le prouve encore , puisqu'au lieu de quatre Duchez qui en ont formé la totalité , nous la voyons divisée en une infinité de petits Etats , dont la plupart doivent leur consistance aux fameux Traitez de Westphalie.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANCTI-  
ON.

Même lorsque l'Empereur Charles IV. voulut par la Bulle d'Or , donner ou préparer un nouveau relief au Corps Germanique , il n'établit la primogeniture & l'indivisibilité que dans les Electorats , & laissa subsister l'ordre de succession tel qu'il étoit de toute ancienneté dans les autres Principautez ou Etats.

Cet arrangement de Charles IV. n'empêcha cependant pas qu'encore depuis , le Palatinat , la Saxe , le Brandebourg , & la Baviere , n'essuyassent des partages de familles. En effet , nos Ancêtres se sont accoutumés difficilement à un privilège qu'ils s'imaginoient être incompatible avec cette égalité de tendresse , que la Religion demande aux  
Peres

Peres pour tous leurs enfans, & ce que *Didacus Savedra*, & *Ferstnerus* ont dit de l'utilité de l'indivisibilité, n'a pas facilement trouvé des sectateurs, ou des aprobateurs.

Ce n'est pas d'aujourd'hui à la vérité que les Princes de la Maison d'Autriche, ont prétendu avoir des privilèges & des prérogatives dont aucune Maison ne jouissoit; mais pour vouloir consolider leurs prétentions contre toutes atteintes, ils ont donné des armes contre eux-mêmes. Combien est-il de ces privilèges multipliez à l'infini, & alleguez par la Maison d'Autriche, qui ne doivent leur naissance qu'à la feconde partialité de ses Jurisconsultes, & leur accreditemment qu'à la foiblesse ou à l'ignorance des Auteurs contraires? Telle est par exemple cette Constitution prétendue faite en 1156. à Ratisbonne par Frederic I. & par laquelle les Autrichiens ont crû pouvoir prouver le droit d'indivisibilité & même de primogeniture féminine dans leur Maison. En voici les paroles.

*Inter Duces Austria qui senior fuerit Dominium habeat dicta Terra, ad cujus etiam seniozem filium jure hereditario deducatur, &c.*

*Nec*

*Nec Ducatus Austria ullo unquam* DE LA  
*tempore divisionis alicujus suscipiat se-* PRAGMA  
*ditionem , &c.* TIQUE  
 SANC-

*Et si Dux Austria sine herede filio* TION.  
*decesserit , idem Ducatus ad Seniores*  
*filiam quam reliquerit devolvatur.*

Mais cette Piece n'a jamais été rapor-  
 tée que par peu d'Auteurs , encore par  
 simple extrait. D'ailleurs , mille faits &  
 circonstances de l'Histoire de ce tems-  
 là , que l'on peut réserver pour des  
 écrits plus étendus que ne sera celui-  
 ci , donnent presque des certitudes phy-  
 siques contre la vérité de cet Acte , &  
 font juger qu'il a été supposé & imagi-  
 né long-tems après , lorsque les vûes de  
 la Maison d'Autriche s'étendant davan-  
 tage , ont eu besoin du secours de quel-  
 ques autoritez revêtues du masque de  
 la vrai-semblance.

En suposant même pour un moment  
 cette Piece véritable , quelle induction  
 en pourroit-on tirer en faveur de la  
 Pragmatique ? Prenons cet Acte de  
 1156. dans sa plus grande étendue , il ne  
 pourra porter que sur l'Autriche pro-  
 prement dite , & pas même sur aucun  
 des Etats voisins qui depuis y ont été  
 joints. Cet Acte ne peut pas être su-  
 posé avoir d'effet pour des réünions ,

qui à la vérité pouvoient arriver , mais qu'on ne pouvoit alors ni préjuger ni prévoir. Ce que l'on vient de dire acquiert un nouveau degré d'autenticité, par ce qui s'est passé jusqu'à nos jours par rapport à l'ordre de succéder dans la Maison d'Autriche.

En effet , cet Acte de 1156. ne fut d'aucune considération à l'extinction des mâles de la famille de Babenberg , puisque Rodolphe , Comte de Hapsbourg , exclut violemment les filles qui restoient de cette Maison , & que delà jusqu'au tems de Frederic III. il n'y a pas le moindre doute que le droit de primogeniture n'a point eu lieu.

L'Empereur Maximilien I. & le Roi Ferdinand le Catholique , avoient projeté le partage de leurs Etats entre Charles & Ferdinand freres. Charles V. ceda à son frere tous les Etats Autrichiens en Allemagne , & ce ne fut que successivement que les Couronnes de Boheme & de Hongrie furent réunies sur sa tête.

Les trois fils de Ferdinand I. partagerent entr'eux sa succession.

Lorsque Maximilien II. maria en 1571. sa fille Anne au Roi d'Espagne Philippe II. elle fit des renonciations en faveur de ses trois freres Rodolphe ,  
Mathias



Mathias & Albert , sans aucune clause de primogeniture entr'eux.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Le pacte de famille fait entre Philippe III. Roi d'Espagne & Ferdinand Archiduc de Stirie , enfin le partage fait depuis entre celui-ci & son frere Leopold , sont autant de preuves récentes que les Etats de la Maison d'Autriche n'ont point jouï de l'avantage ni du droit de l'indivisibilité , & qu'en cette partie les Auteurs passionnez pour cette Maison , n'ont aucun titre par lequel ils puissent contredire la premiere these que l'on a établie au commencement de cette dissertation. Ajoutons encore une autre preuve , à laquelle il n'y a pas de réplique.

Si ces prétendus privileges avoient été bien fondés , de quelle nécessité auroient été les renonciations faites , entr'autres par les Archiduchesses filles de l'Empereur Joseph ? Une renonciation suppose toujours un titre selon les termes du droit : *Renunciatio habet tacitam juris succedendi agnitionem*. Tant de précaution eut été superflue , & l'affectation avec laquelle ont été dressées les renonciations des deux Archiduchesses que l'on vient de citer , n'est-elle pas au contraire un aveu tacite qu'on alloit contre toutes les règles de

succession établies même dans la Maison d'Autriche, c'est-à-dire la divisibilité ?

Quand même on voudroit par quelque subtilité attaquer cette vérité, pourroit-on résister au témoignage même des Traitez de Rastadt & de Bade ? par ces Traitez on a cédé les Pais-Bas à l'Empereur pour être possédez *selon l'ordre de succession établie dans la Maison d'Autriche*\*, & les Etats de Naples & de Milan pour être possédez *comme au tems de Charles II. R. y d'Espagne*, Cette distinction & cette différence ne font-elles pas une preuve complète qu'il n'y avoit point encore dans la Maison d'Autriche un ordre de succession uniforme & commun à toutes les parties de sa Domination ? Et l'Empereur ne semble-t-il pas l'avoir reconnu tacitement lui-même, en admettant ces cessions avec cette différence de conditions totalement opposée à la disposition domestique qu'il lui avoit plu de faire ? Mais ces mêmes Traités seront examinés plus au long dans la suite de ce Mémoire, & l'on a voulu seulement donner ici par un Acte public de notre tems une nouvelle demonstra-

\* L'on développera ailleurs le véritable sens de ces

tion de ce que l'on a avancé.

DE LA  
PRAGMA-  
TIQUE  
SAN-  
TION.

Les Partisans de la Maison d'Autriche demanderont sans doute si la nouveauté de cette disposition est une raison pour la faire condamner ou la rejeter, & ils se plaindront de ce que l'on semble vouloir ôter à la Serenissime Maison Archiducal le droit d'établir une primogeniture qui existe déjà dans presque toutes les familles un peu illustres d'Allemagne. Cette plainte assurément porteroit à faux, puisque l'on a point cette intention. Nous sçavons que les Princes de l'Empire ont cette faculté avec le consentement de l'Empereur & de l'Empire. Nous voulons même adopter l'opinion des Jurisconsultes \*, qui attribuent aux femelles l'aptitude à exercer la supériorité territoriale. Et par conséquent nous conviendrons que sur ce fondement la primogeniture peut à la rigueur être établie en faveur des femelles. Mais qu'on reconnoisse au moins qu'il n'y a point dans l'Empire d'exemple de pareille primogeniture; & de cet aveu, auquel on ne peut se refuser, nous passerons à une seconde reflexion: C'est qu'au moins une pareille disposition, plus elle est nouvelle, & même con-

\* *Tiraquellus, Bessius, Milerus.*

traire à l'opinion des Jurisconsultes qui estiment la divisibilité nécessaire & convenable *quand les Etats sont fort distans les uns des autres*, plus elle doit être mûrement examinée & pesée dans la balance de l'équité avec les intérêts réels & personnels, qu'on la doit juger avec d'autant plus de rigueur; & qu'on le peut sans offenser la Majesté Impériale, qui doit elle-même être le bouclier de la justice.

C'est donc sur ce fondement, & sans vouloir attaquer la dignité Impériale, ni la renfermer dans des bornes trop étroites, que l'on va passer à l'examen de la seconde Thèse.

Pour valider un règlement pareil à celui dont il s'agit, il faut 1. Que nulle Loy n'y soit contraire. 2. Que ce soit avec le consentement de tous ceux qui peuvent y avoir quelque intérêt. 3. Que les Sujets & les Ordres Provinciaux le confirment par serment. 4. Enfin que le Chef de l'Empire y joigne le Sceau de sa confirmation.

Il n'est pas douteux que les Loix, Droit & Privileges de plusieurs des Etats de la Maison d'Autriche combattent l'établissement de la Pragmatique, & que par conséquent elle pèche en ce premier & principal point : Ce qui  
l'ébranle

l'ébranle par les fondemens. Parcou-  
rons les differens Etats possédez par la  
Maison d'Autriche.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

AUTRICHE. L'on ne parlera point  
du Cercle d'Autriche proprement dit,  
ou du moins l'on conviendra que l'Em-  
pereur pouvant le regarder comme le  
patrimoine de ses Peres, est le Maître  
d'en disposer à son gré : Mais par les  
raisons que l'on a rapportées à l'occasion  
de l'Acte de 1156. on ne peut pas por-  
ter le même jugement sur la Carin-  
thie, le Tirol & la partie de la Suabe,  
qui n'ont été réunis sur la tête du pos-  
sesseur de l'Autriche, qu'à differents  
titres & conditions, comme on est en  
état de le prouver par une déduction  
historique sur chacun de ces Etats.

BOHEME. A l'égard de la Boheme, la dis-  
cution, ou l'examen n'en peut assurément  
pas être favorable aux vuës de l'Empe-  
reur. A ne la regarder que comme Electo-  
rat, elle ne peut jamais être assujettie à  
la primogeniture feminine, mais seule-  
ment masculine, comme tous les autres  
Electorats, en vertu de la Bulle d'Or;  
par consequent au cas de mort de  
l'Empereur sans enfans mâles, elle dé-  
viendroit un fief ouvert à l'Empire, &  
dont il ne pourroit être disposé que du  
consentement & du scû de tous les

membres du Corps Germanique. Si on la considère comme un Royaume , nous retrouverons que c'est un Etat qui de tout tems a eu le droit de s'élire des Maîtres , qui en a plusieurs aveux de la part des Empereurs , entr'autres une très-authentique dans la Bulle d'Or Chap. 7. §. 8. quoique les Auteurs Partisans de la Maison d'Autriche aient essayé de donner à ce chapitre un sens opposé , mais forcé ; & qui a exercé ce même droit souvent contre le gré & les intentions des Princes de la Maison d'Autriche , que les siècles précédents ont vû ne parler que par prières & recommandations aux Etats de Bohême assemblez.

Il est vrai que la Maison d'Autriche , depuis la révolution terminée par la malheureuse affaire de Prague , a prétendu que les peuples de Bohême étoient déchus de tous privilèges : Mais de bonne foi peut-on supposer qu'un événement purement accidentel , arrivé dans un tems où toute l'Allemagne étoit en combustion , & occasionné même , on le peut dire , par la conduite de ceux qui exerçoient l'autorité des Princes de la Maison d'Autriche , ait pû abolir & effacer des droits aussi anciens que le Royaume de Bohême , & confir-

confirmés par un usage constant & jamais varié? Peut-on supposer avec quelque apparence d'équité que de-là la Bohême soit devenuë juridiquement un patrimoine de la Maison d'Autriche, & qu'à l'extinction des mâles de cette Maison, les Etats de Bohême ne doivent pas *jure postliminii* rentrer dans la jouissance du privilège qu'ils ont de mettre sur leur Trône telle Princesse Autrichienne qu'ils jugeront à propos? Rien ne seroit si violent que de vouloir fixer leur choix, & rien ne seroit si illégitime que de regarder comme suffisant un consentement que l'autorité des Empereurs arracheroit ou auroit arraché aux Etats de Bohême.

En effet comment peut-on croire que ces Etats osassent faire la moindre résistance à ce que l'Empereur voudra exiger d'eux? Cependant ont-ils par aucun Acte libre que ce soit, adopté la qualité d'Etat Patrimonial de la Maison d'Autriche? Ce seroit cependant la seule chose qui pourroit supposer que le fief seroit changée de nature, & ce n'en seroit pas une preuve complète & suffisante. Il faut donc conclure que rien n'est plus contraire que la Pragmatique à la nature réelle & fondamentale du Royaume de Bohême.

DE LA  
PRAGMA-  
TIQUE  
SANCTI-  
ON.

MILANEZ. L'on a toujours vû observer dans le Duché de Milan la succession lineale cognatique , & quoique les Autrichiens soutiennent que la cessation des droits de Marie Therese , auxquels : *Art. 30 du Traité de Bade* peut être regardé comme une renonciation , a fait revivre ceux de Marie Ayeule de Charles VI. ce qui seroit une grande question de droit : il n'est pas moins vrai que le Duché de Milan est un grand fief de l'Empire , qu'il est dans le cas de l'engagement que l'Empereur a pris dans sa Capitulation *Article 11. de réunir semblables fiefs au Corps de l'Empire pour l'entretien de la dignité Imperiale &c.* Or peut-on supposer que la cession faite par la France ait pu préjudicier aux droits de l'Empire , ou que l'Empire en ratifiant ce Traité en général ait compté prescrire contre lui-même , & que cela puisse , sans une clause formelle , faire évanouir l'engagement précis de la Capitulation Imperiale ? D'ailleurs il faut convenir que l'on est dans une étrange & monstrueuse obscurité sur l'état actuel du fief de Milan. L'on ignore si l'Empereur s'en est investi lui-même ou sa fille : supposé le dernier cas , ce seroit encore une autre monstruosité , puisqu'il n'est au-

CUR



cun exemple dans l'Empire que pareil fief ait été donné ou assuré à un Mineure ; que même cela seroit contraire aux usages du Duché de Milan , qui n'admettent point de Souverain étranger , & que cet Etat seroit en droit de demander à l'Empereur , qui il se propose de prendre pour Gendre , afin que l'on soit en état de juger , *Num Marius sit feudi capax* ? Combien y a-t-il même de Jurisconsultes qui établissent & prouvent par des exemples , qu'une Princesse ne peut & ne doit pas se déterminer sur le choix d'un Mari , sans consulter les Etats Provinciaux de son Païs. Tels sont *Betsius* , *Milerus* , *Arniseus* , *Besoldus* , &c. Ainsi par rapport au Duché de Milan la Pragmatique est aussi un acte de violence , dont l'irrégularité n'est point couverte par la démarche que l'on fait pour avoir le consentement de l'Empire , puisque la Loi a été faite d'abord *proprio motu Imperatoris* , ce qui n'a pû avoir pour objet que de contraindre & de forcer le Corps Germanique , dont l'acquiescement même ne corrigeroit qu'imparfaitement ce défaut primordial de la Pragmatique. Dans la règle donc , & selon la Capitulation Caroline , le Duché de Milan devroit passer à celui , qui après

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

la mort de l'Empereur sans enfans mâles. porteroit la Couronne Imperiale. L'Empereur voudroit-il indiquer par cette disposition que le Mari de sa fille auroit un droit à cette Couronne ? Non, on ne peut pas croire que ce Prince voulût montrer d'avance à l'Empire les chaînes qu'il lui prépareroit. Il faut encore rapeller ici un trait raporté par *Goldastus*. C'est la réponse que Maximilien fit à Louis XII. qui vouloit faire valoir ses droits par sa femme sur le Milanez. *Louis ne peut selon les Loix & Coutumes de l'Empire être heritier du Milanez, car jamais les fiefs de l'Empire ne passent aux femmes.*

NAPLES & SICILE. Il y auroit aussi plus d'une objection à faire par raport aux deux Siciles. Il n'est pas douteux que l'Empereur a manqué envers le Pape essentiellement, & d'une maniere qui rendroit nulle selon les règles la disposition Imperiale, puisqu'elle est offensante pour la Cour de Rome, qui avoit droit d'exiger qu'on la consultât avant que de disposer d'un fief qui relève d'elle : Ainsi ce n'est pas directement au Corps Germanique à s'en plaindre, mais c'est assurément pour lui une forte raison de ne pas se charger par sa garantie *contra quoscumque*, d'un démérite

démérite qui peut un jour être relevé avec tant de fondement par le Saint Siège Apostolique. Cela ne seroit pas même encore vraisemblablement à faire, si la Puissance Imperiale en Italie comme ailleurs, n'étouffoit par toutes les voix qui pourroient s'élever contre les irrégularités qui en font le soutien, mais non pas la justice.

DE LA  
PRAGMA-  
TIQUE  
SANC-  
TION.

HONGRIE. Il seroit aisé de faire voir plus clair que le jour, que les Hongrois ont toujours eu le droit d'élire leurs Rois, & qu'il n'y a point d'artifices qui n'aient été employés successivement pour effacer jusqu'aux moindres traces de ce privilege : Mais que ces efforts ont été vains ! L'Histoire est remplie de faits qui rapellent une vérité toujours également affligeante pour la Maison d'Autriche.

Un des titres le plus authentique des Droits des Etats de Hongrie, est le Règlement que fit en 1222. le Roi André, qui déclara que les Etats auroient à jamais le privilege de la libre Election : il y ajouta seulement une clause qu'il est important de rapporter ici : *Quod si vero nos vel aliquis Successorum nostrorum aliqua unquam dispositioni nostre contraire voluerit, liberam habeant harum auctoritatem, sine nota alicujus*

*alicujus infidelitatis, tam Episcopi quàm alii Jobagiones ac nobiles universi & singuli presentes & futuri posterique, resistendi & contradicendi nobis & nostris successoribus, in perpetuam facultatem.*

Si cet Acte est le plus solide des privileges des Hongrois, les Autrichiens rapportent pour soutenir ou colorer leurs prétentions, le decret des Etats de Presbourg de 1687. La maniere tumultuaire & peu légale avec laquelle ce decret fut fait, pourroit donner des armes suffisantes pour combattre sa validité : Mais sans vouloir entreprendre une discussion plus étendue, il suffit de faire voir que les Autrichiens sont mal fondez à prétendre que le decret de 1687. détruit entierement ce que portoit celui de 1222. sur la libre élection. En effet le decret 1687. ne détruit réellement que la cause *quod si vero nos &* qui pouvoit paroître contraire à la dignité du Souverain, & sujette à des inconveniens. L'Empereur Leopold Art. 3. de son Decret promet en son nom, & au nom du Roi d'Espagne & de tous les héritiers mâles de la Maison d'Autriche, que l'ordre de succession au terme de l'Art. 15. du Decret de 1222. sera observé en cas d'extinction de tous les Mâles.

L'Empe-

L'Empereur Joseph lui-même lorsqu'il prêta serment comme Roi de Hongrie, promet formellement d'observer le Decret du Roi André, excepté seulement la clause du 31. Art. qui commence *quod si vero nos &* jusqu'aux mots *in perpetuam facultatem*.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Cette partie du serment de L'Empereur Joseph n'est-elle pas une suite de la Déclaration de Leopold que l'on vient de rapporter, & peut-on mieux caractériser la véritable étendue des engagements que les Rois de Hongrie vouloient, & devoient remplir ? Ainsi rien en tout cela qui soit contraire au droit de libre Election, au moins en cas d'extinction des mâles de la Maison d'Autriche.

Cette vérité trouve une entière démonstration dans la Déclaration que les Etats de Presbourg en 1687. Art. 2. & 3. voici les termes de l'un & de l'autre.

*Se in recolendam memoriam beneficiorum quod sua Casarea Majestas immanem Christiani nominis hostem à dulcissimâ Patriâ propulsaverit, illos & non alios pro Regibus suis hereditariis in perpetuum habituros esse quam eos, qui ex propriis alia memorata sua Casarea & Regia*

*Regia Majestatis lumbis descendunt Mascululos primogenitos & heredes jure primogenitura & sanguinis sibi in infinitum succedentes.*

*Quod si vero ejusdem Majestatis Caesaræ semen masculinum deficere contingeret, ex tunc succedat in Regnum Hungariæ & partes eidem annexas Serenissimi Hispaniarum Regis Domini Caroli II. ordine primogenitura mascula progenies &c.*

Mais ce n'est pas tout, on prévient ensuite ce qui arriveroit au cas qu'il n'y eut point de mâles d'aucune des deux branches. Et pour ce cas il est dit :

*Tunc avita & vetus approbata consuetudo in Electione Regum suum locum habeat, & ad mentem Art. 31. de Anno 1222. observetur.*

Quoi de plus clair que cette disposition, qui porte successivement sur tous les cas que la prudence humaine peut prévoir. pouvoit-on penser qu'aucun des Successeurs entreprendroit de faire quelque règlement contraire ? Si cela avoit été possible, les Etats de presbourg de 1687. auroient

roient-ils jamais consenti à la suppression de la clause *quod si vero nos*, &c. ? Ils ont pu compter sur la bonne foi dont les Autrichiens leur donnerent alors tant d'assurances réitérées.

Que l'on ne dise point que par les révoltes & les mouvemens intérieurs arrivés en Hongrie, ces Peuples sont déchus de tous privilèges. On veut supposer pour un moment que ces mécontents ont été coupables. Les règles du Droit public, ni aucune autorité de Jurisconsultes peuvent elles donner lieu de soutenir que toute une nation doive être châtiée d'un crime d'un petit nombre ? Ce seroit une jurisprudence monstrueuse. D'ailleurs l'Empereur Leopold lui-même ne remit-il pas en 1687. toute peine afflictive à Teckeli & ses partisans ? L'Empereur regnant n'a-t-il pas, après les troubles de Hongrie arrivés dans ce siècle-ci, accordé une entière amnistie aux mécontents le 27. Mai 1711. & confirmé en même tems les privilèges de la Nation en ces termes :

*Regni Hungariae & Transilvaniae juribus, libertatibus, & immunitatibus inviolatè & sanctè confirmatis.*

Ce ne fut qu'au moyen de cette condition

dition *sine qua non* , que ces Mécontens firent leur serment de fidélité , dont il faut rapporter les termes :

*Postquam sacratissima sua Majestas Regni Hungariae & Transilvania jura, leges & libertates, tam in politicis quam in Ecclesiasticis per se, suosque Successores sanctè conservanda promiserit : Ego juro per Deum vivum, &c.*

Il ne reste pas même aujourd'hui le prétexte illegitime , que des Conseillers peu scrupuleux pourroient suggerer à leur Maître , qu'un Prince n'a pas pû être engagé par ses Prédecesseurs. C'est l'Empereur regnant qui a adopté tous les engagements de ses Prédecesseurs. Quelque raison d'interêt personnel que l'Empereur puisse avoir de faire une disposition aussi nouvelle , peut-il y en avoir aucune pour les Etats de Hongrie , de se priver d'un droit aussi ancien & aussi authentique ? Et l'Empereur , s'il est bien conseillé , peut-il espérer qu'en quelque tems que ce soit , la voix de ces anciens privileges ne s'élève avec force contre l'exécution d'une Pragmatique , qui réduit ce grand Royaume en simple Province de la domination Autrichienne.

Cette



Cette matiere seroit inépuisable , mais l'on s'est proposé de renfermer ces premieres reflexions dans des bornes peu étenduës Il suffit de montrer par un simple crayon la verité pure.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

PAIS-BAS. L'on n'entrera même pas dans aucun détail sur ce qui regarde les Pais-Bas. L'on remarquera seulement combien il est singulier que l'ordre de succession établi par Charles V. observé pendant tant d'années , ainsi que l'Empereur regnant l'a reconnu lui-même , & selon lequel les Traitez de Rastadt & de Bade ont cédé les Pais-Bas à l'Empereur , se trouve tout d'un coup changé en un nouveau. Car on ne peut pas supposer que les termes de ces Traitez , par rapport à cette cession , soient une reconnoissance tacite de la Pragmatique , parce qu'elle en a précédé de quelques mois la conclusion. C'étoit une Loi domestique encore , & pour ainsi dire ignorée , dont jamais on n'avoit seulement osé parler ; & l'on ne peut pas bien concevoir comment l'Empereur a prétendu ou espéré concilier deux choses aussi contradictoires l'une avec l'autre.

Cette courte déduction ne démonstre-t'elle pas suffisamment qu'il n'y a presque aucun des Etats possédez par l'Em-

l'Em-

l'Empereur, aux Loix, Couûumes, Usages ou Privileges desquels, la nouvelle Pragmatique ne fasse violence & ne donne atteinte ?

Une des conditions necessaires à l'autenticité de la Pragmatique, est le consentement de toutes les Parties interessées. L'on ne se propose pas de traiter de la validité des renonciations connues, telles que celles des deux Archiduchesses Josephines. Il faut même, pour ne point attaquer l'état sistematique de l'Europe, respecter cette matiere.

Mais pareilles renonciations peuvent-elles rien contre le droit des tiers ? Et leur plus exacte observation n'assûre point encore l'exécution des vûes de l'Empereur.

Le consentement de quelques-unes des Parties ne suffit pas, il faut celui de toutes. Celui de la fille cadette de l'Empereur regnant même est necessaire. Or cette Princesse est mineure, & il y a une infinité d'exemples que le Conseil Aulique, sous l'autorité des Empereurs, a refusé de confirmer des établissemens de primogeniture, lorsqu'il y avoit des Mineurs hors d'état de donner leur consentement, & il y a même peu ou point d'exemples qu'au-

cun

cun établissement de primogeniture ait eu lieu quand il y a eu des enfans mineurs ; ou du moins en pareil cas , il faudroit selon les regles nommer des Curateurs qui stipulassent pour les Mineurs , & promissent par serment l'acte de confirmation en tems de majorité. Cependant il ne paroît pas que l'on ait observé aucune de ces formalitez.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANCTI-  
TION.

Toute renonciation que la Reine de Portugal , mariée avant l'établissement de la Pragmatique , auroit fait , ne suffiroit pas pour remplir de sa part ce qui seroit nécessaire pour valider la Pragmatique , puisque pareille renonciation ne peut pas être interpretée comme un consentement direct à une chose qui n'existoit pas. Tous les enfans sortis de ce Mariage sont dans le cas que leur consentement est aussi indispensable , & l'on peut dire que l'Empire ne pourroit pas sans un grand danger , & sans autoriser l'abandon de toute sa jurisprudence , garantir cette Pragmatique tant qu'il manque aucune des choses nécessaires pour la rendre légitime.

Après le consentement des Parties principales intéressées , il faut celui des Sujets & Etats Provinciaux de chacune des parties de la domination Autrichienne ,

chienne , & c'est la troisiéme clause que nous avons établie comme nécessaire & indispensable

Les exemples entr'autres de Rodolphe I. & de Mathias démontrent cette vérité : Celui-ci sur tout , lorsqu'il ceda l'Autriche à son oncle Ferdinand , auroit-il recherché & demandé le consentement des Etats Provinciaux de l'Autriche , s'il n'y avoit pas eu une véritable obligation ?

Cela est encore , pour ainsi dire , plus de regle dans les Païs où il y a un fond d'Etats , dans lesquels a résidé une autorité de Gouvernement & un pouvoir législatif. Tels sont la Bohême & la Hongrie.

Il faut avouer cependant que c'est ici un des endroits du Memoire , sur lequel les Autrichiens ont le plus d'avantage en apparence , parce qu'ils soutiendront comme libre un consentement qui n'aura que les dehors de la liberté , & qui dans le fond sera l'effet d'une autorité absolüe , à laquelle on craint de résister ouvertement. Mais peut-on croire , après tout ce qu'on vient d'exposer sur le fond du droit , que les Parties intéressées aient négligé la seule ressource que l'équité a laissée contre l'oppression & la contrainte ?

L'on

L'on veut dire celle des protestations. L'on sçait qu'en Hongrie il y en a eu plusieurs faites , & l'on ne peut pas douter que le même usage & le même remede n'ait été employé d'ailleurs. Si la preuve n'en existe pas aujourd'hui , elle se manifestera en son tems , mais un peu tard malheureusement pour ceux qui auront eu la foiblesse & la complaisance de s'engager dans un chemin obscur & inconnu.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Mais l'Empereur est-il en état de produire à la Diète de ces sortes de consentemens , quels qu'ils soient , de toutes les différentes parties de sa domination ? La Diète peut-elle se dispenser de les demander & de les examiner ? Et ce qu'elle negligeroit à cet égard , ne seroit-il pas une nouvelle preuve de ce que peut l'autorité supérieure , & en même tems un vice que pourroient alléguer dans la suite ceux qui , rigides observateurs du Droit , prétendoient qu'en pareille matière tout a été de rigueur ?

Enfin la solennité des Lettres de confirmation de l'Empereur & de l'Empire est nécessaire. Ce principe naît de l'usage assez constant de l'Empire. Deux des plus illustres sont ceux des Maisons de Hesse & de Brunswick : Mais il peut

ici

ici s'élever une question, savoir si l'Empereur a besoin de cette confirmation, puisque lui-même est avec l'Empire le dispensateur de ces graces envers les autres. Il faut en revenir au principe que nous avons établi précédemment, qu'en ceci l'Empereur doit être regardé comme membre de l'Empire, dépendant de sa décision, & cela disjonctivement & abstraction faite de sa qualité de Chef. Frederic III. Empereur, ne fut-il pas obligé de demander à l'Empire la confirmation de quelques Privileges en faveur des differens Princes de sa propre Maison? On peut même demander ici si l'Empereur peut être Juge dans sa propre cause, & si ses suffrages doivent dans une affaire de cette nature avoir quelque activité? Il a été des tems où l'on auroit bien osé mettre ce point en doute, & même il y a des exemples que le suffrage de Boheme entr'autres a été refusé, lorsqu'il s'agissoit d'affaires personnelles aux Empereurs. Aujourd'hui il ne faut pas espérer de voir triompher à cet égard les vrais & solides principes. Mais avant que l'Empire décide & donne son Acte de confirmation, il faut encore lui rapeller une espece de droit que Ludolphe, un des plus fameux Juriscon-

risconsultes Allemands se propose à lui même dans son *Traité de la primogeniture*. *De deux freres*, dit-il, *possesseurs d'Etats differens*, *il en meurt un sans Enfans* : *ses Etats passent à l'autre*. *Ces Etats doivent-ils après la mort de ce dernier frere passer à l'ainé de ses Enfans, ou bien être partagés ?*

Cet illustre Jurisconsulte décide, que si ces *Etats réunis pour un moment ont été séparés précédemment*, & que l'*union ne soit pas accompagnée de tout ce qui la rend rigoureusement legitime*, il faut qu'ils soient divisés de nouveau sur autant de *testes qui ont des droits pareils*, & que l'*ainé ne pourroit pas sans injustice exclure les Cadets*. En effet une vincolation accidentelle ne doit point alterer la nature des fiefs, & ce seroit les détériorer, parce que ce seroit les mettre dans une espece de servitude reciproque, qui attaqueroit l'indépendance de chacun. Grotius est du même sentiment dans son *Traité du droit de la Paix & de la Guerre*, *Livre 2. Chap. 9. §. 9.*

Venons à l'application. Les *Etats de la Maison d'Autriche* ont été de tout tems, comme on l'a fait voir, sujets à la divisibilité, & de nos jours même nous avons vû former le partage de la plupart des *Etats qui sont aujourd'hui*

réunis sur la tête de Charles VI. C'est donc le cas exactement de la décision que nous venons de rapporter.

S'il restoit encore beaucoup de ces grands hommes comme les *Ludolphe*, les *Grotius*, ils ne balanceroient pas à décider pour le retour du partage, comme plus conforme à la pureté du droit & aux lumières de l'équité.

Enfin il sera toujours vrai que l'Empire auquel on demande un engagement si redoutable, ignore quel sera le Gendre que l'Empereur choisira pour l'ainée des Archiduchesses ses filles ? & par conséquent si ce Gendre sera capable de posséder des fiefs de l'Empire ? *Num sit feudorum capax*, ainsi qu'on l'a dit précédemment. La Loi donc n'est pas égale, & c'est vouloir abuser de sa supériorité que d'exiger une garantie dont les suites dépendent tant du choix du Prince pour qui il s'agit de prononcer au préjudice des usages, des Loix & des Coutumes Germaniques.

En effet la demande de l'Empereur exige la plus sérieuse attention. La Garantie *contra quoscunque*, porte une prodigieuse étendue. C'est demander à l'Empire de prononcer contre les droits des tiers, chose contraire à la jurisprudence même que l'Empereur a tant de

soin



soin d'observer dans tous les Actes qui émanent de son autorité seule, ou de la sienne & de celle de l'Empire conjointivement, puisque l'on pourroit toujours par une clause formelle au droit des tiers : Clause qu'aujourd'hui cependant l'Empereur ne souffriroit pas dans le Resultat de l'Empire, *gleichs Gutachten*, parce que quoiqu'elle soit souvent comminatoire, elle contiendrait une espece de réserve à la vérité très-légitime, mais peu conforme aux vuës de la Cour de Vienne. C'est vouloir armer les sujets contre les sujets mêmes, & assurer à l'Empire les malheurs d'une Guerre sanglante, chose contraire à une des clauses de l'*Article 4.* de la Capitulation Caroline.

De quel droit par exemple, l'Empire peut-il prononcer contre les privilèges d'Etats, qui, s'ils apartiennent aujourd'hui à un Prince Allemand, & au Chef de l'Empire, peuvent un jour par un effet de leur liberté naturelle, n'avoir plus aucun lien avec l'Allemagne ? Et ces mêmes Etats ne se pourroient-ils pas plaindre de voir le Corps Germanique s'arroger un droit chimerique, & s'ériger en Juge sur des matieres qui ne sont pas de sa competence ?

La Pragmatique en quelques-uns de

ses effets n'est pas moins contraire au 2. qu'au 11. Article de la Capitulation Caroline.

Les Traitez que l'Empereur a fait avec des Puissances étrangères portant la Garantie de sa Pragmatique , sont contraires à la clause du 6. Article de la même Capitulation Caroline : *Que l'Empereur ne fera point de Traité au préjudice de l'Empire.* Quoi de plus préjudiciable à l'Empire que de voir poursuivre une ordre de succession , sur lequel lui-même n'a point été consulté , & sur lequel il n'a point encore prononcé.

Cette même Garantie peut commettre l'Empire avec de grandes Puissances de l'Europe : Sa tranquillité est fondée sur le maintien du Traité de Bade. L'exactitude de l'observation des Traitez se juge en grande partie , & en bien des cas par la manière dont on se conforme à l'esprit qui en a été la base. Or il est certain que celui de Bade n'a pas été fait dans l'esprit d'un ordre général de succession tel qu'on le veut établir aujourd'hui , puisqu'il en suppose deux. C'est donc vouloir changer le système de l'Europe relativement auquel ce Traité a été négocié & conclu. Nous y avons été parties contractantes par notre rati-  
fica-

fication. Comment pourrions-nous donner les mains à une alteration aussi considerable & aussi évidente du Traité de Bade, sans nous exposer aux marques de ressentiment d'une Puissance aussi grande que la France, qui pourroit avec fondement nous en demander raison ? Ne seroit-ce pas la même chose de notre part, que si la France ou l'Espagne par quelque arrangement que ce fût, changeoit le système des Successions tel qu'il a été estimé nécessaire, & qu'il a servi de baze au retablissement de la Paix, & à la cessation d'une trop sanglante & trop funeste Guerre ?

L'Empereur ne manqueroit pas dans un cas pareil de nous représenter le système de l'Europe ébranlé, & de nous exciter contre l'alteration de l'esprit des Traitez. Nous convient-il de donner un aussi dangereux exemple ? Loin de nous y prêter, ne devrions-nous pas au contraire faire nos plus humbles représentations à sa Majesté Imperiale & pourroit-elle se dispenser de prêter l'oreille à nos justes allarmes ?

Les exemples passés ne doivent-ils pas nous rendre sages sur nos propres intérêts ? N'avons-nous pas vu l'Empereur Charles V. préparer à Ferdinand le chemin à la Couronne de Roi des Ro-

main par la cession des Etats Allemands de la Maison d'Autriche. Les mesures & la resistance de nos Ancêtres purent-elles empêcher le succès des vûes de Charles V. ? Ne devons-nous pas craindre que notre Garantie n'ouvre le chemin à un second exemple pareil , & pourrions-nous espérer d'être écoutés lorsque nous reclamerions l'Article de la Capitulation Caroline , par lequel il est dit : *Que l'on ne fera pas sans peine un Roi des Romains* ? Encore Charles V. avoit un pre-texte que n'a point l'Empereur regnant, c'est-à-dire les occupations du Gouvernement de l'Espagne qui pouvoient faire diversion à ceux qu'il devoit au Gouvernement de l'Empire.

Ignorons-nous le sort des Testamens ou des dispositions qui portent sur d'aussi grands objets ? L'épuisement de presque tout les Etats de l'Europe , nous en rappelle encore tous les jours de tristes preuves. Notre concours de plus ou de moins arrêtera-t-il ceux , qui , le cas arrivant, voudroient faire valoir des prétentions qu'ils suposeront bien fondées ? Pourquoi nous rendre partie dans une affaire dont nous ne connoissons point les suites , ou qui pour mieux dire ne nous en laisse entrevoir que de trop grandes ? Faisons les vœux les plus sinceres  
pour

pour la conservation de l'Empereur re-  
gnant , mais laissons à la Providence  
le soin d'aussi grands événemens. Toute  
notre prévoyance est inutile auprès de  
l'immutabilité de ses desseins , & reser-  
vons-nous à décider , lorsque les con-  
jonctures nous permettront de le faire ,  
avec certitude que nous travaillerons  
pour le bien , la tranquillité , le bonheur  
& la gloire de notre chere Patrie.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE.  
SANC-  
TION

## [ §. XII. ]

## EXAMEN DES REFLEXIONS

*D'un Patriote Allemand Impartial ,  
sur la demande de la Garantie de la  
Pragmatique Imperiale.*

**I**L a paru sur la fin de l'année passée,  
à Ratisbonne , un Ecrit imprimé sous  
le titre de *Reflexions d'un Patriote Alle-  
mand Impartial sur la demande de la Ga-  
rantie de la Pragmatique Imperiale*. Le  
but qu'on se propose dans cette Disserta-  
tion est de semer des doutes dans l'es-  
prit des Illustres Membres du Corps  
Germanique au sujet de l'ordre de suc-  
cession , établi dans les Etats de la Mai-

son d'Autriche, & d'empêcher, s'il étoit possible, les sages mesures, que l'Empereur a prises, pour assurer le bonheur & la tranquillité de la Patrie. L'Auteur a beau se déguiser sous un Caractere emprunté. Le faux zèle dont il est rempli pour les interêts de l'Empire, la haine indiscrete qu'il porte à son Auguste Chef, & la violente inclination qu'il témoigne pour une Puissance voisine, l'exposent trop à la vûe & le font connoître à travers le masque, sous lequel il essaie en vain de se cacher. Il est vrai cependant, qu'il écrit d'une maniere assez specieuse pour imposer à des personnes peu instruites des justes vuës de sa Majesté Imperiale & de leurs propres interêts : Et c'est-là précisément une des raisons, qui m'ont fait prendre le dessein d'examiner ces Reflexions de plus près, & de lever les difficultés, formées contre l'Authenticité & les avantages de la Pragmatique Sanction. D'ailleurs cette matiere est devenuë si interessante pour toute l'Europe, qu'on ne sauroit assez l'aprofondir, & que c'est rendre service au Public, que de la mettre dans tout le jour possible.

L'important est de savoir, si l'Empereur a été en droit de disposer de la succession éventuelle dans les Païs héréditaires

taires de la maniere qu'il l'a fait par sa Déclaration du 19 Avril 1713. & si, en établissant cette Loi successoriale, il s'est exactement conformé aux Constitutions & aux usages de l'Empire?

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE.  
SANC-  
TION.

L'Auteur trouve infiniment à redire à la conduite de sa Majesté Imperiale à l'égard de ces deux grands points. Pour en faire voir l'irregularité, il tâche d'établir, *que la loi de succession, que l'Empereur a faite, est toute nouvelle & contre les usages de l'Empire.*

Il prétend faire voir de plus, *que cette espece de Vincolation sous une loi commune est contraire à la Nature & à la Constitution des differens Etats qui forment aujourd'hui la Puissance Autrichienne.*

Sur ces deux principes il se propose de démontrer toutes les conséquences de l'engagement *contra quoscunque*; & de là il fera naître la reflexion, savoir, *s'il convient au Corps Germanique de s'engager dans la Garantie que demande l'Empereur?*

Pour combattre ces principes dans les formes & pour en établir de plus solides & de plus équitables, je reduirai mes considerations à autant de chefs. Animé d'un pur zèle pour la verité & pour

L 5 les

les intérêts de la Patrie, je n'avancerais rien qui n'y soit très-convenable ; mais j'aurai soin en même tems de conformer mes expressions au respect infini, dû au premier Monarque du Monde : devoir que le Patriote prétendu a négligé d'une manière également imprudente & contraire aux Constitutions expressees de l'Empire. Venons au fait.

L'Auteur prévoyant qu'un Esprit libre & pénétrant ne peut manquer de s'appercevoir du foible de ses raisonnemens, songe dès le commencement à éblouir le lecteur par un sophisme des plus grossiers.

*L'Age de l'Empereur, dit-il, qui selon l'ordre de la nature, lui promet encore un long regne, étoit naturellement un motif pour ne point précipiter & forcer un arrangement aussi grand, s'il n'eût eu rien de contraire aux usages & aux loix.*

Se feroit-on imaginé, que les sages précautions, que Sa Majesté Imperiale a prises, pour préparer un bonheur solide à ses Etats, eussent pû un jour servir de prétexte, pour soupçonner la droiture de ses intentions ? Tout Prince qui a véritablement à cœur la prospérité des Etats soumis à sa domination, non con-

teur



tent d'y conserver le calme pendant sa vie, doit songer de plus à l'y faire durer au de-là de ce terme & de pourvoir d'avance à tout ce qui pourroit l'alterer après son décès. L'Empereur se voyant sans enfans mâles après plusieurs années de mariage & prévoyant sagement les inconveniens qui s'ensuivroient inman-  
cablement, au cas que la mort vint à le surprendre dans cette circonstance; pou-  
voit-il de trop bonne heure concerter les mesures convenables pour prévenir ces  
pernicieuses suites ? Une vie toujours également éloignée de la fin ne pouvoit  
rassurer ses Sujets sur un événement si funeste. Il n'y avoit que l'établissement  
sur & inébranlable d'une loi de succes-  
sion dans ses Païs héréditaires, qui fût  
capable d'y maintenir le repos & d'en  
empêcher une ruine infaillible. Bien loin  
donc de tirer d'une démarche si néces-  
saire & si mûrement concertée des con-  
séquences odieuses, on est forcé d'y re-  
connoître les soins sinceres & efficaces,  
que Sa Majesté Imperiale a pris du bien  
de ses Etats, dont les interêts sont si  
étroitement liés à ceux de toute l'Alle-  
magne : & jusques-là l'induction fautive  
de l'Auteur se réduit à une Petition de  
principe absurde & indigne d'un hom-  
me raisonnable.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Il en est de même de celle qu'il tire de ce que l'Empereur a travaillé à faire accepter la Garantie de la Pragmatique par les Puissances étrangères, avant que de la demander aux Etats d'Allemagne. Pour peu qu'on soit imbû des maximes d'une saine Politique, on se convaincra aisément, qu'il a été fondé & même obligé d'en user ainsi. La Garantie de l'Empire ne suffisoit pas, pour assurer d'une manière assez efficace l'exécution des vûes salutaires de Sa Majesté Impériale & pour empêcher les malheurs d'une sanglante guerre. L'appui des Puissances étrangères étoit sur tout nécessaire pour cet effet. On prévoioit même qu'une grande partie des Etats d'Allemagne se regleroient sur la conduite que ces Puissances tiendroient dans cette occasion. Par conséquent, sans s'arrêter à des formalités vaines & périlleuses, l'Empereur devoit saisir l'occasion, dès qu'elle parût favorable, pour les engager à exécuter ses volontés, qui d'ailleurs tendoient évidemment à leur avantage particulier : & comme l'introduction de l'Infant DON CARLOS en Italie lui en fournissoit une, doit-on être surpris, qu'il s'en soit prévalu d'une manière, qui ne porte aucun préjudice ni aux Droits & Privileges de l'Empire, ni

à ceux des différens Etats qui lui appartiennent. Du reste je laisse au Lecteur à décider, si c'est l'imprudence, ou la témérité de l'Auteur, qui a le plus de part aux épithètes flétrissantes & injurieuses, dont il ose qualifier les desseins de Sa Majesté Imperiale & de son Auguste Maison.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Après ces coups en l'air, l'Auteur en vient à la bonne guerre. *L'ancienne Allemagne*, dit-il, *connoissoit peu l'usage de l'indivisibilité des grands fiefs, & les Possesseurs formoient, ou de leur vivant, ou par testament, des partages entre leurs enfans.* Il prétend le démontrer par l'autorité de quelques Savans, par des exemples tirés de l'Histoire, & par l'Etat présent de l'Empire.

Quand même ce seroit par le nombre d'Auteurs, & non pas par le poids des raisons, que l'on devroit juger de cette controverse, le Patriote se flatteroit en vain de la voir décidée en sa faveur. Après les MARIANA, les SAYEDRA, les SCHILTERUS, les FORSTERUS, les LUDOLPHUS, on pourroit nommer une infinité d'autres, qui sont pour l'indivisibilité des fiefs. Il seroit même aisé de faire voir, que les Auteurs, que le Patriote a allégués, ne sont pas en effet d'un sentiment contraire, & qu'il ne les

a pas bien compris, faute de distinguer les Períodes & les Epoques différentes de l'Histoire d'Allemagne. Mais il y auroit trop peu de sûreté à se reposer sur d'autres, à l'égard d'une matiere si importante. Faisons usage de nos propres lumieres. Mettons-nous devant les yeux l'état de l'ancienne Allemagne, & tâchons de nous éclaircir par-là, si l'indivisibilité a eu lieu dans les siècles passés, dans les grands fiefs de l'Empire, ou non.

Il n'est pas besoin pour cet effet de pénétrer dans les tenebres d'une Antiquité trop reculée. Ni TACITE, ni aucun Historien ancien, ne nous apprend rien de positif à ce sujet. Passons d'abord au tems des Carlovingiens. On y doit raporter à la verité l'origine des principaux fiefs de l'Empire. Mais comme dans le commencement les Possesseurs de ces fiefs n'étoient qu'autant de Vice-rois & de Gouverneurs, on conçoit aisément qu'il ne leur étoit pas permis d'en disposer à leur gré & de les faire passer à leurs héritiers; de sorte qu'on ne sauroit tirer parti de-là pour l'ordre de succession dont il s'agit.

Ce n'a été que dans les siècles suivans, que le Droit de succession s'introduisit insensiblement dans les fiefs, par une  
côu-

coutume qui devoit son origine à la concivence des Empereurs, & qui se fortifia par les troubles & les guerres intestines, qui survinrent dans la suite & qui mirent tout sans dessus dessous en Allemagne. Les Possesseurs commencerent dans ce tems-là à transmettre leurs terres à l'un de leurs fils, qui en étoit d'ordinaire l'aîné, en quoi ils avoient encore quelque égard à la nature des Fiefs, qui suivant leur institution originaire devoient être le partage d'un seul. Voilà comment le Droit d'indivisibilité & de Primogeniture a pris naissance chés les Allemands. Il auroit été à souhaiter que les Etats de l'Empire eussent toujours suivi un usage si salutaire, & qu'après s'être acquis un pouvoir plus étendu sur les fiefs, il ne leur eût jamais pris fantaisie de former ces partages funestes, qui eurent la vogue alors, & qui mirent la Patrie à deux doigts de sa ruïne. Cependant ces mêmes Princes ne furent gueres longtems sans ressentir les tristes effets de ces démembrements, & s'apercevant de leur faute passée, ils songerent aussi tôt à y remédier, en ramenant de nouveau l'union indivisible dans leurs Etats, & en l'y établissant d'une manière plus fixe, par le moien des Privileges Imperiaux & des conventions de famille.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANCTION.

le, dont ils se munirent pour cet effet : d'où vient qu'il y a actuellement fort peu de familles illustres en Allemagne, qui ne jouissent du Droit d'indivisibilité & de Primogeniture.

Je conviens que les partages, dont on vient de parler, paroissent encore dans le grand nombre de petits fiefs, qui se trouvent dans l'Empire. Mais de-là on ne peut pas inferer, que la divisibilité y ait été d'un usage perpétuel.

J'en viens à la Maison d'Autriche en particulier. Ce País a eû de tout tems le bonheur d'être gouverné par des Princes très-sages & qui ont pris un soin particulier de sa conservation. HENRI DUC d'Autriche obtint de FREDERIC I. un Privilege, par lequel, entre autres prérogatives, le Droit d'indivisibilité & de Primogeniture y fut établi en faveur de tous les deux Sexes. C'est ce Privilege dont l'Auteur ose attaquer l'authenticité. Mais, quoique cet Acte se trouve dans des Auteurs Contemporains & impartiaux, (\*) on pourroit le lui accorder pour un moment. Il est soutenu par tant d'autres d'une pareille force, que quand même il viendroit à manquer, l'ordre de succession, fixé par là, ne laisseroit

(\*) Par exemple, dans la *Chronique d'Autbourg*.

seroit pas de subsister invariablement. L'Empereur FREDERIC II. après l'avoir confirmé en 1246. l'étend jusques aux Etats & Terres annexées à l'Autriche , tant pour lors , que pour le tems à venir. RODOLPHE I. CHARLES IV. SIGISMOND & CHARLES V. l'ont fortifié par de nouvelles confirmations. Dernierement il a été renouvelé sous FERDINAND III. par son Testament de 1621 , & sous LEOPOLD , par le partage fait en 1703. entre les deux Rois ses fils. Il faut être fort ignorant , ou fort temeraire , pour oser revoquer en doute l'existence d'un droit appuyé sur des fondemens si fermes & si solides.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Les doutes , que l'Auteur forme contre l'étendue de ce Privilege , ne sont pas de grand poids. On lui accorde de grand cœur , que l'Acte de FREDERIC I. se borne à l'Autriche proprement dite. Qu'il le retranche tout à fait s'il veut. Celui de FREDERIC II. & generalement tous ceux , qui dans la suite ont été faits à ce sujet , ne laissent pas de demeurer dans leur entier. On y trouve l'étendue de ces Privileges déterminée en termes formels.

Les exemples que le Patriote allegue , pour prouver que ces Réglemens n'ont pas été scrupuleusement observés , ne  
font

font rien au sujet. Il faut soigneusement distinguer ici *inter factum & jus*. D'autre côté, il est permis à un chacun de ne pas profiter d'un bénéfice accordé en sa faveur. Un Prince peut justement renoncer à la Succession totale des Terres, dont il hérite, ou en céder une partie à ceux qui y ont droit immédiatement après lui. Il n'y en a que trop d'exemples dans les siefs même, où l'indivisibilité est reçue de notoriété publique. Mais cela ne donne aucune atteinte aux Loix & Conventions successoriales, & n'empêche pas, que ceux des successeurs, qui aiment mieux posséder leurs Etats en indivis, ne le puissent faire, à l'exclusion de leurs Coheritiers.

Les Renonciations des Archiduchesses, filles de l'Empereur Joseph, suggèrent à l'Auteur une nouvelle instance: Comme les Renonciations supposent toujours un titre, il déduit de-là, que ces Princesses en ont eu effectivement sur les Etats de Sa Majesté Imperiale. Mais il est aisé de lui faire entendre raison là-dessus. Ce n'est souvent qu'un titre faux & présomptif, qui donne lieu aux renonciations, & ce n'est que par précaution, par coutume, qu'on les emploie en ce cas-là. Celles dont il s'agit, sont d'un certain sens superflues puisqu'elles n'ont pour  
objet



objet aucun droit réel & fondé. Elles ne sont nécessaires, qu'entant qu'elles servent à ôter tout sujet de contestation, qui pourroit un jour naître à cette occasion.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Passons à la dernière objection que l'Auteur fait contre l'étendue de la Loi successoriale. Il soutient que l'Empereur a reconnu en quelque façon lui-même, que les Païs qu'il possède jouissent à cet égard de différents droits, & il allègue, pour le prouver, les *Articles XVIII. & XXX. du Traité de Rastadt.* Dans le premier le Roi de France consent, *que l'Empereur entre en possession des Païs-Bas Espagnols pour en jouir, selon l'ordre de succession établi dans la Maison d'Autriche.* Dans le dernier, il lui cede le Royaume de Naples & le Duché de Milan, *ensemble de tous les droits attachez auxdits Etats d'Italie, ainsi que les Rois d'Espagne les ont exercés depuis Philippe II. jusqu'au Roi dernier décédé.* Mais à examiner ces droits de près, on n'y découvre rien moins que ce que l'Auteur prétend y voir. Il est vrai qu'on y emploie les termes usités dans les formules de cessions, On y fait mention encore de la maniere de succeder dans les Païs-Bas. Mais on n'en fait point de

de celle qui est reçue dans les Etats d'Italie. On en demeure là-dessus en des termes généraux qui n'emportent ni l'uniformité, ni la différence de l'ordre de succéder dans ces Païs-là. D'ailleurs il paroît assez clairement par l'*Article XVIII.* qu'il n'y a point d'opposition entre posséder ces Etats à la maniere des Rois d'Espagne, & y succéder à la maniere des Archiducs à Autriche, puisqu'on y trouve ces deux façons de parler combinées, par raport aux Païs Bas, & que le Roi Très-Chrétien ne consent à l'ordre de succession reçu dans la Maison d'Autriche, qu'après en avoir accordé la possession telle que les Rois d'Espagne l'ont eue.

Concluons de tout ceci, que l'usage de l'indivisibilité est tres-ancien en Allemagne, que la Primogeniture, tant feminine que masculine, a été introduite depuis plusieurs siècles dans les Etats héréditaires de S. M. I. & que par conséquent la Pragmatique, loin d'établir rien de nouveau à cet égard, n'est qu'une récapitulation, explication & confirmation de tant d'autres, qui l'ont précédée, suivant qu'il y a été marqué exprès. Il seroit aisé de montrer de plus que la primogeniture feminine n'est pas si rare en Allemagne, ni particulière

ticuliere à la Maison d'Autriche, comme l'Auteur prétend l'insinuer. Les Ducs de *Lorraine*, de *Juliers*, de *Cleves*, de *Bergue*, de *Brunsvic*, & plusieurs autres Fiefs de l'Empire en pourroient faire foi. Mais une pareille discussion m'éloigneroit trop de mon sujet, & me feroit sortir des bornes que je me suis prescrites.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION:

L'Auteur, pour établir sa seconde thèse, que pour valider un engagement pareil à celui dont il s'agit, il faut 1<sup>o</sup>. *Que nulle Loi n'y soit contraire.* 2<sup>o</sup>. *Que ce soit avec le consentement de tous ceux qui y ont quelque intérêt.* 3<sup>o</sup>. *Que les Sujets & Ordres Provinciaux le confirment par serment :* 4<sup>o</sup>. Enfin que le Chef de l'Empire y joigne le sceau de sa confirmation. Après avoir posé ces principes, il soutient que la Pragmatique Sanction pèche dans le premier & principal point. Voions ce qui en est, & parcourons avec lui les differens Etats possédés par S. M. L.

AUTRICHE. L'Auteur ne parle pas de l'Autriche proprement dite. Il convient que l'Empereur en peut disposer à son gré. *Mais on ne peut pas*, dit-il, *par les raisons qu'on a rapportées à l'occasion de l'Acte de 1156. porter le meme jugement sur la Carinthie, le Tirol*

& la partie de la Suabe, qui n'ont été réunis sur la tête du possesseur de l'Autriche qu'à différens titres & conditions, comme on est en état de le prouver par une déduction historique sur chacun de ces Etats. Il paroît par ce que l'on a dit précédemment, touchant le privilege de Frederic I. que quand même on le retrancheroit entierement, on auroit de quoi se consoler. Ceux de Frederic II. & de Charles V. ont suffisamment suppléé à ce défaut. Voici l'endroit du premier dont il est question.

„ *Volumus etiam, ut si Districtus &*  
 „ *Ditiones dicti Ducatus (Austriæ) am-*  
 „ *pliati fuerint exhereditatibus, donatio-*  
 „ *nibus, vel quibuscunque aliis devolutio-*  
 „ *num successibus, prefata jura, privile-*  
 „ *gia & indulta ad augmentum dicti Du-*  
 „ *mini Austria plenariè deferantur.*

On trouve la même clause dans l'Acte de Charles V. Du reste l'Auteur auroit rendu service au Public, en indiquant les différens Tierres & Conditions sous lesquelles la Carinthie, le Tirol, &c. ont été incorporés à l'Autriche, & qui y empêchent selon lui, l'établissement d'une Loi de succession pareille à celle dont il s'agit. On avouë franchement qu'on s'est donné des peines inutiles pour les trouver.

BOHEME

BOHEME. L'Auteur apporte deux raisons pour demontrer que la Pragmatique est tout à fait incompatible avec les Droits & Privileges de ce Royaume. *A ne le regarder*, dit-il, *que comme Electorat*, il ne peut jamais être assujetti à la Primogeniture feminine, mais seulement masculine, comme tous les autres Electorats, en vertu de la Bulle d'Or.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Le Patriote auroit dû faire attention que la Boheme, pour avoir été érigée en Electorat par l'Empereur Charles IV, ne laisse pas d'avoir ses Droits & Privileges à part & differens de ceux des autres Electorats. Il n'est pas besoin d'entrer dans le détail de toutes ces prérogatives & singularitez. Il suffit de prouver par le texte même de la Bulle d'Or, que Charles IV. n'a pas voulu changer par cet Acte l'Ordre de succession établi dans ce Royaume, ni en disposer comme des autres grands Fiefs de l'Empire.

» *Si vero aliquem ex hujusmodi Prin-*  
» *cipatibus ipsorum Imperio sacro vacare*  
» *contigerit, tum Imperator, seu Rex*  
» *Romanorum, qui pro tempore fuerit, de*  
» *ipso providere debet & paterit, tan-*  
» *quam de re ad se & Imperium legitime*  
» *devoluta: salvis semper Privilegiis &*  
» *Consuetu-*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

» *Consuetudinibus Regni nostri Bohemiae su-*  
» *per Electione Regis, in casu vacationis,*  
» *per Regnicolas faciendâ, juxta continen-*  
» *tiam eorumdem Privilegiorum & obser-*  
» *vata consuetudinem diuturnam à Di-*  
» *vis Romanorum Imperatoribus, seu Re-*  
» *gibus obtentorum.*

De-là il paroît clairement que la première raison que l'Auteur allègue n'est fondée que sur son ignorance extrême des Droits des differens Etats de l'Empire. Il en est autant de la seconde. Il est surprenant que l'Auteur cite en sa faveur l'endroit de la Bulle d'Or que je viens de rapporter, où il est marqué exprès, que les Bohémiens n'ont droit d'élire leurs Rois, qu'au cas de vacance, selon les Privileges, Usages & Coutumes accordés par les Empereurs, ou Rois des Romains. Ces paroles sont autant d'armes qu'il me met lui-même en main pour le combattre. Il n'y a point de Privilege Imperial ou Royal dans la Bohême, qui cadre ici, que celui de *Frederic II.* que *Charles IV.* avoit confirmé peu de tems avant la publication de la Bulle d'Or. En voici l'endroit qui confirme l'Election du Roi de Bohême.

» *Electionem Regis Bohemiae in casu*  
» *duntaxat & eventu quibus de genealo-*  
» *giâ*

» *già , de progenie , vel semine aut pro-*  
 » *sapia masculus vel femella superstes le-*  
 » *gitimus , quod Deus avertat , nullus fue-*  
 » *rit oriundus , vel per quemcunque alium*  
 » *modum vacare contigerit , ad Prælatos ,*  
 » *Duces , Principes , Barones , Nobiles*  
 » *& Communitatem regni & pertinentia-*  
 » *rum ejusdem pertinere.*

L'Empereur fondé sur des Droits & Privileges si authentiques , n'a que faire de se prévaloir du *Droit de Conquête* , pour maintenir dans cet Etat un ordre de succession , qui y a été en usage durant tant de siècles , & les Bohémiens se flâteroient en vain de rentrer , *jure postliminii* , dans la jouissance de l'élection libre , tant qu'il y a des enfans mâles ou femelles , de la Maison d'Autriche , capables de succéder dans ce Royaume.

MILANEZ. Il y a eu dans les siècles passez de vives disputes au sujet de l'ordre de succéder reçu dans ce Duché. Il est vrai que la posterité masculine de *Mathias Visconti* , lequel après s'être emparé du Gouvernement de cet Etat , y fut confirmé par *Henri VII.* s'y est conservée pendant l'espace d'un siècle entier. *Wenceslas* l'érigea en Duché en faveur de *Jean Galeas* & de ses descendans mâles , comme il paroît par ses

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Lettres d'investiture. Mais les mâles ayant manqué ensuite dans la personne de *Philippe Marie, Charles*, Duc d'Orleans, & *François Sforce*, prétendirent y succéder; le premier du chef de *Valentine* sa mere, & fille de *Jean Galeas*, & le dernier du chef de *Marie Blanche* sa femme, & fille naturelle du dernier Possesseur. Quoique l'Empereur *Frederic III.* soutint en même tems que ce Fief étoit dévolu à l'Empire, il en demeura à des protestations pendant que ses Competiteurs en vinrent aux armes. Le sort favorisa tantôt les uns, tantôt les autres, jusqu'à ce que *Charles V.* en ayant dépouillé les François, pour cause de felonie, & la famille des *Sforce* ayant fini peu de tems après avec *François Sforce*, en investit *Philippe II.* son fils, & mit fin aux contestations qui avoient été agitées jusques-là avec tant d'animosité & d'effusion de sang, par la clause suivante qu'il inséra dans sa Lettre d'investiture de 1549.

» *Deficiente vero linea masculina, suc-*  
» *cedat & succedere debeat in dicto Me-*  
» *diolanensi Dominio & Comitatibus Pa-*  
» *pie & Angleria, cum eorum pertinen-*  
» *tiis, filia primogenita, ejusdemque pri-*  
» *mogenita primogenitus masculus, idem-*  
» *que ordo successionis intelligatur & ser-*  
» *vetur*



« *vetur in secundo , tertio & quarto gra-*  
 « *du , genitis filiabus , ita ut alii filii , aut*  
 « *filie , nullum jus pratendere possint ad*  
 « *Ducatus & Comitatus.*

DE LA  
 PRAGMA  
 TIQUE  
 SANC-  
 TION.

Cet acte a été confirmé par *Ferdinand*  
 I. *Ferdinand II.* & *Leopold.*

Voilà une courte déduction histori-  
 que sur la maniere de succeder dans le  
 Milanez , par où il paroît qu'il est faux ,  
 generalement parlant , qu'on y ait tou-  
 jours vû observer la succession lineale  
 cognatique, On convient cependant ,  
 qu'en vertu de la Constitution de *Char-*  
*les V.* les descendans de *Marie Therese*  
 auroient eu droit à ce Duché ; après  
 que la posterité masculine de la Bran-  
 che Espagnole d'Autriche eut défailli  
 en *Charles II.* Mais la Cour d'Espagne,  
 de peur que ce Royaume & les Pais  
 annexez ne fussent un jour incorporez  
 à la France , a toujours employé les  
 moyens possibles pour empêcher cette  
 fatale union. C'a été la raison , qu'a-  
 près avoir assuré cette grande succession  
 à la Branche Allemande , par plusieurs  
 conventions de famille , on obligea par  
 surabondance *Marie Therese* à y renon-  
 cer pour jamais , pour elle & pour ses  
 descendans. Par consequent , ni elle ni  
 sa posterité , n'a jamais eu un droit réel  
 à la succession dans le Milanez , mais

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

elle a été uniquement réservée à celle de *Marie*, Ayeule de S. M. I.

On accorde que l'endroit du Traité de Bade n'emporte pas une cession ou renonciation, ce n'est, à dire vrai, qu'une restitution d'un Païs injustement usurpé. Mais quand même on le prendroit pour une cession tacite, comme on le pourroit faire, en tout cas il est certain qu'elle seroit plus que suffisante pour anéantir un droit, qui sans cela n'a aucune réalité, & qui ne subsiste qu'en idée.

L'Auteur se figure mal à propos que le Duché de Milan étant un grand Fief de l'Empire, est encore dans le cas de l'engagement que l'Empereur a pris dans la Capitulation, *Article II. de réunir semblables Fiefs au Corps de l'Empire pour l'entretien de la Dignité Imperiale.* Cet Article ne suppose-t'il pas le cas de vacance? Et ce Duché étant un Fief féminin, comme on vient de le démontrer, peut-on présumer que le cas arrivera après le décès de S. M. I.?

L'Empereur a acquis cet Etat à très-juste titre, & le peut faire passer de même à ses descendans, sans faire tort aux droits de l'Empire. La cession que la France en a faite, est fondée sur le bon droit de S. M. I. Par conséquent l'Auteur demande sans raison, *si l'on peut*

peut supposer que cette cession ait pu préjudicier aux droits de l'Empire, ou que l'Empire en ratifiant ce Traité en general, ait compté prescrire contre lui-même, & que cela puisse, sans une clause formelle, faire évanouir l'engagement précis de la Capitulation Imperiale.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

D'ailleurs, pourquoi supposer que l'Empereur ait investi l'Archiduchesse sa fille de ce Duché? La cession faite par la France à S. M. I. la ratification de l'Empire en faveur de ce Monarque, la possession actuelle de cet Etat, & le peu de vrai-semblance qu'il y a que l'Empereur voulut de son vivant, & tant qu'il peut espérer d'avoir des héritiers mâles, disposer de ce Fief en faveur d'une de ses filles, qui dans l'écheance du cas est fondée sans cela à y succéder; tout cela parle pour l'Empereur, rien, pas même les apparences, ne sont pour l'Archiduchesse sa fille.

Les craintes prématurées, dont l'Auteur paroît saisi, au sujet du futur Gendre de S. M. I. marquent assez de quel esprit il est animé, & à qui il en veut. Du reste, réduit à ces extrêmités, il fait de tout bois flèche, & se sert de la réponse que Maximilien I. fit à Louis XII. qui vouloit faire valoir ses droits.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

par sa femme sur le Milanéz. *Louis ne peut, selon les Loix & Coûtumes de l'Empire, être heritier du Milanéz, car jamais les fiefs de l'Empire ne passent aux femmes.* Dans le tems où *Maximilien* se servit de cette défaite, l'ordre de succession n'étoit pas encore fixé dans ce Duché, & l'on convient avec *Goldsast* & autres habiles Jurisconsultes, que tant que l'on manque de certitude sur ce sujet, on doit prononcer pour les mâles. Mais est-il permis d'en douter après la déclaration formelle de *Charles V.* ?

NAPLES ET SICILE. Les femmes ont toujours eu part à la succession dans ces Etats. Les Regnes de *Constance*, de *Jeanne I.* de *Jeanne II.* Reines de Naples, & de *Marie*, Reine de Sicile, en rendent témoignage. Ce qu'il y a de plus, c'est que les Possesseurs des deux Siciles ont toujours librement disposé de la succession dans ces Royaumes; ce qui paroît par le Testament de *Robert*, en faveur de sa petite fille, par l'adoption faite par *Jeanne*, en faveur de *Louis*, Duc d'Anjou, & plusieurs autres dispositions semblables faites par les Rois de Naples & de Sicile, *nemine contradicente.* Par ces raisons, l'Empereur est très-fondé à exercer un droit dont

dont les Rois ses Prédecesseurs ont jouï de tout tems ; & posé que ces Royaumes relevassent effectivement du Saint Siège , ce qui est pourtant fort douteux , le Pape ne sauroit se plaindre d'aucune irregularité ou innovation faite par la Pragmatique Sanction. La digression que l'Auteur fait ici à la garantie contre le Siège de Rome , est très-mal placée , de même que la réflexion sur le gouvernement de S. M. I. en Italie.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

HONGRIE. On convient que les Hongrois jouissent du Privilege de la libre élection , à l'extinction des mâles dans la famille Royale , en vertu du Reglement du Roi *André* , lequel a été confirmé par les Empereurs *Ieopold* & *Joseph* , & par l'amnistie accordée par S. M. I. en 1711. Mais on doit tomber d'accord en même tems , que cette Nation y a renoncé aussi souvent que ces mâles ont manqué. Oseroit-on douter qu'il ne fut de ses interêts d'en faire autant dans la conjoncture presente , en faveur d'une Princesse de la Maison d'Autriche , & que le consentement qu'elle a donné effectivement là-dessus , ne mit l'Empereur en droit de nommer son successeur ?

P A I S - B A S. Ces Etats ayant été de

M 4 tout

tout tems patrimoniaux & hereditaires, les Possesseurs ont eu droit d'y faire telles dispositions successoriales en faveur de leurs heritiers, qu'ils ont jugé conformes au bien public, & à leurs propres intérêts. *Charles V.* s'appuye sur ce droit dans la Constitution de 1549.

*Nos per Pragmaticam Sanctionem, super jure successionis universalis harum Provinciae inferioris Germaniae, patrimoniali ac hereditario jure ad nos pertinentium, providere velle, &c.*

Refuseroit-on à S. M. I. en qualité de chef de famille, la faculté d'en faire autant, & de disposer de cette succession en faveur de sa Posterité, de même que *Charles V.* l'a fait en faveur de la sienne, l'avantage de ces Païs & les intérêts de sa Maison le requerant ainsi ? Cela est d'autant plus vrai, que la difference qu'il y a entre ces deux Loix de succession n'est pas fort importante, puisque les deux grands points de l'indivisibilité & de la succession des deux Sexes, se trouvent établis dans l'une & dans l'autre. Le celebre *Ludolphe* est de même sentiment. *Solent illustrum familiarum pacta raro unius tantum articuli gratia fieri. Sunt inter eos alii principales, alii accessorii. Illi mutationem faciliè non recipiunt, hi faciliè negotio.*

*negotio*. Du reste qu'importe-t'il de savoir si la cession des Pais - Bas , faite par les Traitez de Bade & de Rastadt , emporte une reconnoissance tacite de la Pragmatique ou non ? La France n'a jamais été chargée de la garantie de l'ordre de succession établi dans ces Etats , & elle présumerait en vain de l'être devenue par les Traitez mentionnez.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

En voilà assez , ce me semble , pour faire voir que la Pragmatique Sanction n'est pas contraire à la nature & à la Constitution de la plupart des Etats possédez par S. M. I. D'ailleurs , s'il est vrai qu'il s'en trouve quelques-uns dont elle paroisse alterer en quelque façon les Loix & Coûtumes , on peut dire que , selon la diversité de la forme du Gouvernement , c'est dans les uns le consentement de la Partie véritablement intéressée , & dans les autres celui des Sujets & Ordres Provinciaux qui supplée à ce défaut , & fait disparaître toute irregularité ou defectuosité prétendue. Cette considération nous mène naturellement à l'examen de la seconde clause ; savoir au *consentement des Parties intéressées*.

L'Auteur ne touche pas à la validité des Renonciations des deux Archi-

M 5      duchesses

duchesses Josephines. *Mais, dit-il, le consentement de quelques-unes des Parties intéressées ne suffit pas, il faut celui de toutes.* Exigeant sur ce fondement, outre les Renonciations connues, celle de la fille cadette de S. M. I. de la Reine de Portugal & de ses enfans, il soutient que ces Renonciations omises, l'Empire ne pourroit pas, sans un grand danger & sans autoriser l'abandon de toute sa Jurisprudence, garantir cette Pragmatique. Au lieu de supposer la nécessité de ces Renonciations, il falloit prouver si les Archiduchesses mentionnées & leurs descendans, peuvent légitimement prétendre à la succession dans les Pais Autrichiens, & si par cette raison elles y ont un véritable intérêt? Lorsque l'indivisibilité & la Primogeniture se trouvent établies dans un Etat, par des Loix expressees qui admettent encore à la succession les femmes à l'extinction des mâles; sans néanmoins exprimer clairement l'ordre de succession par rapport à celles-là, il est très-croyable que le même ordre qui s'observe en pareil cas à l'égard des mâles, soit encore observé à l'égard des femmes, les premiers venant à défailir. L'illustre *Grotius* est de même sentiment: *Quo- s'il y a un Reglement, dit-il, qui porte*

*que*



que la Couronne sera indivisible , & que néanmoins on n'ait pas nommé le successeur , l'ainé mâle ou femelle , doit succéder. Faisons application de ce principe au cas présent. L'indivisibilité & la primogeniture sont établies de notoriété publique dans tous les Etats de S. M. I. & les femmes sont de plus appelées à la succession au défaut des mâles , dans chacun de ces Etats , si l'on excepte la Hongrie. Mais les Auteurs de ces dispositions ont oublié , suppose-t-on , de s'exprimer d'une manière assez distincte sur l'ordre de succession , à l'égard de leur posterité féminine. Cela mis en avant , ne doit-on pas assigner à l'Archiduchesse , fille aînée de S. M. I. le même rang qui conviendrait à un Archiduc dans une succession éventuelle dans les Etats d'Autriche , & toute autre Princesse de cette Maison auroit-elle , pour le présent , aucun droit & intérêt véritable à l'hérédité ? Il est même de très-sçavans Auteurs (\*) qui sont d'opinion que le consentement des héritiers n'est pas fort nécessaire pour l'introduction de la primogeniture dans un Fief , & que le Père a plein droit d'en disposer après sa

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

(\*) LUDOLPHUS , BESTIUS , &c.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

mort, pourvû que le Seigneur y joigne sa confirmation. Delà il s'ensuit que ni les Renonciations des Archiduchesses Josephines, ni celles des autres Princesses de la Maison d'Autriche, ne sont pas d'une nécessité absolüe, & que celles qui ont été faites par les premières, n'ont eu d'autre motif qu'un excès de précaution ou une coûtume, qui ne peut jamais passer en loi. On peut dire ici avec le fameux Ludolphe, *solent fieri illustrium filiarum renuntiationes non modo ad exclusionem filiarum à paternâ hereditate obtinendam, sed etiam solemnitatis gratiâ & consuetudinis. Nam etsi non renunciarent filia, tamen forent exclusæ à successione non territorii modo, sed & reliquæ si quæ sit hereditatis paternæ fraternæque.* Pour ce qui concerne la Hongrie en particulier, comme la succession des femmes y dépend du libre consentement de la nation, celle en faveur de laquelle elle a consenti, peut toute seule y former une prétention legitime, les autres n'y sont nullement intéressées, & il feroit ridicule d'exiger leur renonciation à cet égard.

Après avoir démontré que le consentement des Archiduchesses, dont l'Auteur prend le parti, n'est pas nécessaire pour valider la Pragmatique, il

il est inutile de toucher aux difficultez qu'il fait naître au sujet de leurs renonciations à faire selon lui, quelque facilité qu'il y ait à les lever entièrement.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

On passe au *consentement des Sujets & Ordres Provinciaux*. L'Auteur ne se souvient plus à l'heure qu'il est, qu'en posant cette clause il a exigé le serment des Sujets. On lui pardonne cependant ce défaut de mémoire d'autant plus volontiers, que par-là on peut s'épargner la peine de combattre une erreur de plus.

On a fait voir ci-dessus que la Pragmatique est exactement conforme à l'ordre de succession, reçu de tout tems dans l'*Autriche*. Il est constant d'ailleurs que le consentement des Sujets n'est pas d'usage dans un Etat patrimonial & hereditaire, par raport à un reglement successorial. L'Empereur peut donc justement se passer à cette occasion, du consentement des Ordres Provinciaux de cet Etat, & des Provinces annexées. Par la même raison, on ne veut pas s'engager dans l'examen des exemples alleguez par l'Auteur, qui d'ailleurs ne prouvent rien quand ils n'ont pas le Droit pour fondement. Il est souvent de la politi-  
que

que des Souverains, de faire des choses auxquelles ils ne sont nullement tenus dans un sens rigoureux; la demande du consentement des Etats d'Autriche, faite par *Rodo'phe & Matthias*, peut sans contredit être mise de ce nombre, tant qu'on n'aura pas prouvé le contraire.

L'Auteur juge encore le consentement des Sujets & Ordres Provinciaux nécessaire dans la *Bohème* & dans la *Hongrie*. Mais il paroît par ce que j'ai dit sur la *Bohème*, que la Pragmatique ne répugne pas à ses Droits & Privileges; & de là il est aisé de conclure que le consentement des Sujets n'y est d'aucune nécessité, s'agissant d'un établissement qui tire toute sa force des Loix & Constitutions Imperiales, & non pas de la volonté libre des Bohémiens.

Il n'y a donc, à dire vrai, que la Hongrie où un pareil consentement soit indispensablement requis. Aussi n'a-t-on pas négligé de l'exiger, & le Cardinal *Czacki* a été député par les Etats de ce Royaume en 1722. pour le porter à la Cour de Vienne. C'est un fait public sur lequel on n'osera contester. L'Auteur insinuë à la vérité que ce consentement n'a que des dehors de  
la

*la liberté, & que dans le fonds il est l'effet d'une Autorité absolue, à laquelle on craint de résister ouvertement. Mais au lieu de le supposer gratuitement, il falloit démontrer par de bonnes raisons que l'Empereur a porté les Etats de ce Royaume à le donner, par ruse, par violence, ou par une crainte injuste, ce qu'il n'est pas en état de faire, tout le monde étant convaincu du contraire. D'autre côté, ne pourroit-on pas dire avec l'illustre Puffendorff, que les Conventions faites par la crainte ou le respect d'une Autorité legicime, ou par déférence pour quelque personne à qui l'on a de grandes obligations, subsistent dans toute leur force. Les protestations que pourroient faire à ce sujet un petit nombre de mal-intentionnez, ne sauroit annuler ou rendre vicieux le consentement de toute la Nation; de sorte qu'on n'a pas un juste sujet de craindre les suites que pourroient produire ces vains efforts.*

Comme tout ce qui s'est passé dans les Etats Autrichiens, à l'occasion de la Pragmatique, s'est fait sous les yeux du Public, & que les preuves en sont entre les mains d'un chacun, on ne conçoit pas comment on pourroit justement exiger, que l'Empereur produisît  
à la

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE.  
SANC-  
TION.

à la Diète, ces sortes de consentemens. Cette même publicité n'a-t-elle pas été suffisante pour les Puissances étrangères, chargées de la Garantie de cette loi Imperiale, & sans en avoir d'autres preuves, ne suposent-elles pas dans le 2. *Article* du Traité de Vienne, ce consentement comme très-juste & valide ?

Nous voilà enfin à la *confirmation de l'Empereur & de l'Empire*, que l'Auteur croit nécessaire pour la validité d'une loi successoriale. On accorde d'abord, que pour introduire une pareille Loi dans un Etat, qui relève de l'Empire, par une Convention de famille, les Lettres de confirmation de l'Empereur sont d'une nécessité indispensable. Mais il n'est pas question ici d'un établissement nouveau & fait d'autorité privée, la Pragmatique ne changeant pas l'ordre de succession établi dans l'Autriche depuis plusieurs siècles. Il s'agit de savoir, si l'Empereur, en qualité de Prince de l'Empire, a besoin de ces Lettres, pour renouveler & confirmer des Loix & Privilèges très-anciens & émanés même de l'autorité Imperiale ; ce que personne, je m'imagine, ne voudra affirmer. D'ailleurs on ne sauroit raisonnablement douter, que la Pragmatique ne renferme elle-même cette confirmation. Pour valider

l'ider ces sortes d'établissmens dans un fief, c'est assés que le Seigneur en soit content, & que le Vassal ne fasse rien *qui tende à le mépriser*. Lorsque l'un & l'autre se trouvent confondus dans la même personne, peut-on se figurer de la contrariété dans les arrangemens, que celle-ci juge à propos de prendre. Du reste le consentement de l'Empire est superflu dans un cas pareil à celui dont il s'agit. Il n'y a aucune Loi, ou Constitution en Allemagne, qui en statue la nécessité. Les exemples que l'Auteur allègue, n'ont pas la force de preuves. Un effet peut avoir plusieurs causes : & l'on trouve même, que dans la plupart des grands fiefs, on n'a pas consulté l'Empire sur l'établissement de la Primogeniture. J'ajoute ici une remarque, opposée à celle que l'Auteur fait à cette occasion. C'est que les Empereurs de la Maison d'Autriche ne sont pas Auteurs eux-mêmes des bénéfices & prérogatives, dont les Possesseurs de cet Etat sont enrichis ; mais que ceux-ci en sont redevables aux Empereurs de la Maison de Suabe, qui les leur ont accordés en considération des grands & importans services qu'ils ont rendus à la Patrie. Par conséquent, on ne peut dire raisonnablement, qu'en se munissant de ces Privileges, ils aient jugé dans leur propre cause. L'Au-

L'Auteur revient encore une fois à la charge. Après avoir usé ses propres armes, il en emprunte de deux fameux Jurisconsultes, dont on respecte infiniment les lumieres. Voïons si elles lui conviennent. LUDOLPHE se propose à lui-même, dans son Traité de la Primogeniture, la question suivante. *De deux freres, dit-il, Possesseurs d'Etats differens, il en meurt un sans enfans, ses Etats passent à l'autre. Ces Etats doivent-ils après la mort de ce dernier frere passer à l'ainé des enfans, ou bien être partagés ?* Il décide que si ces Etats, réunis pour un moment, ont été séparés précédemment, & que l'union ne soit pas accompagnée de tout ce qui la rend rigoureusement legitime, il faut qu'ils soient divisés de nouveau sur autant de têtes, qui ont des droits pareils, & que l'ainé ne pourroit pas sans injustice exclure les cadets. Mais ni le cas que ce Jurisconsulte suppose, ni sa décision, ne quadrent point à la question dont il s'agit. Ce savant homme a en vuë un Etat, où la division est reçue, ce qu'on ne sauroit dire des Etats Autrichiens, où l'union indivisible est établie depuis un tems immemorial sur des fondemens inébranlables, comme on l'a démontré précédemment. Il en est de même de l'endroit de GROTIUS L. II. ch.



ch. 9. §. 9. que l'Auteur allegue en sa faveur. Pour en juger avec plus de justice, je le rapporterai dans son entier. *Il arrive quelquefois , dit-il , que deux Peuples se réunissent en un. Et alors ils ne perdent pas leurs droits , mais ils jouissent en commun de ceux que chacun avoit. Il faut dire la même chose de deux ou plusieurs Roiaumes réunis , non par une simple confederation , ni parcequ'ils viennent à avoir un même Roi , mais d'une manière , qui les confond véritablement & n'en fait qu'un seul Roiaume.* Cet illustre Auteur ne traite pas ici du retour de la division de plusieurs Etats , réunis sur la tête d'un seul. Il est manifeste par ce qui précède immédiatement , que son discours roule sur la forme du gouvernement , reçue dans chacun de ces différens Etats. On tombe d'accord , que le Possesseur de ces Etats n'est pas fondé à y faire le moindre changement. Mais ces Droits ne peuvent-ils pas tout de même subsister sous le Gouvernement d'un seul , que sous celui de plusieurs ? Et après ce que j'ai avancé sur ce sujet , peut-on dire raisonnablement , que l'Empereur ait enfreint , ou forcé les Droits & Privileges d'aucun de ses Etats ?

Enfin nous touchons à la grande question , savoir , *s'il convient au Corps Ger-*  
mani-

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANCTI-  
TION.

*manique de s'engager dans la Garantie de la Pragmatique Imperiale ? La premiere raison, que l'Auteur apporte, pour établir la négative, est, que l'Empire, auquel on demande cet engagement, ignore quel sera le Gendre, que l'Empereur choisira pour l'ainée des Archiduchesses ses filles & par consequent, si ce Gendre est capable de posséder des fiefs de l'Empire ? A cela on répond, que pour se charger d'une pareille Garantie, il suffit d'être assuré, qu'elle est juste & avantageuse en elle-même. On peut sûrement ignorer certaines suites accidentelles, pourvu qu'elles n'empêchent point la fin principale, ce qui est absolument vrai dans le cas dont il s'agit. D'autre côté, convaincu de la haute sagesse & des intentions sinceres de Sa Majesté Imperiale par tant de marques éclatantes, qu'elle en a données pendant le cours de sa Régence, on ne peut pas douter, qu'elle ne se choisisse un Gendre digne d'elle & d'une fortune si vaste qui lui est destinée.*

Assuré par des preuves invincibles, que la Pragmatique est exactement conforme aux Regales d'une Jurisprudence rigoureuse, & ne porte préjudice à personne, on ne conçoit pas de quel front l'Auteur peut dire, que l'Empe-  
reur,

reur , en garantissant ce Reglement , s'ingere à *prononcer des Droits des tiers*. C'est en vain qu'il presse tant ici une maxime de droit , qui demeurera toujours vraie en general , quoiqu'elle n'ait pas lieu dans le cas présent. Du reste la Réflexion que l'Auteur ajoûte , *que l'Empereur exposeroit par-là l'Allemagne aux malheurs d'une guerre sanglante* , n'a aucun fondement , si l'on suppose , comme on le doit faire , qu'il n'y donne aucun sujet par sa conduite. Mais s'il arrivoit malheureusement , que quelque Puissance étrangere usât de ce prétexte vain & frivole , pour rompre avec Sa Majesté Imperiale elle n'y contribueroit de rien , & comme toute violence , qu'on lui feroit à ce sujet , ne tendroit à rien moins qu'à causer la ruine de l'Empire & à renverser le systême de l'Europe , les Etats d'Allemagne ne seroient-ils pas forcés de prendre parti , quand même ils ne se seroient engagés à rien à cet égard. Une guerre aussi juste & nécessaire seroit-elle contraire à la Capitulation Imperiale ? Dans ce point de vûë l'Empereur paroît très-fondé à tâcher de disposer par ses representations les Membres du Corps Germanique à n'inserer dans le le Resultat de l'Empire sur l'acception de la Garantie en question, aucune clause

com-

comminatoire , comme celle dont on vient de parler , parce qu'une telle clause , y étant absolument inutile , ne serviroit qu'à donner un jour occasion à des chicanes & à de sinistres interpretations , ce qui est contre l'esprit d'un tel engagement.

L'Auteur juge à propos de s'expliquer plus clairement sur les *droits des tiers*. De quel droit , dit-il , l'Empereur peut-il prononcer contre les *Privileges d'Etats* , qui , s'ils appartiennent aujourd'hui à un Prince Allemand & au Chef de l'Empire , peuvent un jour , par un effet de leur liberté naturelle , n'avoir plus aucun lieu avec l'Allemagne ? Et ces mêmes Etats ne se pourroient-ils pas plaindre de voir le Corps Germanique s'arroger un droit chimérique & s'ériger en Juge sur des matieres , qui ne sont pas de sa compétence ? Mais nous n'avons que faire de cette explication. On a réfuté suffisamment les faux principes , que ces exemples supposent. Tout ce que l'Auteur établit sur un fondement si mal soutenu tombe de lui-même. Peut-on dire que l'Empire s'érige en Juge sur les droits des tiers , lorsqu'il s'engage précisément à les maintenir & à les défendre contre quiconque osera les violer , ou en empêcher l'exécution. La France a-t-elle décidé des droits

droits que la Maison de Brunswic a sur les terres qu'elle possède en Allemagne, lorsqu'elle les lui a garantis par le Traité de Hannovre ?

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

La Pragmatique est très-conforme en tous ses effets tant à l'*Article 11.* de la Capitulation Caroline qu'au 2. l'Empereur n'établit point de Loix nouvelles, ni n'investit personne des fiefs vacans.

Cette Loi convient encore parfaitement avec la clause du 6. *Article.* Les Traités faits avec les Puissances étrangères, loin d'être contraires aux intérêts de l'Empire, tendent évidemment à empêcher une guerre, qui ne pourroit manquer d'y mettre tout en combustion. Il importe extrêmement aux Etats d'Allemagne, que la Puissance Autrichienne ne soit pas trop affoiblie & mise hors d'état de les protéger contre les insultes de leurs ennemis, tant au dedans de l'Empire qu'au dehors. Il paroît assez que la Maison de SAXE a été autrefois pénétrée de cette vérité, par la réponse, que JEAN GEORGE IV. fit donner à Mr. de KUCK, Plénipotentiaire de l'Electeur de Brandebourg au Congrès de Cöbus. \* *Certò statuendum hac tempestate*

\* Voyez la *Vie de Frederic Guillaume*, par Mr. de PUFFENDORF L. 18, Art. 79.

*à conservatione Austriacæ Domus Imperiï quoque salutem pendere, ac utriusque rationes inseparabiles esse nec Electorum ac Ordinum statum absque eâ Domo consistere posse. Nam Gallum non prius cessaturum, quam Diadema Casæ in se traxerit, quo obtento Germania Ordinibus idem jugum subeundum quo Galli gemunt. . . In eâdem sententiâ Bavarum quoque esse.* Les Puissances étrangères étoient de même sentiment lors de la conclusion de la Paix d'Utrecht, & jugeoient que l'équilibre ne pouvoit mieux être conservé en Europe, qu'en dilatant la Puissance de la Maison d'Autriche, par la réunion de la Monarchie Espagnole avec cet Etat. On n'a vû que trop les tristes suites, que la foiblesse de cette Maison a produites dans le siècle passé. Plus d'une fois l'Allemagne a pensé servir de proie aux Turcs & aux François, & peu s'en est fallu que le Systême de l'Europe n'ait essuié alors une catastrophe des plus funestes. Il est vrai que l'Empereur n'a pas consulté l'Empire sur la Loi successoriale en question; mais de-là il ne s'ensuit pas que cette Loi soit préjudiciable à la Patrie. Oseroit-on douter, que Sa Majesté Imperiale ne pût de son chef prendre des arrangemens conformes au bien & à la sûreté publique?

Il n'y a pas à craindre, que cette Garantie commette l'Empire avec de grandes Puissances d'Europe. On accorde, *que sa tranquillité est fondée sur le maintien du Traité de Bade, & que l'exactitude de l'observation des Traités se juge en grande partie & en bien des cas par la manière dont on se conforme à l'Esprit qui en est la base.* Mais on nie que celui dont on vient de faire mention n'ait été fait dans l'Esprit d'un ordre général de succession tel qu'on le veut établir aujourd'hui. On ne sauroit alleguer aucune bonne raison, pour prouver que les parties contractantes aient eû d'autres vûes; & posé que la France s'en soit formé une idée particuliere, elle auroit dû s'exprimer d'une manière plus claire & moins ambiguë sur un point si intéressant. Les endroits de ce Traité, qu'on a examinés ci-dessus, ne contiennent rien d'où l'on puisse recueillir en bonne Logique l'établissement, ou la reconnaissance de deux differens ordres de succession dans les Etats Autrichiens. L'Empereur & ses Hauts Alliés ont employé plus de circonspection, par rapport à la succession établie en France & en Espagne. Ils ont empêché l'union de ces deux Monarchies en des termes très-clairs & positifs; par conséquent on ne peut tirer une

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

conséquence valable de la division de la France & de l'Espagne, à celle des Etats Autrichiens. Il est même très-croïable, que le Traité de Bade suppose l'union de ces Etats, telle qu'elle a été du tems de sa conclusion, parce que ce systême a paru alors le plus convenable à la tranquillité publique. On présume trop de la haute sagesse & de la bonne foi du Ministère de France, pour croire qu'il voulût jamais se servir d'un prétexte si peu fondé, pour inquieter la postérité de Sa Majesté Imperiale.

Il est cependant certain, que si la France venoit à manquer aux engagement pris à cette occasion, l'Empereur auroit un légitime sujet de s'en plaindre & d'exhorter les Etats d'Allemagne de ne pas permettre que cette Puissance se jouât impunément d'une clause de l'exacte observation de laquelle dépend l'équilibre & la tranquillité de l'Europe. Mais peut on dire avec autant de raison, que les membres du Corps Germanique soient obligés de faire des Remontrances à S. M. I. sur un arrangement qui, juste & valable en lui-même, tend visiblement au bien & à la conservation de l'Empire.

A quel degré de puissance que puisse  
arriver



arriver le futur Gendre de l'Empereur, il ne faut pas craindre que par-là il soit en état de se fraïer un chemin sur à la Couronne de Roi des Romains. Il se pourroit que *Charles V.* eût facilité à *Ferdinand* les Moïens d'y parvenir par la cession d'une partie de ses Etats, & que la foiblesse de nos Ancêtres les ait empêchés de s'y opposer avec succès. Mais aussi doit-on convenir que depuis ce tems-là l'Empire a extrêmement changé de face. Ses illustres Membres ne se laisseroient pas intimider si facilement à l'heure qu'il est. Du reste s'il arrivoit effectivement qu'ils jugeassent à propos d'élever le futur Gendre de S. M. I. à la dignité de Roi des Romains, l'Article de la Capitulation Caroline, que l'on ne fera pas sans peine un Roi des Romains, seroit ponctuellement exécuté. Selon toutes les apparences, on sera réduit, le cas arrivé, à de plus grandes extrémités, que celles qui obligèrent *Charles V.* à s'associer son frere au gouvernement de l'Empire.

On n'ignore pas le sort des testaments, ou dispositions qui portent sur d'aussi grands objets; mais on s'est convaincu encore par l'expérience qu'il y a eû autant & même de plus san-

glantes disputes sur des successions *ab intestat*. Les dispositions successoriales n'y donnent pas sujet en elles-mêmes. Une avidité insatiable est la grande source de ces violentes extrémités. Dès que cette passion s'empare du cœur , ou ne consulte plus l'interêt , on franchit sans peine les obstacles les plus rebutans , & l'on ne s'embarasse plus des mots de justice ou d'injustice.

Le Ciel veuille éloigner de notre chere Patrie des événemens si funestes. Puissent les jours de S. M. I. si précieux à tout veritable Patriote , passer les bornes ordinaires de la vie humaine , afin que par ses soins sinceres , Elle soit en état d'achever heureusement les arrangemens avantageux qu'elle a commencé de prendre , pour établir & assurer le bonheur & la tranquillité commune. Mais ne negligions pas en même tems de contribuer de notre possible à faire réussir ses justes desseins. L'Immutabilité de la Providence ne favorise point la *Raison paresseuse* , & une fin nécessaire n'exclut pas , en bonne Philosophie , l'aplication des moïens qui y conduisent.

## [ §. XIII. ]

## LETTRE DU PATRIOTE

## ALLEMAND IMPARTIAL.

*En réponse à l'Auteur de l'Examen  
des Réflexions sur la demande de  
la Garantie de la Pragmatique.*

MONSIEUR.

S'il est vrai que j'aye pris un masque, & qu'il m'ait trahi, vous avés cet avantage sur moi, que vous vous êtes montré sans fard tel que vous êtes, effectivement vous n'êtes pas difficile à reconnoître. Ce n'est pas que je blâme ces sentimens de respect & d'attachement que vous faites profession d'avoir pour l'Auguste Chef qui gouverne l'Empire. Nous ne differerons pas l'un de l'autre sur ce point. Je sçais mieux que personne respecter les Têtes couronnées, & le Sacré Caractere dont ils sont revêtus sur la Terre : Mais autre chose est respecter leurs personnes, ou s'ériger en Panegyriste de toutes leurs résolutions. Les Princes mêmes dont les

N 3 Regnes

croyez pas que ce soit aucun retour d'amour propre qui excite une seconde fois ma plume. J'aurois seulement souhaité que vous m'eussiez fait grace de certaines épithètes qui conviennent peu entre gens qui ne doivent jamais rien mêler de personnel à de plus grands intérêts, sur lesquels ceux mêmes qui sont dans l'erreur, peuvent être de bonne foi : aussi vous aurois-je pardonné de me prouver par les faits mon ignorance & le peu d'étendue de mes lumières : j'aurois fait volontiers ce sacrifice au Triomphe de la Vérité. il faut que ce n'ait point été votre intention, puisque vous ne l'avez pas même essayé, & que vous ne me combattez que par une continuelle petition de principes, que je ne releverai pas même par tout, esquivant avec art (il en faut convenir) les argumens pressans qui auroient pû vous embarrasser, si vous aviez entrepris de les refuter. Après tout, il peut être (car je ne veux point tremper ma plume dans le fiel) que faisant peu de cas de mes talens, vous n'avez pas daigné faire usage de tous les vôtres. Que n'avez-vous dit au Public que c'étoit-là la cause de la foiblesse de votre réponse à ma Brochure ? Vous m'auriez pû te-

nir en respect , au lieu que , persuadé que vous avez fait de votre mieux , j'entre aujourd'hui en lice avec vous sans craindre la défaite.

Je veux bien admettre pour un moment , Monsieur , que la santé & la jeunesse de l'Empereur ne soient pas pour ses Sujets un motif suffisant de tranquillité & d'assurance , sur les événemens à venir. Mais dans cette supposition , si cet ordre de succession établi par la Pragmatique n'étoit que le même qui a été , dites-vous , de tems immémorial dans l'Auguste Maison d'Autriche , qu'étoit-il besoin pour la tranquillité de l'Allemagne , de le renouveler avec tant de soins , tant de peines , tant d'affections ? Pourquoi les Ministres Imperiaux n'ont-ils pas eux-mêmes d'abord tenu ce langage , & dit simplement qu'il ne s'agissoit de rien de nouveau ? Vous tombez en contradiction avec ceux mêmes dont vous prenez le parti. Il ne falloit pas tant se presser pour renouveler un ordre de succession qui , s'il existoit par pactes de famille , n'avoit pas besoin de confirmation , & que la famille Autrichienne auroit sçû réclamer dans tous les tems. Louiez , si vous voulez , la sage prévoyance de l'Empereur , son  
amour

amour pour la Patrie \* les vuës pour la grandeur de sa Maison : mais , vous ne pouvez pas l'ignorer , l'établissement n'est ni ancien ni fondé en exemples , & vous auriez fait sagement de ne pas dire plus que son Ministre n'a osé dire lui-même à la face de tout l'Empire. Vous voulez trop prouver , & vous ne prouvez rien.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Vous ne vous contentez pas de justifier le fond , vous voulez encore défendre la forme que l'on a suivie , & vous entreprenez de faire voir que l'Empereur a bien fait de commencer par s'assurer des Puissances Etrangères. Ce que j'appelle consultation nécessaire selon les Loix de l'Empire, conforme aux usages, bienséante quand il s'agit de l'intérêt de tout le Corps Germanique ; vous le qualifiez de *formalisés vaines & perilleuses*. Comment selon vos principes seroient elles perilleuses , puisque vous croyez le droit de Pragmatique si indubitable ? Il faut que vous suposiez tous les Princes Allemands , ou bien injustes , ou de bien mauvaise humeur , pour appréhender leurs réponses à une consultation que je maintiens toujours qui auroit dû précéder la recherche de toute Garantie étrangère. Assurément vous êtes mauvais Patriote , quand vous

N 5. donnez.

donnez à l'Empire pour raison de se déterminer , ce que d'autres Puissances ont jugé à propos de statuer par des principes qui selon les apparences , sont au moins étrangers à l'interêt du Corps Germanique. Du reste , Monsieur , vous avez tort de me reprocher ce que j'ai dit en cet endroit du peu d'exécution des respectables Traitez de Westphalie. Vous ignorez aparamment ce que contiennent les Protocoles de la Diette , ou vous les regardez comme des monumens de nulle consideration. Vous nommez ce que j'ai dit à cette occasion des épithètes flétrissantes & injurieuses. Cependant vous sçavez que des choses qu'un Auteur donne comme des faits , ne se détruisent que par l'allégation démontrée des faits contraires ; & c'est ce que vous n'avez ni fait , ni pû faire sur ce que contiennent les Protocoles de la Diette ; & en même tems je vous crois trop instruit du prix & de l'importance des Traitez de Westphalie , pour presenter à notre Patrie, comme bagatelles , ce qui tend à en renverser le sistème , & à en effacer les clauses.

J'ai mieux entendu que vous ne croiez les Auteurs que vous citez pages 21. & 22. *Tome I.* & vous tromperiez le Public,

si l'on ne le mettoit pas en garde contre l'artifice du raisonnement que vous faites , lorsque vous dites qu'une infinité d'Auteurs sont *pour l'indivisibilité des fiefs*. Je n'ai jamais nié que beaucoup n'aient été d'avis que l'indivisibilité est le moyen de soutenir les grandes familles ; ou plutôt de les accroître à l'infini. Mais comment pouvez-vous offrir comme une décision de fait , ce qui n'est qu'une simple reflexion ? On peut être d'avis d'une chose , sans donner lieu de conclure , sur-tout quand on ne le dit point , qu'elle ait existé ; & c'est ce qu'ont fait les Auteurs que vous citez , & dont vous seul faites une fausse application.

Que prouve , contre tous les faits que je vous ai rapportés , ce long détail que vous faites sur les différens âges de l'Empire ? Il falloit me montrer que ces faits étoient faux , mais vous ne le pouviez pas , parcequ'on respecte malgré soi la vérité de l'Histoire , sur-tout quand elle est attestée par les Auteurs Contemporains les plus respectables. Qu'importe quelle variation il y ait eu dans l'Empire ? Pouvez-vous nier ce que j'ai avancé sur les partages qui ont suivi même le tems de la Bulle d'Or ? Il est donc toujours vrai con-



tre ce que vous avancez , que l'usage de la Primogeniture n'est ni bien ancien , ni n'a été général.

Ce que vous raportez de ce Privilege de Frédéric II. & les inductions que vous en tirez , me font souvenir que je n'en ai point dit assez sur cette matiere dans mon premier Ecrit. J'aurois dû franchir la proposition que ce Privilege est faux , & n'a jamais existé. Les termes dans lesquels il est conçu, les mots d'*Archiducatus* , *D. catus* , qui y sont employez , par la méprise de l'Ouvrier qui s'est trahi lui-même , quel qu'il soit , en le composant après coup; enfin la nature des circonstances dans lesquelles on suppose que ce Privilege a été dressé , tout forme autant de preuves contre son existence. Ainsi quand en vous faisant voir la fausseté de cet Acte , je prouve en même tems , comme je l'ai fait dans mon premier Ecrit , que dans la Maison d'Autriche même les partages ont eu lieu jusques à nos jours ; c'est vouloir prouver qu'il fait nuit en plein midi que d'avancer que la primogeniture a toujours eu lieu dans cette Maison. Au moins sur ce point je vous dispense de la replique , ou si vous ne voulez pas vous en éviter la peine , je

vous.

vous demande pour ma propre instruction de vouloir bien me marquer méthodiquement & distinctement ceux des faits que vous niez dans le nombre de ceux que j'ai raportés pour prouver l'usage des partages , même dans la Maison d'Autriche.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Si les prétentions des Archiduchesses filles de l'Empereur Joseph ne sont , comme vous le dites , fondées sur aucun droit réel , il faut convenir qu'on s'est donné bien de la peine pour dresser ces renonciations , que vous nommez superflues . Car il est public qu'on y a travaillé avec plus de soin & de précaution , pour ainsi dire , qu'à celles qui sont insérées dans les Traités d'Utrecht , & que toute l'Europe demandoit comme sceau de sa tranquillité. Mais sur quoi pouvez-vous décider, comme vous le faites , la question quant au fonds ; ce ne peut être que dans la supposition que la Pragmatique ne contient rien de nouveau ? Or dès que je vous ai prouvé des partages faits jusques à nos jours mêmes dans la Maison d'Autriche , je n'admettrai point votre décision , & je crois que si vous voulez être de bonne foi , vous l'abandonnerez vous-même.

Il faut que vous n'ayez pas bien compris ;

compris le raisonnement que j'ai fait sur les termes des Cessions faites à l'Empereur par les Traités de Rastadt & de Bade , car je ne vois pas où existe cette combinaison que vous supposez *in eodem subjecto* , des deux façons de posséder les Etats qu'on a cédés à l'Empereur. Vous auriez raison si on avoit mis dans le Traité que l'on cédoit les Pays-Bas & les Etats de Naples & de Milan pour être possédés selon l'ordre de succession établi dans la Maison d'Autriche , & comme au tems de Charles II. Vous pourriez dire que la premiere Clause porte sur l'ordre de succession , & que la seconde n'a rapport qu'à l'étendue de la possession : Mais ici , & de la maniere dont ces cessions sont faites , je ne vois pas que vous puissiez contester un moment ce que j'ai avancé sur la distinction qu'indiquent & établissent les termes dans lesquels ces cessions ont été faites ; j'ai suivi la lettre même du Traité , & pour me prouver que j'ai tort , montrez-moi , en suivant fidelement la gradation qui est observée dans le Traité , quelque sens précis & litteral autre que celui que j'ai expliqué. Vous direz peut-être que ç'a été une inadvertance dans la rédaction de l'Article , mais que  
l'esprit

l'esprit du Traité n'est pas tel que je le prétends : sur quoi je vous repondrai d'avance qu'en matiere de Traitez, j'ai appris des meilleurs Jurisconsultes que l'on n'a recours à l'esprit que quand la Lettre est équivoque. Elle ne l'est en vérité pas ici. Je conclus donc le contraire de ce que vous dites page 40. *Tome I.* Car s'il est vrai que la primogeniture n'est point rare aujourd'hui dans l'Empire : je nie qu'elle ait existé dans la Maison d'Autriche.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Ce n'est point la peine , au milieu de tant de choses que j'ai à relever , de vous faire remarquer que par méprise , vous comprenez la Lorraine au nombre des Fiefs de l'Empire. Vous aurez oublié sans doute ce qu'étoit dès son origine le Royaume d'Austrasie. Je ne crois pas que personne s'y trompe. Il est un genre d'erreurs qui ne sont jamais à craindre.

Entrons maintenant dans la discussion de votre propre examen sur les differens Etats possédés par la Maison d'Autriche.

Commençons par l'Autriche.

AUTRICHE. Je n'ai pas besoin de rapeller encore ce que je viens de dire sur les Privileges de l'Empereur Frederic : Vous en croyez l'existence, pour moi je l'ai nié par bonnes raisons ;  
mais.

mais pour vous donner une juste idée de ce qu'on nomme dans l'Empire *Ajserta Austriaca*, & de l'opinion qu'on en doit avoir, permettez que je vous fasse ressouvenir de ce qui se passa en 1665. lorsque la Diette en Corps demanda à la Maison d'Autriche de produire ces Privileges autentiques & anciens que ses Ministres vantoient tant. L'on affirma qu'ils existoient; on prétendit être en droit de n'en produire que des copies. On fut cependant obligé de produire les Originaux; leur fausseté fut facilement reconnue, & nonobstant le soin que l'on a pris de laisser oublier cette époque, elle s'est conservée dans les Auteurs même que vous respectez le plus.

Vous me demandez quels sont les differens titres & conditions sous lesquels la Carinthie, le Tirol, la Carniole, la Stirie, &c. ont été incorporés à l'Autriche proprement dite. J'y satisferai plutôt & plus aisément que vous ne pensez. Mais en attendant pour y suppléer & vous en donner une idée par une chose de fait, je n'ai qu'à vous ouvrir les livres & à vous faire voir, que tandis que l'Autriche proprement dite suivoit l'ordre de Primogéniture, toutes ces Provinces se partageoient

geoient en autant de parts qu'il y avoit d'héritiers. En particulier il seroit aisé de prouver que ces Provinces n'étoient pas susceptibles de la Primogéniture féminine. Vous n'ignorez pas que la Carinthie, dont originairement la Stirie faisoit partie, ne passa en 1331. à la Maison d'Autriche, que parce que Henry V. qui la possédoit mourut sans enfans mâles. Les Princesses de la Maison d'Autriche y ont-elles plus de droit que n'en avoit Marguerite fille de Henry V. qui fut excluë de cette succession ?

La maniere dont la Carniole passa en 1333. à la Maison d'Autriche lui fait de même porter tous les caractères d'un fief masculin.

Par raport au Tirol, il faut au moins convenir que les différentes manœuvres qui furent faites du tems de Marguerite Maultasche & depuis, laissent plus que des doutes sur la matiere du fief, & sur les droits que d'autres peuvent y exercer à l'exclusion de la Maison d'Autriche ; ainsi ne vous flatterez point que le détail plus long que je vous ferai, & que vous sçavez assurément mieux que moi, ( car les Gens avisés ne disent pas toujours tout ce qu'ils sçavent ) puisse favoriser la thèse que vous voulez soutenir.

BOHEME

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

BOHEME. Vous me faites une mauvaise querelle sur le Dilemme que j'ai avancé par rapport à la Bohême ; mais je ne vous le reprocherai pas , car vous me traitez trop bien d'ailleurs , & me donnez trop beau jeu , lorsque vous avoïez que la Bohême a ses Privileges particuliers ; mais quels sont-ils ? Croyez-vous qu'ils ne consistent que dans ce que l'Empereur Charles IV. a statué ? Lisez l'Histoire de Bohême , & vous trouverez deux choses prouvées : l'une que les Bohémiens n'ont pas toujours pris pour Rois , les Princes de la Famille Imperiale d'Autriche ; l'autre , que quand ils l'ont fait , ils ne se sont pas toujours fixez à ceux que les Empereurs les sollicitoient d'élire. De bonne foy peut-on rien objecter à des monumens si authentiques , que l'Histoire nous a conservez ? La Cour de Vienne semble avoïer elle-même , & reconnoître tacitement cette verité , lorsque dans les Renonciations des Archiduchesses Josephines qu'elle a dressées , elle prévoit & insere au nombre des objets de Renonciations , les cas où l'on voudroit faire élection d'elles , ou de leurs descendances. Direz-vous que cela étoit inutile , & n'étoit qu'une surabondance de précaution ? Je ne crois pas qu'on

en

en doive juger ainsi; on ne prévoit pas les choses qui sont hors de toute vraisemblance, sans existence, & sans exemples antérieurs. Je n'ai donc point eu si grand tort, quand j'ai dit qu'il n'y avoit que le Droit de conquête à alléguer contre les Bohémiens. Il y a même plus, c'est que je n'ai parlé qu'après les Ministres Imperiaux mêmes, dont le langage sur cela a été uniforme depuis l'affaire de Prague. N'abandonnez donc pas les seules armes qui vous restent, & trouvez bon que je persiste dans tout ce que j'ai conclu sur ce Chapitre dans mon premier Ecrit.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANCTION.

MILANEZ. Il faut convenir que vous nous développez ici une étrange suite de Jurisprudence.

Premièrement, pour suivre l'ordre des tems, vous traitez de défaite la réponse de Maximilien I. sur les prétentions de Louis XII. Est-il permis de supposer l'usage de la subtilité dans la conduite des Princes, en matière aussi grave que celle des fiefs?

Secondement, vous nous expliquez sans voile la manière dont Charles-Quint, pour mettre tout le monde d'accord, dépouilla les Prétendants pour enrichir sa famille; & vous nous donnez comme Loi d'équité, contre laquelle



quelle il est ridicule de réclamer, la disposition que Charles-Quint fit en conséquence. De bonne foi si j'avois avancé de pareilles propositions, me les auriez-vous pardonnées, & n'auriez-vous pas crié à l'injustice? Mais, Monsieur, je trouve les descendans de Charles-Quint plus équitables que vous ne voulez, car l'Empereur Leopold fit si peu de fonds sur la représentation des Droits de Marie Thérèse sa Mere, que lui-même ne déclara point le Milanez un bien qui lui apartint du chef de sa Mere, mais un fief ouvert à l'Empire. Lors même que Leopold fit un partage entre ses enfans Joseph & Charles, aujourd'hui Empereur, il n'y comprit point le Milanez. Leopold, & après lui Joseph, ont tenu le Milanez à titre d'administration & d'usufruit, mais jamais à titre de bien de famille. C'est ainsi qu'on avoit fait par rapport au Mantouïan, avant que de se l'approprier au préjudice de ses propres Alliez. Les Loix sacrées du dépôt sont-elles observées aujourd'hui? Comment accorderiez-vous ces faits certains avec le nom que vous donnez à la réponse de Maximilien, & avec cette disposition de Charles-Quint que vous donnez comme un titre inattaquable? Ai-je donc tort

tort de conclure comme j'ai fait , & vous semblai-je encore être réduit à ce point de détresse , où l'on fait , comme vous le dites , de tous bois flèche ?

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Je tiens que la foi des Traitez est trop respectable pour imaginer qu'après la cession faite du Milanez , les descendans de Marie Therese aient aucun droit à exercer ; aussi n'est-ce pas leur cause , mais l'interêt de l'Empire que j'ai prétendu défendre ? Mais sera-t'il vrai pour cela que la representation des droits prétendus de Marie , Ayeule de l'Empereur regnant , puisse avoir lieu , sur tout quand l'Empereur Leopold , que Charles VI. represente , n'en a pas crû lui-même devoir faire usage , comme je vous l'ai démontré ci-dessus ; mais c'est un usage dans la Maison d'Autriche , de vouloir faire regarder comme hereditaire tout bien ou droit qu'elle possède. Nos arriere-petits-fils , si même cette époque est si tardive , en verront arriver autant de la Couronne Imperiale.

NAPLES & SICILE. Je dois réparation sur cet Article , & vous voyez qu'au moins je suis équitable. Mais à propos , j'ai mis en doute que l'Empereur eut demandé au Pape l'investiture de ces deux Royaumes , mais y auroit-

auroit-il du mystere à l'attention que vous avez eüe , de ne pas relever cette faute que j'ai faite ? Est - ce que vous n'auriez pas voulu avoüer , que nonobstant tout ce qui avoit précédé lorsque l'Empereur a demandé cette investiture en 1722. il l'a demandée *pro tota domo Austriaca , pro se , suis , Josephinis & Leopoldinis Principissis* ; ou auriez-vous craint de nous apprendre que cette Investiture accordée le 9. Juin 1722. n'a pas été conçüe *ad normam* du nouvel ordre de succession établi en 1713. ? Que voulez-vous que le Public pense de l'obscurité répandüe sur cet endroit de vôtre Réponse , & du doute où vous paroissez être que ces deux Royaumes relevent du Saint Siége , lorsque l'Empereur lui-même en a reconnu la mouvance ? Je vous l'avoüe , un peu plus de lumiere en cet endroit auroit fait connoître plus de bonne foi.

HONGRIE. La maniere dont vous traitez cet Article , vaut un aveu & une aprobation de ce que j'ai dit dans mon premier Ecrit par raport à la Hongrie. Il ne seroit pas raisonnable d'exiger que vous le dissiez formellement , mais il faut vous sçavoir gré d'avoir laissé au Public la liberté de penser comme moi. Vous vous rejettez sur les interêts des  
Hon-

Hongrois. C'est toujours une matiere problematique, sur laquelle je crois peu utile de m'étendre. J'ai ouï dire à un Grand Ministre en Allemagne, qu'il fa-  
 loit peu parler sur les interêts d'autrui, & que chacun est *optimus judex in propria causa*.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Après avoir ainfi répondu avec pré-  
 cision, quoi qu'en peu de mots, à cha-  
 que Article de vôtre réfutation, il faut  
 necessairement vous suivre dans tout le  
 cours des reflexions qui forment le reste  
 de vôtre Ecrit. La question que vous  
 supposez que j'ai traitée, savoir si la ces-  
 sion des Païs-Bas emporté ou non une  
 reconnoissance tacite de la Pragmati-  
 que, n'étoit point aussi indifferente à  
 décider que vous le croyez : Aussi l'ai-  
 je fait dans mon premier Ecrit. Certai-  
 nement les Parties qui ont été contrac-  
 tantes aux Traitez de Rastadt & de  
 Bade, n'ont point été garantes par-là  
 de l'ordre de succession dans les Païs-  
 Bas ni ailleurs ; mais permettez que je  
 vous ramène à ma consequence que  
 vous esquivez, c'est que ces Traitez  
 n'étant rien moins que faits dans l'es-  
 prit de la Pragmatique, quoique déjà  
 établie dans le secret, les Puissances  
 qui y ont eu part peuvent regarder com-  
 me une subversion des principes sur les-  
 quels

quels repose le pivot de l'Empire , toute disposition successoriale qui change la nature des Etats , dont ces Traitez portent la Cession. Telle a été ma proposition qui n'étoit pas si indifferente , & que vous avez défigurée sans doute pour n'en pas entreprendre l'examen. Il étoit nécessaire que je ne laissasse pas dérouter les Lecteurs de mon premier Ouvrage & de vôtre Réponse.

La maniere dont vous combattez ce que j'ai dit sur la nécessité des renonciations de toutes les parties , est un pur Sophisme. Qu'ai-je fait autre chose que ce que vous dites que j'aurois dû faire ? En combattant la validité de la Pragmatique , n'ai-je pas prévenu ce que vous demandez ? Car si cette Pragmatique n'est point légale , est-ce que les prétentions de toutes les Parties ne reviennent pas , ou plutôt ne restent pas dans toute leur force ? Vous même tombez ici en contradiction avec ce que vous avez dit plus haut , que pour autoriser les renonciations , & les rendre plus nécessaires ; une seule aparence de prétention suffisoit. Ensuite vous argumentez sur le prétendu fondement que l'indivisibilité & la primogeniture , sont de droit dans la Maison d'Autriche , & ce n'est que relativement à ce prin-

principe que je vous ai toujours nié ,  
 que vous allez emprunter le témoignage de *Grotius* : faites plus d'honneur à un si grand Maître en matiere de Droit public , que de le faire parler sur une fausse hypothese. La proposition de *Grotius* prise en elle-même , est fondée sur l'équité ; mais où est ce reglement que *Grotius* lui-même demande ? Est-ce la Pragmatique ? C'est précisément ce titre que j'estime vicieux dans son principe , & que j'ai établi dans mon premier Ecrit , qui ne peut pas être aisément rectifié par les choses de forme , que même on a négligées. Quand j'ai nié vôtre Majeure , les regles de la Logique m'apprennent que la Mineure & la consequence tombent d'elles-mêmes ; ainsi je me dispenserai de reprendre toutes les parties du Sillogisme qui remplit toute vôtre 33. pag. L'opinion que vous attribuez sans restriction à Ludolphus & à Betsius , n'est point un principe absolu qui ne suppose pas un cas de necessité forcée ; Et quand ils disent que le consentement des Héritiers n'est pas fort nécessaire , cela ne conclut pas qu'il ne soit pas de l'équité de le demander. Or je mets au nombre des choses nécessaires , les choses équitables. Le sens que vous donnez à ce

Tome IV. O passage

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

passage de deux grands Jurisconsultes, suppose que vous ne penseriez pas de même ; mais la crainte de ne pas obtenir une chose que l'équité conseille de demander , ne peut pas justifier. Dites plutôt qu'il n'étoit pas juste de la demander , parce qu'on ne l'a pas fait : vous développerez mieux votre véritable pensée. Puisque vous faites si grand cas , & vous avez raison , de *Grotius* & de *Puffendorff* , vous auriez bien dû respecter leurs sentimens que vous attaquez , lorsque vous supposez que le consentement des Sujets n'est pas nécessaire dans un Etat patrimonial & héréditaire , par rapport à un Reglement successorial ; car sans vouloir vous relever sur le nom que vous donnez d'Etats patrimoniaux , indistinctement à tous ceux que possède la Maison d'Autriche , il ne seroit pas difficile de vous faire voir que ces deux fameux Jurisconsultes ne balancent pas à demander , même dans les Etats Monarchiques , le consentement des Sujets , pour valider les arrangemens qui intéressent l'ordre de succéder. Quelle autre matiere peut être plus importante pour des peuples qui vivent sous de certaines Loix , ou écrites , ou tacites ? Vous avez contre vous la Jurisprudence de tous les Etats.

C'est

C'est vous faire trop d'ennemis à la fois. Il est aisé d'anéantir toutes les obligations que nous imposent les exemples anciens , quand on veut interpréter comme vous faites ceux que j'ai rapportez de Rudolphe & de Mathias. Pourquoi voulez-vous que je regarde la démarche qu'ils ont faite , de demander le consentement des Etats Provinciaux , comme une chose de pure bonne volonté ? Est-il d'usage que les Princes fassent en pareille matière , des choses expletoires & de surerogation ? Cette reflexion peut assurément valoir la preuve que vous demandez. Si d'ailleurs ces Princes ont jugé à propos d'en user ainsi pour une cession particulière , n'en dois-je pas conclure une plus grande obligation , quand il s'agit de la totalité d'une immense succession ? Je n'admettrai donc pas même votre raisonnement par rapport à la Bohême , puisque ne convenant pas que la Pragmatique soit conforme à ses droits , privilèges & usages , comme je l'ai déjà démontré , ce que vous nommez Loix & Constitutions Imperiales n'est pas ce qui doit faire loi dans le Royaume de Bohême ; mais par rapport à la Hongrie , je n'ai point supposé gratuitement que le consentement accordé par



ce Royaume en 1722. ait été forcé. S'il est public que le Cardinal Czacki rapporta un consentement des Hongrois, il ne l'est pas moins que ce Prélat exposa naturellement qu'il avoit trouvé un grand nombre d'oposans au nouvel ordre de succession. Vous n'auriez pas dû separer ces deux faits qui sont inseparables. On peut ( quoique ce ne soit qu'une opinion ) dire avec Puffendorff, *que les Conventions faites par la crainte subsistent dans toute leur force*, c'est-à-dire, qu'elles peuvent subsister, mais non pas qu'elles sont légitimes; & vous sçavez mieux que moi que si jamais de pareilles conventions peuvent devenir obligatoires pour toute une Nation, c'est lorsque, le cas arrivant, il y a une reconnoissance libre & non contredite, du sujet en faveur duquel telles Conventions ont été faites. Ainsi vous faites encore ici une fausse application d'un passage, auquel vous donnez en même tems une interpretation, que certainement *Puffendorff* ne voudroit pas avoïer. C'est avec la même justesse que vous nous donnez le consentement des Puissances étrangères, comme un titre suffisant pour décider le Corps Germanique, qui desormais aparemment ne devra plus se conduire par ses propres lumie-

lumieres , mais par les impulsions qui lui viendront du dehors. Quel etrange joug imposez-vous à nôtre Patrie , & à quelles inductions ne donnez-vous pas lieu vous-même , vous qui craignez tant , & avec raison , que des Etrangers se mêlent de nos interêts domestiques ?

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

La suite necessaire de ce que vous dites contre la necessité de la confirmation de l'Empire , est que l'on peut être Juge & Partie. Vous convenez cependant que pour des arrangemens de famille , un Prince particulier a besoin de Lettres de confirmation ; mais de grace , quelque grande étendue d'Etats que possède l'Empereur , n'est-il pas , eu égard à l'Empire , un Prince particulier , & un Membre de tout ce Corps ? Par consequent n'est-il pas tenu à ces mêmes Loix , dont comme chef il doit donner l'exemple d'observation ? Je veux croire que la Pragmatique ne fasse que confirmer des Privileges anciens & émanez de l'Autorité Imperiale , ne faut-il pas que vous conveniez qu'il y a une grande partie de ces Privileges accordée par des Empereurs Autrichiens à des Princes de leur même famille ? Comment voulez-vous nous les donner pour des Titres , dont le prétendu

O 3      renou-

renouvellement n'ait pas besoin de la confirmation de l'Empire , sur tout quand il s'agit d'une Loi qui doit faire passer à un seul Prince d'une autre Maison d'aussi vastes Etats ? A plus forte raison mon raisonnement est-il vrai , quand je démontre que la Pragmatique est une Loi nouvelle. Nous reviendrions naturellement au grand principe , que l'on ne donne pas à des Peuples , sans leur consentement , une nouvelle race de Maîtres. Après cela je ne sçai point pourquoi vous vous élevez tant contre la nécessité des Lettres de confirmation de l'Empereur & de l'Empire. Elles ne doivent pas être plus difficiles à avoir , que ne l'ont été à obtenir ceux des Privileges tant vantez , qui se sont donnez en famille depuis que l'élection a mis sur le Trône Imperial , tant de Princes de suite de la même Maison.

Il s'en faut donc beaucoup que le passage de Ludolphe que j'ai rapporté , & que vous rappelez , page 41. porte à faux.

L'aplication en est juste , parce que les principes par lesquels vous la supposez fausse le sont eux-mêmes , & que ( comme je l'ai déjà dit peut-être trop souvent ) vous concluez toujours sur une fausse hypothese.

Après

Après le principe que vous avez voulu établir , que le consentement des Peuples n'est pas nécessaire , ou qu'il est même superflu , il ne faut pas s'étonner que vous blâmiez ce que j'ai dit sur l'incertitude du Gendre que l'Empereur choisira. Or vous sçavez bien que je n'ai point admis votre principe , & que même je l'ai réfuté ; mais vous n'avez pas suivi la division de mon premier Ecrit. D'abord j'ai traité la question quant au fonds , ensuite j'ai passé aux considérations de prudence & de sagesse. Si vous aviez suivi cette gradation , vous auriez senti que vous ne répondez pas à ma proposition , & que vous ne résolvez pas mes doutes , lorsque vous dites qu'il suffit d'être assuré que la garantie de la Pragmatique est juste & équitable par elle-même. Vous devez sçavoir qu'indépendamment de l'examen du fonds , un arrangement est estimé bon , ou devient mauvais , souvent par la connoissance des qualités de ceux qu'il interesse , & ce ne peut jamais être une considération indifférente. Cela est aussi absurde en matière de Droit public , comme le seroit en matière de Droit particulier la proposition qu'on me feroit , de faire une Donation à quelqu'un qu'on ne

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

voudroit pas me nommer. Pour me mettre en état de connoître la raison de la demande que l'on me feroit, il faudroit au moins me dire le Donataire. Je ne sçai donc pas comment vous pouvez nommer cela des suites accidentelles, c'est-à-dire, que pourvû que l'Empereur donne à quelqu'un toute sa puissance, il n'importe à l'Empire qui sera un jour son Maître. Est-ce là le langage convenable à quelqu'un qui feroit occupé de l'amour de la Patrie ? Assurément l'Empereur ne l'adopteroit ni ne l'avoueroit. Vous voyez donc bien que je sçai rendre justice aux intentions de Sa Majesté Imperiale, lorsque je vous fais vôtre procès sur des principes hazardez, que je crois bien contraires à ceux de ce Prince.

Permettez que je ne sois pas encore tranquille sur cette crainte de troubles qui a excité mon zèle pour nôtre Patrie. Il paroît même par d'autres Ecrits qui ont été lûs dans le Public, que je ne suis pas le seul qui ait pensé de cette façon.

Mais s'il est vrai que cette Pragmatique donne aux Archiduchesses, filles de l'Empereur, une étendue de Droits qu'elle n'avoit pas, il faudra bien que malgré vous ce soit au préjudice des tiers,

tiers , dont j'ai dit dans mon premier Ecrit que les Droits étoient lezés. Ce n'est pas que vous eussiez raison de traiter d'absurde toutes les conséquences que j'ai tirées de mon premier principe , si ce principe n'étoit pas vrai ; mais c'est au Public impartial & non prévenu à nous juger : Je ne suis pas plus que vous persuadé que la France ne soit pas rivale de la Puissance Impériale , mais vous auriez pû vous dispenser de rapporter dans un tems de Paix generale , ce passage de Jean Georges IV. qui étoit excusable alors seulement , parce que l'animosité qui accompagne la fureur des armes fait pardonner bien des choses. Ce que vous raportez de l'opinion de l'Europe , pour la dilata-tion de la Puissance Autrichienne , par la réunion de la Monarchie Espagnole , ne doit être regardé que comme une vapeur passagere. En effet , lorsqu'en 1701. tout ne respiroit que la Guerre , on pensoit bien des choses que l'on ne pensoit plus en 1713. & il n'est pas raisonnable de nous donner comme des oracles , ce que les meilleurs politiques ont eux-mêmes regardé comme une erreur , lorsqu'il a été question de convenir des fondemens de la Paix ; mais il n'est pas besoin d'étendre plus

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE.  
SANC-  
TION.

loin ces Reflexions : il faut espérer que la Bonté Divine prévendra les cas malheureux , que tout Patriote éclairé doit craindre avec moi , & lorsque la Succession de l'Empereur , une fois bien assurée par une suite de mâles , permettra au Public de raisonner de sang froid sur la matiere que nous traitons vous & moi , je gagnerai peut-être davantage à l'équité du Lecteur , que vous ne gagneriez aujourd'hui à la prévention dans laquelle il pourroit être. Je suis ,

MONSIEUR , &c.

## M E D I T A T I O \*

Ad Augustissimi Imperatoris Romanorum Caroli VI. Sanctionem Pragmaticam de Ordine succedendi in Regna Provincias ac Ditiones , ad Serenissimam Domum Austriacam Jure Hæreditario spectantes , ejusque Guarantiam Generalem , ab Imperio Decreto Comitiali majoribus numero suffragiis confecto , susseptam & contra quoscunque præstandam.

*S*I quæ res magno in motu hoc quidem est Stempore : est certè illa Sanctio Pragmatica , quam IMPERATOR ROMANORUM HODIE GLORIOSISSIME REGNANS CAROLUS VI. de succedendi in Serenissima Domo Austriaca ordine , in forma perpetui indivisibilis fidei-commissi ,

O 6      pri-

\* NB. Comme nous avons cité quelquefois des Auteurs , ou Traitez Allemands , nous en avons mis l'explication en François , au bas des pages , en faveur de ceux qui n'entendent pas cette Langue.



*primogenitura affecti, pro universis utriusque sexus heredibus, instrumento solemni anno MDCCXIII. declaravit ac stabilivit. Illi, qui novos motus conversionesque Imperii Germanici quarunt, vehementer omni studio atque opera elaborant, ut in eam sententiam status Europa ac præcipuè Imperii traducant, quod Sua Majestas Cæsarea, qua princeps terrarum, quas in sua potestate tenet, non habeat ejus generis Sanctionem proprio motu dandi facultatem, quodque, ob eam causam, hujus Sanctionis sponsio ac evictio, seu, uti vulgo vocant, Guarantia suscipi ab Imperio, quamvis plurimi Status suffragati fuerint, nullo jure, multo minus contra quoscunque præstari queat.*

*Quo majoris negotium hoc ducendum momenti, eo magis opera pretium est, ut docti homines atque in primis eruditi in arcem hujus causæ invadant ac perquirant, quid tandem habeat argumenti aut rationis res, quamobrem potestati civili Imperatoris vindicanda facultas sit sancienti de ejus generis ordine succedendi, qui in Sanctione continetur? Et quamobrem Sanctionis Guarantia ab Imperio jure suscepta sit, in eamque præstandam obligati Status omnes, quamvis tantum plurima pars ipsorum in Guarantiam consenserit? Ac quoniam ad hujus materie disquisitionem interest, adesse*  
argu-

*argumenta, ex fontibus juris gentium, publici universalis, nec non Germanici ac præcipuè domestici terrarum Austriacarum hereditariarum hausta; ea quoque expendere illum oportet, qui commentari cogitat de jure Augustissimi Imperatoris disponendi de ordine succedendi in terras hereditario jure ad ipsum spectantes. Quo ex deinde, quid de hujus successionis ordinis Guarantia deque concluso Imperii, pluralitate suffragiorum in hac causa confecto, sentiendum, sponte sua consequetur.*

*Quantum ego quidem, auxiliantibus modo dictis principiis, meditando assequi possim in hac, omnium sermone celebrata, causa, periculum faciam. Ante vero, quam rem ipsam aggrediat, generatim, quidam Sanctio Pragmatica sit, ac quisnam jus sancienti de ordine succedendi in rectionem terrarum hereditariarum habeat indagandum mihi sumo.*

*Sanctio Pragmatica in jure publico nihil aliud fere significare solet, quam speciem legis publicæ, in qua potissimum præcipua quedam jura Imperantis continentur. Quo cum significatu congruit proter hanc, de qua jam differimus, Sanctionem Pragmaticam, etiam illa Caroli V. de jure & ordine succedendi in Belgium; nec non illa Gallica de jure creandi Episcopos; ac alia plures. Quandoquid in Sanctiones pro-*

eo, ac eas definiti, in numero legum publicarum collocanda sunt: facili negotio concipi potest, quod ille, qui habet leges publicas ferendi facultatem, habeat etiam jus Sanctiones Pragmaticas ponendi. Nunc Imperantes omnes, ob jus, quod penes ipsos est, gubernandi rempublicam, statum reipublicae publicum praeceptis, hoc est dicere, legibus publicis, ordinare queunt; quapropter nihil impedit, quo minus illis jus, Sanctiones Pragmaticas perferendi, asseramus. Ac cum Imperator Romanorum Caput Imperii, in ipsis legibus Imperii publicis, nuncupatur; Caput reipubl. vero Imperantem, cujus potestas civilis terminis circumdata est, figurat: Imperator quoque respectu Imperii Imperans, non merus Administrator, habendus, (beamque causam, etiam Sanctiones Pragmaticas, Imperium respicientes, dare, sed, ob artic. 8. §. 2. Instr. P. comitali consensu, potest; ratione terrarum hereditariarum vero quod penes Imperatorem solum ea potestas Sanctiones stabilendi sit, ex eo, quod earum non habendus Caput solum, sed Imperans, cujus potestas civilis non, ut in Imperio, circumscripta est, patescit. Adhuc incertum aliquis habere posset: quibusnam de rebus, ad jura summa spectantibus, Principi liceat per Sanctiones Pragmaticas disponere? Ac quidem: num ejus generis Sanctio,

ut

et CA  
perpetua  
Porro, i  
Sanctio  
cedendi

Quo  
ad conse  
itant, e  
modo, q  
nandi re  
publ. en  
illius con  
felici re  
etiam cu  
de nec q  
quilibet  
blicam,  
ticam c  
salutiqu  
vero cum  
multo m  
id est,  
festum e  
& ex co  
matica  
publican  
liter cor  
causa es  
perpetua  
Domo  
quippe

ut CAROLINA, lex immutabilis & DE EA  
perpetua esse haberique possit aut debeat ? PRAGMA  
Porro, in principisne potestate sit instituere TIQUE  
Sanctione Pragmatica immutabilem suc- SANC-  
cedendi orationem ? TION.

Quod Princeps de omnibus iis rebus, quæ ad conservationem & salutem reipubl. spectant, decernere legibus, aut alio quovis modo, queat, id ex Principis jure gubernandi reipubl. sat planum traditur. Reipubl. enim gubernatio non potest esse sine illius conservatione, quæ, quando cum statu felici reipubl. conjuncta, non potest non etiam cum salute publica connexa esse. Proinde nec quisquam in dubium vocabit, quod quilibet Princeps, ob jus regendi reipublicam, etiam jure Sanctionem Pragmaticam constituendi eam, quæ conservationi salutisque reipubl. conducit, polleat. Atque vero cum ob id, quod salus publica, itaque multo magis conservatio reipubl. suprema, id est, semper observanda lex sit: manifestum est, quod etiam lex publica omnis & ex consequenti quoque ea Sanctio Pragmatica, quæ conservationem & salutem publicam respicit, perpetuo & immutabiliter conservanda sit. Atque hoc quidem causa est, cur Sanctio Carolina, ut lex perpetua & immutabilis, in Serenissima Domo Austriaca haberi possit & debeat; quippe quæ nihil nisi conservationem indi-  
viduam

*viduam terrarum hereditariarum vult.*

*Sed queret tamen aliquis : an Sanctio Pragmatica de modo successionis secundum ordinem primogenituræ ad talem publicam legem referenda, quæ reipubl. salutaris sit? & an itaque Imperatori Romanorum liceat, ratione ordinis succedendi in terras hereditarias, quidquam introducere?*

*Non nego esse respubl. nonnullas, in quibus Princeps in ordine succedendi, in-  
victis iis, quorum interest nec quidquam dis-  
ponere possit; propterea quod injuria tali  
dispositione fieret, si invictis jus quæsitum  
habentibus, successio ordinaretur.*

*Verum, si ejus generis ordo succedendi  
introducatur, ope cujus tantum Primoge-  
nitus aut Primogenita succedat, terraque  
individua permaneant & nemini tamen  
contra ipsius voluntatem quidquam accidat,  
aut jus auferatur: tunc omnino verissima  
fronte dici potest, quod ejus generis disposi-  
tio salutaris sit, quippe qua terræ in statu  
suo individuo integre conservantur. Ac si  
etiam probare non possem, quod Sanctio,  
jus individuitatis & primogenituræ insti-  
tuens, in emolumentum reipubl. redunda-  
ret: nihilominus ex consuetudine Gentium  
Europæarum planum facere me posse puto,  
quod Principes Europæ potentiores in do-  
mibus suis terras individuas & primogeni-  
turam servant, etiam scæmineam. Preci-*

*pue*

DES PUI.  
pae in Prin  
sucedendi  
uisse olim,  
quibus ne  
rentur, ipse  
nom scripto  
Serphanus  
starius Re  
Advocatus  
leras exen  
sucedendi  
tu Lunel  
nim inst  
burgici an  
miam in o  
concedere  
rades filio  
vendum.  
inter alia  
Duci Aug  
si Dux Au  
nit, idem  
quam re  
privilegi  
primogen  
gia & B  
1204. F  
Divans  
cessionis  
lerus de  
exemplis

puè in Principatibus Germanorum ordinem succedendi secundum consuetudinem ita fuisse olim, ut proximi agnati succederent, quibus nec exstantibus, sæminæ admitterentur, ipsi Gallici Jurisconsulti & historiarum scriptores auctores sunt; inter quos est Stephanus Paschasius Jurisconsultus & Consiliarius Regius (a) & Andreas Faunus, Advocatus Regius Parisiensis (b). Si desideras exempla, sæminas in feuda Imperii succedendi jus habere, exemplo tibi Ducatus Luneburgicus potest esse. In tabulis enim instituti Ducatus Brunsvico-Luneburgici anno 1253. quæ sunt apud Meibonium in opusculis, Imperator proficitur: concedere se Ducatum in feudum ad hæredes filios & filias hæreditariè devolvendum. Ab eodem Friderico Imperatore inter alia privilegia anno 1245. Friderico Duci Austriæ, data, hoc reperio: Quod si Dux Austriæ sine hærede filio decesserit, idem Ducatus ad seniores filiam, quam reliquerit, devolvatur. Eadem privilegia successioneis fæminæ, ex jure primogenituræ, ratione Ducatus Lotharingæ & Brabantia, a Philippo Cesare anno 1204. Henrico concessa esse, refert Petrus Divæus (c). Alia exempla hujusmodi successioneis fæminæ individualis habet Mylerus de Principibus Imperii. Ex quibus exemplis colligere licet, quod jus individualitatis

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

(a) Lib.  
2. cap.  
16. Re-  
cherches  
de la  
France.

(b) Lib.  
7. Histor.  
Navarr.  
fol. 329.

(c) Lib.  
Rerum  
Brabant.  
cap. 9. &  
13.

*duitatatis & primogenitura in terris Germanicis ex moribus obtinere quoque soleat. Rationem, cur terra Principum potius habenda individua, quam dividua, exponit Grotius de J. B. & P. lib. 2. cap. 7. § 14. ubi ait : Præsumitur populus id voluisse, quod maxime expedit. Hinc primum illud nascitur, ut, ni aliud lex aut mos ferat, individuum sit regnum, quia id ad tuendum regnum (i. e. ex mea sententia, conservandum) plurimum valet. Jam, ope principii mei juris publici universalis, quilibet Princeps, etiam Imperii, habet jus conservandi terras suas, per Instrum. P. W. § pho Gaudeant, in quo, pro sua cujusque conservatione, Principi licet exercere jura ad potestatem civilem spectantia. Ergo, & Principes Imperii, & quilibet alius Imperans habent jus terras suas individas conservandi, ac quidem illi non solum ex more gentico & jure publico universali, sed etiam ex peculiari dispositione Pacis Westphalicæ, loco allegato. Ex hoc more gentico Rex Gallia multas terras, ut individas, possidet, quæ prioribus temporibus dividuæ fuerunt. Iniquum adeo est divisionem postulare earum terrarum Austriacarum, in quibus olim interdum partitio, ex libera voluntate, sine ulla obligatione facta fuit.*

*Nec vero quisquam falsam sibi persuasionem*

DES PUIS  
finem indu  
servandi te  
idem esse  
tam uti s  
178. quod  
ubi fingur  
num nulla  
quod voc  
i Regibus  
si aliunde  
manere de  
alioquin  
tandem qu  
tramen in  
SANCT  
& unionis  
ad quem a  
Hocce jus  
lere in om  
gumentari  
Feuda Reg  
vero, ut e  
regalia ex  
vidua esse  
periti statu  
argument  
turumque  
unc præ  
sententia  
ure indivi  
be habeo

tionem inducat , hocce principium jus conservandi terras suas individuas unum & idem esse , atque jus unionis , quo Galliam uti scribit Grotius *Append. Epist.* 738. quod quidem ita describit : Galli sibi fingunt jura , quibus aliarum Gentium nulla assentiuntur , quale est jus , quod vocant , unionis , ex quo cuncta à Regibus Galliæ semel possessa , etiam si aliunde eis obvenerint , apud Regem manere debeant , exclusis iis , ad quos alioquin venire debeat hæreditas. Secundum quam descriptionem hoc est discrimen inter jus individuitatis , quam **SANCTIO CAROLINA** vult , & unionis , quod in illo nemo excludatur , ad quem alioqui venire debeat hæreditas. Hocce jus individuitatis locum habere debere in omnibus Imperii Feudis , ex eo argumentari licet , quod Feuda Imperii sint Feuda Regalia ; in hujus generis Feudis vero , ut ei rei verba sunt indicio , Vasallus regalia exercenda habet , quæ regalia individua esse plurimè juris & publici & feudalis periti statuunt ; & ego cur , idem affirmem , argumenta habeo. ex essentia Majestatis juriumque Majestaticorum desumpta ; quæ nunc prætereo ac relinquo , quia hujus sententiæ , quod feuda Imperii ordinario jure individua sint , maxima documenta hæc habeo : nempe constitutiones Imperatorum.



*torum, observantiam antiquam, testimonia historiae scriptorum atque Jurisconsultorum. Inter constitutiones antiquiores numero 2. feud. 35. & 55. in quibus modo praeceptivo disponitur, ne Ducatus, Marchiae & Comitatus de cætero, id est, in posterum, dividantur: quam constitutionem esse universalem & Germanos obligantem, probavit Ill. D. de Ludolph.*

(a) §. 1. lib. 1. des Schwaben. Spiegels & tit. 25. §. 1. Aurea Bula, cujus verba hæc sunt: Si cæteros Principatus congruit in sua integritate servari - - multo magis magnifici Principatus, Dominia & jura Electorum principum debent illasa servari. Si aliis repetere observantiam ex testimoniis Scriptorum rerum Germanicarum volumus; præ aliis, quod à tempore Conradi Primi usque ad Fridericum Primum & ultra uni tantum ex Liberis & Cognatis Feuda Imperii cessa individue fuerint, adsunt Radevicus lib. 2. cap. 7. ad annum 1158. Otto Frisingensis lib. 2. Cap. 29. ad annum 1156. Gunterus in rebus Friderici lib. 8. sub fine. Ac P. de Vineis lib. 6. epist. 25. nobis est testimonio, quod etiam ætate Friderici secundi Feuda ab IMPERATORE jure Francorum, hoc est dicere, Germanorum, Italici concessa,

(a) Observantiam indicat. Artic. 20. §. 1. lib. 1. des Schwaben. Spiegels & tit. 25. §. 1. Aurea Bula, cujus verba hæc sunt: Si cæteros Principatus congruit in sua integritate servari - - multo magis magnifici Principatus, Dominia & jura Electorum principum debent illasa servari. Si aliis repetere observantiam ex testimoniis Scriptorum rerum Germanicarum volumus; præ aliis, quod à tempore Conradi Primi usque ad Fridericum Primum & ultra uni tantum ex Liberis & Cognatis Feuda Imperii cessa individue fuerint, adsunt Radevicus lib. 2. cap. 7. ad annum 1158. Otto Frisingensis lib. 2. Cap. 29. ad annum 1156. Gunterus in rebus Friderici lib. 8. sub fine. Ac P. de Vineis lib. 6. epist. 25. nobis est testimonio, quod etiam ætate Friderici secundi Feuda ab IMPERATORE jure Francorum, hoc est dicere, Germanorum, Italici concessa, talia

DES PUIS  
alia Feuda  
primogeni  
indivisa  
et alios P  
in primoge  
hermo-qu  
lue Princ  
vicum Aul  
Pezii Scri  
repetitur,  
Hertzog R  
waren no  
Albrecht  
zog Albr  
wohnheit  
Hertzog  
reichen in  
hart 1365  
aus Oester  
die Wis  
Ersch, S  
hro proba  
is & pri

\* Lorsqu  
alla deux  
Leopold. I  
sage des P  
gouverna l  
siment l'A  
Carniole  
Stade & l'

talia Feuda significaverint, in quibus jure  
 primogenituræ successum, & adeo jus  
 individuitatis observatum fuit. Certè, in-  
 ter alios Principatus, in terris Austriacis  
 jus primogenituræ & individuitatis sæculo  
 decimo-quarto fuisse, ex vetere consuetu-  
 dine Principum Imperii, testatur Germa-  
 nicum Austriæ Chronicon, quod inter  
 Pezii Scriptores Rerum Austriacarum  
 repetitur, cujus verba sic se habent \*: Da  
 Hertzog Rudolph starb zu Mailand,  
 waren noch da zwey Brüder Hertzog  
 Albrecht und Hertzog Lewpolt. Hert-  
 zog Albrecht, nach der Alten Ge-  
 wohnheit der Fürsten, daß der Älter-  
 Hertzog solt herrschen, hub an zu  
 reichen in Oesterreich nach Christi ge-  
 burt 1365. und richtet alle Land loblich  
 aus Oesterreich, Steyr, Chernten, Krain,  
 die Windischenmarct, Tyrol und  
 Etsch, Schwaben und Elsass. Ex quo  
 loco probari potest, quod jus individui-  
 tatis & primogenitura non solum in Duca-  
 tu

DE LA  
 PRAGMA  
 TIQUE  
 SANC-  
 TION.

\* Lorsque le Duc Rodolfe mourut à Milan, il  
 laissa deux Freres, le Duc d'Albrecht & le Duc  
 Leopold. Le Duc d'Albrecht, suivant l'ancien  
 usage des Princes, qui veut que le plus âgé succede,  
 gouverna l'Autriche en 1365. & gouverna glorieu-  
 sement l'Autriche, la Stirie, la Carinthie, la  
 Carniole, Winditzmark, le Tirol, le Trentin, la  
 Suabe & l'Alsace.

*tu Austria olim obtinuerit, (non tam ex dispositione FRIDERICI, qui voluit, ut Ducatus Austriae nullo unquam tempore divisionis alicujus recipiat sectionem, quam ex vetere consuetudine Principum) sed etiam in omnibus terris, quae hodie Circulo Austriaco continentur: & quod nobis præcipue hic observando notandum est, etiam in partibus Suevia ad PRINCIPES AUSTRIÆ pertinentibus. Proinde eadem natura fundamentalis enumeratarum terrarum, quod ad ordinem succedendi fuit. Ac cum idem ordo succedendi Privilegio CAROLI V. confirmatus est: ex eo colligi puto, quod Privilegium CAROLI V. jus & ordinem successionis respiciens, non duntaxat ad Archiducatum Austriae pertineat, sed extendendum sit ad omnes reliquas terras Austriacas, Circulo Austriaco & Suevico inclusas; hoc est dicere, quod jus individuitatis & primogenitura locum habeat in Austriâ, Styriâ, Carinthiâ, Marchiâ, Vinidorum, Tyroli, Sueviâ, &c. Itaque AUGUSTISSIMUS IMPERATOR CAROLUS VI. jure, more, exemplo, legem SUAM de jure individuitatis & primogenitura tulit, quod ad dictas terras, ad Imperii coherentiam tulit.*

*Equidem Jurisconsulti Engelbrecht, Andreas*

DES PUI  
ndreas K  
contingit  
na esse, ol  
factarum  
abus Juri  
a auxilium  
ina sint  
atrum de  
. 21. Cot  
. 139. M  
villum K  
um nomina  
mentibus  
senten  
nhi liceat  
tro & lo  
die in P  
nibus lin  
individuita  
at, obser  
part. 3. d  
refert Pff  
ab. 3. tit.  
1, 42, 4  
noties not  
Statutum  
nogenitur  
niliatur?  
altatem  
rent, qu  
legitimam

Andreas Knichenius, Paulus Langius, Conringius, alique Feuda Imperii individua esse, ob plura exempla divisionum factarum, opinantur; *verum si auctoritatibus Jurisconsultorum pugnare volumus, in auxilium quod Feuda Imperii individua sint, advocare ego possum* Goldastrum de Majoratu lib. 2. cap. 17. n. 21. Cothmannum Vol. 5. conf. 1. n. 139. Moritium, Borcholtum, Ludwellum Klochium & plures alios, quorum nomina adferre longum est. *Ex hodie viventibus Jurisconsultis plurimi huic favent sententiæ, ex quibus unum nominare mihi liceat* Ill. Dominum de Ludolph libro & loco modo laudato. *Quod quoque hodie in Principatibus Imperii, si non in omnibus lineis, certè in potioribus, jus individuitatis & primogenitura usu obtineat, observat* Mylerus ab Ehrenbach part. 3. diss. 5. §. 5. pluraque exempla refert Pfeffingerus in Vitriario illustrato lib. 3. tit. 20. §. 40. lit. (a) porro §. 41, 42, 43, 44. usque ad §. 55. *Ac quoties non videmus, quod in Domibus Statuum Imperii jus individuitatis & primogenitura Confirmatione Imperatoriæ stabilatur? Quod si Status non aliquam facultatem ordinandi primogenituram haberent, quis Confirmationem Imperatorum legitimam pronunciaret? Quippe Confir-*  
matio

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*matio primum ponit negotium non prohibitum, adeoque permissum.*

*Quod permissum, istud facere aliquis aut intermittere legitime potest. Hinc Status Imperii primogenituram stabilire, aut non stabilire possunt. Quo ex ad Serenissimam Domum Austriacam argumentando concludo hanc conclusionem : Si aliqua divisiones terrarum Austriacarum facta fuerunt, illas factas esse, nec ex necessitate juris, nec ex Observantia Imperii, nec ex Consuetudine Domus, sed ex rationibus pollicitis, ex liberis pactis, sine ulla Posterorum obligatione aut alteratione juris primogenitura & individuitatis terrarum. Quod terrarum Austriacarum divisiones ex liberis pactis & ex humanitate magis, quam ex necessitate juris, facta sint, adest mihi modo citatus locus Germanici Austriae Chronici paulo infra : \* Hertzog Albrecht und Hertzog Lewpolt kommen mit einander überein, das sie deilen die Lande also: das*  
Hertzog

\* Le Duc d'Albrecht & le Duc Leopold convinrent de partager ainsi leurs Etats, que le fils unique du Duc Albrecht auroit l'Autriche ; & que les Enfants du Duc Leopold, qui étoient plusieurs, auroient les autres Etats, c'est-à-dire, la Stirie, la Carinthie, la Carniole, le Winditzmark, le Tirol, & tout le Trentin, l'Alsace & la Seigneurie de Suabe.

RES P  
Hertzog  
Sun, O  
Hertzog  
et, sol  
haben, d  
die Wini  
cher Et  
n Schw  
Ratio  
dem inaq  
nat, quo  
alter plur  
volis, non  
his vim h  
equaliter  
hoc divisio  
tera fuit  
mutatione  
genitura  
modo con  
mihi quic  
Feuda Im  
Sicilicet dis  
permissive  
perii stab  
individua  
man rega  
Principu  
Nonnull.  
fuisse pru  
Imperato  
Tome

Hertzog Albrecht , der allein het einen Sun , Oesterreich solt besitzen , und Hertzog Lewpolt , der mere chinder het , solt die andere land all inne haben , das ist : Steyr, Chernten, Chrain, die Windischmarct, Tyrol mit gantscher Etsch, Elsass und all Herrschaft in Schwaben.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANG-  
TION.

*Ratio itaque , cur hac divisio , ac quidem inaequalis , terrarum pactione fieret , erat , quod alter Frater unum Filium , alter plures habebat ; quæ , si verum fateri velis , non est ratio juris , quæ obligationis vim habet ad divisionem terrarum inaequaliter instituendam , & ex consequenti hac divisio , non ex necessitate juris instituta fuit , sed ex libera voluntate , sine mutatione juris individuitatis & primogenitura apud Posteriores obtinendi. Et hoc modo conciliari posse dissentientes auctores mihi quidem videtur in questione : an Feuda Imperii dividua , an individua sint ; scilicet dividua & individua haberi possunt permissivè , ita ut licitum sit Principi Imperii stabilire primogenituram terrasque individuas conservare , ex natura Feudorum regalia , ex veterè Consuetudine Principum & ex Tit. 25. §. 1. A. B. Nonnulla Feuda Imperii divisa interdum fuisse prudenti indulgentiâ & permissione Imperatores passi sunt. Argumentum in*

*Tome IV. P. con.*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION,

(a) In  
A. B. cap.  
25. §. 2.

*contrarium adduci non ignoro , tam in-  
valuiffe in Feudis & Principatibus Germa-  
niæ divifiones , ut etiam contra prohibitio-  
nem CAROLI V. Electores Palatini ,  
Saxonici , Brandenburgenses & Bavarici  
Provincias inter plures partiverint. Hoc  
quidem verum est profectò , quod CARO-  
LUS V. (a) sanciat , horum Electo-  
rum terras , districtus , homagia , va-  
sallagia & alia quævis ad ipsos spec-  
tantia scindi , dividi , seu quavis con-  
ditione difmembrari non debere , sed  
potius in sua perfecta integritate per-  
petuò manere. Verum A. B. celeb. In-  
terpres , Joh. Petrus Ludewigius ad  
modo allegatum sphum lit. ( e. e. )  
demonstravit , quòd hæc prohibitio Im-  
peratoris tradenda solum ad Electora-  
les Principatus , non ad alia territoria  
Principum Electorum. Ad argumenta  
Jurisconsulti hujus celeberrimi liceat mihi  
addere hoc argumentum. In fine laudati  
capitis A. B. interdicitur Electoribus dif-  
membratio Principatus & pertinentiarum  
ejus. Cum verò Electores seculares plures  
Principatus eo tempore , uti hodie , posse-  
derint : colligendum est , quòd unus tan-  
tùm Principatus , scil. ille , quem , ut  
Electores , possederint illo tempore , dividi  
non debeat. Terras Electorales divisas un-  
quam fuisse , est verò probandum. Proinde  
non*

non liquet, Electores contra A. B. divisiones terrarum, quas fecisse, non inficiari possumus, instituisse.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Quanquam itaque, nec consuetudines Gentium, nec jus Feudale publicum Imperii, terrarum Austriacarum individuitati, **SANCTIONE CAROLINA** stabilitæ, obsint: sigillatim in unamquamque terram, quam **SUA MAJESTAS CÆSAREA** in ditione **SUA** tenet, considerationem intendamus & ostendamus, quod penès **IMPERATOREM** eas terras omnes individuas conservandi facultas sit. Quod ut commonstrem ad digitum, ut fieri debet, ad fontes intendam, expediet formulam ut vocant, seu naturam fundamentalem terrarum hereditariarum **SERENISSIMÆ DOMUS AUSTRIACÆ** perscrutari penitus & exinde jus **IMPERATORIS** eum ordinem succedendi, qui in **Sanctione** declaratus, stabiliendi, derivare; quo ed magis convincamur, **Sanctionem Pragmaticam** ex potestate **IMPERATORIS** civili natam legitimè & profectam esse.

Ordiamur à terris intra fines Germaniæ & Circulos sitis de quibus nemini obscurum opinor, quod ita sint comparatæ, ut deficientibus masculis, ad Fœminam devolvi primogenitam queant, atque etiam alienari & individua conservari; prouti Monzam-



bano de statu Imperii in numero privilegiorum, à CAROLO V. confirmatorum ponit. Auctoris laudati verba hæc sunt cap. 2. Ne obscurum sit ipsum (scil. Archiducem Austriae) nihil juris Imperio in suas ditiones concedere, deficientibus masculis ad foeminas devolvi easdem cautum est, aut si ne foeminae quidem supersint, licebit easdem ultimo possessori transferre aut alienare, quocumque placuerit. Quod nihil juris ARCHIDUX AUSTRIÆ Imperio in suas ditiones omnes concedendum habeat in iis, quæ ratione terrarum hereditariarum ordinat, indicat Imp. Caroli V. Constitutio de juribus Austriacæ Domus, Comitibus Wormatiensibus anno 1522. data quæ confirmat. n. 15. \* Was der Hertzhog zu Oesterreich in seinen Lunden und. Gepieten thut oder aufhsetzt, das soll. Weder Keyser noch ander gewalt herrach nit verandern. Quod primogenitura & masculina & foeminina in successione observanda sit, non solum in Archiducatu Austria, sed etiam reliquis terris jure hereditario ad Austriacos Principes spectantibus, quodque alienari queant, eadem

\* Que le Duc d'Autriche, dans ses Etats & Provinces, fait & ordonne seul, sans que l'Empereur ou aucune autre Puissance puisse y rien changer.

*eadem Constitutio n. 20 , 21 , 22 , 23 .* DE LA  
*confirmat. §.* Der altist unter den Hert- PRAGMA  
 zogen soll die Herrschafft des Landes TIQUE  
 haben , und nach ihm sein altister Sun, SANC-  
 erblich. Doch also , daß er vom dem TION.  
 Stammen des Bluts nit kam , und daß  
 diß hertzogthum nimmermehr getheilt  
 soll werden. Wo aber bernelte Fursten  
 unerbsam abgiengen , so soll des Hert-  
 zogthum und die Landt an seine altiste  
 verlasne Tochter fallen. Der Erzhert-  
 zog hat macht sein Land zu vergeben und  
 zu verschaffen , werm er will , so er ( das  
 Gott verhüt ) ohn Erbkinder abgieng;  
 und soll daran durch das Reich nit  
 verhincert werden. *Quod hac Privile-  
 giorum Confirmatio Carolina ad omnes  
 terras Austriacas , certè quod ad primoge-  
 nituram fœmineam & terrarum individui-  
 tatem , extendenda , facili negotio colligere  
 quilibet ex eo potest , quod non solum  
 Hertzogthum , sed etiam die Land ( que  
 nullæ*

§ Le plus vieux des Ducs aura la Souveraineté  
 desdits Païs , & le plus âgé de ses fils lui succedera ;  
 mais s'il ne restoit plus d'héritier de cette branche,  
 le Duché ne sera pourtant point partagé , car n'y  
 ayant point d'Héritier mâle , lesdits Etats passeront  
 à l'ainée des filles. Le Duc a le pouvoir de donner  
 ses Etats à qui il veut , s'il venoit à mourir sans  
 enfans , ce qu'à Dieu ne plaise , sans que l'Empire  
 puisse s'y opposer.

*nulla alia nisi reliqua terra hereditariæ esse possunt scil. Styria, Carinthia, Carniola, Marchia Vinidotum, Tyrolis, terraque in Suevia sita &c.*) \* an die altiste verlassene Tochter fallen sollen *IMPERATOR ipse quoque planè dicirum. 46.* wir meinen, ordnen, setzen und wollen auch, dass der vorgemelt unser lieber Bruder, wie obgemelt ist, und all unser beyder Erben und Nachkommen der vorgemeldten Fürstenthumb, Landt, Herrschafften und Gebiet, so wir jetzt habent oder in kunfftigen zeiten gewinnen mochten, mit der hultf des Allmachtigen Gottes, aller sollicher Freyheit, Recht und Gnaden zu ewigen zeiten gebrauchen und genießen sollen. *Et in principio Constitutionis itidem distinguntur terræ, dum dicitur* dats H. Don Ferdi nand gebeten, dass dem

\* Doivent échoir à la fille ainée survivante. *Imperator -- 46.* notre intention est ordonnons, posons, & voulons aussi, que ledit notre cher frere, comme il est dit ci-dessus, & tous nos heritiers desdits Duchez, Etats, Seigneuries & Jurisdicions que nous possedons, ou que nous possederons encore à l'aide de Dieu Tout puissant, jouïront à jamais de toutes ses libertez, droits & Privileges. *Et in - - dum dicitur,* que le Seigneur Ferdinand a prié que toutes les libertez, droits & privileges dans toutes les Principautés & Etats que la Maison d'Autriche a reçus des Empereurs & Rois, lui soient confirmez, conservez & renouvellez.

dem loblichen Hauff Oesterreich all und jeglich Freyheiten. Gnad und *privilegia* uber was Furstenthum , Land oder Stuch die lautend , die das Hauffsuon Oesterreich von allen Kaysern und Kunigen treffentlich herbacht hat , confirmirt , bestetiget und erneuret wurden. *Omnia quoque priora privilegia, ad quasvis terras spectantia, confirmata esse n. 44. Constitutionis indigitur. Privilegia verò Austriaca anteriora omnia consensu Statuum Imperii munita, adeoque legitime condita & acquisita ab Imperatoribus Romanis esse, formulis exemplisque probavit Keifferrus in tract. de Domo Habsburgo-Austriaca quæst. 466. pag. 227, Quod verò quoque CAROLI V. Constitutio, quæ Privilegia Austriaca confirmantur, voluntate & deliberato animo Statuum Imperii in Comitibus condita sit, ( quævis confirmationes Privilegiorum à solo Imperatore proficisci possint ) ipsa verba Constitutionis indicant, quæ ita se habent : \** Darum haben wir mit

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

\* C'est pourquoy qu'après de meures Délibérations & après avoir demandé de bonne heure le consentement des Electeurs , Princes , Comtes & Seigneurs & en presence d'une nombreuse Assemblée de Conseillers entendus, nous avons conservé, confirmé & renouvelé audit nostre cher frere l'Archiduc Ferdinand ces Privileges , Immunités , Droits , Us & Coutumes.

mit wohlbedachten muth, guten zeitigen Rath unser und des heiligen Reichs-Churfürsten, Fürsten und Grafen, Herrn und ander unser treffentliche Rath, so darzumahl in guter anzahl bey einander gewesen sein, und rechten wissen den gemelten unsern lieber Bruder den Ertz-Hertzen Ferdinand -- sollich *Privilegien*, Gnaden, Freyheiten Gerechtigkeit und gut alter gewohnheiten, *confirmirt*, bestatt, vernewert und befestet. *Quam Constitutionem reperire licet in Goldasti Reichs-satzungen, parte secundâ pag. m. 193. cüm itaque Privilegia Austriaca eorumque Confirmatio, in quibus jus primogenituræ fæmineæ & individuitatis terrarum, ad Archiduces jure hereditario spectantium, continetur, justè ac legitimè obtenta: etiam SANCTIO PRAGMATICA, quod ad dictas terras hereditarias, quæ itidem disponit de jure primogenituræ fæmineæ & individuitatis terrarum, justè & legitimè condita sit, motu IMPERATORIS proprio, consequens est.*

*Quibus in ambiguo est, num IMPERATORES AUSTRIACI potuerint privilegia ejusmodi Domui suæ dare, illud dubium ex eo solvi potest, quod nullibi in Constitutionibus Imperii ulla interdictio*

tio reperiatur , quod domum suam ornare DE LA  
 Privilegiis Imperatores non debeant , adeo PRAGMA  
 que ea Privilegia , quæ consensu Sta- TIQUE  
 tuum munita sunt , justè & legitimè SANC-  
 DOMUI AUSTRIACÆ acquisita esse , TION,  
 quamvis ab IMPERATORIBUS AUS-  
 TRIACIS profecta , nec quisquam dubi-  
 tare poterit ; quippe tali ratione omnes aliî  
 Principes Imperii Privilegia justè adipis-  
 cuntur , cum quibus æquo & pari jure  
 AUSTRIÆ ARCHIDUCES vivunt.  
 Atque vero cum noviora Privilegia SE-  
 RENISSIMÆ DOMUS AUSTRIA-  
 CÆ , in quibus jus primogenituræ fœmi-  
 neæ & individuitatis terrarum contine-  
 tur , pro eo , ac ostendimus , voluntate  
 statuum Imperii condita , atque ita firmis-  
 sima sint : non necesse foret , ut ex anna-  
 lium vetustate erueremus jam diu gesta  
 & à memoria nostra remota , utque Con-  
 stitutionem FRIDERICI I. de anno 1156.  
 examinarem , qua Austria HENRICO  
 concessa est in Comitibus Ratisbonensibus ita  
 ut fœmine primogenitæ quoque succedant.  
 Sed tamen , quoniam scriptores rerum Au-  
 striacarum referunt hanc Constitutionem  
 non solum , verum etiam alii boni aucto-  
 res , quibus facilis , ut opinor , fides ha-  
 benda est : ad liquidum veritatem Consti-  
 tutionis exploratam esse censeo. Ut ali-  
 quos tantum asseram , qui hoc diploma :

*FRIDERICI I. HENRICO datum habent, præ aliis nomino Viti Arenpeckii Chronicon Austriacum & Chronicon Augustanum ad annum 1156. & Andree Presbyteris Chronicon Bavaricum, pag. 27. & 28. Exstant adhuc alii scriptores, quibus satis certis auctoribus stetur, hanc Constitutionem FRIDERICI I. non fictam esse; quos mitto, dum satis esse autumo, diplomata consequentia Privilegiorum Austriacorum, ac ante omnia illud FRIDERICI II. datum Verona 1245. inspectare, in quo expressa mentio Privilegii FRIDERICI I. fit, his verbis: Excellentissimus Princeps FRIDERICUS, Dux Austriæ & Styriæ -- quoddam Privilegium D. Augusti Imperatoris quondam FRIDERIC, Avinostri, HENRICO quondam Duci Austriæ Proavo suo sudum indultum nostrò culmini præsentavit &c. quod habet Pseffinger in Vit. Illustr. Lib. 1. tit. 16. §. 9. pag. 19. quem videsis scriptoresque ibi allegatos. Hæc mihi obloquitur quidam, qui non cum Imperio & Augusta Domo Austriaca facit: hic te teneo, ipsa tibi veritas manum injicit, quod, si jam FRIDERICI I. & II. tempore successio sæminea in Austria obtinuerit, injuria filiabus familie Babenbergensis fuerit facta; cum RUDOLPHUS Austriæ*

*Austriam ad filium suum ALBERTUM DE LA PRAGMATIQUE SANC-TION. transtulerit , adeoque , auctoritate RU-DOLPHI , ALBERTUS necessario vi in possessionem Austriae missus sit. Verum hac ita se non habere quod ALBERTUS vi in possessionem terrarum Austriacarum pedem posuerit , plures Auctores nominare possem , sed unum citare Auctorem suffi-ciet Arenpeckium in Chronico Austria-co , qui ad annum 1276. ita de RU-DOLPHO differit : nec tamen per vio-lentiam cepit [ scil. terras Austriacas , ] sed intervenientibus amicis , ea lege re-conciliati sunt , ut Austria Cæsari cede-ret , exin datis acceptisque filiabus af-finitas utrinque jungeretur , provinciæ , de quibus lis esset , dotales fierent. Pro-inde consensu eorum ex Familia Baben-bergensi , quorum interfuit , factum est , ut Familia Habsburgica in possessionem terrarum Austriacarum mitteretur. Ne-que ita Filix Familix Babenbergensis injuriam passæ sunt , quæ ob hanc quo-que rationem , quia justum titulum Habs-burgicorum eundi in possessionem terrarum Austriacarum agnoverunt , publicè questæ non sunt ; nec etiam ullibi dissensus Ordinum Provincialium exstat , potius summa voluntate , postquam RUDOLPHUS cum cognatis eam , quam ex Arenpeckii Chronico Austriaco citavi , pactionem fecerat , ALBERTUM , ut legitimum*



*successorem, recognoverunt. Itaque cum nec vi, nec ingratis cognatorum Familiae Babenbergensis ALBERTUS Austriam acceperit, consensusque Statuum Imperii accesserit: omni jure Austria & reliquæ terræ in circulo Austriaco contentæ ad Familiam Habsburgicam pervenerunt. In comitiis Augustanis anno 1282. Austriam, Styriam, Carniolam & Marchiam Vinidorum, consensu statuum Imperii, ALBERTUM gubernandum accepisse & anno 1286. jure beneficiario, ut Feuda Imperii aperta, accepisse, sunt testes Trithemius, Nauclerus, Chronicon Salisburgense, Historia Australis plenior, alique scriptores rerum Austriacarum, præcipue illi, qui sunt in Collectione Pezzii scriptorum rerum Austriacarum. Loca præcipua, quæ huc faciunt, sunt pag. 243. 382. 467. 857. 1095. 1229. ac quoniam nominatas terras Imperium ALBERTO, ut Feuda Imperii aperta, conferre præ se tulit: exinde colligi posse reor, quod hæc terra Austriaca talia Feuda Imperii fuerint, quæ fuerunt promiscuæ successionis, non jure perfecto & certo, sed quæ eam ob causam, cognatis collata sunt, ne turbæ à cognatis, qui æquum esse censebant in successionem, deficiente prole mascula, se aliis plane extraneis præferri, coirentur.*

*Quod si jure perfecto successio cognatica*  
certa

certa fuisset, quid opus fuisset Decreto Comituali cognatis Principibus **CONRADINI & FRIDERICI**, ultimorum Austria & Suevia Ducum successoribus? Non vero facile denegata cognato successio in terras Austriacas & Suevicas est, sed ex vetere consuetudine adjudicata; uti iisdem Comitibus Augustanis illa, quæ in Suevia partibus sita erant, terra, præcipua domaniales, extinctorum Suevie Ducum, occasione cognationis, sub Ducis titulo **RUDOLPHO** data. vid. Gerhard. à Roo in Annalibus rerum ab Austriacis Principis gestarum, lib. 1. p. m. 31. Quibus terris Suevicis haud ita multo post ad Austriacos Duces, Austria Possessores, delatis, illas eodem jure per Privilegia eorumque Confirmationem **CAROLIV.** quo terra circuli Austriaci fruuntur, gaudere censendum est, hoc est, ut individua, mascula prole deficiente, ad Filiam Primogenitam transferri queant. Argumenta, quod tam late pateant Privilegia Austriaca, supra jam attulimus; qui vult, præter illa, alia argumenta, eaque singularia, habere, legat Gylmannum Symphorem. Tom. 1. suppl. 6. pag. 321. & Kiefferum quæst. 45. de Domo Habsburgico Austriaca p. 225. & 226. Quibus hoc unum addo: quoniam Austriaca Domus terras Suevicas jure cognatæ

*cognitionis partim , partim jure emptionis acquisivit ; [ uti Suevia Landvogtiam cum aliquot oppidis LEOPOLDUS pro-  
bus emit ab Imperatore WENCESLAO ,  
quod diploma habet Fugger. lib. 3. c. 8.  
p. 359. ] nihil impedire potest , quo-  
minus etiam foeminae hodie succedere  
in illis terris Suevicis queant , non so-  
lum in terris , in quibus olim successio cog-  
natica valuit , verum multo magis in his ,  
qua titulo emptionis ad Domum Austria-  
cam pervenerunt ; quoniam idem jus ,  
quod WENCESLAUS habuit in has  
terras , scil. jus in quemvis eas transfe-  
rendi , in LEOPOLDUM ejusque suc-  
cessores translatum statuendum est.*

*Ut etiam sigillatim ad terras Carin-  
thiacas , Tyrolinenses & Tarvisias , in quo  
statu ante Constitutionem CAROLI V.  
fuerint , deveniamus , de illis una cum re-  
liquis locis vicinis Austriacis apud rerum  
Austriacarum Auctores relatum legimus ,  
quod earum possessio iisdem Augustanis  
Comitibus , quorum modo mentionem feci ,  
MAINHARDO confirmata fuerit , ac  
quidem , quod ad Carinthiam , propter uxo-  
rem AGNETEM. Deinde quoque anno  
1335. morte HENRICI , Ducis Carin-  
thiae , Duces Austriae terram eam ab Im-  
peratore LUDOVICO IV. obtinuerunt  
jure sanguinis materni , dum mater filia:  
MAIN-*

*MAINHARDI*, Ducis Carinthia, fuit, ut est in cap. 6. lib. 5. Chronici Anonymi Leodiensis. Eidemque laudato *MAINHARDO* terra Tyrolinensis & Tarvisia obtigit propter matrem *ADELHEIDAM*, ita quidem, ut novis patetis in omnes terras, quas *MAINHARDUS* habebat, Austria jus certum constitueretur. Quæ terræ tandem quoque ad Duces Austriæ, extinctis masculis, partim ob aliquod jus cognationis, partim ob pactiones factas, pervenerunt.

Exempli causa, ut paucis nos expediamus, unam Cessionem Tyrolis plenariam Domui Austriacæ à *MARGARETHA* factam nomino; cujus cessionis diploma ejusque confirmatio in favorem Austriacæ Domus de anno 1363. extat (a). Ac ne ea res in dubium veniat, num quoque ejus generis cessio plenaria reliquarum terrarum, quæ in circulo Austriaco continentur, jam tempore *RUDOLPHI* Domui Habsburgica facta sit: juvabit laudem concordia inter Imperatorem *RUDOLPHUM* & *OTTOCARUM* adjungere, quod est apud *LEIBNITIUM* Tom. 2. Codicis diplomatici juris gentium in mantissa §. 9. p. 100. seq. in quo legitur: Quod Dominus *OTTOCARUS*, Rex Bohemiæ, cedat simpliciter & præcisè omni juri, quod

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

(a) In  
Cunings  
Reichs-  
Archiv.  
in Part.  
Spec. un-  
ter Kayser  
und Kö-  
nigl.  
und Erz-  
Herzogl.  
Hause  
Oester-  
reich 762.  
& contin.  
I. unter  
Tyrol.  
228..

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

quod habebat vel habere videbatur in  
terrīs & hominibus, cujuscunque con-  
ditionis existant, Austria videlicet,  
Styria, Carinthia, Carniola, Marchia,  
Vinidorum & Gœritia ac Portusnah  
[ Portus Naonis, Fori Julii ] & paulo  
infra, quod Dominus OTTOCARUS  
tradat suam filiam in uxorem filio Do-  
mini RUDOLPHI, Regis Romano-  
rum, & idem Rex Bohemiæ dabit seu  
etiam regnabit simpliciter & præcisè  
Domino Romanorum Regi terras &  
possessions in Austria, quas hætenus  
proprietas vel feudi titulo tenuit, vel  
sua pecunia comparavit, & easdem ter-  
ras & possessions Dominus Rex Ro-  
manorum suo filio obligabit pro qua-  
draginta millibus marcis argenti, quas  
eidem filio suo in donationem propter  
nuptias deputabit. *Ex quâ cessione, ab  
OTTOCARO facta, videre licet, quid  
sit causæ legitima, cur RUDOLPHUS  
Filio suo Primogenito Ducatum Austriae  
una cum Styria & ceteris terris vicinis  
jste conferre Comitiali consensu potuerit,  
ac quare nulla injuria Familiae Babenber-  
gensis facta sit. Quæ cum ita sint; assequi  
id quilibet, nisi is, qui plane nihil sapit,  
potest, quod ab initio terræ & Austriacæ  
& Suevicæ legitime in potestatem Habs-  
burgicæ Domus pervenerint. Quæ terra-*  
cunz

*cum eximiis Privilegiis non solum ab Imperatoribus Austriacis, verum etiam ab aliarum Familiarum Caesaribus, precipue intuitu successionis fœmineæ, ornata fuerunt: [ quorum Privilegiorum Codex aliorumque diplomatum ad hanc historiam Domus Habsburgo Austriacæ facientium in Bibliotheca Vindobonenfi ex testimonio LAMBECHII Comment. lib. 3. pag. 329. & 330. servatur, ] consequitur, ut illæ, quamvis in nexu Feudali cum Imperio sint, nihilo secius, extinctis masculis, ad Filiam ultimi Possessoris masculi, eamque Primogenitam, omni jure pertineant; prouti CAROLI V. Confirmatio Privilegiorum Archiducibus Austriæ concessorum n. 22. declarat. Quoniam itaque jam ante Sanctionem Pragmaticam natura fundamentalis terrarum Austriacarum ita fuit constituta, ut illæ Filiæ Primogenitæ, deficiente Prole mascula, individue conferendæ sint: Nullam video rationem, ob quam HODIE PRUDENTISSIME REGNANTIS IMPERATORIS declaratio ejusdem ordinis succedendi in terras hereditarias Germanicas in consuetudinem Imperii venire debuerit. Quibus rebus adductus, inconsulto Imperio, motu proprio, jure sancire, lege perpetua, successionem fœmineam secundum ordinem primoge-*

*nituræ*

DE LA  
PRAGMA-  
TIQUE  
SANC-  
TION.

nituræ CAROLUM VI. potuisse, quod ad terras in circulo Austriaco & Suevico sitas, statuo.

*Nec me commovet id, quod nonnulli SUPREMUM IMPERII CAPUT ob terras IPSIUS, in nexu Imperii contentas, Membrum Imperii habere volunt & exinde concludunt, quod cum modum in primogenitura declaratione, quem alia Imperii Membra adhibere solent, observandum habeat. Verum regerere mihi liceat, quod, quamvis IMPERATOR jure ordinario in id quoque, in quod alii status Imperii, intuitu terrarum suarum hereditariarum, obligatus sit; tamen in declaratione primogenituræ id fieri nullo modo possit, licet IMPERATOREM ob terras hereditarias, ut Membrum Imperii, consideres. Namque Imperii Membra in primogenitura introductione adhibere solent id, ut illius confirmationem ab IMPERATORE petant; quo auctoritate confirmationis Cæsareæ jus primogenitura eo magis corroboretur. Verum, quandoquidem confirmatio omnis in eo consistit, ut quis in alterius negotium non prohibitum, quod valere debeat, consentiat; facili negotio intelligitur, quod fieri non possit, ut STA MAJESTAS CÆSAREÆ Sanctionem Suam, quæ declarat ordinem primogenituræ, confirmet. Ut ta-*  
ceat,

ceat, quod in supervacuum confirmatio, DE LA  
 si fieri posset, foret; quoniam declaratio PRAGMA  
 voluntatis IMPERATORIS, quod Acta TIQUE  
 sua valere debeant, eo ipso, quod quid- SANC-  
 quam disponit, adsit. Si instas, ad tion-  
 minimum necesse esse, ut Sanctio ab Impe-  
 rio confirmetur: hoc idem est, ac Caput  
 Imperii deterioris conditionis, quam Mem-  
 bra Imperii, reddere. Neque enim ulla  
 Constitutio Imperii ab Statibus, ut confir-  
 mationem introducti juris primogenituræ  
 ab Imperio expetant, postulat, nec etiam  
 Observantia adest. Potius confirmandi jus  
 ad reservata IMPERATORIS referen-  
 dum esse, nobis planum facit Lampadius  
 de Republ. R. German. pag. 3. cap. 13.  
 §. 5. & cap. 16. §. 1. Cujus rei, quod  
 Imperii confirmatio in primogenitura in-  
 troductione non necessaria sit, testimonium  
 perhibent acta apud Illust. Dominum de  
 LUDOLPH in tractatu de introductione  
 juris primogenituræ in app. n. 6.  
 pag. 219. Ubi hanc certè rem novissimum  
 exemplum introductionis juris primogeni-  
 turæ in Domo Saxo-Isenacensi illustrat.  
 Quod ceterum, nisi majoris cautionis gra-  
 tia, consensus Ordinum Imperii interdum  
 adhibeatur, ostendit Dietericus ad A. B.  
 tit. 24. & Mauritius part. 1. conf. Kil.  
 1 n. 23. seq. Proinde recte quoque jus  
 Primogenituræ, quæ jam ob naturam fun-  
 damentum



*damentalem terrarum nominatarum est fœminea*, Sanctione Pragmatica sine confirmatione & consensu Imperii stabiliri in *AUGUSTISSIMA DOMO AUSTRIACA* potest. *Ac si etiam reliqui Status Imperii in primogenitura introductione confirmationem Imperii adhibere tenerentur : tamen* argumento Capitulationum *LEOPOLDI* art. 30. *JOSEPHI* art. 29. & *CAROLI VI.* art. 11. *IMPERATOR* primogenituram in suis Feudis Imperii sine consensu & confirmatione Imperii ordinare posset. Namque in enumeratis Capitul. articulis continetur ; quod *SUA MAJESTAS CÆSAREA* Feuda Imperii sine consensu Statuum nemini tradere velit ; exceptis terris Austriacis hæreditariis , *pro u'i v.rba sonant* : \* doch Uns , wegen Unserer Erblanden , Rechten und Freyheiten unschadlich. *Quare ex hoc argumentum ducō , quod sine consensu , adeoque sine confirmatione Statuum IMPERATOR* terras suas hereditarias in quemvis transferre queat. *Atque vero cum per ea , quæ diximus , Feuda Imperii Austriaca sua natura sunt fœmininea : consequitur , ut ea in fœminam , atque adeo quoque in*  
Filiam

\* Sauf nos Droits & Privileges dans nos Etats Hereditaires.

Filiam suam primogenitam, *SUA MAJESTAS CÆSAREA* transferre eique jus individuitatis terrarum concedere jure queat sine Imperii Confirmatione. *Atque ob hanc rationem prudenti consilio SUA MAJESTAS CÆSAREA* ab Imperio non Confirmationem Sanctionis, sed duntaxat Guarantiam, requisivit obtinuitque.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Quamquam itaque exploratum nobis sit, quod *SUÆ MAJESTATICÆSARÆ* sine ullo Statuum Imperii consensu & confirmatione licuerit jus primogenituræ fœmineæ & individuitatis terrarum hæreditariarum, intra Circulos Germaniæ sitarum, in Domum Austriacam introferre: Scrupulus tamen residere aliquis potest, annon Statuum Provincialium consensus requiratur? Equidem inficiandum non est, quod, dissentientibus Statibus, qui, sub certo pacto & lege successionis, cuidam Principi summa jura detulerunt, illa lex succedendi, invitis Statibus non mutanda, sed servanda sit. Itaque ratio constitutionis terrarum & an lex succedendi existat, habenda est, & præterea in causam, ob quam alius successionis ordo à Principe constituitur, consideratio intendenda.

Quod si terræ, quas Princeps in sua potestate & ditione tenet, sunt allodiales, aut Feuda hæreditaria, aut si jure belli,

belli, quod causa justa nixum fuit, acquisitæ, aut si conservatio & salus publica mutationem successionis requirat: tunc, *mea quidem sententia*, penes Principem facultas est, quemvis successionis ordinem, & ex consequenti etiam jus primogenituræ fœminæ, instituendi sine adhibito Statuum consensu. *Has speciosas causas habeo, illas quidem justas.*

1. *Quod natura terrarum allodialium aut Feudorum mere hæreditariorum facultatem alienandi, & ita quamvis successorem sibi eligendi, possessori ejusmodi terrarum largiatur; uti juris Feudalis doctores uno ore confirmant & in eo conveniunt, quod Feuda hæreditaria ea sint, in quibus ordine successionis allodialis sive civilis succeditur ita, ut ex dispositione ultimi possessoris ad quemcunque, etiam extraneum hæredem, pervenire queant.*

2. *Quod idem liceat Principi, qui jure belli terras sibi vindicavit, ex statu belli patet; quippe victor victis præscribere quodvis, quod non contra conservationem Reipubl. est, potest, atque ita etiam quemvis ordinem succedendi.*

3. *Quod penes Imperantem solum, ob jus gubernandi Rempublicam, jus conservandi eandem esse oporteat, nec non salutis publicæ prospiciendi. Si itaque finis alicujus Sanctionis conservatio Reipubl. & salus est,*  
• *facul-*

*facultas hujus generis sanctionem ferendi denegari Principi nequit.*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*Jam ad terras omnino omnes, ad AUGUSTISSIMAM DOMUM AUSTRIACAM pertinentes, si non omnes hæ tres proprietates conjunctim adaptari, certe una aut altera possunt. Nempe enim pars terrarum hæreditariarum Austriacarum sunt Feuda hæreditaria, pars bello occupata paceque obtenta; accedit, quod ob hanc causam gloriandam BONO PUBLICO NATUS IMPERATOR Sanctionem confecit, quo nexus terrarum, uti hucusque, ita in posterum, conservetur.*

*Ea Feuda, quæ IMPERATOR intra circulos Germaniæ tenet, esse mere hæreditaria, aut illas terras, quæ non sunt Feuda, Allodiales, ex eo probare licet, quod, beneficio Confirmationis Privilegiorum CAROLINÆ Archiduces Austriæ jus terras suas hæreditarias Germanicas alienandi habent. Alienandi autem jus proprietas terre aut Allodialis aut Feudalis mere hæreditaria est. Quapropter manifesta ac confessa res est, quod terra Domus Austriacæ, Circulis Germaniæ inclusa, mere hæreditaria haberi debeant. Quando ratio terrarum ita comparata est, tunc ad ordinem successionis, quem in jure civili præceptum videmus, Principes eam ob causam,*

*sam, quia supra leges civiles sunt, non obligantur. Ac cum præterea in jure publico universali aut Gentium de ordine succedendi nec quidquam sancitum sit: residua Principi hæc potestas est in terris mere hæreditariis, ut ipse possit ordinare, quem successionis modum adhibere velit. Quocirca in terris Austriacis, in Germanicis circulis contentis, IMPERATORI eandem facultatem legitime tribuere licet. Ac quoniam ordo succedendi argumentum universum Sanctionis Pragmaticæ est, etiam illa SANCTIO CAROLINA ab arbitrio solo IMPERATORIS proficisci jure potuit, quod ad terras modo nominatas, sine ullo earundem terrarum Statuum consensu.*

*Huic sententiæ contraire videtur exemplum RUDOLPHI & MATTHIÆ, qui consensum Statuum Austriacorum adhibuerunt, cum hic FERDINANDO Austriam cederet. Verum hoc non ex obligatione quadam juribus Statuum respondente, sed potius ex cautione, factum esse, ex eo patescit argumento: RUDOLPHO & MATTHIA consentientibus, ut FERDINANDUS Austriam regeret, idem fuit, ac si abdicassent juri suo, (quod Principi cuivis licet,) Austriam regendi. Itaque ratione FERDINANDI una eademque res erat, ac si nemo ex Familia Austria-*

Austriaca, qui jus, ipso vivente, haberet succedendi, reliquus fuisset. Quod si autem nec quisquam Archiducum Austriacorum superstes fuisset, FERDINANDUS sine consensu Statuum Austriacorum in Austria jure suo succedere potuisset. Quapropter non obligatio adfuit, ut in illa Cessione Austriæ FERDINANDO facta consensus Statuum Austriacorum adhiberetur. Ex quo colligi puto, quod in casu, ubi ille, qui jus succedendi à nativitate habet, succedit, penes Status nec ullum jus ratione succedendi ordinis hujus esse possit. Secundum quam sententiam Statibus provincialibus Austriacis non fieret injuria, si PRIMOGENITA CAROLINA, Renunciatione jam ab ARCHIDUCISSIS FILIABUS LEOPOLDI & JOSEPHI facta, sine eorum consensu requisito, in possessionem terrarum Austriacarum, beneficio Sanctionis, aliquando irer. Quod si Status provinciales terrarum Austriacarum hereditariarum contra hanc Sanctionem, ex eaque Primogenita competentem successionem Protestatione tueri se vellent, illa Protestatio illegitima foret; propterea, quod Protestationes valide & legitime primum ponunt injuriam quandam protestanti imminentem aut factam. Quorum itaque Statuum provincialium consensum adhibere in securitatem

Sanctionis *IMPERATORI* placet ,  
*istud magis cautionis , quam necessitatis.*

*Quod ad naturam fundamentalem Reg-  
norum Hungaria & Bohemia , terrarum-  
que Italicarum & Belgicarum , illa jure  
hereditario per feminas ad Domum Aus-  
triacam pervenerunt , hæ eodem jure olim  
Domui Austriacæ & Hispanicæ obtigerunt ,  
sed ab hodie regnante AUGUSTISSI-  
MO IMPERATORE bello & pace , for-  
titudine & Constantia vindicanda fuerunt.*

*Quantum ad jus SERENISSIMÆ  
DOMUS AUSTRIACÆ in terras  
Italicas & Belgicas , illud Pax Rastadien-  
sis & Badensis ita exponit , ut istud , quod  
Sanctioni repugnans falso creditur , potius  
congruens & conveniens eidem sit ope Art.  
19. Pacis Badensis , Belgium Hispanicum  
ex hereditate Hispanica cecidit in sortem  
SERENISSIMÆ DOMUS AUS-  
TRIACÆ juxta successionis ordinem , in  
DOMO AUSTRIACA receptum. Jam  
vero annus & ultra fuit ante Pacem Ba-  
densensem , cum jus primogenituræ fæmineæ in  
DOMO AUSTRIACA plurimum Impe-  
ratorum Constitutionibus & pactis familiæ  
fundatum & receptum prout Acta Publi-  
ca , die Sanctionem Pragmaticam betref-  
fend , ostendunt ; ) Sanctione declararetur  
atque stabiliretur publice. Quare Belgium  
Hispanicum jure belli , pace finiti jure-  
que*

que hereditario fundati, IMPERATOR accepit sub eodem succedendi modo & ordine, qui anno 1713. 19. Aprilis publice declaratus fuit *id est*, sub jure successionis Fœmineæ, deficientibus masculis, & quidem, secundum Primogenituræ ordinem. *Nec afferri potest*, quod non adeo nota hac Declaratio tempore conclusæ Pacis Badensis fuerit; quoniam paucos ante menses, prius quam pax Badensis facta, ordo successionis declaratus fuerit, cum hac declaratio mense Aprilis 1713. facta, & Instrumentum Pacis Badensis mense Septembris 1714. conclusum & ratificatum fuit; intra quod temporis spatium res tam magni momenti Europæ omni exploratissima fuit certè. Ubi autem quidquam cuidam notum & tacet, quando loqui ei incumbit; tunc hoc silentium pro consensu habendum, non tam ex principiis juris civilis, quam ex regula juris naturæ ac Gentium communi, quam etiam juris naturæ ac gentium Princeps Grotius de I.B. & P. lib. 2. cap. 4. §. 5. ita exprimit: Qui sciens & præsens tacet, videtur consentire. Proinde quamvis nec ulla mentio Sanctionis in Pace Badensi facta: tamen hoc silentium Pangentium pacem ita interpretandum erit, ut cum, secundum ordinem in Domo Austriaca receptum, successionem in Belgio Hispanico discupiverint, eo ipso successio, anno 1713. declarata & renovata,

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANG-  
TION.



*intelligenda sit. Pro presentibus enim Paciscentes Pacis Badensis habendi, siquidem Legati ipsorum eo, quo ordo successionis declaratus fuit, tempore Viennæ commorantes Principes suos, tanquam presentes, representaverint. Hanc declarationem sciverit quilibet Princeps oportet, propterea quod, ut eadem ad notitiam Europæ omnis perveniret, illa Instrumento solenni declarata & in monumenta publica relata est; quod quidem attestantur artic. 12. Tractatus Viennensis Cæsareo-Hispanici de anno 1725. nec non artic. 2. Tractatus inter SACRAM CÆSAREAM MAJESTATEM & MAJESTATEM MAGNÆ BRITANNIÆ anno 1731 Viennæ initi. Quoniam ergo pro eo, ac Instrumenta publica ipsa loquuntur, declaratio IMPERATORIS de ordine succedendi in Domo Austriaca in publica Instrumenta relata: non potest haberi privata Domus dispositio, sed publica. Quæ cum ita sint, iterum iterumque statuendum est, quod de SANCTIONE CAROLINÆ silentium Pagentium Pacem Badensem, id est, æque Imperii ac Regis Gallia, sine ulla excusatione, consensus in Sanctionem haberi debeat; qui formula, quod successio in Belgio Hispanico, juxta ordinem in Domo Austriaca receptum fieri debeat, declaratus fuit, quæ Sanctio cum stabiliat in Domo Austriaca successionem, proxime & secun-*

*secundum Masculos , fœmineam pro ordine primogenituræ : facile est ad colligendum , quod primogenitura fœminea, etiam consentiente Pace Badensi, in Belgio Hispanico locum habeat atque ita in eo non dissentiat , adprobetque potius hujus generis fœmineam successionem. Eandem certo certius confirmant Tractatus Londinensis pro pacificatione Europæ etiam cum Rege Gallia anno 1718. conclusus, & Renunciatio PHILIPPI Regis Catholici Tractatui Pacis Cæsareo-Hispaniæ Viennensis 1725. subsecuta atque annexa. Accedit, quod Status provinciarum Belgicarum jamjam Sanctioni Pragmaticæ CAROLI V. anno 1549. ratione successionis fœmineæ assensum præbuerint, nec non voluntate summa hodiernam Sanctionem CAROLINAM acceptaverint, atque ita primogenituram fœmineam consensu suo confirmarint. Quod quidem factum ita, ut dixi, esse, in ipsa Sanctione Pragmatica Viennæ 6. Decembris 1724. litteris consignata relatum legimus. Hanc certe Sanctionem Pragmaticam magnis solennitatibus Bruxellæ 15. Mai 1725. promulgatam & acceptatam esse, inter alias relationes fide dignas refertur in Appendice Tomi IV. Vitriarii illustrati pag. 112.*

*Eundem successionis fœmineæ ex jure Primogenitura ordinem in Regno Neapoli-*

*tano & Ducatu Mediolanensi adprobant  
Pax Rastadiensis & Badensis ceterique pa-  
cis Tractatus subsequentes.*

*Equidem secundum pacem Rastadiensem  
& Badensem discrepare videtur harum ter-  
rarum successio ab Belgica ; Instrumenta  
pacis enim Artic. 19. volunt, quod in Bel-  
gio Hispanico successio obtinere debeat  
secundum ordinem in Domo Austriaca  
receptum ; in regno Neapolitano vero &  
Ducatu Mediolanensi succedi debeat ita,  
uti tempore CAROLI II. Regis Hispaniarum  
fuerit. Ut verbis Instr. P. B. ipsis  
utamur, secundum Artic. 30. relinquitur  
SUA CÆSAREAMAJESTAS in posses-  
sione omnium Statuum & locorum, quæ  
in Italia tenet, videlicet Regni Neapo-  
litani, Ducatus similiter Mediolanen-  
sis - - cum omni jure, quod dictis Sta-  
tibus Italiæ à SACRA CÆSAREAMA-  
JESTATE possessis adhæret, quodque  
Reges Hispaniæ à PHILIPPO I. usque  
ad Regem ultimo defunctum exercuere.  
Verum quod hic tantum discrepantia ver-  
borum, non rerum, sit, indicat Artic. 19.  
Instrumenti Pacis Badensis, in quo suc-  
cessionis & juriuratio, qua Domus Aus-  
triaca D. Rex quondam Hispaniarum CA-  
ROLUS II. terras aliquas Belgicas posse-  
dit, connectuntur, adeoque successio in  
Domo Austriaca recepta, aut qualis tem-  
pare*

pore CAROLI II. fuit, pro una eademque  
 re habentur. Ope hujus Artic. 19. terra  
 quadam Belgica Regi Borussiae cedunt ita,  
 ut pertineant ad dictum Regem Princi-  
 pesque UTRIUSQUE SEXUS, Ipsius  
 haeredes & successores, eadem qualitate  
 & ratione, qua Domus Austriaca & præ-  
 fertim Rex quondam Hispaniarum CA-  
 ROLUS II. eas possedit.

DE LA  
 PRAGMA  
 TIQUE  
 SAN-  
 CTION.

Quoniam ergo Borussia Rex Principes-  
 que utriusque sexus succedunt in terris  
 quibusdam Belgicis quando eadem qualita-  
 te & ratione, qua Domus Austriaca &  
 Rex Hispaniarum CAROLUS II. eas  
 possedit, easdem tenet: consequens est, ut  
 ubicunque in Tractatibus formula, secun-  
 dum ordinem succedendi in Domo Au-  
 striaca receptum, aut prout CAROLUS II. ter-  
 ras possedit, reperitur, sub illa formula,  
 una eademque res intelligatur, nec alia  
 qualitas intuitu juris succedendi, quam jus  
 tale, secundum quod, deficiente prole mas-  
 cula, femina proxima succedere queat.  
 Quod ejus generis ordo in Domo Austria-  
 ca receptus sit, ex Privilegiis & Constitu-  
 tionibus plurimum Imperatorum probare oc-  
 cupavimus. Quando etiam secundum solam  
 formulam, prouti Reges Hispaniarum à  
 PHILIPPO I. usque ad Regem ultimo  
 defunctum Neapolim & Mediolanum

possederunt, terras has *Italicas* *IMPERATOR* teneret: *IPSUM* eas ita tenere, ut ad filiam primogenitam aliquando transire debeant, ex lege *Hispanica* successionis manifestum est. Ordo enim succedendi apud Reges *Hispaniarum* receptus, uti omni tempore, sic etiam à *PHILIPPO I.* usque ad *CAROLUM II.* ita fuit comparatus, ut successio in terris omnibus, ad *Hispaniam* pertinentibus, fuerit *Castiliana*, sive, quod idem, cognatica linealis, beneficio cujus *fœminæ*, deficientibus masculis, secundum ordinem primogenituræ in proxima linea successionis capaces sunt. Id quod contestatur exemplum ipsius *PHILIPPI I.* qui per conjugem suam *JOHANNAM*, *FERNANDI CATHOLICI* filiam, *Morarchiam Hispaniæ*, etiam extra terminos *Regni Hispaniarum* sitis, Domui *Austriacæ* acquisivit. Idem comprobat ac confirmat *LUDOVICUS MOLINA* de *Hispanorum* primogenituræ origine & natura lib. 1. cap. 1. n. 10. Quamvis lex, inquit, de sola regni *Castellæ* successionem disponat, idem de omnibus aliis regnis, quæ regno *Castellæ* adjuncta sunt, dicendum erit; cum, sive ex regnorum lege, sive ex consuetudine, eundem succedendi ordinem (scil. ordinem primogenituræ, deficientibus masculis, *fœminea*) sequuntur, ut plus quam notissi-

notissimum est. *Ac quoniam Neapolis Siciliaque & Ducatus Mediolanus olim partes accessoriae fuerunt Monarchiae Hispanicae, in iisque idem successor, qui in Regno Hispaniae, semper fuit: consequitur, ut successio foeminea ex jure Primogeniturae in has terras Italicas optimo jure fundata sit.*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANCTI-  
ON.

*Ut taceam, quod dispositioni SUAE CAESAREAE MAJESTATIS ordo succedendi in his nominatis terris subjiciendus quoque eam ob causam sit, quia illa jure belli & pacis in IPSIUS potestatem pervenere. Quo in casu Principi quemvis ordinem succedendi inferre licet, modo pace & pactis subsecutis non aliud quid statutum sit. Dispositione IMPERATORIS vero de ordine & jure succedendi in terras suas hereditarias pacem subsecutam Rastadiensem & Badensem non adversari, ex antedictis patescit. Convenit quoque cum successione, in Domo Austriaca stabilita, Tractatus Londinensis artic. 1. §. 4. & Viennensis de anno 1725. artic. 1. §. 5. in quibus Paragraphis nulla diversitas successionis in Regna, Provincias & Ditiones, quae vel quas SUA MAJESTAS CAESAREAE in Italia vel Belgio possidet, sed, uti Belgica Provincia, ita universim omnia jura, Regna & Provinciae in Italia, quae olim ad Monarchiam Hispanicam per-*

Q 5 r. me-

*tinuerunt, SUÆ MAJESTATI CÆSAREÆ EJUSQUE Successoribus, Heredibus & Descendentibus, Masculis & Fœminis, renuntiantur. In Italicarum terrarum numero cum etiam Neapolis & Mediolanum reperiatur, in iisdem successio fœminea obtineat quoque, necesse est.*

*Nec dixerit quispiam, quod ob id, quia Ducatus Mediolanensis Feudum Imperii sit, fœmina succedere non queat. Jam olim enim Imperator MAXIMILIANUS I. Galliarum Regi LUDOVICO XII. Ejusque liberis masculis deficientibus, filiæ CLAUDIÆ, si in Familiam Austriacam nuberet, Mediolanum dedit; quod ex diplomate de anno 1505. quod exhibet Fredericus Leonardus Collect. fœder. Paris. Tom. 2. pag. 41. sequ. discimus. Quæ littera clientelares, beneficio Fœderis Cameracensis, in defectu masculorum, ad filias omnes anno 1509. extensa sunt. Tandem consensu Confœderatorum Ducatus Mediolanus ad familiam Sfortiadam pervenit pro eo, ac Guicciardinus in sua Historia lib. 11. asserit: Consentivano tutti, confederati unitamente, che nel Ducato di Milano entasse Massimiliano Sforzia. Denique, ob quas rationes justas Ducatus Mediolanus FRANCISCO I. ademptus, habet idem Guicciardinus lib. 13. pag. 165. & 182. inter quas præcipua est,*

est, quod *FRANCISCUS I.* investituram non petierit, adeoque *Mediolanum* ex causa Felonia *CAROLUS V.* revocaverit & in Feudum *Sforziadis* contulerit. *FRANCISCO II. SFORZIA* nullo hærede, Feudi capace, post se relicto, eaque de causa ipso Statu & Domino *Mediolanensi* ad Imperatorem & Sacrum Romanum Imperium pleno jure devoluto, dictum Statum & Dominum *Mediolani* & Comitatum *Papiæ* & *Angleria* Principi *PHILIPPO*, Filio suo, *CAROLUS V.* in Feudum concessit & animo bene deliberato, sano & maturo Imperii Sacri Fidelium accedente consilio, Auream Bullam de jure & ordine succedendi in Ducatum *Mediolanensem* anno 1549. confecit, in qua ita ordinata successio est, ut deficiente linea masculina, succedat & succedere debeat in dicto *Mediolanensi* Dominio & Comitatibus *Papiæ* & *Angleria* cum eorum pertinentiis Filia Primogenita.

*Nec argumentum in contrarium adducatur, si inter alias causas ob neglectam investituram FRANCISCUS I. Mediolanum amiserit, cur IMPERATOR HODIERNUS in illius possessione permaneat, cum obscurum sit, an IPSE solummodo investitura Ducatus Mediolanensis unquam celebraverit? Ad quod argumentum hanc accipias responsionem, quod,*

Q 6. quan-

DE TA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.



*quancquam Mediolanum Feudum Imperii adhucdum sit , in quo ordinario jure , mutato successore , investitura petenda est , tamen ad investituram SUA CÆSAREA MAJESTAS sibi ita prospexit : \* Wenn die Lehns-Empfangnisz von uns nicht bequemlich geschehen Koonte : So wollen Wir deswegen dem Reich zu dessen Versicherung gebührenden Revers und Recognition zustellen.*

*Quando itaque IMPERATORI non est commodum , investitura solemnitatem celebrare , nec Imperium litteras reversales postulat , nullum exinde Imperio oritur præjudicium seu injuria ; propterea quod remissio investitura , uti reliquarum terrarum hereditario jure ad IMPERATOREM spectantium , ita & Ducatus Mediolanensis summi Imperii voluntate , facta est in modo citato Capitulationis articulo. Certe voluntatem , quod Mediolanum Feudum fœmininum sit , Imperium clarius declarat in Pace Badensi dum expresse Ducatum Mediolanensem , ut Feudum Imperii fœmininum , agnoscit. Ea Pax enim nomine Imperii coagmentata est ,*

\* Si nous ne pouvions pas recevoir l'Investiture dans les formes , nous donnerons à la place une Reconnoissance , ou Revers formel à l'Empire.

est, ut & Rastadiensis. Ac eum in his Pacis Tractatibus successio in terris Italicis & sigillatim in Ducatu Mediolanensitalis, qualis apud Reges Hispaniæ obtinuit, (quæ est fœminea ex jure primogenituræ secundum ea, quæ jam demonstravi) agnita Art. 30. manifesto tenetur, quod ea ipsa Pace Imperium agnoscit Mediolanum, ut Feudum Imperii fœmininum, ad Filiam Primogenitam IMPERATORIS, deficiente prole mascula, devolvendum; idque eam ob causam, quia is Ducatus Mediolanus ex hereditate Hispanica ad CAROLUM VI. pervenit, non quia IMPERATOR, sed quia fuit Proximus, sanguine Regibus Hispaniæ conjunctus, Ex quo colligendum, quod Domui Austriacæ, non Imperio, dominium utile Ducatus Mediolanensis competat, quodque adeo Ducatus Mediolanensis, ut Domanium Imperii, haberi nullo modo queat. Quod si enim Domanium Imperii foret, tunc dominium utile Ducatus oporteret ad IMPERATOREM, quatenus Caput Imperii, pertinere, non quatenus Princeps Domus Austriacæ. Quod autem IMPERATOR quatenus Princeps Domus Austriacæ, possessionem, uti omnium terrarum Italicarum, ita quoque Ducatus Mediolanensis, Pace obtinuerit, indicat Artic. 30. Pacis Badensis; in qua  
Rex

*Rex Gallie promittit*, quod in hac possessione ( *scil. terrarum Italicarum & sigillatim Ducatus Mediolani* ) IMPERATOREM & DOMUM AUSTRIACAM neque directè, neque indirectè unquam turbare aut sub quocunque pretextu vel quocunque modo inquietare velit, nec possessionem ulla-tenus impedire, quam SUA SACRA CÆSAREA MAJESTAS & DOMUS AUSTRIACA habet. Ex quo satis clare abundeque patet, quod IMPERATOR & DOMUS AUSTRIACA, non IMPERIUM, terrarum Italicarum dominium utile seu possessionem habeat.

*Domus Austriacæ fœmineæ in Ducatum Mediolanensem successioni opponi non ignoro; tunc, quando Filia IMPERATORIS Primogenita in matrimonium eat, hunc Ducatum in manus Peregrini scil. Conjugis venturum esse; cum tamen hæc terra æque minus, ac Monarchia Hispanica, peregrinum successorem patiatur. Verum quod Ducatus Mediolanensis conjugem primogenitæ non admittat, nego, iterumque pernego, quod conjuges fœminarum, quæ jus succedendi habent. Peregrini in legibus, ut per se Peregrini sint, habeantur. Quod ad illud, Mediolanum Territorium dependens Hispanicæ Monarchiæ fuit quondam, cujus Regni Constitutionem*

*tionem secutum est ex Aurea Bulla CAROLI IV. Nunc vero Principes Austria, quamvis per se Peregrini, intuitu Hispania, ob Conjugium PHILIPPI AUSTRIACI olim in Hispanicam Monarchiam successerunt; quare non video, quas quis rationes proferre in medium possit, quominus CONJUX FUTURUS PRIMOGENITÆ FILIÆ CAROLINÆ jus succedendi in Ducatum Mediolanensem habeat. Hoc quidem verum est profecto, quod successionem Regni Hispaniarum ob Constitutiones Regni Peregrinis aditus non pateat. Sed hoc ita intelligendum, uti le Baron de Lisola dans son Bouclier d'Etat & de Justice interpretatur pag. 83. scil. quod proprium Regem Regnum habere velit, non eum. Peregrinum, qui alieno Regno unire aut incorporare Hispaniam se posse presumat. Verba hujus Pragmatici; cui facilis; ut opinor, fides erit, sunt: Une des plus anciennes Constitutions de la Monarchie d'Espagne, sur laquelle ils mettent tout le fondement de leur domination, est que le Royaume soit inalienable, qu'ils vivent toujours sous leurs propres Rois, & que leur Couronne ne puisse être annexée ni incorporée à aucune autre.*

*Atque hac Lex fundamentalis causa*  
*atque*

atque fons fuit, cur conjunctio Regni Hispanici & Gallici subsecutis Pacis Tractatibus interdicenda & interdicta fuit in Artic. 1. §. 2. Tractatus Londini 1718. conclus. *Hec vero lex non impedit, quominus, uti Monarchia Hispanica, ita terra Italica, quas quondam in sua potestate ac ditione Reges Hispaniæ tenuerunt, ad conjugem suum fœminæ transferre queant. Namque in Jure & Publico & Feudali translatio terrarum in conjugem, in quas succedendi fœminæ jus habent, non habetur alienatio in peregrinum. Quod ejus generis translatio non habeatur alienatio in peregrinum, hoc duco argumentum: Secundum jus publicum universale Imperantes, quamvis potestatem civilem omnem habeant in Republ. tamen non habent jus rempublicam in peregrinum alienandi; nisi expresse Iphis hæc potestas lege Imperii concessa est. Eadem ratio est Feudorum, quæ secundum jus Feudale omne à Vasallo alienari in peregrinum non queunt; nisi itidem sigillatim hoc jus sibi reservavit Vasallus. Jam vero in Regnis successoris fœmininis transferri terra ad maritos, quamvis peregrini sint, vides. Quocirca in Jure Publico & Feudali translationes terrarum in maritos non habentur translationes in peregrinos. Hinc cum terra Italia, & Ducatus Mediolanus*  
 *fingit.*

*singillatim, Filiam Primogenitam ultimi possessoris masculi succedere sinant : non possunt non quoque ad conjugem primogenitam legitime transferri.*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*Eodem, quo in his terris Italicis, ordine succedendum quoque in Regnum Bohemiae cum suis terris accessoriis, nempe enim Silesia, Moravia &c. est. Quod Silesia eandem naturam fundamentalem, quam Bohemia, habeat, istud testantur Chartae subjectionis, quibus terra Silesiaca singula libera voluntate Possessorum incorporate fuerunt Bohemiae; quae Chartae sunt in Lunig. (a) Universalis Silesiae incorporatione elucescit ex Transactione inter Regem Bohemiae, JOHANNEM, & Regem Poloniae, CASIMIRUM, anno 1335. facta, nec-non ex diplomate CAROLI IV. de anno 1355. quo iterum Silesia in Bohemia fuit plenè incorporata. Ejusdemque subsequenti transactione, quod Silesia & Marchionatus Lusatia perpetuo Regno Bohemiae sint indivisibiliter conjuncta; quod constitutio reperitur in GOLDASTI appendice Commentariorum de Juribus ac Privilegiis Regni Bohemiae pag. 83. seqq.*

*Ex unione terrarum seu incorporatione sequi, ut eandem constitutionem fundamentalem, quem terra principalis habet, territorium incorporatum consequatur, hoc patet-*

(a)  
Reichs-  
Archiv.  
in contin.  
I. spic.  
Eccl. 278.  
279. in  
Suppl.  
ultim.  
280 Part.  
Spec. Con-  
tin. I. un-  
ter Schle-  
sien 281.  
282. 283.  
284. 285.  
288. 289.  
292. 294.  
234 Part.  
Spec. cont.  
2. 304.  
3 05. 307.

*patefcit ex ea , quam animo confignatam habemus , incorporationis notione ; quippe quæ nihil aliud fignat , quam terram ali- quam in ftatum redigere , ut induat ean- dem naturam fundamentalem , quæ in illa , cum qua eft unita , republ. ineft. De Mo- ravia & quibusdam terris affinis , quod ibidem ordo fuccedendi fæmininus , jam ab antiquioribus , locum habuerit , neminem fcrupulus refidere ullus poteft ob id , quod Marchionatus Moraviæ , Ducatus Oppa- via , aliæque nonnullæ terra vicinæ fint Feuda hereditaria fæminina Regum & Regni Bohemiæ ; quod quidem declaratio CAROLI IV. anno 1348. facta osten- dit , quæ eft in Supplemento actorum pu- blicorum ex BALBINO ; & confirmat quoque Viti Arenpeckii Chronicon Au- ftriacum ad annum 1421. quod SIGIS- MUNDUS Rex Romanorum & Hungarorum filiam fuam ELIZA- BETHAM Duci ALBERTO in matri- monium copulaverit & pro dote filiæ Marchionatum Moraviæ dederit & ju- re hereditario eum & pofteros , fuos illo inveftiverit. Si paucis itaque nos , ratione terrarum harum accessoriarum , ex- pedire volumus , oftendendum nobis folum de Regno Bohemiæ , ut terra principali , erit , quod ibidem , deficiente prole mafcu- la , fæmina fuccelferint juftè hætenus.*

Ex

*Ex Historiarum monumentis satis superque notum est, quod Regnum Bohemia ad fœmininum sexum transferit. Exemplo nobis ex antiquioribus temporibus sit LIBUSSA, quæ CROCO Patri, sine virilis sexus prole defuncto, in Bohemiam successit, tanquam unica legitimaque Heres Regni, ut loquitur Alexander Guagvinus & contestatur inter alios Æneas Sylvius in Hist. Boh. lib. 1. in fine. Quæ LIBUSSA PRIMISLAUM maritum sibi & Regni Heredem fecit; quem quoque jure uxorio ad principatum pervenisse ostendit Zasius in tract. de Feud. part. 5. n. 29. & ex Historicis Bohemicis confirmant uno ore Cosmus Pragensis lib. 1. in princip. Chronici Bohemici, Kranzius, Sylvius, aliique plures. Ac cum præterea per fœmininum sexum Regnum Bohemia in ipsam Domum Austriacam illatum fuerit, & ex hoc jure uxorio Austria per aliquot secula hoc Regnum rexerit: non video, quid sit causa, cur non hodie eadem ratione in id Regnum succedi debeat, & cur non per fœminam Primogenitam, extinctis masculis, bocce Regnum in conjugem transferri queat? Equidem repugnare successioni fœminæ in Regno Bohemia videtur ordo succedendi in Electoratus, in quos nemo, nisi masculus, succedere juraque Electoralia exercere potest.*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANG-  
TION.



*potest. At ego existimo, quod Bohemia intuitu obligationis, qua alii Electoratus tenentur, non possit, ut Electoratus semper considerari, sed potius ratione jurium Electoratibus annexorum.*

*Quod à reliquis Electoribus ad Regem Bohemia ex ea parte, quatenus obligationes in censum veniunt, non possit tuto argumentum duci, indicat A. B. cap. 6. 7. 8. ubi Reges Bohemia à pluribus obligationum vinculis, quibus alii Electores tenentur, vindicati sunt. Proinde ex eo, quod possessores reliquorum Electoratum masculi esse debeant, non ante hac concludi conclusio potest, quod etiam Successorem Regni Bohemia masculum oporteat esse, quam hoc probatum est, leges & Imperii & Regni Bohemia, Regem Bohemia masculum postulare. Quod hucusque nemo probare potuit, nec in posterum poterit, cum non difficile ostendam, feminas jus succedendi in regnum Bohemia omnitemporè salvum retinuisse.*

*Nunc quidem in Germania moris non est; ut femina in jus eligendi Imperatorem succedat idque exerceat; ob eamque causam fit, ut, quando Elector sub tutela sit, Tutor legitimus, vel potius Administrator Jurium Electoralium, quidam Agnatorum sit; Mater verò, nomine filii sui minorennis, jura territorialia exercere*

cere atque educationi praeesse queat. Cui  
*mea sententia adest exemplum in Domo* DE LA  
*Bavarica , in quâ secundum pactiorem* PRAGMA  
*inter FERDINANDUM III. &* TIQUE  
*MAXIMILIANUM Electorem anno* SANC-  
*1647. factam , quam l'Histoire des Trai-* TION.  
*tés Tom. 2. p. 203. indigitat , ALBER-*  
*TUS Patruus Electoris partes , nomine*  
*Minorennis Electoris , gerebat publicaue*  
*Imperii negotia administrabat , uti ex*  
*subscriptione R. I. de anno 1654. patet-*  
*cit ; Mater verò Provinciis atque educa-*  
*tioni praeerat. In quo casu iterum singulare*  
*jus præ aliis Electoratibus extat in Regno*  
*Bohemia , quod exercitum eo , quo CA-*  
*ROLUS V. in Imperatorem eligeretur ,*  
*tempore , fuit. Hunc Imperatorem eligen-*  
*di jus non exercebat proximus Agnatus*  
*Regis Bohemiae Minorennis , uti , quando*  
*reliqui Electores Minoremnes sunt , secun-*  
*dum A. C. cap. 7. §. 4. fieri & debet*  
*& solet , sed Status Regni Bohemici , no-*  
*mine ipsorum Regis Minorennis LUDO-*  
*VICI , has partes in se suscipiebant. Ex*  
*hoc , quod Status Regni Bohemiae jus eli-*  
*gendi Imperatorem , quando illorum Rex*  
*Minorennis est , habeant , argumentor ,*  
*quod nihil impediatur , quominus , quando*  
*fœmina in Regnum succedat , Status Regni*  
*interim jura Electoralia Regno connexa ,*  
*exercere queant , donec jura Regni in*  
*Maritum*

# 382 LES INTERETS PRESENS

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*Maritum translata. Posse verò jure trans-  
ferri jura Regni in Bohemia ad Maritum,  
hujus rei exempla in Historia Bohemica  
Scriptoribus reperire plura licet. Hac de  
re conjugium PRIMISLAI & LI-  
BUSÆ ex antiquitate jamjam protuli:  
instar omnium verò exemplorum unum  
conjugium FERDINANDI I. cum  
ANNA JAGELLONICA, filia  
LADISLAI, Regis Hungaria & Bo-  
hemia, sit, quo conjugio post mortem  
LUDOVICI, ad Mohazim interempti,  
prater Regnum Hungaria etiam Regnum  
Bohemia jure hereditario fœminino plenè  
in Austriam pervenit; prouti Sleidanus,  
Heuterus, Thuanus, alique historiarum  
Scriptores contestantur. Ac ne dubites de  
jure, FERDINANDO jam legiti-  
mè quæsito, legas dispositionem LA-  
DISLAI de anno 1502. in qua  
ANNA, deficiente prole LUDOVICI,  
hæres Regni declarata; quam dispositio-  
nem reperire licet in Lunig. (a) Neque  
verò sola hac dispositione LADISLAI  
succedendi jus utriusque sexus in Regnum  
Bohemia fundatum est, sed quod hujus  
generis successio naturâ fundamentali Reg-  
ni Bohemica nitatur, exquisitis rationibus  
confirmat Goldastus de Regno Bohemica  
lib. 6 fere integro: ad quas quidquam  
addere, ratio instituti jam non postulat;  
quem*

(a) Tent.  
schem  
Reichs-  
Archiv,  
part. spec.  
contin. I.  
inter  
Bohemem.

quem auctorem itaque perpendat is, qui DE LA  
vult ab eo discere, quod omnes Reges & PRAGMA  
Duces Bohemia ex jure sanguinis, non TIQUE  
electionis succederint, quodque, si Status SANC-  
tion.  
quandam sibi electionem præsumpserint, eâ magis vi, quàm jure, facta sit. Cum itaque omni tempore jure sanguinis etiam fœmina in Regnum Bohemia successerint, jusque suum Conjugi condonarint, ac præterea ultimi possessores masculi de Regni successione sine ulla contradictione disposuerint: quid est, cur non hodie iterum fœmina succedere per eamque jus succedendi Conjux acquirere & HODIERNUS IMPERATOR de successionis ordine fœminino disponere possit? Atque ita obtentus, quod Bohemia Electoratus sit, adeoque fœminam non admittat, infirmum propugnaculum est, non solum eam ob causam, quia eâ obligatione, quâ Electoratus, Regnum Bohemia non tenetur, sed quia Bohemia ne Electoratus quidem Legibus Imperii habetur; verum, quod Reges jus Electoratus habeant, duntaxat in Monumentis publicis dicitur. Exempli loco adducere mihi liceat RUPERTI I. Comitis Palatini, Rheni & Ducis Bavariæ S. R. I. Electoris, Diploma de jure Electoratus in Romano Imperio Regibus Bohemiæ competente de anno 1356. nec non Attestationes RUDOLFI

RUDOLPHI & CAROLI Regum & RUPERTI Palatini senioris, de anno 1486. *Hinc in Legibus Imperii Terra Bohemica Electoratus vocari non solet, sed titulo Regni honorari. Quod quidem etiam in A. B. cap. 7. §. 5. observatur; in quo loco præterea singulare jus, præ Electoratibus, Regno Bohemiæ conceditur. Quapropter interest huncce locum, qui ita se habet, referre; scil. quod Imperium nec possit, nec debeat de REGNO BOHEMIÆ, si vacare contingeret, providere, sed quòd salva semper conservanda Privilegia, Jura & Consuetudines Regni Bohemiæ super Electione Regis in casu vacationis per Regnicolas, qui jus habent eligendi Regem facienda. Ex quo sþho in favorem Statuum Regni Bohemiæ id probari potest, quòd eligendi Regem jus habeant, si quando vacet Regnum. Existit itaque questio, quando Regnum vacet? Ad quam questionem hoc cape responsum. Regnum Bohemiæ est Regnum hereditarium fæmininum. In Regno Hungariæ eadem successio fæminea obtinet, secundum decretum Posonienſe de anno 1723. Proinde eandem rationem Vacationis Regni Bohemiæ & Hungariæ oportet esse. Jam in Regno Hungariæ non nisi post omnimodum utriusque sexus defectum Vacatio*

*catio est Regni prerogativaque Statuum & Ordinum in Electione Regum locum habet*, testante articulo 2. ex articulis Statuum Regni Hungariæ in Conventu generali Polonienſi anno 1723. conclusis & à CAROLO VI. IMPERATORE confirmatis. DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANCTION.

*Quare non potest Regnum Bohemiæ vacare, nec jus eligendi Regem penes Ordines Regni Bohemiæ esse, nisi post utriusque sexus Austriaci defectum. Unum atque idem sentire præfert Arumæus ad A. B. disc. 4. concl. 18. Si desideras rationes, ob quas aequè in Regno Hungariæ ac Bohemiæ non ante vacet Regnum, quàm post utriusque sexus defectum, illa de jure publico universali depromi possunt. In quo si verum invenire conceptum vacationis volumus, considerandæ variæ Respubl. sunt, in quibus videmus quod ante Regnum vacare non dicatur, quàm si legitimus successor deficit. In Regnis autem fœmininis non deficit legitimus Successor, quandiu post masculos ulla fœmina Regnatricis Domus superest. proinde quoque in Regnis Bohemiæ & Hungariæ, quæ secundum suam naturam fundamentalem fœminina sunt, Regnum vacare non potest, nisi post utriusque sexus defectum. Hæc quæ ex Constitutionibus Regni Hungariæ & ex principiis juris publici universalis ad Regnum Bohemiæ in causa, quan-*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*do uacer, accommodavi, confirmant ipsa Regni Bohemia Constitutiones; quas inter Principem locum obtinet Imperatoris CAROLI IV. Confirmatio* \* der Privilegien und Freyheiten des Königreichs Boheim anno 1346. *quæ est in Goldasti Tomo 2. der Reichs-Satzungen pag. 39. ubi dispositio de Vacatione Regni Statuumque Electione ita se habet*; Was die Wahl eines Boheimischen Königs aufm fall anlangt; nemlich, wenn sich begeben, daß aus dem geschlecht der Boheimischen Könige kein Erb noch Erbin -- gezeuget wurde oder bey leben blebe, oder wie sich des sonsten begeben mouchte, dadurch denn das Königreich ohne ein Haupt ware, als haben Wir hierumb geschlossen und wollen es mit diesen Unfern Brieffe gean-

\* Des Privileges & Immunités du Royaume de Boheme, de l'an 1346. qu'on peut voir dans Goldast. T. II. der Reichs-Satzungen. p. 39. où il est parlé en ces termes de la Vacance du Trone & de l'Election des Etats; pour ce qui concerne, en tout cas, l'Election du Roi de Boheme, sçavoir s'il arrivoit qu'il ne restât plus d'Heritier ni d'Heritiere issue du sang des Rois de Boheme, ou de quelque maniere qu'il puisse arriver que le Royaume de Boheme restât sans Chef. En ce cas nous avons resolu, & voulons qu'il soit réglé par ces presentes qu'une pareille Election doit, comme il est dit ci-dessus, appartenir aux Prélats, Princes, Seigneurs & Nobles.

geändert und publicirt haben, daß ein solch Wahl den *Prelaten*, Fürsten, Herrn, Ritterschafft und der gantzen Gemein gedachten Bomischen Königreich zu versehen eigentlich und auffm fall wie obbemeld, und nicht anders in kunfftigen ewigen zeiten gebühren und zugehören solle. *Quod, quandiu femina Regia Stirpis Bohemica superstes sit, Regnum non vacet, nec Electio penes Status sit, exemplum ANNÆ confirmat, quæ jure hereditario sine ulla Electione successit, & quidem vi Ordinationum & Legum Fundamentalium Regni Bohemiae, † uti declarat König-Ferdinands declaration wegen der Königlichen Wahl in Boheim de anno 1445. apud Goldastum in Reichs-Satzungen ander Theil pag. 240. ubi asseritur; Daß das Königreich Boheim, sampt den incorporirten Landen, als Marggrafftum Marherrn, Fürstentum Schesien, Marggraff-*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

† Comme dit le Roi Ferdinand dans sa Déclaration de l'année 1445. touchant l'Electio du Roi de Boheme, qu'on trouve dans *Goldast. Reichs Satzungen T. II. pag. 240.* où il dit que le Royaume de Boheme & les Etats incorporez comme le Marquisat de Moravie, la Principauté de Silesie, le Marquisat de la Haute & Basse Lusace, avec toutes leurs immunités, privileges & appartenances, sont échus à la Serenissime Princesse Anne, comme legitime heritiere naturelle, &c.



grafftumb Ober und Nieder-Laufnitz mit allen ihren Ehren , Freyheiten Ein und zugehorungen an die Durchlauchtigste Furstin Frau ANNA , als eine rechte naturliche Erbin gefallen. *Eam quoque , ut legitimam Haredem , agnovisse Ordines Regni ex eadem Declaratione intelligere datur ,\* dum FERDINANDUS ait :* Dafs die Stande unfer Cron Boheim obbemelter Unſer freundlichen lieben gemahel , als dieſes Konigreichs rechte Erbin und Konigin , vermog obberegter des Konigreichs Boheim rechten Ordnungen und Freyheiten , gehorſamlich erkennt und angenommen und darneben auch Uns zu ihrem regierenden Konig und Herrn , Unſerer perſon halben , guter freyer wohlmeynung erwahlt und angenommen. *Quodſi quis ex hac poſſeſſione FERDINANDI , quod electus fuerit , persuadere ſibi velit , Regnum Bohemia electivum habendum , ille reputet ſecundum , quod ejus generis electio valde impropria ſit. Namque Ordines*

\* Puisque Ferdinand dit , notre trez - chere Epouſe , comme Reine & légitime Heritiere de ce Royaume , conformément aux Loix fondamentales & Privileges du ſuſdit Royaume de Boheme , & nous avons été reconnu en même tems perſonnellement comme Roi & Seigneur , par les États , de leur libre & bonne volonté.

*Ordines Regni tenentur in Regem accipere semper famina Haredis Conjugem ut & Agnatos ultimi possessoris. \* Exemplo nobis potest esse Kayser Rudolph des 2ten Revers, daß die Wahl seines Herrn Bruders Ertz-Hertzogs MATTHIÆ zu Oesterreich zun Expectanten, als König in Boheim, denen Ständen an ihren Privilegiis unschadlich seyn solle, de anno 1608. Ibi RUDOLPHUS ait: Wir haben van den Ständen gnadigst begehren lassen, das wohlbenandter Ertzhertzog MATTHIAS von Oesterreich, als Unser altister Herr Bruder nech Uns ein Expectant des Königreichs-Boheim seyn und keiner ausserhalb ihm nach Unsern abschied aus dieser welt zum König in Boheim nicht erwehlet mochte. Quæ si accommodare ad statum hodiernum volumus, apertum est, quodd Ordines Regni Bohemia non sibi eligere quempiam Regem, ne Cognatum quidem*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

\* On peut produire pour Exemple les Reversales de l'Empereur Rodolfe II. de l'an 1608. où il est dit que l'Election de son Frere Mathias Archiduc d'Autriche, heritier présomptif, doit se faire, sauf les Droits & Privileges des Etats; Rodolfe y dit, nous avons fait demander aux Etats qu'ils nommassent après nous ledit Archiduc Mathias notre Frere le plus âgé, & après nous, héritier le plus proche de la Couronne de Boheme; enforte qu'après notre décès nul autre que lui ne soit élu.

*quidem*, *PRIMOGENITA FILIA CAROLINA* existente, queant; præcipuè cum jam renuntiatio in *Filiam primogenitam* facta. Multò minùs Ordines poterunt notionem postulare, utrùm *CONJUX PRIMOGENITÆ* Feudi sit capax, nec ne; cùm hoc foret negotium ad Dominum directum pertinens, hoc posito esse ejusmodi jus penes Dominum directum, qualem Status Regni Bohemie non esse certum est. Hinc alienum à juribus horum Statuum est, quòd *PRIMOGENITA CAROLINA* Consensum eorum in eligendo sibi conjuge adhiberi debeat.

Cujus generis questionem, utrùm femina, quæ jus succedendi habet, in ordinem consensum, quod ad electionem Conjugis, teneatur, an illi liceat, quem velit ex animi sententia, virum sumere, pertractavit *THUANUS* lib. 37. histor. ad annum 1564. eamque horridæ libertatis plenam vocavit exemploque conjugii *MARIÆ*; Reginae Scotiae, cum *HENRICO STUARTO* ostendit, quod Scotis non satis æquis *HENRICO* nupserit. De eadem questione, respectu terrarum Imperii in quas famine succedunt, egit *MYLERUS* cap. 24. de Princ. Imper. §. 3. quæ verò facile dijudicari ex argumentis meis modo allatis, potest.

Præterea illos, qui à partibus *AUGUSTISSIMÆ*

*TISSIMÆ DOMUS AUSTRIACÆ* alieni, falsa opinio tenet, quòd *Bohemia*, ut *Regnum* considerata, ne *Regnum* quidem hereditarium sit, sed electivum. Hac opinio quòd falsa sit, Goldastus in libro paulo ante laudato nos docet. Certe ius hereditarium in *Regnum Bohemia*, non dicam postremo bello Bohemico à *FERDINANDO* recuperatum esse, sed patet ex ipsorum *Ordinum Regni Bohemia Attestationibus propriis* de hereditaria Regiæ Prolis ac Stirpis successione, quæ sunt lib. 6. cap. 15. apud *GOLDASTUM* de *Bohemiæ Regno incorporatarumque Provinciarum* juri-  
bus ac Privilegiis; nec non de hereditaria Regiæ Bohemorum Familiae successione. Ac si etiam expressa Bohemorum agnitio juris hereditarii, ejusdem fæminini probari non posset: illa tamen agnitio satis colligenda foret ex obedientia & subjectione potestati civili *AUSTRIACORUM ARCHIDUCUM*, qui jure conjugii *Regnum* acquisiverunt, & jure sanguinis secundum ordinem primogenituræ inde à sæculis nonnullis successerunt sibi invicem & continens Imperium usque ad nos habuerunt.

Quod autem jus hereditarium pro firmato stet, si parentes patiuntur Imperium illius Principis, qui se fundat jure

*suo hereditario in successione, ex principiis juris publici universalis id mihi pro vero constat.*

*Namque is, qui patitur imperium & imperatum facit, actu libero & voluntario eo ipso, dum paret & dicto audiens est, non potest non agnovisse alterius, cui paret, imperium; propterea quod inter obsequium civile & imperium necessaria est relatio, adeoque existente obsequio, etiam imperium existit. Quod hac relatio ita se habeat, exinde cognoscimus, quod obsequium consistit in actu morali, id est, libero & voluntario, quo Imperantis precepta exequentur. Imperans habet imperium; ergo qui obsequio agnoscit imperantis precepta, agnoscit ejus imperium actu libero & voluntario. Actu autem libero parentium uti omne jus Principibus, ita & jus hereditarium legitime constituitur; quare, quamvis nulla declaratio voluntatis expressa Bohemorum extaret, quod jus hereditarium Domus Austriacæ in Regnum agnoscerent; illius juris agnitio voluntaria ex eorum obsequio & ex imperio, quod ARCHIDUCES AUSTRIÆ ex jure successionis, non electionis, exercuerunt in eos, colligenda satis foret. Verum hoc jus hereditarium non hoc solo consensu tacito Ordinum Regni Bohemiae nititur, sed expressum eorum consensum in hoc jus hereditarium*

*hereditarium, præter ipsorum attestaciones de hereditaria regia prolis ac stirpis successione ex Goldasti lib. 6. cap. 15. jam citata ostendunt pacta reciproca successionis inter Regiam Bohemiæ & Archiducalem Austria Familiam mutuis stipulationibus 1366. contracta, ab Imperatore & Imperio confirmata, Ordinumque Regni Bohemiæ consensu corroborata. Quæ pacta ita, ut dixi, legitime facta esse, ex Goldasto de regno Bohemiæ lib. 6. cap. 18. discimus. Cum itaque Ordines Regni Bohemiæ in hæc pacta reciproca successionis inter Regiam Bohemiæ & Archiducalem Austria Familiam consenserunt, consenserunt eo ipso ob id, ut Regnum ipsum sit successorium, non electivum, utque adeo jus hereditarium Austriacorum Principum in Regnum sit legitimum. Quoniam ergo imperium hereditarium Domus Austriacæ in Bohemos est legitimum: non potest Sanctio, in qua jus hereditarium, jam olim ordinatum, declaratus, naturæ regni fundamentalì adversari. Hic mihi maxime refragari videntur ii, qui hoc argumentum in contrarium adducunt: jam olim Regnum Bohemiæ fuisse electivum, sique eo, ut dixi, modo hereditarium fuisset factum, per id naturam Regni fundamentalem mutatam esse; itaque mutationem Regni Bohemiæ olim electivi in Reg-*

DE LA  
PRAG MA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*num hereditarium, secundum ordinem primogeniturae foemineae, quam quoque Sanctio Pragmatica vellet, illegitimam esse. Verum Bohemiam sua natura nunquam Regnum electivum fuisse, jam ostendit Reichardus Streinen in sua Informatione \* von des hochloblichen Hauses Oesterreich erblichen Succession der Cron Boheim und welcher Gestalt auch sonst die Succession daselbst erblich &c. ubi auctor demonstrat dilucide, quod in prima Regia Familia duraverit successio in quingentos annos in descendentibus & collateralibus linea, quodque eadem successio continua penes Familiam Luxemburgicam fuerit, & ex consequenti eadem successio in Familia Austriaca observanda sit. Quanquam haec ita, ut docuit auctor, sint: tamen pone, Bohemiam fuisse Regnum electivum & naturam Regni fundamentalem mutatam esse. Haec vero mutatio in Regnum hereditarium si acciderit, accidit certe, Ordinibus Regni, non solum tacite, sed etiam attestationibus expressis & pactis, consentientibus. Supra enim jam docuimus consensum Bohemorum in jus hereditarium Domus Austriacae in Regnum competens, quem ex eorum obsequio*

\* De la succession Hereditaire de la Maison d'Autriche à la Couronne de Boheme.

quo, ex eorum attestationibus, & ex patris reciproca successione, collegimus. Nihil itaque mihi aliud faciendum puto, quam ut doceam, naturam cujusque Regni fundamentalem legitime posse, mutari, ac sigillatim ex electivo successivum fieri, ordoque adeo successione, qui maxime placet, introduci. Rempubicam ordinari ab iis, penes quos jus gubernandi seu ordinandi rempublicam est, plane perspicua, nec dubitanda res est. Jam mutatio reipubl. cum nihil nisi alia reipubl. ordinatio sit: consequens est, ut is, qui habet jus ordinandi rempubl. habeat etiam facultatem legitimam, naturam fundamentalem reipubl. mutandi. Ob eamque causam Imperantes, ob jus gubernandi rempublicam ipsis proprium, mutare naturam reipubl. fundamentalem queunt.

Quocirca, si etiam Bohemia olim Regnum electivum fuisset; tamen legitime in hereditarium mutari potuisset. Sed ut ut est, hoc certum est, jam antiquissimis temporibus Regnum hereditarium fœmininum fuisse Bohemiam; ut ex diversis successione fœmineis, pluries jam factis, consensuque Ordinum, elucet. Proinde nihil impedit, quo minus primogenitura fœminea ab IMPERATORE, HODIE PROVIDENTISSIME REGNANTE, in hoc Regno stabiliri potuerit, etiam

R 6 sue

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.



*sine ullo Statuum Bohemia consensu. Ad-  
do, quod post renunciationes factas, om-  
ne jus succedendi, uti in reliquas terras,  
sic etiam in Regnum Bohemia, ejusque  
provincias accessorias supra nominatas, re-  
cidit in PRIMOGENITAM FILIAM  
CAROLINAM; quod ILLI eripere Sta-  
tus Regni nequeunt, ob eandem rationem,  
quam supra, cur consensus Statuum Au-  
striacorum in cessionem terrarum, quam  
MATTHIAS FERDINANDO fecit,  
non necessarius fuerit, adduximus.*

*Dictu magis speciosa est dubitatio : an  
natura fundamentalis Regni Hungariæ  
mutari potuerit legitime, ob clausu-  
lam Privilegii ANDRÆ Regis de  
anno 1222. ? sed itidem re inanis. Verba  
clausulæ sunt hæc : Quodsi vero nos vel  
aliquis successorum nostrorum huic  
dispositioni nostræ ( in qua natura Reg-  
ni fundamentalis continetur ) contraire  
voluerit : Ordines liberam habeant ha-  
rum auctoritate sine nota alicujus infi-  
delitatis - - resistendi in perpetuum fa-  
cultatem. At quoniam parentibus non est  
licitum Imperanti resistere, ob id, quod  
parere Principi, quod proprium est paren-  
tis, & Principi resistere, inter se pug-  
nant : hæc clausula per se ipso jure nulla  
est, adeoque, contra quam clausula vult,  
juste & legitime ob jus mutandi naturam  
funda-*

vas  
fundat  
Imper  
pra de  
natur  
præcip  
ita in  
rium  
mogi  
succe  
tum  
am  
nem  
inte  
Sar  
leg  
ma  
sed  
V  
O  
te  
tr  
j  
C  
l  
t

*fundamentalem reipubl. quod penes omnes Imperantes saluum manere debet, ut supra docuimus, Regni quoque Hungaria naturæ fundamentalis mutari juxta potuit; præcipuè Statibus consentientibus. Atque ita in ejus generis Regnum hæreditarium, in quo secundum ordinem primogenituræ fœmineæ post masculos succeditur, converti Hungariam, licitum fuit. Hinc illi frustrantur, qui in animum suum inducunt, hac clausula omnem mutationem Privilegii ANDRÆ interdictam esse, & ex consequenti, cum Sanctio Pragmatica mutationem Privilegii post se trahat: Sanctiorem Pragmaticam Ordines Regni non obligare, sed Sanctiorem executioni resistere posse. Verum ex clausula colligere licet, quod Ordines habere debeant resistendi facultatem, si quis Successorum dispositioni contraire voluerit absque Ordinum consensu; jam vero ad Sanctiorem stabilendam Ordinum consensus accessit; quare, si etiam largirer, Ordines habuisse resistendi licentiam, si quidquam ex dispositione ANDRÆ mutatum; tamen, post interpositum consensum ipsorum in Sanctiorem Pragmaticam, obligati sunt ad servandum ordinem succedendi in Regnum, in Sanctiorem stabilitum, adeoque illius executioni resistere nequeunt.*

*Quæ*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*Quæ cum ita sint, illi vehementer errant, qui opinantur, Hungaros jus electionis & privilegia amisisse, eam ob causam, quia rebellarint; quamvis hoc cause sumi ab IMPERATORE potuisset in adimendis Privilegiis. Quoniam vero causa rebellionis perodiosa est: potius consensu Ordinum Hungaricorum formulam Regni mutandam duxit CIRCUMSPEC-  
TISSIMUS & PRUDENTISSIMUS PRINCEPS IMPERATOR CAROLUS, privilegiumque illud falso creditum, scil. jus resistendi, quod cum jure gubernandi Regnum consistere nullo modo potest, nullum declaravit in Diplomate, quod continetur in articulis in Conventu Statuum Regni Hungariæ, Posonia 1714. habito, conclusis & à Cæsarea Regia Majestate CAROLI VI. confirmatis 1715. artic. 2. in verbis: Exclufa tamen & semota articul. 31. Decreti divi ANDREÆ Regis secundi de anno 1222. Clausula incipiente: quod si vero nos &c. usque ad verba: in perpetuum facultatem. Cujus quidem clausula argumentum modo recensui, quam relege sis. Quæ clausula uti jسته consensu Ordinum tolli potuit; ita quoque Hungaria legitime consensu Ordinum tale Regnum hereditarium constitui fas fuit, in quo succeditur secundum ordinem eum, qui conveniens*

*niens*

*niens ordini succedendi , in Sanctione Pragmatica stabilita , est.* De Regia hæreditaria SACRATISSIMÆ CÆSAREÆ & REGIÆ MAJESTATIS sexus fœminæi Augustæ Domus Austriacæ in sacra Regni Hungariæ Corona & partibus eidem ab antiquo annexis continua successione , & quidem secundum ordinem primogenituræ , *disponit* Artic. 2. *qui est* in Articulis Statuum Regni Hungariæ in Conventu generali Posonienfi conclusis , & à CAROLO VI. IMPERATORE confirmatis anno 1723. *cujus articuli verba ita sonant :* quod ( scil. *Ordines* ) in defectu sexus masculini SACRATISSIMÆ CÆSAREÆ & REGIÆ MAJESTATIS ( quem defectum Deus clementissime avertere dignetur , jus hæreditarium succedendi in Hungariæ Regnum , & Coronam ad eandemque partes pertinentes , Provincias & Regna , jam divino auxilio recuperata & recuperanda etiam in sexum Augustæ Domus suæ Austriacæ fœmineum - - - juxta stabilitum per SACRATISSIMAM CÆSAREAM AC REGIAM REGNANTEM MAJESTATEM in aliis quoque suis Regnis & Provinciis hæreditariis in & extra Germaniam sitis , primogenituræ ordinem , jure & ordine præmissis , indivisibiliter ac inseparabiliter ,

rabiliter , invicem , & infimul , ac una cum Regno Hungariæ & partibus , Regnis & Provinciis eidem annexis hæreditariè possidendis regendam & gubernandam transferant & memoratam successionem acceptent &c.

*Cum itaque hic Conventus Statuum Regni Hungariæ , in quo successionem fœmineam , secundum ordinem primogenitura , adprobarunt , universalis seu generalis fuerit : & Statuum consensum universalem in Sanctionem fuisse consequitur ; atque ita ordinem succedendi firmiter stabilitum. Ac quoniam hic Conventus ita , ut fieri solet , habitus , adeoque nullus defectus comitialis consensus probari potest ; non potest sub obtentu , quasi turbulenter res acta sit in eo , valor Sanctionis , quod ad Regnum Hungariæ , in dubium vocari. Proinde jus hereditarium Domus Austriacæ secundum ordinem primogenituræ utriusque sexus firmiter fundatum est. Quocirca supervacaneum existimo , ex Historia Hungaricæ Monumentis hoc jus hereditarium Austria in Hungariam ostendere ; cum id satis superque ostendit vel unum exemplum FERDINANDI I. qui ducta ANNA , LUDOVICI Hungariæ Regis Sorore , Regnum Hungariæ hereditario jure feliciter accepit , uti probat Heuterus Austr. lib. 8. cap. 11. Equidem in Hungariæ*

*garia Rex FERDINANDO, jam inau-*  
*gurato Regi, oppositus JOANNES,*  
*Transilvania Princeps, quam Historiam*  
*gestarum rerum inter FERDINAN-*  
*DUM & JOHANNEM, Hunga-*  
*ria Reges, Joh. Zermeg. narrat: verum*  
*hujus FERDINANDI, ejusque Succes-*  
*sorum, jus hæreditarium in Coronam Hun-*  
*gariæ, pro eo, ac hæc res postulavit, com-*  
*probatum legimus in D. Beati Widmanns*  
*&c. Information \* von des Haufes*  
*Oesterreich Erbgerechtigkeit zu der*  
*Gron Hungern und deren incorporir-*  
*ten Konigreich, Furstenthumern und*  
*Laude de anno 1527.*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SAN-  
CTION.

*Ex quibus probatis videre licet, quod*  
*non solum jus publicum universale & gen-*  
*tium commune, sed etiam Formula & Con-*  
*stitutiones, tam Imperii, quam omnium*  
*terrarum hæreditariarum Austriacarum*  
*Pragmaticæ Sanctioni, proprio motu IM-*  
*PERATORIS confecta, non adversen-*  
*tur, eandemque potius Ordines, vel ex-*  
*presse, vel tacite comprobarint, conserva-*  
*tione & salute publica ita postulante. Re-*  
*fragari tamen huic Sanctioni falso opinan-*  
*tur*

\* Information du Droit de Succession hereditaire de la Maison d'Autriche à la Couronne de Hongrie, & aux Royaumes, Principautez & Terres incorporées.

tur jus Cognatarum aliorumque nonullo-  
rum Principum. Inter illas referri video  
Reginam Portugallia & Filias Josephinas ;  
nec non Secundogenitam Carolinam Filiam,  
inter hos Papam ob nexum, quo ipsi Nea-  
polititanum Regnum tenetur, quid ? Quod  
Regem Gallia ob pacta pretexta. Singula  
argumenta, quæ obtrectatores atque adver-  
sarii ad dubitationem aliis movendam in  
medium proferunt, enumerabo persolvam-  
que. Quod ad Reginam Portugallia &  
Principes Josephinas, contra earum jura  
Sanctio Pragmatica non pugnare potest,  
quia hereditaria successioni omni, linea  
CAROLINA existente, renunciaverunt.  
Facta est Renunciatio MARIÆ ANNÆ  
Regina Portugalia, Serenissima Archidu-  
cissa MARIÆ JOSEPHÆ, desponsata  
Serenissimo FRIDERICO AUGUSTO,  
Principi Regio Polonia & Electorali anno  
1719. & Serenissima Archiducissa MA-  
RIÆ AMALIÆ desponsata Serenissi-  
mo CAROLO ALBERTO, tum  
Principi Electorali, anno 1722. Confir-  
mata sunt hæ Renunciationes per Augustos  
conjuges eorumque Augustos parentes. In  
his renunciationibus Archiducissarum Jo-  
sephinarum, cum Sanctio Pragmatica,  
anno 1713. publice declarata, expressis  
verbis agnoscitur valida ; ea non potest eo  
obtentu, quod pugnet contra jura Archidu-  
cissa-

DES I  
cissarum  
potest,  
renunci-  
cians hæ  
Quod s  
nunciat  
non ren  
habeat  
quod se  
eos, qu  
bent, a  
nei sunt  
ex Prin  
ro hæ;  
que in  
omniun  
queunt  
tionibus  
status p  
cidit, se  
quis ne  
velit, i  
renunci  
mus, a  
se habe  
tamen  
pue ill  
bet, r  
mutati  
numqu  
niam s

cissarum, invalida reddi, dum fieri non potest, ut jus, qui renunciatum, quodque renunciatione facta, non amplius renunciatus habet, contra jus renunciantis pugnet. Quod si scrupulus aliquis resideat, an renunciationes valeant & obligent, atque annon renunciationes signent jus, quod quis habeat: ille excuti poterit ei, qui cogitat, quod secernenda sint renunciationes facta in eos, qui jamjam jus succedendi aliquod habent, ab iis, quæ in amorem plane extranei sunt; illæ habent firmitudinem, etiam ex Principiis Gallicorum Juris; non vero hæ; propterea quod in his fit alienatio, quæ in Regnis licita non est sine ordinum omniumque, qui jus succedendi postulare queunt, consensu. In illis vero renunciationibus nulla alienatio, nec etiam mutatio status publici aut nature fundamentalis accidit, sed tantum est declaratio pactitia, quod quis nec quicquam juris succedendi postulare velit, illis existentibus, in quorum favorem renunciatum, qui aut æquale, aut proximus, aut etiam remotius succedendi jus per se habent. Dixerit fortasse quispiam: tunc tamen, quando in favorem alterius, præcipue illius, qui jus succedendi remotius habet, renunciatur, aliquam status publici mutationem adesse, quam sine populi ordinumque consensu fieri non debere; sed quoniam supra occasione cessionis, FERDI-

NAN.



*NANDO à MATHIA facta ostendere occupavi, ordines, si is, qui jus succedendi quæsitum habet, succedit, nihil juris in ordinanda successione habere: facile patet, quod etiam renunciaciones ejusmodi, proprio motu facta, sine ordinum consensu sint legitima, adeoque & justa sit successio, IMPERATORIS proprio motu ordinata in Pragmatica Sanctione. Ne illæ quidem renunciaciones sunt necessariae? quid? quod non renunciaciones vera haberi possunt, quando personæ illius gratia, quæ proximius jus succedendi habet, renunciatur; sed solum eo consilio eamque ob causam fiunt, quo omnis prætextus postulandi successionem, antequam eos, qui renunciant, ordo tangit, præscindatur. Assentientes habeo renunciaciones Archiducissarum ipsas, in quibus profitentur, quod quamdiu ex Majestatis Cæsareæ descendentibus proles aliqua, sive masculina sive fœminina supervixerit, ullam unquam successionem aut succedendi jus prætendere non possint nec debeant. Proinde non indicant renunciaciones Archiducissarum Josephinarum, ipsis profitentibus, titulum succedendi, linea Carolina existente, nec adeo habent tacitam succedendi agnitionem; nisi in eo casu, quando ordo succedendi ad eos veniat, quod jus succedendi per ejusmodi renunciaciones non adimitur, potius confirmatur; contes-*  
tanti-

*tantibus iisdem renunciationibus, in quibus* DE LA  
*ARCHIDUCISSÆ SERENISSIMÆ* PRAGMA  
*ajunt; quod si proles A SUA MA-* TIQUE  
*JESTATE* progenita prorsus deficere SANC-  
 unquam accideret, sibi jus omne omnes-  
 que actiones ad succedendum pleno jure  
 per expressum reservent.

*Quod ad effecta renunciationum, quia*  
*sunt declarationes pæctitiæ, hoc est, pro-*  
*missiones, ad quas renuncians sese obligat:*  
*facile secundum principia juris naturæ &*  
*gentium concludi potest, quod uti omnes*  
*promissiones pæctitiæ; ita quoque renuncia-*  
*tiones, validam ac perfectam producant*  
*obligationem, quodque ita quoque renun-*  
*ciationes, ab Archiducissis Austriacis fa-*  
*ctæ, obligationem eas servandi pariant, non*  
*solum in ipsis Augustis personis renuncianti-*  
*bus, sed etiam in ipsarum descendantibus &*  
*successoribus. Quippe secundum jus publi-*  
*cum universale successores omnes, descen-*  
*dentes, ascendentes aut Collaterales sint,*  
*nihil interest, facta, id est, obligationes*  
*antecessorum, in quorum jura intrant,*  
*præstare debent. Antecessores autem, id est*  
*illa personæ, quæ Successioni renunciarunt,*  
*ad servandas renunciationes obligatæ pro*  
*eo, ac ostendi, sunt; quapropter earum suc-*  
*cessores liberique, æque ac ipsæ renuncian-*  
*tes, renunciatione stare tenentur; modo li-*  
*beri renunciantium tempore renunciationis*  
*nondum*

*nondum nati fuerint. In terris enim successoriis & hereditariis simul atque existere liberi cœperunt, eis quæsitum est jus ex lege successoria; quod itaque sine eorum consensu postea in alium remotiorem transferre renunciatione sua Parentes non queunt; probe vero id licitum & parentibus & valere debet Parentum renunciatione ratione liberorum nasciturorum. Rationem in medium profert Grotius de I. B. & P. lib. 2. cap. 7. §. 22. Illud interest, inquit, inter natos & nascituros, quod nascituris nondum quæsitum sit jus, atque adeo auferri possit populi voluntate, si etiam parentes, quorum interest, jus ad filios transire, jus illud remiserint. Nunc cum renuntiatio, & Regina Portugallia, & Archiducissarum Josephinarum, conjugio antecessit: liberi omnesque posteri earum renunciationes factas obligati sunt. Quæ renunciationes quia eo consilio, quo ordo succedendi in Domo Austriaca receptus & Sanctio eo magis confirmaretur, factæ sunt: ordinem quoque succedendi in Sanctione Pragmatica stabilitum servare tenentur, & persona ipsæ renunciantes, & omnes hæredes Archiducissarum. Quod quoque satis innuunt verba renunciationum Archiducissarum Josephinarum, quæ profitentur, & promittunt; quod præscriptum in Sanctione Pragmatica cum maritis tum fœ-*  
minis

minis succedendi ordinem linealem pro SE SUIS que POSTERIS & HÆREDIBUS tenere , observare eique firmiter inhærere velint , quodque pro SE SUIS que POSTERIS cedant , renuncient & abdicent jura in ditiones ad *MAJESTATEM SUAM CÆSAREAM* pertinentes.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*Equidem Regina Portugallia ante, quam Sanctio Pragmatica extitit , renunciavit ; sed tamen , quoniam Sanctio de successionis ordine , in constitutione CAROLI V. jam declarato & in Domo Austriaca recepto , disponat ; juri successionis autem Regina Portugallia renunciavit generatim : illi per Sanctionem injuria fieri non potest , quippe jus succedendi aliquod ipsi competens , cum illi renunciarit , ladi nequit. Ob eamque causam sub obtentu læsionis sui juris succedendi , nec ejus hæredes , infirmam reddere Sanctionem Pragmaticam queunt. Itaque etiam ratione Portugallia Reginae valida Sanctio est.*

*Multo magis valida prenuncianda Sanctio ratione Augusta filia secundogenita Carolina MARIÆ ANNÆ , quamvis ea nondum renunciaverit ; ob id , quod ea nondum nata erat , cum jam Sanctio Pragmatica in Domo Austriaca stabilita existeret. Proinde cum in Sanctione primogenitura fœminea in Domo Austriaca stabili-*  
*lita*

*lita sit : secundogenita nullum jus succedendi quæsitum per nativitatem, primogenita existente, accepit. Potius Primogenita, simulatque nasceretur, omne jus succedendi quæsitum fuit, nec quicquam reliqui juris secundogenita reliquit. Quæ cum ita sint, nec opus est renunciatione secundogenita adhuc minorennis per Procuratorem, nec etiam, quando majorennis sit, nisi majoris cautionis adhibendæ gratia, renuntiatio est necessaria.*

*Nec est, quod Papa Primogenitura fæminea in Regno Neapolitano injuriam fieri dicas ob id, quod Neapolis Feudum Sedis Papalis sit, cujus ordo succedendi sine consensu Papæ, ut Domini directi, ad faminam Primogenitam transferri non queat. Ac si etiam quis pertinax in eo defendendo foret, quod Neapolis Feudum perfectum Papæ sit : attamen illius consensus ad Sanctionem Pragmaticam pluribus ex causis non foret necessarius. Missum facere possem, quod Papæ, pro eo, ac debuit, bello ultimo non defenderit Regnum, & ad pacem subsecutam, quam cum Europa omni scivisse oportet, voluntarie tacuerit, adeoque per id, si quid juris, ratione successio- nis, habuerit, dereliquerit. Namque ex regula Grotii de J. B. & P. lib. 2. cap. 4. §. 5. hæc duo requiruntur, ut ad derelictionem præsumendam valeat silentium scil. ut silen-*

silentium sit scientis & libere volentis. DE LA  
 Quibus rebus coactus IMPERATOR ar- PRAGMA  
 mis suis & sociorum jure belli & pacis TIQUE  
 Neapolim sibi vindicavit. In terris vero SANC-  
 tion.  
 hoc modo vindicatis, nisi expressa pacta cum  
 iis, quorum interest, aut cum subditis, in-  
 terveniunt, successionis modus pro eo, ac  
 jam docui, à voluntate victoris proficiscitur,  
 ob eamque causam etiam ordo succedendi ex  
 jure primogeniturae femineae; atque ita ad  
 primogenituram femineam in Regno Nea-  
 politano observandam, quae Sanctioni in-  
 ferta est, consensus Papae non requirendus.  
 Sanctionem ergo Papa in regno Neapoli-  
 tano ob id, quod Feudum ipsius sit, infir-  
 mare nequit. Proferre argumenta alia con-  
 cludentia placet, ac quidem ex natura regni  
 Neapolitani fundamentali factisque indu-  
 biis desumpta. Neapolis olim Provincia  
 Monarchiae Hispanicae fuit, ubi eadem  
 successio feminea obtinuit; in Hispania  
 autem valet successio feminea ex jure  
 primogeniturae, ergo valeat quoque in regno  
 Neapolitano necesse est. Facta quoque his-  
 torica, & antiqua & recentiora, idem con-  
 firmant. Exemplum ex antiquitate unum  
 HENRICI IV. Imperatoris sufficiat,  
 cujus conjux CONSTANTIA haeres  
 utriusque Siciliae 1194. fuit, & hacce regna  
 HENRICO ita acquisivit, ut ea ex ar-  
 bitrio ordinaret, idque jure, siquidem M.

Antonius Marcellus de jure sæculari Romanorum Pontificum, cap. 13. de jure & actione, quam Pontifices habent in regna Neapolis & Siciliae p. m. 131. Reges, inquit, qui his regnis possessione infederunt, illa, uti licitum est, liberorum Dominorum more - - modo ad fœminas, modo ad exteros transtulerunt. *Quæ novissimis nostris temporibus acciderint cessiones & permutationes regni Siciliae, nemini ignotum. Quo ex argumentor: qui potest alicui regnum cedere, iterumque permutare, ille ob id quod cessio & permutatio est species alienationis, potest ejusmodi regnum alienare, & ex consequenti successorem quemvis sibi eligere, adeoque fœminam primogenitam declarare heredem. Nunc vero cessio Siciliae Domui Sabaudicae facta, teste universa Europa, Tractatus Trajectenses, & Domus Sabaudica iterum Siciliam pro Sardinia permutavit, ope Fœderis Quadruplicis anno 1718. ; quæ permutatio Pace Viennensi 1725. iterum confirmata; quid? quod in Tractatu Londinensi non minus, quam in pace Viennensi, cuncta jura, quæ Hispania olim, non solum in Belgio, sed etiam in Italia, adeoque in Neapoli possedit, renunciat PHILIPPUS SUÆ MAJESTATI CÆSAREÆ, EJUSQUE successoribus, heredibus & descendantibus, & masculis,*

culis, & fœminis. Quid igitur impedit, quo minus IMPERATORI liceat, unam ex suis filiabus heredem æque in Neapoli ac Sicilia declarare ? Siquidem regnum Neapolis & Sicilia sub uno eodemque principe & utriusque Sicilia appellatione stetit diu, & communes utriusque regni rationes fuerunt. Communes utriusque regni rationes esse & fuisse, ipsa conditiones Tractatus Londinensis de anno 1718. art. 1. ostendunt. Ac cum IMPERATORI jus fasque est, regnum Sicilia, ob jus alienandi, cuiusvis, atque ita etiam primogenita filia, motu proprio tradere : vindicandum quoque SUÆ CÆSAREÆ MAJESTATI jus est, declarandi filiam suam Primogenitam & Sicilia & regni Neapoli heredem, ob communes utriusque regni rationes. Dum igitur, in declaratione ordinis succedendi in regnum Neapolitanum, IMPERATOR usus est jure suo ; nullam injuriam Papa per eam passus est, nec adeo queri potest de eo, quod ipsius consensus ad Sanctionem Pragmaticam, in regno Neapolitano stabiliendam, non fuerit adhibitus.

Sed quæret aliquis, utrum Pax Badensis, Ultrajectensis, Londinensis & Vienneſis jure concludi ita potuerint, ut iis pacificationibus status publicus, uti reliquarum provinciarum olim ad Hispaniam



*pertinentium, ita & regni Neapolitani ordinaretur, & quidem, quod ad Neapolim, sine consensu Papæ statuumque Neapolitanorum. Statuendum, quod omnes hæ pactiones juste & legitime sine consensu Papæ statuumque provincialium concludi potuerunt. Namque Serenissima Domus Austriaca & Andegavensis de jure succedendi in terras Hispanicæ disceptabant, & nemo hanc Controversiam, nisi arma & subsecuta pax, decidere poterat. Proinde regna & ditiones Monarchia Hispanica, quorum in numero Neapolis est, juri belli subjacuerunt. In statu belli vero penes belligerantes solos jus ordinandi per pacem, quis succedere, & quomodo ordinari respubl. debeat, est. Quare status publicus, ut reliquarum ditionum, ita & Neapolitanus, sine consensu Papæ statuumque provincialium, subsecutis Tractatibus ordinari, & ordo successionis Sanctioni conformis stabiliri, potuit. Accedit, quod ordo succedendi, in nominatis pacis Tractatibus declaratus, ita interpretandus, ob rationes supra allatas, fit, ut conveniat cum ordine successionis, Sanctione Pragmatica stabilito. Hic vero ordo itidem congruens successioni Castiliana est, secundum quam jam antiquissimis temporibus, in regno Neapolitano, nec non in reliquis ad Monarchiam Hispanicam pertinentibus terris, successum fuit. Quapropter*

co a  
regi  
terr  
laud  
mat  
Qua  
secun  
olim  
nenti  
posse  
conje  
regni  
bus P  
dictu  
A  
Fami  
DIN  
DUA  
BE  
nescio  
striac  
is, qu  
creder  
fami  
ter &  
Famili  
nea re  
re plu  
disse,  
singun  
rent :

*eo minus restat dubii, quod non solum ratione regni Neapolitani, sed etiam reliquarum terrarum Italicarum & Belgicarum, modo laudati pacis Tractatus Sanctioque Pragmatica firmissimo nitantur fundamento. Quæ cum ita se habeant, successio sæminea secundum ordinem primogenitura, in terris olim ad Monarchiam Hispanicam pertinentibus, & ab IMPERATORE jam possessis, validitatem habet; quamvis Papæ consensus non fuerit ratione Neapolitani regni requisitus. De Sanctione, quod juri- bus Papæ non adversetur, satis hoc tempore dictum habeo.*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*Accedamus ad disquisitionem Pactorum Familiae inter CAROLUM V. & FERDINANDUM, inter FERDINANDUM II. & PHILIPPUM III. & ALBERTUM, ex quibus deducere velle nescio quis jura Regis Galliae in terras Austriacas videtur. Sed quoniam nemo, nisi is, qui plane nihil sapit, induci poterit ad credendum tale pactum Familiae, ope cujus feminae lineae collateralis, quales sunt mater & conjux LUDOVICI XIV. respectu Familiae Austriacæ, excludant feminas lineae rectæ: supervacaneum esse reor, de hac re plura verba facere. Satis sit mihi ostendisse, quod si etiam hæc pacta, ita, ut esse finguntur in favorem Regum Galliae, forent: tamen ex iisdem nullum jus regibus*

*Gallia progigni posset. Namque & mater & conjux LUDOVICI XIV. juribus Domus Hispanica, itaque etiam Austriaca, renunciarunt. Præterea LUDOVICUS XIV. Pacem Badensem, & hodie regnans Rex consequentes pacis Tractatus, qui non dissentientes, ut jam probavi; Sanctioni & adeo successioni in eo stabilitæ, sunt, confecerunt. Uti vero omnia pacta posteriora, in quibus aliud quid, quam in prioribus positum, tollunt priora in iis, in quibus differunt: ita quoque his novioribus pacificationibus sublata jura, si qua fuissent successionis regis Gallia, forent.*

*Quoniam ergo Sanctio, nec contra jura Serenissimorum Cognatorum Domus Austriaca, nec contra jura ullius alterius, nec contra jura Statuum, aut Imperii, aut Provincialium, pugnat, convenitque cum omnibus pactis publicis principiisque juris Gentium, publici & universalis & particularis: illam juste, IMPERATOR AUGUSTISSIMUS constituit proprio motu, nec adeo ulla à parte Protestatio legitima contra Sanctionem fieri potest. Namque Protestatio legitima nihil signat aliud, quam declarationem dissensus in eo casu, quando aliquid fit, quod contra jura alterius est. Pro eo autem, ac argumentis vel firmissimis confirmare licuit Pragmatica Sanctio, contra nullius*

DE  
nulli  
mo  
Pragi  
nient  
nem,  
ordine  
vis et  
dat.  
plum  
possit  
legior  
Imperi  
motu  
confir  
habend  
eum p  
quibus  
cr lian  
tem le  
soli fu  
Et bo  
legibus  
Instr.  
Quare  
tuit Pr  
nation  
Sancti  
Privile  
profici  
blica,  
tor ter

*nullius jura tendit ; quapropter etiam nemo unus legitimo contra Sanctionem Pragmaticam , & successionem ei convenientem , protestari , & per protestationem , sibi jus aliquod succedendi , contra ordinem stabilitum , reservare potest ; quamvis etiam nulla confirmatio Imperii accedat. Equidem FRIDERICI III. exemplum creditur quod in contrarium adduci possit ; quippe qui confirmationem Privilegiorum Augustæ Domus Austriacæ ab Imperio requisiverit , & non ea proprio motu dederit. Et eo quæque censeo , quod confirmationes Privilegiorum necessariae habenda , præcipue publicorum. Privilegia enim publica sunt leges speciales publicæ , quibus imperans alicui concedit jus extraordinarium in nexu Republ. Ferendi autem leges Imperii publicas Imperatores soli superioribus Seculis non exercuerunt. Et hodie consensus Statuum comitalis in legibus ferendis generatim adesse debet vi Instr. P. W. Artic. 8. §pho gaudeant. Quare nec etiam FRIDERICUS III. potuit Privilegia nova sine consensu seu confirmatione Imperii domui suæ inferre. Verum Sanctio Pragmatica non est privilegium. Privilegia enim ab Imperante in alium proficiuntur ; Sanctio autem est lex publica , quam IMPERATOR , ut Regnator terrarum suarum hereditariarum , ob*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*potestatem suam civilem, & ob Privilegia Domui suæ olim acquisita, stabilire proprio motu pro eo, ac ostendi, potuit, atque ita ab alio Imperante profecta non est, quod quidem privilegii. Quo ex manifesto tenetur, quod exinde, quia privilegia publica domus Austriacæ confirmatione egeant Imperii, ad confirmationem necessariam Sanctionis, ab Imperio petendam, concludi conclusio nequeat. Cum itaque Sanctio Pragmatica, etiam sine confirmatione, ut Lex perpetua, firmo fundamento nixa est atque per eam primogenitura; ex necessaria consecutione efficitur, quod individuitatem terrarum omnino omnium Augustæ Archiducali Domino Austriacæ coherentium obtinere oporteat in omne ævum.*

*Nec ex Grotio erui posse reor divisionem terrarum Austriacarum iterum faciendam esse, casu eveniente, quem Deus longissime avertat. Grotii locus J. B. & P. Lib. 2. cap. 9. §. 9. vel potius 10. non probat istud, quod hic probandum est. Paragrapho 10. continetur, quod eveniat, ut, quæ una civitas fuerat, dividatur, aut consensu mutuo, aut vi bellica. Sed consensus mutuus, ut dividantur terræ Austriacæ, non adest, potius consensus eorum, quorum interest, renunciationibus satis declaratus est, ut terræ impe-*

im  
N  
tes  
ac  
jur  
ade  
jur  
Loc  
quin  
arg  
sent  
tas  
bell  
null  
ras  
juste  
re  
sub p  
REG  
stunt  
Ne  
facit  
sum  
AUS  
set, c  
Juris  
rum q  
tenet  
alter  
moge  
terra

*imposterum semper permaneant individua.* DE LA  
*Nec quoque vis bellica juxta adhiberi po-* PRAGMA  
*test hic propterea quod Sanctio, pro co* TIQUE  
*ac dicere occupavi supra, contra nullius* SANC-  
*jura est, atque ita nulla causa justifica* TION.  
*adeft belli, quæ semper primum ponit in-*  
*juriam alteri factam. Atque ita Grotii*  
*Locus non est contra nostram sententiam,*  
*quinimò pro nobis esse invertendo Grotii*  
*argumentum elucet; nempe enim, si ex*  
*sententia Grotii ea, quæ una fuerat civi-*  
*tas, dividatur aut consensu mutuo, aut vi*  
*bellica; illud est consentaneum quod, cum*  
*nullus consensus mutuus ad dividendas ter-*  
*ras Austriacas adsit, neque vis bellica*  
*juxta, ut dividantur, adhiberi possit, ter-*  
*ræ Austriacæ omnes, quæ unitæ feliciter*  
*sub potestate AUGUSTISSIMI HODIE*  
*REGNANTIS IMPERATORIS exi-*  
*stunt, non dividendæ sint.*

Nec ea, quam Dominus de LUDOLPH  
 facit, decisio accommodare se ad ca-  
 sum, qui in SERENISSIMA DOMO  
 AUSTRIACA aliquando evenire pos-  
 set, contra Sanctionem sinit. Perillustris hic  
 Jurisconsultus constituit duos fratres, quo-  
 rum quilibet separatus terras in sua ditione  
 tenet, & questionem pertractat: utrum si  
 alter horum fratrum in sua Familia pri-  
 mogenituram introduceret, postea vero  
 terra dividua à fratre illi hereditate re-

S s linque-

*linquerentur , hæ terra dividua post illius , qui primogenituram introduxit , mortem iterum dividenda inter liberos sint , an primogenitus solus terras omnes , etiam dividuas , hæreditate relictas , accipere debeat ?*

*Ait laudatus magnus Jurisconsultus , ac quidem pro more solide §. 16. n. 69. de introd. jur. primog. Videndum , an ditionum olim divisarum , postea conjunctarum , unio rursus placuerit , nec-ne ; si hoc ex pacto Familiæ tenebitur primogenitus , cujus tamen est electio partem fratri dimittere , perinde ac si duo Regna hæreditaria sub unius personæ moderamine fuerint conjuncta , manebunt Regna separata , neque Regis primogenitus fratrem ab utroque excludendi jus habet. Casu priori successio tota primogeniti erit solius. Jam ad Domum Austriacam hic prior casus se finit accommodare ; placuit scil. unio & individuitas omnium terrarum Austriacarum AUGUSTISSIMO IMPERATORI in Sanctione Pragmatica ; ergo quoque successio tota prolis Primogenita erit solius. Si quando itaque OPTIMUM MAXIMUM IMPERATOREM mors eriperet nobis , quem Deus servet : nullas terras dividuas relinqueret , cum IPSIUS declaratio , ut non dividantur terræ , Sanctione Pragmatica*

DE  
mat  
dulp  
terr  
uit  
quar  
N  
cæ t  
indro  
fami  
trans  
in de  
pende  
rarum  
mutat  
sionis  
sua n  
fami  
minea  
Privi  
perii  
adeoq  
alloct  
tes.  
in ter  
poreft  
mutat  
GEN  
dat ,  
quia e  
depen  
fequat  
ter.

matica contineatur , adeoque illius Lu-  
 dolphinae decisionis casus hic ad Austriacas  
 terras adplicari nequit , quæ primum po-  
 nit terras olim dividuas & conjunctas ,  
 quarum vero divisio rursus placuit.

DE LA  
 PRAGMA  
 TIQUE  
 SANC-  
 TION.

Neque vero ob id , quod terræ Austria-  
 cæ tam Feudales , quam Patrimoniales ,  
 individua conservanda sint , & ad sexum  
 fœmininum secundum primogenituram  
 transeant , commutatur natura Feudorum  
 in deterius , neque etiam ex terris inde-  
 pendentibus dependentes fiunt. Nihil ter-  
 rarum per successionem fœmininam in pejus  
 mutatur , cum ne mutatio quidem succes-  
 sionis adsit , quippe Feuda Austriaca sunt  
 sua natura fœminina , tam , quia aut per  
 fœminas aut pactiones , quibus successio fœ-  
 minea confirmatur , acquisita , quam , quia  
 Privilegium CAROLI V. Consensu Im-  
 perii munitum , terras Austriacas omnes  
 adeoque & feudales & patrimoniales seu  
 allodiales reddidit ad fœminas transeun-  
 tes. Atque ita cum successione fœminea  
 in terras Austriacas nihil demutatur : non  
 potest etiam natura Feudorum in deterius  
 mutata esse , nisi illud , quod PRIMO-  
 GENITA ope Sanctionis tantum succe-  
 dat , mutationem in deterius vocare velis ,  
 quia ex hac individua terrarum possessione  
 dependentia terrarum independentium con-  
 sequatur , & jura independentia amittun-  
 tur.



*Verum huic causa, quod unione seu individuitate terrarum nulla jura adeoque nec independentia amittantur, Grotius Patronus existit de J. B. & P. Lib. 2. cap. 9. Quodsi quando, inquit, uniantur duo populi, non amittentur jura, sed communicabuntur. Idemque censendum de Regnis, quæ non fœdere, aut eo duntaxat, quod Regem communem habeant, sed vera unitate, junguntur. Addere mihi liceat rationes, ob quas jus summitatis seu independentiæ per individuitatem non amittatur. Si potestas summa, sive quod idem, independens, teste Grotio in I. B. & P. lib. 1. cap. 3. §. 7. illa dicitur, cujus actus alterius juri non subsunt, ita, ut alterius voluntatis humanæ arbitrio irriti possint reddi: illa terra tum dependens demum habenda, quæ non propriis legibus constitutionibus gaudet, & alterius juri subiecta, ita ut actus alterius arbitrio possint irriti reddi. Quare, cum quodlibet Regnum, qualibet Provincia ad Domum Austriacam pertinens haud proprias rationes habeat, ut actus, in una terra gesti, ab alterius terra Austriaca administratoribus irriti non possint reddi; ex individuitate & unione inseparabili terrarum Austriacarum, æque minus earum dependentia colligi potest, ac ex unione Regno-*

*rum*

rum Anglia & Hybernica, quorum quodlibet regnum independens est, quamvis communem Regem habeant. Unde quamvis in posterum terra Austriaca semper Caput commune & Imperatorem unum habebunt & individua erunt: tamen non sunt dependentes nec adeo earum conditio redditur deterior. Re autem vera separatas Constitutiones quasvis terras Austriacas, in signum independentia, tenere, & ab Imperatore ut à se invicem independentes tractari, argumento esse possunt separata Cancellaria cujusque terra, separatique Conventus Ordinum in singulis Regnis & Provinciis. Quoalibet Regnum, qualibet Provincia singulares Conventus tenet; quorum Conventuum decreta ad alias terras Austriacas non pertinent, neque easdem obligant, atque consequenti terra, quæ sua natura fundamentaliter independentes sunt, independentes, quamvis in individuo nexu cum aliis terris Austriacis sunt, permanent; nec igitur natura earum fundamentalis Sanctio Pragmatica mutatur ac convertitur.

Ex quibus satis superque elucere puto, ordinem succedendi in Sanctione stabilitum pugnare, nec contra independentiam, nec contra constitutionem terrarum hereditariarum, nec adversum Status earundem tenere. Quod non adversum teneat

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE.  
SANC-  
TION

neat Statibus , *indiciū sumi ex eo po-  
test* , quod hic ordo succedendi subinde  
ab ordinibus & statibus universorum  
Regnorum , Archiducatum , Duca-  
tum , Principatum , Provinciarum  
ac ditionum ad SERENISSIMAM  
DOMUM Austriacam jure hæredita-  
rio spectantium communi omnium vo-  
to susceptus ac grato submissoque ani-  
mo agnitus atque in vim legis Sanctio-  
nisque Pragmaticæ perpetuo valituræ  
in publica monumenta relatus fuit ;  
*quæ quidem verba integræ ex Artic. 12.*  
Tractatus pacis Cæsareo Hispanicæ  
Viennensis de anno 1725. *exscribenda*  
*duxi* , quo eo minus aliis persuaderi possit ,  
*quod vi aut metu Status Regnorum &*  
*Provinciarum ad agnoscendam Sanctio-*  
*nem Pragmaticam adducti fuerint.*

*Quam firmiter igitur Sanctio in om-*  
*nes partes valet ; tam rectè quasitum Pri-*  
*mogenitæ Filiae Serenissimæ CAROLI*  
*VI. jus succedendi in terras hæreditarias*  
*est* , nulla mascula prole existente. Proin-  
de post excessum IMPERATORIS , qui  
serus sit , nullum jus Status Regnorum &  
Provinciarum hæreditariarum , aut in ne-  
xu , aut extra nexum Imperii existentium ,  
recipere possunt , alium , quam Primoge-  
nitam ejusque conjugem futurum , succes-  
sorem sibi optandi , aut se separandi à ne-

*na individuo constituto, vel se in libertatem vindicandi. Hoc causa sumo, quod pro eo, ac ostendi, deficiente filio, filia primogenita hæres legitima est. Quam diu autem hæredes legitimi adsunt, tamdiu adest subjectum, in quo est Imperium; cui Imperio subiectos remanere omnes Status & subditos terrarum hæreditariarum jus fasque est; quia in Regnis fœmininis Imperium non tollitur, nisi donec Familia utriusque sexus deficiat, secundum Grotium de I. B. & P. lib. 2. cap. 9 §. 1. & 2. Certe quod Status non recipiant libertatem & jus eligendi successorem, nisi in eo, quem dixi, casu agnoscunt Status & ordines Regni Hungariæ, alias libertatis acerrimi vindices, in Articulis in Conventu generali Posonienſi conclusis & à CAROLO VI. IMPERATORE confirmatis anno 1723. ac quidem in fine Artic. 2. aiunt: nonnisi post omnimodam prædicti (i. e. utriusque) sexus defectum avitam & veterem approbatamque & receptam consuetudinem prærogativamque statuum & ordinum in electione & coronatione Regum locum habituram. Quodsi itaque, eveniente casu, Primogenita Filia aliquando succedat Augustissimo Parenti, & Status subditique alicujus Provinciæ hæreditariæ turbas excitare, libertatem præte-*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*prætexere. Eam non agnoscendo, ut legiti-  
mum hæredem, alium successorem sibi  
optare; aut saltem voluntate sua in pos-  
sessionem ita audeant: tunc illi aperte  
Rebelles forent, debitis pœnis afficiendi,  
criminisq; læsa Majestatis rei.*

*Quoniam ergo Sanctionem Prag-  
maticam jure quondam suo IMPERATOR  
constituit: etiam Sanctionis Guarantiam  
à quibusvis Statibus Europæ suscipi possi-  
statuendum est. Guarantia enim Sanctio-  
nis in nulla alia re, quam in pacto pu-  
blico seu fœdere constitit inter IMPE-  
RATOREM & alios imperantes, in  
quo recipientes in se Guarantiam pro-  
mittunt, quod omnibus viribus suis  
tueri manutenere velint ac debeant il-  
lum succedendi ordinem, quem SUA  
MAJESTAS CÆSAREA in forma per-  
petui & indivisibilis fideicommissi,  
primogenitura affecti, pro universis  
SUÆ MAJESTATIS utriusque sexus  
hæredibus, instrumento solenni die 19.  
Aprilis 1713. declaravit ac stabilivit;  
desinente ita Artic. 2. Tractatus inter  
SACRAM CÆSAREAM MAJES-  
TATEM & REGIAM MAGNÆ  
BRITANNIÆ initi 1731. Nunc pac-  
tiones publicas facere de eo, quo nemini  
fit injuria, secundum Jus Gentium, qui-  
vis Imperans justè potest. Quapropter etiam*  
omnes

D  
omne  
Sanct  
tim  
ut sup  
fit inj  
supra  
ad ej  
quicq  
rantia  
quod  
Imper  
nis G  
rantis  
Ne  
ribus t  
terrari  
Provin  
dum e  
tra jus  
talem  
jura S  
Nec C  
terea  
rium  
jura  
tione,  
nec et  
circa  
nec l  
heredi  
prest.

omnes Principes & Respublicæ Europæ DE LA  
Sanctionis Pragmaticæ Guarantiam op- PRAGMA  
timum jure in se recipere queunt, dum, TIQUE  
ut supra probatum dedi, Sanctione nemini SANC-  
fit injuria. Quidquid adeo de Sanctione TION.  
supra asseruimus, istud accommodari  
ad ejus Guarantiam poterit; porro,  
quicquid de Sanctione negavi de Gua-  
rantia negandum venit. Asseruimus,  
quod Sanctio justa sit & ex potestate  
Imperatoris civili nata; quare Sanctio-  
nis Guarantia justa sit, & cujusvis Impe-  
rantis potestati conveniat, necesse est.

Negavimus, Sanctionem adversari ju-  
ribus tertii quæsitis, nature fundamentalì  
terrarum, juribus Statuum Imperii aut  
Provinciarum, quapropter quoque negan-  
dum est, Sanctionis Guarantiam niti con-  
tra jus tertii, contra naturam fundamen-  
talem terrarum hereditariarum, aut contra  
jura Statuum Imperii & Provinciarum.  
Nec Guarantia potest damnosa esse; prop-  
terea quod damnum malo ex lesione ju-  
rium alterius orto, nititur. Nunc nullum  
jus aut Provinciarum hereditariarum Sanc-  
tione, ut ex prioribus notum est, læditur,  
nec etiam Cognatorum jus violatur; quo-  
circa Sanctionis Guarantia nec Cognatis,  
nec Imperio, nec Provinciis & Regnis  
hereditariis, nec Statibus damnosa esse  
potest. Secundum quæ cum Sanctio ejusque  
Guarantia,

426 LES INTERETS PRESENS

*Guarantia : nec Imperio damnosa , nec contra jus tertii fit : Sanctio ejusque Guarantia non potest etiam contra Artic. 4. 6. & 15. Capitulationis CAROLINÆ pugnare ; siquidem heron Articulorum summa hac est. \* Dafs Ihro Kayfrel. Majestat sich wolten alrer *assistentz* , darauz dem Reich gefahr und schaden entfleht, gantzlich enthalten, und wenn Sie auch ins kunfftige Ihrer eigenen Landen halber einige Bundnusse machen wurden, so solle solches anderer gestalten nich geschechen, als unbeschadiget des Reichs und nach inhalt des *instrumenti pacis* , und dafs alle *declarationes contra jus tertii* fur null und nichtig zu erklaren.*

*Equidem fieri posset , ut Imperium ob susceptam Sanctionis Guarantiam in discrimen adduceretur belli , at patet , quod bellum à parte inferentis injustum foret ; quia ut ex superioribus planum est , nemo jus succedendi in terras hereditarias , deficiente prole masculâ , nisi fœmina primogenite,*

\* Que sa Maj. Imp. veut se priver de toute assistance , dont il pourroit naître quelque mal ou préjudice à l'Empire & qu'en cas qu'elle fit à l'avenir quelque Traité ou Alliance, par raport à ses propres Etats , cela ne se fera que sauf les Droits de l'Empire & conformément à la teneur de l'Instrument de Paix & que toutes les Déclarations *contra jus Tertii* doivent être considérées comme nulles & de nulle valeur.

*genita, postulare jure potest; ob eamque rationem nemo causam justificam belli inferendi, succedit, hujus successionis gratia habet. Si cuidam per Sanctionem ejusque Guarantiam fieret, & summa Rerum Germanicarum in periculum veniret rueretque in certamina ob justa postulata eorum, qui à successionem exclusi: tunc demum contra modo allegatos Articulos Capitulationis CAROLINÆ Sanctio ejusque Guarantia foret.*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANCTI  
TION.

*Nec video Guarantia Sanctionis & Pacis Badensis repugnantiam; quia supra res patet, quod Sanctio ipsa & Pax Badensis inter se non pugnent, adeoque nec Sanctionis Guarantia, per regulam paulo ante firmatam: quod aias vel neges de Sanctione, hoc te confirmare liquido de ejus Guarantia posse. Quando itaque Pragmaticæ Sanctionis & Pacis Badensis repugnantiam non videas, nec Sanctionis Guarantia & pax Badensis inter se repugnant. Venit hic mihi præterea in mentem hæc ratio, quod inter se pugnare non queant Pax Badensis & Sanctionis Guarantia, quia in pace ne verbum quidem est quod, contra sanctionem sit; prouti adversarii eo ipso, dum asserunt, Sanctionis in pace nullam mentionem factam, hoc concedunt nobis. Si suscipimus genus hoc argumenti, ut convertamus: exoritur hæc conclusio: ergo Sanctio*

tio



## 428 LES INTERETS PRESENTS

tio ejusque Guarantia non potest contra pacem Badensem pugnare ; potius pacem Badensem consentaneam Sanctioni esse ex interpretatione formularum secundum ordinem in Austria receptum , aut uti CAROLUS II. possedit Hispanicas terras quas IMPERATOR in Italia & Belgio ex successionis bello reportavit , superioribus collegimus. Pacta publica , Pacem Badensem subsecuta , non repugnare Sanctioni , aut eandem expressis verbis confirmare , itidem jam ostendimus. Cum itaque Sanctio ejusque Guarantia nec contra Pacem Badensem , nec contra reliqua pacta publica subsecuta contraveniat ; Systema verò Europæ iisdem pactis publicis & fœderibus nitatur : non potest Sanctio ejusque Guarantia Systema Europæ convertere , potius convenit Systemati Europæ , quoniam convenit omnibus pactis publicis Statuum Europæ , qui Systema consociunt.

Quid ? quod Systema Europæ optimè sustinebitur , Sanctio conservatur ; siquidem secundum Sanctionem terra hereditaria in eo quo nunc sunt statu , permanent & ad unum Caput recidunt. Proinde mutatio Systematis , quale nunc est ; ratione SERENISSIMÆ DOMUS AUSTRIACÆ nunquam accidere potest : quippe , secundum Sanctionis Pragmaticæ Ordinem succedendi , Persona tantum , non potentia

DE  
pot  
in  
Hi  
sus  
tem  
non  
San  
jam  
peri  
cret  
ta  
tien  
etia  
pron  
rii  
sunt  
teria  
vota  
rii  
tutia  
dant  
non  
quod  
me  
deri  
peri  
ad  
K  
publ  
Com  
plur

*potentia Domus Austriacæ, quæ præcipuum in Systemate Europæ facit, commutatur. Hinc nemo interqueri potest, quod per suscepcionem Guarantiæ Sanctionis, Systema Europæ convertatur, & inde causa non sumi potest, quod Guarantia hujus Sanctionis recipienda non fuerit, quæ jamjam pluralitatè votorum Statuum Imperii Comitiali consensu promissa & Decretum Imperii factum est. Ac uti Decreta Imperii obligant Status, etiam dissentientes: ita quoque Guarantia præstanda etiam ab invitis Statibus est; & ita adigi, prouti moris in exequendis Decretis Imperii, possunt. Verùm quoniam hi quoque sunt, qui suggerere tendunt, quod in materia Guarantiæ Sanctionis pluralitas votorum non sufficiat ad Decretum Imperii constituendum, quod aequè ac Constitutio Imperii publica, obligare ad præstandam Guarantiam eos qui consensum suum non præbuerunt, queat: faciendum mihi quoque puto, ut ad hæc tela depellenda me accingam. Ad quod perficiendum proderit intueri naturam fundamentalem Imperii ejusque Leges Sacras adcommòdare ad negotium Guarantiæ Sanctionis.*

*Ratio Imperii Germanici, ut viris rei publicæ peritis notum ex Actis publicis Comitialibus, ita comparata est, ut plurima pars eorum, qui sessionem &*

*votum*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*votum in Comitiiis habent, Decreta con-  
ficere in rebus Imperium Germanicum spec-  
tantibus queat, minoremque partem dissen-  
tientem in ejusmodi Decreta obligare ;  
exceptis iis negotiis , ad quæ Leges fun-  
damentales expresse unanimia suffragia  
requirant. Quæ negotia excepta sint hoc  
excessit Schwederus in disp. de casibus  
à jure majoris partis in Comitiiis S.  
Tom. Germanici Imperii exceptis. Ac  
quæquam Aurea Bulla Cap. 2 §. 4. &  
ipsæ Constitutiones Imperii, quas Londor-  
pius Act. pub. Tom. 5. lib. I. §. 107.  
assert , non extarent : tamen ex structu-  
ra Imperii , tam secundum jus publicum  
Universale , quam Germanicum argumen-  
tando , nec non ex observantia constanti  
& certa discere liceret ; quod in omni-  
bus negotiis , quæ legibus peculiariter  
excepta non sunt , etiam gravissimis , plu-  
ralitas votorum attendatur.*

*Exinde vero observantia , ut incerta ,  
argui non potest , quod contra pluralita-  
tem votorum in diversis causis litigiosis Co-  
mitialibus protestationes plurium Statuum  
Imperii ante Pacem Westphalicam inter-  
posita interdum fuerint. Namque quoniam  
jus publicum Imperii hodiernum & præci-  
pue hac materia, quando pluralitas suffragio-  
rum attendenda , Pace Westphalica , tan-  
quam fundamento nititur : non tam pro-  
testatio-*

testationes , quæ ante , quàm quæ post Pa-  
 cem Westphalicam factæ , hic in censum  
 venire debent. *Quandocunque tamen Pro-* DE LA  
*testationes contra pluralitatem votorum* PRAGMA  
*in Comitibus interpositæ fuerint : attamen* TIQUE  
*illæ non prius observantiam incertum red-* SANC-  
*dere queunt , quàm ob oculos positum est,* TION.  
*Protestationes eas legitimas fuisse. Pax*  
*Westphalica disponit in fine Art. 17. ut*  
*nec ulla contra subscriptionem , hoc est*  
*dicere , validitatem Instrumenti hujus*  
*Pacis valeat Protestatio aut contradic-*  
*tio. Hinc etiam in Capitulis FERDI-*  
*NANDI IV. LEOPOLDI, JO-*  
*SEPHI, ut & CAROLI VI. at-*  
*que in hac quidem Artic. 2. Protestatio-*  
*nes omnes contra ea quæ Paci Westphali-*  
*cæ conveniunt , inanes declarantur ; inanes*  
*quoque re vera fuisse protestationes contra*  
*P. W. factas omnes , quas Lunigius in*  
*parte generali des teutschen Reichs-*  
*Archivis collegit , docuit eventus , certe*  
*hucusque nullus eorum effectus consecutus*  
*est. Videamus quid Pax Westphalica de*  
*negotiiis plurimis suffragiis consiciendis*  
*aut non consiciendis disponat , & quid*  
*inde intelligi liceat ; quo ex deinde , quæ*  
*protestationes contra Decreta , plurimis*  
*votis confecta , legitime aut illegitime*  
*habenda , facile erit ad colligendum.*

In P. W. Instrumento Artic. 5. §. 52.

ita

*ita dispositam* : In causis religionis omnibusque aliis negotiis , ubi Status , tanquam unum corpus , considerari nequeunt , ut etiam Catholicis & Augustanæ Confessionis Statibus in duas partes euntibus , sola amicabile compositio lites dirimat , non attenta votorum pluralitate.

*Ex quo argumentari licet , quod in iis negotiis , ubi Status tanquam , unum Corpus considerari queunt , & Catholici & Augustanæ Confessionis Status non in partes eunt , pluralitas votorum ratio habenda , ibique Protestatio contra Decretum , pluribus votis conclusum , illegitima sit. Quod si igitur probavero , quod Sanctionis Guarantia negotium sit , in quo Status , tanquam unum corpus considerari queant : probatum etiam tunc est , quod pluralitas votorum in causa Guarantiæ ad Decretum faciendum , quod etiam dissentientes obliget , ac contra quod Protestatio omnis infirma invalidaque sit , satis superque sufficiat.*

*Observare autem licet ex Actis Imperii cujuscunque temporis , quod Status Imperii in ejus generis negotiis , tanquam unum corpus , considerentur , & ex consequenti pluralitas votorum locum habeat , quæ attingunt Imperium , ut Universitatem & quibus nulli ex Statibus peculiaris sit injuria*

*fit injuria. Cui sententiæ quoque adest* DE I<sup>st</sup>  
Zieglerus ad Grotium de I. B. & P. lib. PRAGMA  
2. cap. 5. obs. ad §. 17. Pluralitas vo- TIQUE  
torum, *inquit*, tunc demum attenditur, SANCTI  
ubi res, de quâ suffragia colliguntur, TION  
pertinet ad Universitatem, ut Universi-  
tatem. *Ac quoniam à Statibus ex ea parte*,  
*quatenus Imperium constituunt i. e.*  
*Universitatem, Sanctionis Guarantia re-*  
*quisita est, & in superioribus probare occu-*  
*pavimus, Sanctionem & ita Guarantiam*  
*non ullius juri adversari : consequens est,*  
*ut in negotio Guarantia, quæ ab Impe-*  
*rio, tanquam Universitate, præstanda,*  
*Status tanquam unum Corpus considerandæ*  
*sunt, ratioque plurimorum votorum in*  
*causa Guarantia habenda.*

*Neque nos movet, quod Guarantia*  
*Sanctionis negotium tam magni momenti*  
*fit, ut salus omnis & conservatio Imperiæ*  
*in discrimen adduci possit, quodque res*  
*non tantæ reperiantur, in quibus unanimiæ*  
*vota Statuum requirantur, & ita multo*  
*magis in causa Guarantia necessaria sint.*  
*Sed uti non omnis ratiocinatio à minori*  
*ad majus concludit ; ita inductione conficere*  
*potest res, quod in ejus generis Regnis,*  
*uti Imperium est, conclusio à minori ad*  
*majus concludi possit. Exempli causa Reg-*  
*num Polonicum nomino ac etiam Imperium*  
Tome IV. T. ipsa

ipsum , in quibus in negotiis publicis , etiam minoris momenti , suffragium unanime ferendum secundum reipubl. structuram est. E contrario in Electione Regis quando Regnum suffragio mandandum , quæ certe est causa vel maximi momenti , eunt Status in suffragium & quem plurimi volunt Regem , is Regnum adipiscitur. Secundum quæ cum in Regno Polonia , uti omnia fere per unanimia suffragia decidenda sunt , etiam minima , illa quæ graviora & magna sunt , plurimis suffragiis confici queunt , & adeo argumentatio a minori ad majus non procedit : nonne multo minus ei Argumentationi in Imperio in causa Guarantiæ ab Imperio susceptæ locus dandus ? ob id præcipue , quod in Imperio ordinare omnia , quæ non legibus excepta sunt , plurimis suffragiis expediri possunt. Præterea cum leges non distinguunt negotium majoris & minoris momenti , nec nostrum quoque erit ob gravitatem negotii , in Thesi plurimis votis egrediendi , unanimem consensum postulasse. Quod Guarantia negotium tale sit , quod plurimis suffragiis confici queat , præter Argumenta jam allata , ex eo probari posse reor.

Pax Westphalica & constans observantia extra omnem dubitationis aleam ponit ;  
quod

*quod in fœderibus quæ Imperium cum aliis facit, major pars Statuum minorem vincat & nomine Imperii decretum conficere queat. Siquidem Art. 8. §. 2. Instrum. P. Art. Gaudeant scil. Status, sine contradictione jure suffragii in omnibus deliberationibus super negotiis Imperii, præsertim ubi pax aut fœdera facienda aliave ejusmodi negotia peragenda fuerint, nihil horum aut quidquam simile post hac unquam fiat vel admittatur, nisi de comitali liberoque omnium Imperii Statuum suffragio & consensu. Omnium Imperii Statuum suffragium & consensum HENNIGES in Meditationibus ad istum ipsum locum instrumenti ita interpretando explanat, ut in thesi res plurimum suffragiis confici possit. Cujus interpretationis adjutrix Observantia Imperii, ex qua probari potest, quod Imperii fœdera plurimorum suffragiis facta fuerint; nec ullum exemplum in contrarium afferri posse autumo ex Actis publicis, ubi dubitatum sit, an Fœdera Imperii in quibus Status, ut unum Corpus considerandi, plurimis suffragiis tangi possint. Ego vero, quando dicatur quod nihil horum negotiorum admittendum sit, nisi de Comitali liberoque omnium Imperii Statuum suffragio & consensu,*

DE IÂ  
PRAGMÂ  
TIQUE  
SANCTI  
TIONI

T 2 fu,



su, tantum de jure suffragandi & consentiendi omnium Statuum intelligendum censeo, quòdque, si pars minor dissentiat; tamen pro consentiente haberi possit & dici: factum aliquid omnium suffragio esse & consensu, cum tantum plurima pars consensum interposuerit. Quod de jure suffragii tantum omnium Statuum intelligendum, quando in Legibus Imperii omnium Statuum suffragia requiruntur, probo ex initio hujus paragraphi gaudeant & ex clausula Artic. 5. §. 52. ubi continetur quod pluralitas votorum non attendenda sit in causis religionis & quando Status, tanquam unum Corpus, considerari nequeant. Nisi igitur in negotiis, in quibus Status, tanquam unum Corpus, considerantur, atque in Fœderibus Imperii pluralitas votorum attendenda sit: nulla causa esset, cur hac clausula posita. Quod autem Dissensus minoris partis pro consensu habendus in Rebus publicis; quorum negotia plurimis suffragiis expediuntur, demonstrari ex juris publici Universalis principiis potest.

Qui membrum Reipubl. in qua ordinario jure plurima suffragia concludunt, sit, illum ab initio statim, quo membrum Reipubl. confit & in numerum Statuum recipitur, consentire oportet, quod obligatus  
essa

esse pluralitate votorum, etiamsi dissentiat, DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.  
velit. Nemo autem obligatur in statu ad-  
ventitio, in quem sponte sua intravit,  
nisi consensu antecedente; quare status  
dissentiens in quadam re ratione obliga-  
tionis pro consentiente habendus. Etiam  
ob hanc causam in Legibus Imperii dici  
recte potest, aliquid omnium Statuum  
consensu faciendum aut factum esse, ubi  
tantum plurium consensus requiritur, aut  
repetitur. Interpretum itaque non inscien-  
tia se compacto male interpretari credo  
Artic. 2. 10. 12. 17. capit. CAROL.  
formulam: \* gesammter Churfürsten,  
Fürsten und Stände Einwilligung, per  
unanimem actualem omnium Electorum,  
Principum & Statuum consensum. Hanc  
enim interpretationem modo allata argu-  
menta convellere, Observantia labefactare,  
& exempla plurima obruere possunt. Etiam  
illud erectionis Domus Brunsvicensis in,  
Electorem dignitatem, quæ in Artic. 3.  
Capit. CAROL. nominatur † ein mit  
Einwilligung gesammter Churfürsten.  
Fürsten und Stand eingeführter Electo-  
rat; cum tamen nemini obscurum opinor  
aut

\* Du consentement unanime de tous les Electeurs,  
Princes & Etats de l'Empire.

† Un Electorat établi du consentement unanime  
des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire.

# 438 LES INTERETS PRESENS

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

*aut absconditum , quod nonnullis Stati-  
bus , præcipuè Principibus non consentienti-  
bus , hic novus Electoratus introductus sit.  
Cujus rei testimonia præbent Acta publica ,  
quæ , Lettres historiques , Fabri Staats-  
Cantzley , Electa juris publici , aliique  
libri , de statu publico Imperii circa illa  
tempora agentes , exhibent , Equidem &  
occasione hujus novi Electorum cautum ,  
ut in posterum , si Electoratus instituendi ,  
Comitialis omnium Imperii Ordinum con-  
sensus adhibendus sit , ut indicat Præfatio  
(1) zur gegenwartigen Verfassung der  
Kayserlichen Regierung. Verum ob an-  
te dictas & modo dicendas rationes non  
per unanimum interpretamur. Certe in  
Pace Bad. ipsa Art. 3. Rex Gallia agno-  
vit dignitatem Electoralem Domui Bruns-  
wico Hanoverana collatum à SACRA  
CÆSAREA MAJESTATE cum Sa-  
cri Romani Imperii consensu. Si consen-  
sus unanimis fuisset , hoc vocabulum quo-  
que Paciscentes adjecissent. Nec etiam in  
Actis Comitialibus , quæ habet Faber (a)  
ullum verbum invenio , ex quo unanimis  
consensus eliciendus. In concluso & Colle-  
gii Electoralis & Principum & trium  
Colle-*

(a)  
Staats-  
Cantz-  
ley T. 13.  
cap. 9. &  
Electa 1.  
P. T. 1.  
num. 1.

(1) De l'Etat present du Gouvernement Im-  
perial de l'Empire.

*Collegiorum, negotium hoc introductionis Hanoverani Electoratus concernens nulla alia formula, quam (2) es ist dafur gehalten und geschlossen worden; reperitur, ac ne vox quidem (3) gesamter Stande, oder samtllich adest; ac si etiam adesset, tamen differret talis consensus à consensu unanimi. In quibuscunque Instrumentis vox unanimis Germ. einhelliger consens non reperitur, ibi consensus pro unanimi non reputandus est ob id, quod vox (4) sammtlich oder gesamt non significat unanimem consensum, sed idem est, ac conjunctim, id est, collegialiter ita ut major pars Collegii concludat; quæ est interpretatio præter Sprengerum & alios Juris publici doctores Schwederi in Inst. 1. P. part. spec. Sect. 1. cap. 20. §. 3. eaque interpretatio convenit cum Observantia; & etiam ex Pacis Westphalicæ Articulis modo allegatis argumentando, prout jamjam feci, crui potest. Accedit quod aliis uti formulis, Constitutiones Imperii soleant quando consensus unanimis esse debet. Reperire licet tunc non vocem samtllich, [ ensemble ] aut omnium*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

(2) Il a été résolu & conclu.

(3) De tous les Etats, ou ensemble.

(4) Ensemble ou en corps.

*omnium Statuum, sed einmuthig aller und ieder, [ unanime de tous & un chacun ] uti in Art. 20. Capit. JOSEPH: ubi legimus, (5) dafz keine neuen Zolle mehr sollen ertheilt werden, es geschehe dann mit einmuthigen Collegial-Rath und Bewilligung der sieben Churfursten, & paulo infra, quod ejusmodi telonia nec augeri debent (6) ohne Kayserl. mit obgedachten einmuthigen aller und ieder sieben Churfursten Collegial-Consens.*

*Proinde quamvis ope sphi gaudeant I. P. Eædera omnium Statuum suffragio & consensu perficienda esse intelligimus: tamen ex Interpretum sententia sine ulla contradictione plurimis suffragiis concludi possunt, ac etiam revera concluduntur, uti Acta publica ipsa satis superque constantur. Jam vero cum Guarantia Sanctionis species Fæderis sit, quod à Statibus, qui Imperium representant, ictum est cum SERENISSIMA DOMO AUSTRIACA de ea secura reddenda ratione ordinis succedendi in Sanctione Prag-*

(5) Qu'on ne mettra plus de nouvelles Taxes, à moins que ce ne soit de l'accord & du consentement unanime du College des Electeurs.

(6) Sans le consentement imperial & unanime de tous & chacun des sept Electeurs.

Pragmatica dispositi : facile est ad intelligendum , quod Guarantia Sanctionis optimo jure ab Imperio , plurimis suffragantibus , recipi , & etiam ab exteris Principibus & Rebus publicis securitas præstari queat. Ab Imperio recipi Guarantia plurimis suffragiis potest , quoniam secundum Pacem Westphalicam plurima suffragia sufficiunt ad Fœdera , cum aliis facienda , ab exteris , quia nemini sit injuria , si Sanctionis Guarantia præstatur.

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANC-  
TION.

Nec urgeas , Domum Austriacam non esse securam reddendam , quia per Sanctionem plura detrimenta Imperio quam adjumenta importentur ; quippe qua aliquot insignia Imperii Feuda , per Leges Imperii Domanio Imperii corporanda , retineantur , mutantur , & Fœmina , tanquam Feuda nova , conferantur , consolidationis spe eximantur , & in quemque alienabilia reddantur. Sed supra argumentis jam confirmavi , quod omnes terræ Austriacæ , etiam illæ , quæ Feuda Imperii sunt , fœminam in successione admittant , nec Domania Imperii sint , quodque adeo nihil novi fiat , nullaque injuria Imperio aut tertio inferatur , si PRIMOGENITA FILIA IMPERATORIS successioni destinetur. Quocirca nec dici quoque

quoque potest, quod insignia Imperii Feuda per leges Imperii incorporanda Sanctione retineantur, aut mutantur, & fœmina tanquam Feuda nova conferantur. Nec etiam Sanctione in quemvis alienabilia redduntur; cum secundum ordinem succedendi in Sanctione stabilitum terra ad **SERENISSIMAM DOMUM AUSTRIACAM** pertinentes in neminem, quam in prolem utriusque Sexus, ex stirpe Austriaca prognatum, perveniant, & ex consequenti in Archiducissarum conjuges, in quas secundum jus feudale Feuda fœmina transire solent. In quantum igitur Feuda fœminina consolidationis spe eximuntur, in tantum ego quoque concedo & largior in Feudis, quæ Domus Austriaca ab Imperio tenet, obtinere. Sunt quidem ea Feuda, quorum gratia Privilegium **CAROLI V.** est datum, merè hæreditaria, adeoque in quemvis alienabilia, & ex consequenti spe consolidationis eximuntur, sed quoniam etiam sine spe consolidationis Dominium directum in Feuda Austriaca leditur, si etiam spe consolidationis eximantur; qua exemptio non tam ex Sanctione, quam ex Privilegiis plurium Imperatorum, originem trahit. Ac si etiam mutatio Feudorum, Fœminæ eadem conferendo, accideret :  
attamen

*attamen minime suffragia unanimia requirerentur, ob id, quod, qui possunt Statum Imperii ordinare, illi possunt etiam eundem mutare. Mutatio enim Reipubl. nihil aliud signat, quam aliquam à priori statu publico diversam Reipubl. ordinationem. Ac quandoquidem plurima suffragia sufficiant ad Decretum Imperii, quo Imperium ordinatur, consociendum vi P. W. Art. 9. §pho gaudeant: sequitur, ut quoque ad Feuda Imperii mutanda pluralitas votorum satis sit; atque adeo si etiam mutatio Feudorum contineretur Sanctione: tamen ea pluralitate votorum adprobari, ejusque Guarantia suscipi Decreto Comitiali posset. Ejus generis mutationes in rebus Imperii fieri posse consensu majoris partis, Capitulatio novissima Art. 2. confirmat quoque. Ibi enim legimus, \* dass ohne Churfürsten, Fürsten und Standen auf Reichs-Tagen workergehende Bewilligung des heil. Reichs-Ordnungen keinesweges zu ändern. Unde positive argumentor, quod consensu Ordinum Imperii etiam Ordinationes Imperii rationes Feudorum, utrum masculina,*

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SANCTION.

\* Que les Constitutions de l'Empire ne doivent souffrir aucun changement sans le consentement des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire assemblez en Diete.



na, an fœminina haberi debeant, mutari possint. Ac quoniam consensus Ordinum requiritur non unanimis plurimorum: suffragiis Feuda masculina in fœminina mutari posse manifestum est. Porro exinde colligo, quod si etiam ob certa particularia Feuda Imperii, quæ SERENISSIMA DOMUS AUSSRIACA in potestate tenet, non adeo clare probari posset, an sint fœminea: tamen eo ipso, quod Imperium Sanctionis Guarantiam in se pluralitate suffragiorum suscepit, agnovit fœmininam in Feuda Imperii Austriaca successionem; & si olim masculina fuerint, per tacitam consecutionem in fœminina mutata sunt Decreto Comitiali, plurimis suffragiis confecto.

Et ita de Sanctione ejusque Guarantia, plurimis suffragiis adprobata, satis hoc tempore dictum habebo. Dicere illi, qui eruditos oculos habent, poterunt, si volunt, de summo pectore, quod nihil possit esse verius, quodque nihil possit argumentis confirmari firmioribus, quam quod optimo jure Sanctio Pragmatica sit constituta, quodque ejus Guarantia tale negotium sit, quod omni jure ab Imperio, plurimis Statibus suffragantibus, decerni, eoque Decreto omne Imperium, etiam Status dissentientes, ad tuendam, dum  
nemini

nemini Sanctione inferatur injuria, contra quosunque Sanctionem obligati, æque, ac ad reliqua Decreta Imperii, sint. Ad hæc, uti ad omnia, quæ in hac meditatione protuli, probanda, iis me usum esse argumentis & rationibus ex jure publico Universalis, Germanico & Provinciali desumptis, reor, quæ non persuadent, sed cogunt vimque asserunt in assentiendo.

Quam firmo juris fundamento hæc Sanctio ejusque Guarantia nititur: tam eam maxime Imperii rationibus puto conducere. Namque cum SERENISSIMA DOMUS AUSTRIACA tanquam salutare fidus Imperio cum maximo fortuna fulgore splenduerit semper: nihil est, quod Imperio majori fructui Gloriaque esse possit, quam si SERENISSIMA DOMUS AUSTRIACA hac salubri ratione, quæ Sanctione instituta & stabilita, conservetur. Ex quo sole ipso illustrius & clarius elucet, quod AUGUSTISSIMO IMPERATORI finis, uti in omnibus Consiliis & Dispositionibus, ita etiam in stabilimento Sanctionis, sit ille, ut non solum rectè justèque faciat, sed etiam ut ea agat, quæ maximum emolumentum Imperio sunt. Néc quisquam unquam summorum Principum tam mente

DE LA  
PRAGMA  
TIQUE  
SAN-  
TION.

rosa

*tota in Imperium Germanicum & Systema Gentium conservandum incubuit, quam excelsa CAROLI VI. Mens, qua nihil prater publicum commodum videt, & salutem hominibus dat. Ac quandoquidem optimi mortalium altissima cupiunt, omnemque laudem & felicitatem merentur: quis Augustus felicior, quis Trajanus melior, habendus, quis meritis laudibus magis decorandus, nostro AUGUSTISSIMO IMPERATORE? QUI cupit non tam propriam Domus salutem, quam Imperii, Europa orbisque Christiani quietem altissimam securitatemque, dumque Satisfactione ejusque Guarantia tam ab Imperio, quam ab aliis potentioribus Principibus & Rebus publ. suscepta, satis undique provisum atque precatum est saluti publica & securitati: hanc rem omnibus optimis optimus quisque persequitur, & eam imperio vult benè & feliciter evenire. Mei voti summa est Incolumitas GERMANICI AUGUSTI, QUI PATRIÆ non satis diu vivere potest, quamvis naturam ipsam expleat aliquando vivendi satietate. Q. E. D.*

*Fin du quatriéme Volume.*

ANT  
1314476

